This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/

Digitized by Google

HEEK GENT

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

Digitized by Google

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

Flandre orientale.

TOME SIXIÈME.

Du 1.er avril au 31 décembre 1819.



A GAND,

CHEZ LA VEUVE STÉVEN ET FILS, IMPRIMEURS DE L'ADMINISTRATION PROVINCIALE.

Digitized by Google

Digitized by Google

TABLE CHRONOLOGIQUE

Des Arrêtés, Décisions, Lettres et autres Actes, tant du Gouverneur, que des Etats députés de la Flandre orientale, contenus dans le Mémorial administratif.

TOME SIXIÈME.

Du 1.er avril au 31 décembre 1819.

Dates.	Titres des Arrêtés, etc.	N.° du Mémorial.	Pages.
1819 22 mars.	Arrêté Royal portant nomination de plusieurs Bourguemaîtres dans les districts de Gand, Audenarde, St.-Nicolas, Eecloo et Termonde.	35	420
1.er avril.	Invitation de faire publier, dans les communes où il y a des tourbières, les dispositions de l'arrêté Royal du 17 février 1819 y relatives.	1	2
5 dito.	Formalités à remplir par les héritiers des créanciers des dettes constituées et exigibles.	2	10
6 dito.	On demande des états distincts des forêts et bocqueteaux.	3	22
13 dito.	Mercuriale du mois de mars 1819.	4	34
15 dito.	Autorisation de continuer provisoirement les exploitations des tourbières sur le pied usité.	4	30
dito.	On recommande l'exécution de l'arrêté Royal du 26 décembre 1818, qui restitue aux fondations de bourses et colléges, partie de leurs biens, bois et rentes.	5	38
dito.	Notification de nouveaux choix pour la composition du conseil de milice à Audenarde	5	42

Digitized by Google

Dates.	Titres des arrêtés, etc.	N.° du Mémorial.	Dates.
1819 17 avril.	Dispositions de police pour prévenir les incendies.	8	64
19 dito.	Circulaire dans laquelle on indique les seuls cas où l'administration provinciale peut examiner et admettre des remplaçans pour miliciens.	6	46
dito.	On prescrit diverses formalités pour la régularité des vérifications des percepteurs.	6	48
21 dito.	Dispositions relatives aux miliciens qui seront choisis pour faire partie des bataillons de réserve.	7	54
dito.	Arrêté fixant les époques pour le départ des miliciens formant le contingent de 1819.	7	58
dito.	Envoi de l'état des personnes qui ont obtenu des ports-d'armes de chasse depuis le 1.er février 1819 jusqu'au 15 mars suivant.	8	74
29 dito.	Rapports entre les fonctions des administrations locales et celles de la maréchaussée.	9	86
5 mai.	Arrêté qui appelle les miliciens destinés à former la troisième portion du contingent.	10	86
dito.	Invitation de différer l'exécution de l'article 7 du réglement concernant les gardes-champêtres.	11	90
dito.	On recommande l'exécution de la loi du 29 avril, relative aux impositions communales.	12	94
10 dito.	Circulaire concernant la rentrée volontaire des miliciens semestriers avant l'expiration de leurs congés.	13	98
dito.	Dispositions relatives aux transports des miliciens en marche et dans certaines positions, par barques, etc.	13	100
13 dito.	On prescrit diverses formalités pour certaines classes de patentables.	14	106

Digitized by Google

Dates.	Titres des Arrêtés, etc.	N.° du Mémorial.	Pages.
1819 13 mai.	Les percepteurs ne doivent accepter des états de subdivision que pour faciliter les poursuites.	15	114
18 dito.	On invite à rappeler dans les réponses les numéros de la division et de l'indicateur.	16	120
22 dito.	Avis que le Gouverneur entreprendra incessamment sa tournée.	16	122
dito.	Invitation de procéder à l'exécution de l'article 7 du réglement concernant les gardes-champêtres.	16	124
11 juin.	Communication d'une instruction concernant les artistes vétérinaires.	17	136
12 dito.	Circulaire contenant disposition relative à la franchise des exportations pour les îles de Java et de Madère.	17	152
13 dito.	Arrêté Royal portant nomination de plusieurs Bourguemaîtres dans les districts d'Alost et de Termonde.	36	449
14 dito.	Notification de l'arrêté Royal du 9 avril, relatif aux taxes municipales des droits de place et autres.	18	160
2 juillet.	Méthode de rouir le lin d'après les procédés du sieur *Dhondt-d'Arcy*.	19	168
3 dito.	Rappel de quelques dispositions relatives aux passeports.	19	176
dito.	Liquidations des rentes que possèdent les fondations de bourses à charge des villes et communes.	20	184
6 dito.	Exposé de la situation de la Flandre orientale, sous le rapport de son administration.	22	213
13 dito.	Mercuriale du mois de juin 1819.	23	292
14 dito.	Instruction sur l'exécution de l'arrêté Royal du 6 juin, relatif à l'administration de la police.	21	196

Digitized by Google

DATES.	TITRES DES ARRÊTÉS, etc.	N.° du Mémorial.	PAGES.
1819. 16 juillet.	Instruction sur l'application de quelques articles des arrêtés Royaux des 13 février 1816 et 24 février 1819, relatifs aux barrières.	23	267
17 dito.	On adresse copie de l'arrêté Royal qui règle l'administration des bois communaux et des établissemens publics.	24	295
20 dito.	La taxe sur les barrières doit être perçue au pied du poteau placé au point déterminé.	24	314
31 dito.	Instructions sur quelques dispositions de la loi du 21 mai 1819, relatives aux patentes.	25	323
2 août.	Instruction relative à l'envoi des rapports périodiques et autres des crimes et délits.	26	344
6 dito.	On demande des renseignemens pour parvenir à plus d'égalité dans la répartition des contributions.	27	352
10 dito.	Nomination du S.r Milliau, artiste vétérinaire, en remplacement du S.r Richelot.	28	364
dito.	Avis portant fixation des jours et heures qu'auront lieu les audiences du Gouverneur.	29	268
12 dito.	Instruction relative aux inscriptions, etc. placées dans les églises.	30	372
16 dito.	Mercuriale du mois de juillet 1819.	31	330
18 dito.	Invitation de publier les dispositions de l'article 3 de l'arrêté Royal du 22 mai dernier, concernant la direction et la surveillance des travaux de défense contre les eaux de la mer ou des rivières.	31	3[illegible]8
19 dito.	Communication des opérations cadastrales aux propriétaires.	32	3[illegible]
2 septemb.	Communication de l'arrêté Royal concernant l'exposition des produits de manufacture et d'industrie nationale.	33	4[illegible]

DATES.	TITRES DES ARRÊTÉS, etc.	N.° du Mémorial.	PAGES.
1819 14 septemb.	Mercuriale du mois d'août 1819.	33	403
15 dito.	Communication de l'arrêté Royal du 19 août dernier, relatif à l'exercice de la police judiciaire par les autorités communales.	34	412
16 dito.	On demande un état des biens et rentes dont jouissent les curés et desservans.	35	424
5 octobre.	Nouvelles instructions concernant les artistes vétérinaires.	36	432
6 dito.	On prescrit des mesures pour la conservation des antiquités.	36	440
9 dito.	On prescrit l'exécution des dispositions des arrêtés des 24 août 1812 et 25 septembre 1813, concernant l'entretien des fossés des grandes routes.	36	444
14 dito.	Mercuriale du mois de septembre 1819.	37	460
15 dito.	Arrêté Royal du 27 août 1819, relatif aux impositions sur la tourbe et la houille.	37	456
19 dito.	Arrêté prescrivant les formules d'actes, en langue flamande, de l'état civil.	38	464
21 dito.	Les receveurs communaux ne peuvent solder le trésor avec les fonds des recettes municipales.	39	496
26 dito.	Formalités à observer à la rentrée des semestriers.	39	498
28 dito.	Explication sur l'introduction du nouveau système, et invitation de publier les lois et instructions sur les poids et mesures.	40	504
2 novemb.	Décision Royale concernant le premier renouvellement des membres des administrations rurales.	41	516
dito.	Arrêté qui fixe les époques pour les revues de la milice pendant les mois de novembre 1819, et février, mai et août 1820.	41	518

Digitized by Google

DATES.	TITRES DES ARRÊTÉS, etc.	N.° du Mémorial.	PAGES.
1819 9 novemb.	Instruction sur l'exécution du dernier paragraphe de l'article 1.er de l'arrêté Royal du 19 août dernier, sur l'exercice de la police judiciaire par les autorités communales.	42	528
dito.	On adresse copie de l'arrêté Royal du 5 février 1816, relatif à la jouissance des biens des cures.	42	530
dito.	Arrêté qui fixe le contingent des communes et établissemens publics propriétaires de bois, dans les frais de surveillance attribués à l'administration forestière.	43	536
10 dito.	Exécution de la loi du 8 janvier 1817, concernant la milice nationale.	43	542
11 dito.	Exécution de l'article 17 du réglement pour l'administration des communes rurales.	43	544
13 dito.	Mercuriale du mois d'octobre 1819.	42	533
20 dito.	Mesures pour faciliter aux fabricans qui désirent concourir à l'exposition générale de 1820, le dépôt de leurs déclarations.	44	548
23 dito.	Rectification d'une erreur glissée dans quelques congés délivrés à des miliciens par le département de la Guerre.	44	558
dito.	Les pièces qui doivent servir en France ne peuvent être expédiées par les personnes intéressées sans être préalablement revêtues du visa du Gouverneur.	44	560
dito.	Formation des listes pour la classe des miliciens de 1820.	45	564
27 dito.	Notification de l'arrêté Royal du 4 novembre 1819, relatif à l'ouverture de la section de route d'Audenarde à Ninove.	46	572
30 dito.	On recommande de ne délivrer les certificats de bonne conduite qu'avec la plus grande circonspection.	46	582

Digitized by Google

Dates.	Titres des Arrêtés, etc.	N.° du Mémorial.	Pages.
1819 6 décemb.	Exécution de l'article 21 de la loi du 8 janvier 1817, relatif à la milice nationale.	47	588
dito.	Désignation des membres des conseils municipaux et communaux, pour signer les certificats à délivrer aux miliciens en 1820.	47	592
dito.	Dispositions relatives au paiement du prix de l'abonnement du Journal officiel.	47	594
7 dito.	On prescrit, en exécution d'un arrêté de Sa Majesté du 11 janvier 1815, la confection d'un tableau statistique dont on transmet le modèle.	48	600
10 dito.	Mercuriale du mois de novembre 1819.	49	616
20 dito.	Renseignemens à fournir par les administrations locales aux agens des contributions.	49	612
21 dito.	Instruction pour l'exécution de la loi du 30 novembre dernier, relative à la liquidation des anciennes dettes.	50	620
23 dito.	Instruction additionnelle pour la formation du tableau qui concerne la circulaire n.° 48 du 7 décembre.	49	612
28 dito.	Communication d'une décision ministérielle, portant que le foin nouveau ne saurait être assimilé aux fourrages verts.	51	633
30 dito.	Communication d'une dépêche ministérielle relative aux taxes municipales sur la houille et la tourbe.	51	634
31 dito.	On informe que les droits de navigation établis par suite de la loi du 30 floréal an 10, cesseront d'être perçus au profit de l'État à compter de 1820.	52	640

Fin de la Table.

Digitized by Google

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 1.

SOMMAIRE.

1. TOURBIÈRES. — *Invitation de faire publier, dans les communes où il y a des Tourbières, les dispositions des articles 2 et 4 de l'arrêté Royal du 17 février 1819.* — Du 1.er avril. — 2.e Division.

Digitized by Google

Gand, le 1.er avril 1819.

Les ÉTATS DÉPUTÉS *de la Flandre orientale,*

A MM. les Bourguemaîtres et Maires de la province.

Messieurs, la lecture et l'examen des dispositions de l'arrêté Royal du 17 février dernier, et des instructions y relatives qui nous a adressées, le 12 de mars, S. E. le Ministre du Waterstaat, nous ont persuadé, qu'en général, toutes les tourbières en cette province, qui quoique multipliées et disséminées dans plusieurs communes, sont toutes irrégulières et de peu d'étendue, et de ce chef, soumises à la surveillance et aux taxes détermiuées par l'arrêté Royal du 7 mars 1818, pouvaient, sous ce rapport, être considérées comme comprises dans l'exception déterminée par l'article 5 du susdit arrêté.

Dans cette persuasion, et afin de faciliter à vos administrés la continuation de leurs travaux utiles, et leur épargner des formalités et des frais superflus, nous nous sommes adressés avec confiance à Sa Majesté afin de demander, qu'il lui plaise,

Digitized by Google

Gend, den 1.sten april 1819.

De Gedeputeerde Staten van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der provintie.

Mynheeren, het lezen en het onderzoek der bepalingen van 't Koninklyk besluit van 27.den february lestleden, en van de daer toe betrekkelyke instructien aen ons toegezonden den 12.sten maert door Z. E. de Minister van den Waterstaat, hebben ons overtuigd, dat de turflanden in dees provintie, alhoewel in groot getal en verspreid in verscheide gemeenten, in 't algemeen onbevoegd en wynig uitgestrekt zyn, en derhalven, onderworpen aen de waekzaemheid en de belastingen voorschreven by het besluit van 7.sten maert 1818, onder dees rapport mogten beschouwd worden als deel maekende van de uitzonderingen bepaeld by 't artikel 5 van het bovengenoemde besluit.

In deze verzekering, en de voortgang diër nuttige werken aen uwe bestierde willende gemakkelyk maeken, en hun ontslaen van overtollige formaliteiten en onkosten, hebben wy ons met vertrouwen aen Zyne Majesteit g'adresseert,

Digitized by Google

sous lesdits rapports, appliquer à toute la province l'exception portée par l'article 5, et déléguer à ce Collége le pouvoir qu'elle s'est réservé par les articles 1, 2 et 4 de son arrêté du 17 février.

Mais comme notre demande pourrait ne pas être agréé, et qu'en tout cas l'intérêt bien entendu des propriétaires qui se proposent de commencer, ou de continuer une exploitation de tourbière et l'avantage des ouvriers et des consommateurs exigent que les premiers se mettent, sans délai, en règle, conformément aux dispositions de l'arrêté du 17 février, afin qu'il puisse être statué sur leurs demandes avant la saison des travaux, soit par nous, en cas de délégation par Sa Majesté, soit par Sa Majesté elle-même, d'après nos avis et considérations, conformément à l'article 2, nous vous chargeons, Messieurs, (s'il existe dans vos communes des tourbières) de prévenir, par voie de publication et d'appel, ces propriétaires ou concessionnaires, de l'obligation qui leur est imposée par les articles 2 et 4 dudit arrêté.

Ces demandes en obtention de permission d'entreprise ou de continuation d'exploitation, nous

Digitized by Google

ten einde te verzoeken dat het Haer behagen zou, om de gemelde reden, aen de geheele provintie toepasselyk te maeken de by het 5.de artikel vermelde uitsondering, en aen dees Collegie het regt toe te eigenen die Zy aen zich gehouden heeft achtervolgens de artikelen 1, 2 en 4 van deszelfs besluit van 17.sten february.

Maer vermits dat ons verzoek zou konnen verworpen zyn, en dat in alle geval de belangen der eigenaren die zich voorstellen eene verveening te beginnen of voort te zetten, zoo wel als het voordeel van de werklieden en van de slyters, vereisschen dat de zelve eigenaren zich dadelyk in regel stellen overeenkomstig de bepalingen van 't besluit van 17.sten february, ten einde van op hunne verzoeken te konnen statueeren voor het saisoen van de werken, 't zy door ons, in 't geval van delegatie, 't zy door Zyne Majesteit zelve, onze consideratien en advies gehoort in conformiteit van 't artikel 2, wy belasten UE., Mynheeren, (indien 'er turflanden in uwe gemeenten bestaen), om die eigenaren of ondernemers by middel van afkonding en beroep te verwittigen van de verpligtingen aen hun opgeleid by de artikelen 2 en 4 van het gezeide besluit.

Die verzoeken ter bekoming van octrooi of vergunning tot het ondernemen of voortzetten van

Digitized by Google

seront adressées par l'intermédiaire des autorités locales de la commune où se trouve le terrain à exploiter. En vous recommandant, Messieurs, de porter toute attention à ce que les intéressés acquièrent la connaissance des formalités qu'ils ont à remplir, nous avons l'honneur de vous saluer avec considération.

Signé LE B.on DE KEVERBERG, Président.

Par les Etats députés,

Le Greffier des Etats provinciaux, I. VAN TOERS.

Digitized by Google

verveeningen, moeten aen ons overgezonden worden door de tusschenkomste van de plaetselyke bestuuren der gemeenten alwaer de te verveenen grond zich bevind. UE. de oplettendheid aenbevelende, Myheeren, dat de belanghebbenden de kennis bekomen der door hun in te volgen formaliteiten, hebben wy de eer UE. met agting te groeten.

Geteekent LE B.on DE KEVERBERG, President.

Van wege de gedeputeerde Staten,

De Greffier der provinciale Staten, I. VAN TOERS.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 1.

KORTEN INHOUD.

1. TURFLANDEN. — *Verzoek om de bepalingen van de artikels* 2 *en* 4 *van 't Koninklyk besluit van* 17.den *february* 1819 *te doen afkondigen in de gemeenten alwaer Turflanden bestaen* — Van 1.sten april. — 2.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 2.

SOMMAIRE.

2. DETTES constituées et exigibles. — *Formalités à remplir par les héritiers des créanciers.* — Du 5 avril. — 1.e Division.

3. SUBSISTANCES. — Gélatine des os. — *Résultats qui s'obtiennent à la Maison centrale de détention à Gand.* — Du 6 avril. — 2.e Division.

Tome VI.

Digitized by Google

Gand, le 5 avril 1819.

Les ÉTATS DÉPUTÉS *de la Flandre orientale,*

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes de la province.

Messieurs, plusieurs autorités locales nous ont fait part de leurs doutes au sujet des paiemens à faire aux héritiers des créanciers des dettes constituées et exigibles, lorsque ces héritiers ne sont pas nominativement portés sur les états de ces dettes, mais seulement la personne dont ils sont habiles à recueillir la succession.

Il nous a paru que, pour le bon ordre de la comptabilité, on ne pouvait mandater aucunes sommes en faveur des héritiers des créanciers dont il s'agit, à moins que les premiers ne justifient de leur droit d'hérédité par un certificat du juge de paix dont le modèle se trouve à la suite de la présente; ce certificat sera déposé par eux entre les mains du Bourguemaître ou Maire, qui l'annexera aux titres produits à l'appui des créances y relatives.

Chaque fois qu'il sera délivré des mandats aux héritiers dont il est question, on aura soin d'y mentionner que leur droit de succession est cons-

Digitized by Google

GEND, den 5.den april 1819.

De GEDEPUTEERDE STATEN *van Oost-Vlaenderen,*

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, verscheide plaetselyke autoriteiten hebben ons hunne twyfels voorgeleid aengaende de te doen betalingen aen erfgenamen van crediteuren der gevestigde en loopende schulden, wanneer dees erfgenamen in de staeten diër schulden niet benoemd staen, maer alleenelyk de persoonen tot welkers successie zy regt hebben.

Wy hebben vermeent dat, voor het beste order van de rekenschap, geene mandaten ten profyte van erfgenamen van crediteuren mogen afgelevert worden, ten zy die eerste hun regt op de erfenis bewyzen door eene schriftelyke verklaring van de vrederechter waer af het model hier agter gedrukt is. Dees certificaet moet door hun overgeleid worden aen de Burgemeester of Maire die het zelve voegen zal by de bewystitels der daer toe betrekkelyke schuldvorderingen.

Telkens dat aen de bedoelde erfgenamen mandaten zullen afgelevert worden, moet men zorgen daer in te melden dat hun regt van erfenis be-

Digitized by Google

taté par une déclaration du juge de paix dont on rappellera la date.

Nous vous prions de bien vouloir vous conformer aux dispositons qui précèdent.

Signé Le B.on DE KEVERBERG, Président.

Par les États députés,

Le Greffier des États provinciaux, I. Van Toers.

Modèle du certificat à délivrer par le juge de paix.

Le soussigné (*noms et prénoms*) juge de paix du canton d   district d   province de la Flandre orientale, certifie, sur l'attestation de (*noms, prénoms, qualités et résidences de deux témoins*), que le sieur (*noms, prénoms et qualité*) est décédé à   le   et que dame   sa veuve, demeurant à   ou que tel ou tels (*mettre les noms, prénoms, qualités et résidences*), son seul héritier ou ses seuls héritiers, est propriétaire ou sont propriétaires du capital de la créance que ledit sieur   avait à charge de la commune d   comme créancier de la dette (constituée *ou* exigible) et qu'ils ont droit à en recevoir le remboursement partiel dans les termes prescrits par l'arrêté de liquidation des dettes de la commune d

Fait à   le

Nota. S'il y a deux héritiers, le certificat du juge de paix déclarera qu'ils ont droit chacun à la moitié de la créance, s'il y en a trois, chacun pour un tiers.

S'il y a des mineurs, le certificat énoncera le nom des tuteurs qui ont droit de toucher pour eux.

Digitized by Google

waerheid is door eene verklaring van de vrederegter waer af de dato moet beroepen worden.

Wy verzoeken UE. aen de bovengemelde bepalingen wel te willen conformeeren.

Geteekent Le B.on DE KEVERBERG, President.

Van wege de gedeputeerde Staten,

De Greffier der provinciale Staten, I. Van Toers.

Digitized by Google

Gand, le 6 avril 1819.

Le Baron de Keverberg de Kessel, *Chevalier de l'ordre du Lion Belgique, Gouverneur de la Flandre orientale,*

A MM. les Administrateurs des villes et communes de la province.

Messieurs, j'ai recommandé par ma circulaire du 11 septembre 1818 (*Mémorial administratif*), l'emploi de la *gélatine des os*, comme un moyen nutritif, économique et excellent sous tous les rapports, qui pourrait être avantageusement appliqué, surtout par les établissemens de bienfaisance qui sont chargés de pourvoir à la subsistance des nécessiteux et des malades.

MM. les Bourguemaître et Echevins de la ville de *Termonde* m'avaient en conséquence invité, dès le mois d'octobre dernier, à faire la commande, pour leur ville, de l'appareil nécessaire, mais, par prudence, j'avais différé de remplir leur vœu, parce que je voulais faire constater auparavant et m'assurer par moi-même si le grand appareil établi depuis peu en la Maison centrale de détention à Gand, remplirait parfaitement mon attente. Je suis maintenant convaincu qu'il ne laisse rien à désirer, et les résultats obtenus après des expériences réitérées sont, on ne peut plus, satisfaisans. Je me plais à les mettre sous vos yeux, Messieurs, et je ne saurais mieux remplir ce but qu'en faisant imprimer à la suite de la présente la lettre

Digitized by Google

Gend, den 6.den april 1819.

Den Baron de Keverberg de Kessel, *Ridder van het order van den Belgischen Leeuw, Gouverneur van Oost-Vlaenderen;*

Aen de Heeren Bestierders der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, by myne circulaire van 11.sten september 1818 (*Memoriael administratief*) heb ik het gebruik aengeprezen van de *gelei uit beenderen*, als een voedend, huishoudelyk en onder alle rapporten voortreffelyk middel, die met voordeel zou konnen gebruikt worden voornamelyk door de gestichten van liefdadigheid die belast zyn met het onderhoud te verzorgen aen behoeftige en aen zieken.

Gevolgelyk hebben de Heeren Burgemeester en Schepenen van *Dendermonde* in de maend october lestleden reeds verzocht om voor hunne stad het nodig bereidsel te laeten komen, maer, uit voorzigtigheid, had ik uitgesteld aen hun verlangen te voldoen, om dat ik alvorens wilde doen bewyzen en my zelve verzekeren of het groote appareil onlangs opgeregt in het Tuchthuis te Gent, aen myne verwachting volkomenlyk zou voldaen hebben. Ik ben tegenwoordig overtuigd van der zelver volmaektheid en de uitkomsten verkregen door herhaelde beproevingen zyn, men kan niet meer, voldoende. Het lust my, Mynheeren, de zelve onder uwe oogen te brengen, en ik kan dees oogmerk niet beter treffen dan met hier agter te

que j'ai eu l'honneur d'écrire hier à MM. les Bourguemaître et Echevins de la ville de *Termonde*.

J'ajoute que l'appareil qui sera fourni à cette ville sera dans des proportions telles que l'on pourra y préparer, chaque jour, le bouillon pour 400 individus, et qu'il ne coûtera pas, je présume, au-delà de 350 florins.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

Le B.on DE KEVERBERG.

COPIE. Gand, le 5 avril 1819.

Le Baron DE KEVERBERG DE KESSEL, *Chevalier de l'ordre du Lion Belgique, Gouverneur de la Flandre orientale,*

A MM. les Bourguemaître et Échevins de la ville de Termonde.

Nobles et honorables Seigneurs,

Vous avez, les premiers, manifesté l'intention d'appliquer chez vous à la nourriture des nécessiteux la gélatine des os, dont, par ma circulaire du 11 septembre 1818, j'ai recommandé l'emploi comme économique, facile et avantageux à tous égards. La démonstration pratique que j'avais en même tems annoncée comme prochaine est maintenant offerte aux yeux de chacun en la Maison centrale de détention à Gand, et l'appareil nécessaire accordé à mes vœux par la munificence Royale

Digitized by Google

laeten drukken de brief die ik de eer gehad heb gisteren te schryven aen de heeren Burgemeester en Schepenen der stad *Dendermonde*.

Ik voeg er by dat het appareil aen die stad te leveren zoodanig zal geschikt wezen dat men ieder dag het nodig sop zal konnen bereiden voor 400 persoonen, en dat het zelve naer myn vermoeden niet meer dan 350 gulden zal moeten kosten.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

LE B.on DE KEVERBERG.

KOPY. GEND, den 5.den april 1819.

Den Baron DE KEVERBERG DE KESSEL,
Ridder van het order van den Belgischen Leeuw,
Gouverneur van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeester en Schepenen der stad Dendermonde.

Edele achtbaere Heeren,

Gy hebt de eerste het voornemen bekent gemaekt om by uwe de behoeftige te spyzen met de gelei van beenderen, waer af het gebruik by myne circulaire van 11.sten september 1818 is aenbevolen geweest als ten allen opzigt huishoudelyk, gemakkelyk en voordeelig. Het werkelyk bewys die ik ter zelver tyd als aenstaende bekent gemaekt heb, is tegenwoordig voor een ieder te zien in het Tuchthuis te Gent, en het nodig appareil die ik van 's Konings milddadigheid verkregen heb is aldaer in

Digitized by Google

y est en pleine activité. Les résultats ordinaires et que l'on peut y constater chaque jour, sont ceux-ci :

Soixante-dix kilogrammes d'os (qui ont déjà servi dans les cuisines) sout soumis pendant quatre heures à la vapeur produite par l'ébullition de 270 litres d'eau, qui se résout pour 7/8 en gélatine consistante, et pour 1/8 en une excellente graisse. Les mêmes os sont encore soumis ensuite, pendant deux heures, à l'action d'une seconde ébullition avec 180 litres de nouvelle eau qui s'épaissit et qui mêlée avec addition d'eau à la gélatine produite par la première opération, donne un bouillon très-substantieux et suffisant pour le repas de *douze cents* individus, la plupart dans la force de l'âge et occupés dans la maison à des travaux plus ou moins fatiguans. Ce bouillon devient soupe par l'addition de pain, de riz, d'orge, de pommes de terre, &c.

La marmite de *papin* perfectionnée, telle que nous l'avons ici et qui forme seule tout l'appareil nécessaire, remplit ainsi parfaitement notre attente, et en conséquence je n'hésite plus à faire la commande pour votre ville d'une marmite semblable, et dans les proportions de capacité que vous avez indiquées, conformément à votre demande expresse du 22 octobre 1818, n.° 793.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

Signé Le B.on DE KEVERBERG.

Pour copie conforme :

Le Greffier de la province, I. Van Toers.

volle werkzaemheid. De gewoonelyke uitvallen die men dagelyks kan doen blyken, zyn deze:

Zeventig kilogrammes beenderen (die reeds in de keukens gediend hebben) zyn gedurende vier uren onderworpen aen den damp voortskomende uit 't koken van 270 liters water, die voor de 7/8 veranderen in gebonden of lyvige gelei, en voor 1/8 in alderbeste vet. Die zelve beenderen worden naerdien nog onderworpen gedurende twee uren, aen het bewegen van eene tweede opkoking met 180 liters versch water het welke verdikt en die vermengd zynde door bykomend water met de gelei voortsgekomen van de eerste bewerking, een zeer krachtig sop geeft de welke vergenoegd voor de maeltyd van 1200 persoonen 't meeste deel in den bloei hunner jaren en in het huis bezig met werk dat min of meer moeyelyk is. Dees bouillon word soep door de byvoeging van brood, rys, gerst, aerdappelen, &c.

Den *Papiniaanschen* pot zoo volmaekt als den genen die wy alhier hebben, en waer in alleen alle de bereiding bestaet, voldoet alzoo volkomelyk aen onze verwachting, en gevolgelyk en make ik geen zwarigheid meer om dergelyke pot voor uwe stad te ontbieden en in eene proportie van ruimte zoo als het aengewezen is by uw verzoek van 22.sten october 1818, n.° 793.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

Geteekend Le B.on DE KEVERBERG.

Voor gelykvormig afschrift,

De Greffier van de Provincie, I. Van Toers.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 2.

KORTEN INHOUD.

2. Gevestigde en loopende schulden. — *In te vollen formaliteiten door de erfgenaemen der crediteuren.* — Van 5.den april. — 1.e Afdeeling.

3. Levensmiddelen. — Gelei uit beenderen. — *Uitkomsten die men verkrygt in het Tuchthuis te Gend.* — Van 6.den april. — 2.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE,

N.° 3.

SOMMAIRE.

4. *On demande des états distincts des forêts et bocqueteaux.* — Du 6 avril. — 1.e Division.

5. *Deux étrangers sont autorisés à résider dans le Royaume.* — Du 10 avril. — 2.e Division.

Tome VI.

Digitized by Google

GAND, le 6 avril 1819.

Le Baron DE KEVERBERG DE KESSEL, *Chevalier de l'ordre du Lion Belgique, Gouverneur de la Flandre orientale,*

A MM. les Bourguemaîtres et Maires de la province.

Messieurs, Son Excellence le Ministre des Finances me demande :

1.° Un état général des forêts situées dans cette province, et appartenant à des particuliers;

2.° Un état des bocqueteaux d'une étendue de moins de cinq hectares qui ont été rendus à l'administration des communes et aux divers établissemens publics, en vertu de l'arrêté du 10 mai 1815.

Ces états doivent présenter la situation de ces forêts et bocqueteaux au 31 décembre 1818.

Veuillez bien vous conformer pour la rédaction de ces états aux modèles annexés à la présente.

Les régences des villes m'adresseront directement leur travail, les administrations des communes rurales se serviront de l'intermédiaire de MM. les Commissaires du Roi. Le délai de rigueur pour l'envoi de ces états expirera le 10 mai prochain.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

Le B.on DE KEVERBERG.

Digitized by Google

GEND, den 6.den april 1819.

Den Baron DE KEVERBERG DE KESSEL, *Ridder van het order van den Belgischen Leeuw*, *Gouverneur van Oost-Vlaenderen*,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der provincie.

Mynheeren, Z. E. de Minister van Financien verzoekt:

1.° Een generalen staet van de bosschen in dees provincie gelegen en toebehoorende aen particulieren;

2.° Een staet der kleine bosschen van min dan vyf hectares, aen de gemeente-bestueren en verscheidene publieke gestichten te rug gegeven uit kracht van het besluit van 10.den mey 1815.

Dees tabellen moeten aenwyzen de gestaetheid van die groote en kleine bosschen op den 31.sten december 1818.

Gelieft in het opmaken van die staten de hier nevens gaende modellen te volgen.

De stedelyke regeeringen konnen my hun werk rechtstreeks adresseeren, de gemeente-bestueren ten platten lande konnen zich bedienen van de tusschenkomst der Heeren Koninklyke Commissarissen. Die zelve staten moeten toegezonden wezen ten uitterste den 10.den mey aenstaende.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

LE B.on DE KEVERBERG.

(Suivent les modèles.)

Digitized by Google

PROVINCE
de la Flandre Orientale.

DISTRICT d

COMMUNE d

ÉTAT des Bois et Forêts situés dans l'étendue du territoire d   et présentant leur situation au 31 décembre 1818.

NOMS des Propriétaires.	DÉNOMINATION des Forêts.	LEUR contenance en hectares.	NATURE DE BOIS ET FORÊTS.			OBSERVATIONS.
			Taillis.	Futaye.	Futaye sur taillis.	
1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.
						L'administration locale aura soin d'indiquer par un *oui* dans l'une ou l'autre des colonnes n.os 4, 5 et 6 la nature des bois et forêts.

Digitized by Google

PROVINCE
de la Flandre Orientale.

District d

Commune d

ÉTAT des Boqueteaux situés dans l'étendue du territoire de la commune d rendus à l'administration des communes et des établissemens publics en vertu de l'arrêté du 19 mai 1815, présentant leur situation au 31 décembre 1818.

DÉSIGNATION de l'Administration à laquelle les boqueteaux appartiennent.	DÉNOMINATION des Boqueteaux.	LEUR contenance en hectares.	LEUR NATURE.			OBSERVATIONS.
			Taillis.	Futaye.	Futaye sur taillis.	
1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.
						L'administration locale aura soin d'indiquer par un *oui* dans l'une ou l'autre des colonnes n.os 4, 5 et 6 la nature des bois et forêts.

GAND, le 10 avril 1819.

LE GOUVERNEUR de la province de la Flandre orientale,

Informe les autorités administratives que par des décisions récentes, Sa Majesté a permis à MM. *Merlin* (de Douai) et *Teste*, de séjourner dans le Royaume.

Ces deux étrangers sont du nombre de ceux dont l'éloignement avait été ordonné antérieurement, et ils sont compris l'un et l'autre dans les listes faisant suite à la circulaire du 12 mai 1818.

Le Gouverneur,

LE B.on DE KEVERBERG.

Digitized by Google

Gend, den 10.den april 1819.

De Gouverneur van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Berigt de bestierende autoriteiten dat krachtens nieuwe decisien, Zyne Majesteit toegelaeten heeft aen de heeren *Merlin* (de Douai) en *Teste*, om in het Koninkryk te verblyven,

Dees twee vremdelingen maeken deel van de gene welkers verwydering te vooren bevolen had geweest, en zy zyn beide begrepen in de lysten gevoegd aen de circulaire van 12.sten mey 1818.

De Gouverneur,

Le B.on DE KEVERBERG.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 3.

KORTEN INHOUD.

4. *Men verzoekt staten van de groote en kleine bosschen.* — Van 6.den april. — 1.e Afdeeling.

5. *Twee vremdelingen zyn g'autoriseert om in het Koninkryk te verblyven.* — Van 10.den april. — 2.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 4.

SOMMAIRE.

6. Tourbières. — *Autorisation de continuer provisoirement les exploitations sur le pied usité.* — Du 15 avril. — 2.e Division. (716.)

7. Mercuriale *du mois de mars* 1819. — Du 13 avril. — 2.e Division.

Tome VI.

Digitized by Google

GAND, le 15 avril 1819.

Les ÉTATS DÉPUTÉS *de la Flandre orientale,*

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes de la province.

Messieurs, par notre circulaire du 1.er de ce mois, tome 6, n.° 1, nous vous annonçâmes, entre autres, que, par l'intermédiaire de S. E. le Ministre du Waterstaat, nous nous étions adressés à S. M., afin de demander qu'il lui plût de rendre applicable aux tourbières, qui existent dans le rayon de cette province, la réserve portée par l'article 5 de l'arrêté du 17 février dernier.

S. E., par sa dépêche du 13 de ce mois, nous fait connaître, qu'aussi long-tems que les recherches ordonnées par l'article 3 dudit arrêté n'ont pas été faites, et que les résultats n'en sont pas connus, par le rapport que nous sommes dans le cas de faire sur cette matière, cet arrêté ne peut avoir le but de causer aucune stagnation dans les entreprises qui s'exécutent maintenant suivant l'ordre des choses existant, et qu'elles peuvent continuer, aussi long-tems que les recherches à faire n'ont pas prouvé que ces exploitations sont irrégulières, et que les propriétaires se trouvent dans le cas de devoir encore demander une permission.

En vertu de cette disposition de S. E. le Ministre

Digitized by Google

Gend, den 15.den april 1819.

De Gedeputeerde Staten van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, by onze circulaire van den 1.en dezer maend, tome 6, n.° 1, hebben wy UE., onder andere, kenbaer gemaekt, dat wy, door de tusschenkomst van Z. E. den Minister van den Waterstaat, aen Zyne Majesteit gevraegt hadden, dat het hoogst de zelve zoude wel gevallen hebben, aen de onderscheiden turfvereyen binnen den ring dezer provincie, de uitzondering of exceptie, begrepen in den vyfden artikel van deszelfs besluit van den 17.den february lest, toepasselyk te maken.

Z. E., by deszelfs brief van den 13.den dezer maend, geeft ons te kennen, dat, ingezien dat zoo lang de onderzoekingen voorgeschreven by den derden artikel van 't gemeld besluit niet gedaen, en de gevolgen daer van gekend zyn, door het rapport dat wy gehouden zyn ten dien opzigte te maken, het bovengemeld besluit niet mag aenzien worden voor oogwit te hebben aen de op den ouden en gewoonelyken voet in werk zynde turfvereyen, eenige belemmeringe of opschorsinge toe te brengen, nemaer, dat met de zelve mag worden voortsgegaen, zoo lange dat door de te doene onderzoekingen niet zal zyn vastgesteld, dat deze buiten regel, en deszelfs eigenaeren gehouden zyn, zig van octroi of vergunning te voorzien.

Ingevolge deze beschikking van Z. E. den Mi-

du Waterstaat, nous vous autorisons, Messieurs, à prévenir, par publication et affiche, les propriétaires ou concessionnaires de tourbières (s'il en existe dans le ressort de votre commune), qu'ils peuvent provisoirement en continuer l'exploitation, sur le pied et d'après le mode usités l'année dernière.

Vous aurez soin de leur rappeler, en même tems, que cette disposition transitoire ne les dispense aucunement de se conformer, sans délai, aux dispositions des articles 1, 2 ou 4 de l'arrêté du 17 février, afin de nous mettre à même, lors du rapport que nous sommes chargés de faire, conformément à l'article 3, de pouvoir proposer à S. M., d'après la valeur et l'étendue des diverses exploitations, soit l'application de l'exception qui contient l'article 5, soit (dans les cas prévus par les articles 2 et 4) de lui soumettre notre avis et nos considérations sur la demande en obtention d'octroi d'entreprise, ou de continuation d'exploitation.

Recevez, Messieurs, l'assurance de notre parfaite considération.

Signé Le B.on DE KEVERBERG, Président.

Par les États députés,

Le Greffier des États provinciaux, L. Van Toers.

Digitized by Google

nister van den Waterstaat, magtigen wy UE. van, by middel van afkonding en aenplakking, de eigenaers of ondernemers van turfvereyen (indien er turflanden in uw gemeente bestaen) te voorkomen, dat zy, by provisie, op den voet en maniere als ten voorleden jaere geplogen, met de verveeningen der zelve landen mogen voortsgaen.

UE. zult behooren te zorgen, van, ten zelven tyde, hun te doen herinneren, dat deze provisionneele beschikkinge hun geensints en ontslaet van, zonder uitstel, te agtervolgen 't gene hun is opgelegt by de artikels 1. 2 en 4 van het besluit van 17.den february, om alzoo, by dien middel, ons in staet te stellen van, benevens het algemeyn rapport welk wy ingevolge den artikel 3 gehouden zyn te doen, en ingezien het slag, de gesteldheid en de uitgestrektheid der onderscheiden turfvereyen, aen Z. M. voor te dragen, 't zy de toepassing der exceptie begrepen in den artikel 5, 't zy in de gevallen der artikels 2 en 4, aen hoogst de selve ons advis en consideratien, wegens de vraeg van octroi tot onderneming, of voortzetting van verveeningen, voor te dragen.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van onze volkome agting.

Geteekent Le B.on DE KEVERBERG, President.

Van wege de gedeputeerde Staten,

De Greffier der provinciale Staten, I. Van Toers.

Mercuriale ou **État** *indiquant le prix moyen des Grains, Fourrages et autres objets, vendus sur les principaux marchés de la province pendant le mois de mars* 1819.

DÉSIGNATION DE L'ESPÈCE DES OBJETS VENDUS.		PRIX MOYENS.	
		flor.	*cts.*
Froment *blanc*	—hectolitre	10	22
——— *roux*	—idem	9	52
Seigle	—idem	6	74
Orge	—idem	7	96
Sarrazin	—idem	7	35
Avoine	—idem	5	13
Haricots	—idem	16	20
Pois	—idem	8	[illegible]
Farine *de froment*	—idem	11	35
——— *de seigle*	—idem	7	53
——— *d'orge*	—idem	»	»
Pain *de froment tamisé*	—kilogramme	»	18
—— *de froment non tamisé*	—idem	»	13
—— *de pur seigle*	—idem	»	9
Pommes de terre	—hectolitre	2	56
Viande *de bœuf*	—kilogramme	»	43
——— *de vache et génisse*	—idem	»	40
——— *de veau*	—idem	»	56
——— *de mouton*	—idem	»	48
——— *d'agneau*	—idem	»	54
——— *de porc*	—idem	»	60
Beurre	—idem	»	83
Fromage de Hollande	—idem	»	39
Genièvre	—hectolitre	51	16
Premier flegme du genièvre (Mout-wyn)	—idem	»	»
Foin	—quint. métriq.	3	28
Paille	—idem	2	42
Bois à brûler *chêne*	—stère	5	05
——————— *hêtre*	—idem	5	04
——————— *blanc*	—idem	3	48
Charbon *de bois*	—hectolitre	1	19
——— *de terre* (houille)	—idem	1	29
Fagots à brûler	—centaines	9	41
Tourbe *fossile*	—idem	»	17
——— *de tanneur*	—idem	»	24
Huile *de colsa*	—hectolitre	46	20
—— *de navette*	—idem	47	88
—— *de lin*	—idem	49	87
Chandelles	—kilogramme	»	83

Certifié par le Gouverneur de la province de la Flandre orientale, soussigné. Gand, le 13 avril 1819.

Le B.on DE KEVERBERG.

Digitized by Google

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 4.

KORTEN INHOUD.

6. Turflanden. — *Toelating om by voorraed met der zelver verveeningen voort te gaen op den gewoonelyken voet.* — Van 15.den april. — 2.e Afdeeling.

7. Mercuriale *van de maend maert* 1819. — Van 13.den april. — 2.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 5.

SOMMAIRE.

8. Fondations de Bourses. — *On recommande l'exécution de l'arrêté Royal du 26 décembre 1818, qui restitue aux fondations de bourses et colléges, partie de leurs biens, bois et rentes.* — Du 15 avril. — 1.e Division.

9. Milice. — Levée de 1819. — *Notification de nouveaux choix pour la composition du conseil de milice à Audenarde.* — Du 15 avril. — 2.e Division.

Digitized by Google

GAND, le 15 avril 1819.

Les ÉTATS DÉPUTÉS *de la Flandre orientale*,

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes de la province.

Messieurs, l'arrêté Royal du 26 décembre dernier, n.° 48 tome 15.me du Journal Officiel, établit que l'administration des domaines, les bureaux de bienfaisance et les commissions des hospices, cesseront, à compter du 1.er janvier 1819 d'avoir droit à la jouissance des biens, bois et rentes appartenant aux fondations de bourses ou de colléges.

L'article 2 de cet arrêté dit que ces administrations enverront sans délai au Ministre de l'Instruction publique, de l'Industrie nationale et des Colonies, des tableaux de ceux de ces biens, bois ou rentes qui sont sous leur administration, et y joindront tous les titres qui y ont rapport et qui se trouvent en leur possession, *ainsi que les renseignemens qui sont à leur connaissance.*

Cette transmission directe à faire au Ministre semble ne devoir concerner que l'administration des domaines, celle qui doit avoir lieu par les hospices et bureaux de bienfaisance se fera plus régulièrement par notre intermédiaire.

Elle épargnera de plus aux administrations locales la peine de nous adresser le duplicata ou au moins une notice détaillée des titres dont les hos-

Digitized by Google

GENT, den 15.den april 1819.

De GEDEPUTEERDE STATEN *van Oost-Vlaenderen,*

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten der provintie.

Mynheeren, by 't Koninklyk besluit van 26.sten december jongstleden, n.° 48 Staatsblad 13.de boek, is vastgesteld dat de administratie der domeinen, de bureaux van weldadigheid en de commissien der gasthuizen zullen, te rekenen van den 1.sten january 1819, ophouden regt te hebben op het genot der inkomsten van de goederen, bosschen en renten, toebehoorende aen de stichtingen der beurzen of van kollegien.

'T artikel 2 van dees besluit brengt by dat de gezegde bestueren dadelyk aen de Minister voor het publieke Onderwys, de Nationale Nyverheid en de Kolonien, tabellen zullen inzenden van de zulken dezer goederen, bosschen en renten welke onder hun beheer zyn, en zullen daer by voegen alle de oorkonden, welke daer toe behooren, en zich in hunne handen bevinden, *als mede zoodanige ophelderingen als zy in staet zyn te geven.*

De onmiddelyke overgave aen de Minister schynt maer de administratie der Domeinen alleen te betreffen, de gene door de gasthuizen en bureaux van weldadigheid te doen zal meer naer de orde geschieden door onze tusschenkomst.

Zy zullen te meer aen de plaetselyke bestueren de moeite versparen aen ons het duplicata of ten minste eene omstandige notitie over te zenden van

Digitized by Google

pices et bureaux de charité sont dépositaires, ainsi que des renseignemens y relatifs, car si nous avons intérêt de connaître les ressources réelles de ces établissemens de charité, nous devons également être informés des diminutions qui peuvent survenir dans leurs revenus par l'application des dispositions de l'arrêté Royal précité.

En conséquence, nous vous prions de vous assurer si des établissemens de charité de votre ville ou commune, sont en possession de biens, bois ou rentes appartenant aux fondations de bourses ou de colléges, et dans le cas de l'affirmative, nous adresser les titres et documens indiqués en l'article 2 de l'arrêté Royal du 26 décembre dernier, sans oublier d'y joindre tous les renseignemens y relatifs que vous pourrez recueillir.

Dans le même cas vous veillerez à ce que ces biens, bois ou rentes soient provisoirement régis par le détenteur actuel, qu'il en soit tenu un compte séparé, jusqu'au moment de la restitution aux ayant droit, avec les fruits perçus depuis le 1.er janvier 1819.

Les comptes annuels de la gestion provisoire de ces biens, bois et rentes devant nous être transmis en double expédition à la fin de cet exercice, vous veillerez également à ce que cette disposition soit exactement observée.

Quant aux communes qui ne se trouvent pas dans le cas dont nous venons de vous entretenir, les administrations qui en régissent les intérêts voudront bien nous faire connaître cette position moyennant un certificat négatif.

Nous attendons, Messieurs, les pièces et renseignemens réclamés par la présente pour le 8 du

Digitized by Google

de titels berustende by de godshuizen of gestichten van liefdadigheid, als mede van de daer toe betrekkelyke onderrigten; want indien het ons belangt de opregte middelen diër gestichten van liefdadigheid te kennen, moeten wy gelykelyk de verminderingen kennen die hunne inkomsten onderstaen ten einde de bepalingen van 't voornoemde Koninklyk besluit toepasselyk te konnen maeken.

Gevolgelyk verzoeken wy dat gy UE. verzekeren zou of gestichten van liefdadigheid in uwe stad of gemeente, in het bezit zyn van goederen, bosschen of renten toebehoorende aen gestichten van beurzen of kollegien, en zoo ja, aen ons de by 't artikel 2 van het besluit van 26.sten december lestleden beroepene titels en bewysstukken over te zenden zonder te vergeten alle de daer toe betrekkelyke ophelderingen die gy zou konnen inzamelen daer by te voegen.

In dat zelfde geval zult gy waeken dat die goederen, bosschen of renten door den tegenwoordigen terug houder by voorraed bestierd worden, en dat daer van eene afzonderlyke rekening zy gehouden, tot dat de zelve goederen, met de opbrengsten, te rekenen van den 1.sten january 1819, aen de geregtigden zullen konnen wedergegeven worden.

De jaerlyksche rekeningen van het provisioneel bestier van die goederen, bosschen en renten aen ons op het einde van dees jaer in dubbel minuten moetende afgeleverd wezen, zult gy zorgen dat die bepaling stiptelyk waergenomen worde.

Wat de gemeenten betreft die zich in het bovengemelde geval niet bevinden, de bestueren diër gemeenten zullen ons met deze gelegenheid bekent maeken door een ontkennend attest.

Wy zullen de stuks en de ophelderingen by deze verzogt van uwe verwagten, Mynheeren, ten uit-

Digitized by Google

8 mois prochain au plus tard. Rien ne sera plus facile aux autorités qui n'ont que des états négatifs à transmettre que de les donner à la réception de la présente.

Les transmissions doivent au reste se faire dans cette occasion comme toujours d'après les règles établies à ce sujet, c'est-à-dire directement par les villes et par les communes rurales par l'intermédiaire des Commissaires Royaux.

Recevez, Messieurs, les assurances de notre parfaite considération.

Signé Le B.on DE KEVERBERG, Président.

Par les Etats députés,

Le Greffier des Etats provinciaux, I. Van Toers.

9 ## A V I S.

Par arrêté du 26 mars 1819 L.a A³, Sa Majesté a nommé

1.° M. *Liefmans*, membre des États provinciaux aux fonctions de président du conseil de milice séant à Audenarde, pour la levée de 1819, en remplacement de M. le Comte *Vander Meere*, empêché;

2.° M. *De Bleekere-Gruloos*, aussi membre des Etats provinciaux, aux fonctions de membre-suppléant dans le même conseil.

Gand, le 15 avril 1819.

Le Gouverneur,

Le B.on DE KEVERBERG.

Digitized by Google

terste iegens den 8.sten der toekomende maend. Niet zoo gemakkelyk voor de autoriteiten die maer ontkennende staeten af te leveren hebben als de zelve op ontvangst dezer te verzorgen.

Voorts moeten de in dees geval te doen overgaven geschieden volgens den gewoonelyken regel, 't is te zeggen door de steden rechtstreeks, en voor de landelyke gemeenten door de tusschenkomst der Koninklyke Commissarissen.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van onze volkome agting.

Geteekent Le B.on DE KEVERBERG, President.

Van wege de gedeputeerde Staten,

De Greffier der provinciale Staten, I. Van Toers.

BERIGT. 9

Het Koninklyk besluit van 26.sten maert 1819 L.° A 8, houd benoeming:

1.° Van den heer *Liefmans*, lid der Staten van de provincie, tot president van den militieraed over het canton Audenaerde, voor de ligting van 1819, in plaets van den heer Graef *Vander Meere*, verhinderd;

2.° Van den heer *De Bleekere-Gruloos*, ook lid der provinciale Staten, tot plaetsvervanger by de gezeide raed.

Gend, den 15.den april 1819.

De Gouverneur,

Le B.on DE KEVERBERG.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIEF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 5.

KORTEN INHOUD.

8. STICHTINGEN VAN BEURZEN. — *Uitvoering van het Koninklyk besluit van 26.sten december 1818, nopens de restitutie der goederen, bosschen en renten aen de gestichten van beurzen of van kollegien.* — Van 15.den april. — 1.e Afdeeling.

9. MILITIE. — Ligting van 1819. — *Bekentmaking der benoeming voor het zamenstellen van de militie-raed tot Audenaerde.* — Van 15.den april. — 2.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 6.

SOMMAIRE.

10. Milice. — *Indication des seuls cas où l'Administration provinciale peut examiner et admettre des remplaçans.* — Du 19 avril. — 2.ᵉ Division.

11. Recettes communales. — *On prescrit diverses formalités pour la régularité des vérifications des percepteurs.* — Du 19 avril. — 1.ᵉ Division.

Tome VI.

Digitized by Google

GAND, le 19 avril 1819.

Le Baron DE KEVERBERG DE KESSEL, *Chevalier de l'ordre du Lion Belgique, Gouverneur de la Flandre orientale,*

A MM. les Administrateurs des villes et communes de la province.

La question suivante a été soumise au Département de l'Intérieur :

» Dans le cas où un milicien qui serait appelé
» au service après la clôture de la dernière séance
» des conseils de milice, désirerait se faire rem-
» placer, quelle serait l'autorité compétente pour
» examiner le remplaçant qu'il présenterait et fixer
» la somme à verser par le milicien, en exécution
» de l'article 98 de la loi du 8 janvier 1817?

Voici sa réponse sur cette question :

» L'article 126 de la loi ayant spécialement fixé
» la durée du tems que les conseils de milice doi-
» vent consacrer à l'examen des remplaçans, tout
» milicien qui prévoit pour lui la chance d'être
» appelé à servir, doit se mettre en règle pendant
» la session du conseil de milice : s'il néglige cette
» précaution, ou bien s'il préfère attendre qu'il
» soit réellement appelé pour présenter alors un rem-
» plaçant, il doit être procédé à son égard comme
» envers ceux dont il est question en l'art. 128 (1),
» sauf à lui à réclamer ensuite l'application de l'ar-
» ticle 129 (2), d'après lequel il est facultatif aux

---

(1) Art. 128. » Ceux dont les remplaçans n'auront pas été approuvés » et qui, dans le délai prescrit, n'en auraient point fourni d'autres, » au gré du conseil, seront obligés de servir eux-mêmes.

(2) Art. 129. » Ceux qui auront été mis en activité ne pourront » plus, à moins d'en avoir obtenu de nous ou de notre part, » permission spéciale, se faire remplacer ou substituer. »

Digitized by Google

GEND, den 19.den april 1819.

Den Baron DE KEVERBERG DE KESSEL, *Ridder van het order van den Belgischen Leeuw*, *Gouverneur van Oost-Vlaenderen*,

Aen de Heeren Bestierders der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, de volgende vraeg is aen het Departement van Binnenlandsche Zaken voorgeleid geweest:

» Ingeval een loteling naer het eindigen der ses-
» sien van de militie raden, word opgeropen, en
» hy verlangen mogt eenen plaetsvervanger te stel-
» len, welke autoriteit is alsdan bevoegd dien
» plaetsvervanger te examineeren, en de som te
» bepalen, welke ingevolge art. 98 van de wet van
» 8.sten january 1817 moet worden gestort? »

Alhier volgt der zelver antwoord op die vraeg:

» By art. 126 speciael bepaeld zynde, wanneer
» en hoe lang de militie raden kunnen vaceeren,
» tot het onderzoeken der plaetsvervangers, moet
» een ieder welke berekenen kan, in de termen
» eener oproeping te zullen vallen, zich dien tyd
» ten nutte maken, dit verzuimd, of wel verkozen
» hebbende, om met te stellen van eenen plaets-
» vervanger te wachten tot hy werkelyk zyne oproe-
» ping heeft ontvangen, zal hy daer aen behooren,
» evens als die genen, van welken in art. 128 (1)
» word gesproken, doch tevens gebruik kunnen ma-
» ken van de bepaling voorkomende in art. 129 (2)

---

(1) Art. 128. » De zoodanigen wier plaetsvervangers afgekeurd zyn-
» de, geenen anderen, ten genoege van den raed, in de voorgeschreven
» dagen, zullen hebben gesteld, zyn verpligt den dienst in persoon
» waer te nemen. »

(2) Art. 129. » Aen hun, die eens in dienst zyn getreden, zal het, zon-
» der daer toe alvorens van Ons, of van Onzen wege speciale permissie
» te hebben verkregen, niet meer geoorloofd zyn eenen plaetsvervanger
» te stellen, nog het getrokken nummer te verwisselen. »

Digitized by Google

10

» miliciens incorporés de s'adresser à S. M. pour » obtenir la faveur de faire admettre un remplaçant ; et lorsqu'une demande de ce genre a été » accueillie, il paraît qu'en conséquence de l'article 103 de la loi, le Gouverneur avec deux » des membres de la Députation des Etats sont compétens pour examiner le remplaçant présenté, et » pour fixer la somme à verser par celui qui le » fait admettre. »

D'après cette règle, Messieurs, l'Administration provinciale n'examinera et n'admettra aucun remplaçant, excepté dans le cas déterminé par l'art. 103 de la loi du 8 janvier 1817, et, en outre, dans le cas où des miliciens devraient obéir à un appel imprévu et par suite d'exemptions prononcées en conséquence de l'article 161 de la même loi.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

LE B.on DE KEVERBERG.

---

11 GAND, le 19 avril 1819.

Le Baron DE KEVERBERG DE KESSEL, *Chevalier de l'ordre du Lion Belgique, Gouverneur de la Flandre orientale,*

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des communes rurales de la province, et aux Receveurs communaux.

Messieurs, l'arrêté de S. E. le Ministre des Finances en date du 22 février dernier, qui charge les contrôleurs de vérifier, à des époques déterminées, les caisses et la comptabilité des percep-

Digitized by Google

 10

» ten gevolge waer van het aen hen die in persoon » in dienst zyn getreden, vrygelaten is, om zich » tot het stellen van eenen plaetsvervanger aen Zyne » Majesteit te adresseeren; dit verzoek toegestaen » wordende, schynen naer aenleiding van art. 103 » der wet, de Gouverneur en twee leden der ge- » deputeerde Staten bevoegd te zyn, om den te » stellen plaetsvervanger te onderzoeken, en de te » stortende som te bepalen. »

Volgens dees regel, Mynheeren, het provinciael Bestuer en zal geenen plaetsvervanger onderzoeken nog aenveerden, uitgenomen in het geval voorschreven by art. 103 van de wet van 8.sten january 1817, en, boven dien, in 't geval wanneer eenen loteling zou moeten gehoorzamen aen een onverwagte roeping en by gevolge van uitgesproken vrystellingen krachtens artikel 161 van de zelve wet.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

Le B.on DE KEVERBERG.

Gend, den 19den april 1819. 11

Den Baron DE KEVERBERG DE KESSEL, *Ridder van het order van den Belgischen Leeuw, Gouverneur van Oost-Vlaenderen,*

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der gemeenten ten platten lande van de provintie, en aen de gemeente Ontvangers.

Mynheeren, het besluit van Z. E. de Minister van Financien in daten 22.sten february jongstleden, die de contrôleurs belast met de kassen en rekenschappen der ontvangers op bestemde tyden te onderzoeken,

teurs, rencontre partout de nombreuses difficultés dans son exécution, vu que les contrôleurs manquent de renseignemens essentiels pour ce qui concerne la comptabilité communale.

Pour applanir ces sortes de difficultés, j'ai cru convenable de vous prescrire :

1.° De donner connaissance au contrôleur de votre division, du montant des rôles particuliers de toutes impositions communales quelconques, aussitôt que leur recouvrement aura été autorisé;

2.° De faire connaître de même à cet agent du trésor, le montant des rôles de cette espèce qui sont actuellement en recouvrement;

3.° De n'autoriser aucun paiement sur la caisse communale, sans mandat légal.

Il est expressément interdit aux receveurs communaux de faire aucun paiement, quelle que soit sa nature, sans mandat légal du Bourguemaître, et de n'avoir aucun égard à des invitations particulières qui auraient pour but la déviation du principe sus-énoncé; sauf pour les paiemens à faire dans la caisse des receveurs particuliers, en vertu des ordres de MM. les Etats députés.

Les receveurs communaux produiront aux contrôleurs, à la première demande de ces agens, les budgets ainsi que toutes les pièces, rôles et documens qui ont rapport à la comptabilité communale dont ils sont chargés.

Veuillez bien, Messieurs, vous conformer très-ponctuellement, chacun en ce qui vous concerne, aux dispositions de la présente.

Recevez l'assurance de ma parfaite considération.

Signé, LE B.on DE KEVERBERG.

Digitized by Google

ontmoet overal menigvuldige moeyelykheden in der zelver uitvoering, om dat die contrôleurs onvoorzien zyn van de nodige onderrigtingen omtrent de gemeente rekenschap.

Om die zwarigheden uit den weg te ruimen heb ik nodig geacht UE. te moeten voorschryven:

1.° De contrôleurs van uwe divisie kennis te geven van het beloop der byzondere rollen van alle de hoegenoemde gemeente schattingen, zoo haest het recouvrement van diere g'autoriseert is;

2.° Dezen agent van de schatkist gelykelyk bekent te maken met het beloop der zulkdanige rollen de welke tegenwoordig in recouvrement zyn;

3.° Geenerlei betaling op de gemeente kas te autoriseeren zonder een wettelyke ordonnantie of mandaet.

Het is uitdrukkelyk verboden aen de gemeente ontvangers eenige betaling te doen, van welken aerd het ook mag wezen, zonder een wettelyk mandaet van den Burgemeester, en in eenige achting te nemen byzondere verzoeken de welke voor oogmerk zouden hebben de afwyking van den bovenberoepen regel, behoudens voor de betalingen tedoen aen de particuliere ontvangers, uit krachte van ordonnantien van de gedeputeerde Staten.

De gemeente ontvangers zullen aen de contrôleurs en dit op hun eerste verzoek overleggen de begrootingen, als mede alle de stuks, rollen en bewyzen betrekkelyk tot de communale rekenschap waer mede zy belast zyn.

Gelieft, Mynheeren, UE. stiptelyk te schikken, een ieder voor zoo veel het hem belangt, aen de bepalingen by deze vermeld.

Ontvangt de verzekering van myne volkome agting.

LE B.on DE KEVERBERG.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 6.

KORTEN INHOUD.

10. Militie. — *Aenwyzing van de eenige gevallen in de welke het provinciael Bestuer plaetsvervangers kan onderzoeken en goedkeuren.* — Van 19.den april. — 2.e Afdeeling.

11. Ontvangsten. — *Verscheide maetregelen om de onderzoekingen by de ontvangers regelmatig te maeken.* — Van 19.den april. — 1.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 7.

SOMMAIRE.

12-13. *Fixation des époques pour le départ des miliciens formant le contingent. — Dispositions relatives à ceux qui seront choisis pour faire partie des bataillons de réserve.* — Milice. — Levée de 1819. — 2.° Division.

Digitized by Google

GAND, 21 avril 1819.

Le Baron DE KEVERBERG DE KESSEL, *Chevalier de l'ordre du Lion Belgique, Gouverneur de la Flandre orientale,*

A MM. les Administrateurs des villes et des communes de la province.

Messieurs, vous trouverez imprimé ci-après mon arrêté de ce jour, qui fixe le lieu et les époques où les miliciens désignés pour former le contingent ordinaire et extraordinaire dans la levée de 1819 (y compris les remplaçans ou substituans) devront se réunir au chef-lieu de la province pour m'être présentés et pour être ensuite incorporés. Vous recevrez à temps et sous peu, les ordres de départ à distribuer conformément à l'art. 149 de la loi du 8 janvier 1817. Je ne saurais trop vous recommander d'exécuter attentivement toutes les dispositions de l'art. 153 de cette loi.

L'art. 14 d'une autre loi du 28 novembre 1818 (Journal officiel), et qui va commencer à recevoir son exécution, est ainsi conçu :

« A l'effet d'alléger encore davantage le ser-
» vice des hommes formant les trois quarts de
» la milice qui ne restent pas réunis, il sera
» formé parmi eux, dix-sept bataillons d'infan-
» terie de réserve (milice nationale) ».

S. M., par un arrêté du 25 mars 1819, L.ª Uˢ, a fixé comme suit le nombre des hommes

Digitized by Google

Gend, den 21sten april 1819.

Den Baron de Keverberg de Kessel, *Ridder van het order van den Belgischen Leeuw, Gouverneur van Oost-Vlaenderen.*

Aen de Heeren Bestierders der steden en gemeenten in de provintie.

Mynheeren, uwe zult hier achter gedrukt vinden myn besluyt van heden, bepaelende de plaets en de tydstippen alwaer en wanneer de manschappen van het gewoon en buytengewoon contingent in de ligting van 1819, (daar onder begrepen de plaetsvervangers en de nummerverwisselaers) zich zullen moeten verzaemelen in de hoofdplaets der provintie, om aen my gepresenteert en naer dies ingelyfd te wezen. Gy zult tydelyk en in 't kort het order voor elken gedesigneerden ontvangen, om te worden afgegeven overeenkomstiglyk 't artikel 149 van de wet van 8.e january 1817. Ik kan UE. niet genoegzaem aenbevelen alle de bepaelingen van het artikel 153 van die wet zorgvuldiglyk uyt te voeren.

Het 14.e artikel van eene andere wet van 28 november 1818 (Staats-blad), en die zyne uytvoering staet te ontvangen, luyd alzoo:

« Ten einde den dienst der manschappen, uyt-
» makende de drie vierden der militie, welke niet
» te zamen blyven, nog meer te lenigen, zullen,
» uit hun midden, zeventien reserve-bataillons
» infanterie (Nationale militie) worden opgerigt. »

Het getal der manschappen die, voor dees provintie, op het kontingent van 1819 zal ge-

Digitized by Google

qui, quant à cette province, seront pris sur le contingent de 1819, pour la composition de cette réserve, savoir :

15.° division d'infanterie	126	(à Anvers.)
16.°	31	(à Ypres.)
17.°	181	(à Gand.)
	338	

Et il résulte encore de ce même arrêté royal et des instructions qui ont été expédiées en conséquence,

1.° Que MM. les commandans provinciaux devront désigner exclusivement, pour faire partie des bataillons de réserve, ceux des miliciens (ou leurs substituans ou leurs remplaçans) à qui les numéros les plus élevés sont échus par le tirage au sort; de telle sorte que, quant à chaque commune, le nombre des sujets placés dans la réserve, soit dans une exacte proportion avec celui des sujets qui seront incorporés dans les bataillons actifs, afin qu'autant que possible, chaque commune, eu égard à la force de son contingent, ait une égale part dans cette faveur.

2.° Que les miliciens ainsi désignés pour les bataillons de réserve ne devant pas recevoir l'habit militaire, ni paraître même aux corps auxquels ils seront affectés, seront renvoyés dans leurs foyers munis d'un congé limité ordinaire (gewone verlof pas) immédiatement après que M. le commandant provincial aura pu faire prendre les notes suffisantes pour leur inscription dans les registres des corps.

3.° Que ces mêmes miliciens étant ainsi rentrés dans leurs foyers, seront assimilés aux autres miliciens semestriers, avec cette unique ex-

Digitized by Google

nomen worden voor de zamenstelling van dees reserve is bepaeld by een besluyt van Z. M. in daten 25 maert 1819, L.a U.s, zoo als volgt:

15.°	Infanterie-afdeeling.	126	(tot Antwerpen.)
16.°	. . . .	31	(tot Iperen.)
17.°	. . . .	181	(tot Gend.)
		338.	

En er volge ook nog uit dit zelfde besluyt en de daer aen betrekkelyke instructien:

1.° Dat de Heeren Provinciale commandanten gelast zyn met by uitsluiting voor de reserve-bataillons te designeren de lotelingen (of derzelver substituanten of plaats-vervangers), aan wie de hoogste nummers zyn te beurt gevallen, en wel in dier voege, dat van elk gemeente, het aantal dat voor de reserve word bestemd, in evenredigheid staat met het gene dat van dezelve tot den activen dienst is opgeroepen, op dat elk gemeente zoo veel mogelyk, en naar evenredigheid van deszelfs aandeel, in gelyke maat in dit faveur zou konnen deelen.

2.° Dat de alzoo voor de reserve-bataillons gedesigneerde manschappen niet gekleed wordende, of by het corps waar by zy ingedeeld zyn, niet moetende verschynen, naar hunne haardsteden zullen gezonden wezen met een gewone verlof-pas dadelyk naar dat de nodige aanteekening voor hunne inschryving in de stamboeken door den Heer Provinciale commandant zal zyn gedaan.

3.° Dat die zelve lotelingen op dees manier by hun haardsteden terug zynde, zullen worden beschouwt als de overige miliciens, met die eenige uitzondering dat zy aan geen andere bepalingen

Digitized by Google

12

ception qu'ils ne seront assujétis qu'aux dispositions des seuls articles 176, 177 et 178 de la loi du 8 janvier 1817.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

LE B.on DE KEVERBERG.

---

13 ARRÊTÉ.

Du 21 avril 1819.

LE GOUVERNEUR,

Vu les articles 146, 149, 150, 153, 154 et suivans, de la loi du 8 janvier 1817,

Arrête ce qui suit :

ART. 1.er Les miliciens désignés pour former le contingent ordinaire et extraordinaire, dans la levée de 1819, et qui auront reçu en conséquence l'ordre de départ prescrit par l'art. 149 de ladite loi, se reuniront à Gand, dans le local de l'hôtel de l'administration provinciale, savoir :

1.° Ceux de l'arrondissement de *Termonde*, (36.e, 37.e, 38.e, 39.e, 40.e, 41.e, 42.e, 43.e, 44.e, 45.e, 46.e, 47.e, 48.e, 49.e, 50.e, 51.e, 52.e 53.e et 54.e cantons), *le samedi 1.er mai prochain, à dix heures du matin.*

2.° Ceux de l'arrondissement d'*Audenarde*, (22.e, 23.e, 24.e, 25.e, 26.e, 27.e, 28.e, 29.e, 30.e, 31.e, 32.e, 33.e, 34.e et 35.e cantons), *le lundi 3 mai prochain, à dix heures du matin.*

3.° Ceux de l'arrondissement d'*Eecloo*, (55.e,

Digitized by Google

en zullen onderworpen wezen als aan de gene voorschreven by de artikelen 176, 177 en 178 van de wet van 8.e january 1817.

Ontvangt, Mynheer, de verzekering van myne volkome agting,

DE B.on DE KEVERBERG.

BESLUYT. 13

21 april 1819.

DE GOUVERNEUR,

Gezien de artikelen 146, 149, 150, 153, 154 en volgende van de wet van 8 januari 1817.

Besluyt 't gene volgt:

ART. 1. De manschappen gedesigneert om het gewoon en buitengewoon kontingent uit te maeken in de ligting van 1819, en diesvolgens het order om te vertrekken voorschreven by artikel 149 der gezeide wet ontvangen hebben, zullen zich te Gend verzamelen in het huis van het provinciaal bestuur, te weten:

1.° De gene van het arrondissement *Dendermonde*, (36.e, 37.e, 38.e, 39.e, 40.e, 41.e, 42.e, 43.e, 44.e, 45.e, 46.e, 47.e, 48.e, 49.e, 50.e, 51.e, 52.e, 53.e en 54.e kantons), *den zaterdag eersten mei aanstaande, om tien ueren 's morgens.*

2.° Die van het arrondissement *Audenaerde*, (22.e, 23.e, 24.e, 25.e, 26.e, 27.e, 28.e, 29.e, 30.e, 31.e, 32.e, 33.e, 34.e en 35.e kantons), *den maandag* 3e. *mei aanstaande*, *'s morgens om tien ueren.*

3.° De gene van het arrondissement *Eecloo*,

Digitized by Google

56.e, 57.e et 58.e cantons), *le mardi 4 mai prochain, à dix heures du matin.*

4.° Ceux de l'arrondissement de *Gand*, (1.er, 2.e, 3.e, 4.e, 5.e, 6.e, 7.e, 8.e, 9.e, 10.e, 11.e, 12.e, 13.e, 14.e, 15.e, 16.e, 17.e, 18.e, 19.e, 20.e et 21.e cantons), *le mercredi* 5 *mai prochain, à neuf heures du matin.*

ART. 2. Les autorités locales sont requises de faire accompagner lesdits miliciens depuis leur départ de la commune jusqu'au lieu de réunion indiqué en l'article précédent, et d'exécuter, en outre, toutes les autres dispositions de l'art. 153 de la loi du 8 janvier 1817.

ART. 3. Le présent arrêté sera inséré au Mémorial administratif, et notifié par cette voie aux autorités qui doivent concourir à son exécution.

LE B.on DE KEVERBERG.

Digitized by Google

(55.°, 56.°, 57.° en 58.° kantons), *den dynsdag 4.° mei aanstaande*, *'s morgens om tien ueren.*

4.° De gene van het arrondissement *Gend*, (1.°, 2.°, 3.°, 4.°, 5.°, 6.°, 7.°, 8.°, 9.°, 10.°, 11.°, 12.°, 13.°, 14.°, 15.°, 16.°, 17.°, 18.°, 19., 20.° en 21.° kantons), *de woensdag 5.° mei aanstaande*, *om negen ueren 's morgens.*

Art. 2. De plaatselyke bestuuren worden verzogt aan de zelve manschappen te doen begeleiden van hun gemeente tot aan de verzamelplaets aengewezen by het voorgaende artikel, en om daer en boven uit te voeren alle de andere bepalingen van 't artikel 153 van de wet van 8.° januari 1817.

Art. 3. Het tegenwoordig besluit zal g'insereert wezen in het Memoriael administratif en alzoo ter kennis gebragt worden van de autoriteiten die in der zelver uitvoering moeten medehelpen.

DE B.on DE KEVERBERG.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 7.

KORTEN INHOUD.

12-13. *Bepaling der tydstippen voor het vertrek der lotelingen, het contingent uitmakende. — Bepaling omtrent de gene te kiezen voor de reserve-bataillons.* — Militie. — Ligting van 1819. — 2.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.º 8.

SOMMAIRE.

14. Incendies. — *Dispositions de police pour les prévenir.* — Du 17 avril. — 2.e Division.

15. Ports d'armes de chasse. — *Envoi de l'état nominatif des personnes qui en ont obtenu depuis le 1.er février 1819 jusqu'au 15 mars suivant.* — Du 21 avril. — Cabinet.

Digitized by Google

Gand, le 17 avril 1819.

Les États députés *de la Flandre orientale*,

Vu les rapports successivement parvenus au gouvernement de la province, desquels il résulte que, notamment dans les communes rurales, les incendies sont souvent occasionnés par l'insouciance des habitans, le défaut de construction convenable ou négligence des réparations et ramonage des fours et cheminées, et de ce que l'exécution des mesures de police, que les lois prescrivent à cet égard, est négligée et mal surveillée.

Vu l'article 17 de la loi du 19—22 juillet 1791, portant que le refus du secours et service requis par la police en cas d'incendie et autres fléaux calamiteux sera puni par une amende du quart de la contribution mobiliaire, sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous de trois francs. . . .

Vu aussi l'article 9, titre 2 de la loi du 28 septembre — 6 octobre 1791, et l'article 458 du Code pénal, ainsi conçu :

Art. 9. « Les officiers municipaux veilleront généralement à la tranquillité, à la salubrité et à » la sureté des campagnes, ils seront tenus particulièrement de faire au moins une fois par an la » visite des fours et cheminées de toutes maisons » et de tous bâtimens éloignés de moins de cent » toises d'autres habitations : ces visites seront » préalablement annoncées huit jours d'avance.

» Après la visite ils ordonneront la réparation » ou la démolition des fours et cheminées qui se

Digitized by Google

Gend, den 17.den april 1819.

De Gedeputeerde Staten van Oost-Vlaenderen,

Gezien de rapporten aen het provinciael Gouvernement successivelyk gedaen, en waer uit blykt dat de brand, namelyk in de buiten-gemeenten, dikwyls veroorzaekt is door de zorgeloosheid van de inwoonders, het gebrek van behoorlyke constructien of 't verzuimen van kuisschen en in staet stellen van de ovens en schouwen, en door dat de uitvoering van de maetregelen by de wetten op dit punt voorgeschreven verzuimt en slegt onderhouden worden;

Gezien 't artikel 17 van de wet van 19—22 julius 1791, dragende dat het weigeren van dienst en bystand door de politie vereischt in het geval van brand of andere ongelukkige plaegen, zal gestraft worden met eene boete van het vierde van de mobiliaire belasting, zonder dat de zelve in eenig geval onder de drie francs mag wezen;

Ook gezien het artikel 9, 2.den titel, van de wet van 28.sten september — 6.den october 1791, en 't art. 458 van den penalen Wetboek, houdende:

Art. 9. » De officieren municipael zullen in 't » algemeen waeken om de rust, de gezonde hoe» danigheid en de veiligheid te verzekeren ten » platten lande; zy zyn gehouden ten minsten eens » 's jaers de ovens en schouwen te visiteeren van » alle de huizen en gebouwen die niet verder dan » honderd toisen van andere gebouwen afgelegen » zyn: die schouwingen moeten acht dagen te voo» ren bekent gemaekt wezen.

» Naer de schouwing zullen zy het herstellen of » afbreken ordonneeren van de ovens of schouwen

» trouveront dans un état de délabrement, qui
» pourrait occasionner des incendies ou d'autres
» accidens, il pourra y avoir lieu à une amende
» au moins de six francs et au plus de vingt-quatre francs.

Art. 458. » L'incendie des propriétés mobiliaires ou immobiliaires d'autrui, qui aura été causé
» par la vétusté ou le défaut soit de réparations,
» soit de nettoiement des fours, cheminées, forges,
» maisons ou usines prochaines, ou par des feux
» allumés dans les champs à moins de cent mètres
» des maisons, édifices, forêts, bruyères, bois,
» vergers, plantations, haies, meules, tas de grains,
» pailles, foins, fourrages, ou de tout autre dépôt
» de matières combustibles, ou par des feux ou
» lumières portés ou laissés sans précaution suffisante, ou par des pièces d'artifices allumées ou
» tirées par négligence ou imprudence, sera punie
» d'une amende de cinquante francs au moins et
» de cinq cents francs au plus. »

Vu l'arrêté du préfet du département de l'Escaut, en date 16 ventôse an 13, qui prescrit des précautions à prendre contre les incendies;

Revu leur circulaire aux autorités locales de la province, du 21 mai 1817;

Vu finalement la loi du 6 mars 1818;

Ont résolu l'ordonnance suivante:

ARTICLE 1.er

Les cheminées ne pourront dorénavant être construites qu'en briques ou pierres en maçonnerie solide et d'une capacité suffisante : aucuns bois ou autres matières combustibles ne pourront être employés dans la construction de leurs tuyaux, qui

Digitized by Google

» die zich in eenen zulkdanigen slechten staet be-
» vinden, dat zy brand of andere ongelukken zou-
» den konnen veroorzaeken, de boete mag bepaeld
» worden ten minsten op zes en ten meesten op
» 24 francs. »

Art. 458. »De brand van meubele of immeubele
» eigendommen van andere persoonen die zal voorts-
» komen van de oudheid of van het gebrek 't zy
» van reparatien, 't zy van kuissching der ovens,
» schouwen, smederyen, huizen of aenpalende
» werkhuizen, of door vueren in de velden ont-
» stoken nader dan honderd meters van huizen,
» gebouwen, wouden, heien, bosschen, boom-
» gaerden, plantingen, heggen, graen, strooy en
» hooy-tassen of van alle andere bewaerplaetsen
» van brandstoffen, of door vueren en lichten ge-
» dragen of zonder voorzichtigheid laeten staen,
» of door stuks van vuerwerk aensteken of ge-
» schoten door verzuiming of onvoorzichtigheid,
» zal gestraft worden met eene boete van 50 francs
» ten minste en vyf honderd francs ten meesten. »

Gezien het besluit van den Prefect van het departement van de Schelde, in daten 16.den ventôse 13.de jaer, voorzorgen bepalende tegen den brand;

Herzien hunne circulaire aen de plaetselyke autoriteiten der provincie van 21sten mei 1817;

Eindelyk gezien de wet van 6.den maert 1818,

Hebben de naervolgende ordonnantie besloten:

ARTIKEL 1.

De schouwen zullen voor 't toekomende moeten gemaekt worden in gebakken of ander steenen, sterk gemetst en van eene genoegzaeme ruimte: men zal geen gebruik mogen maken van hout of andere brandstoffen in het opbouwen van der zelver

Digitized by Google

devront être isolés de toute charpente et élevés au moins d'une aune des Pays-Bas au-dessus du toit.

Art. 2. Les fours, forges et fourneaux, ainsi que tous les magasins ou dépôts de matières inflammables devront être placés de manière à ne faire craindre aucun danger : aucune meule de grains ni de foin ne pourra être adossée à un bâtiment quelconque.

Art. 3. Les cheminées, fours, forges, fourneaux qui seront construits à l'avenir, ou auxquels de fortes réparations, pour ceux existant actuellement, devront être faites dans la suite, et qui ne seront pas exécutées d'après les dispositions des articles précédens, devront par les ordres de l'autorité locale être mis de suite dans l'état requis et hors de toute proximité dangereuse, faute de quoi leur démolition pourra être faite à la diligence de l'autorité locale aux frais des contrevenans, qui selon les circonstances pourront en outre être traduits devant les tribunaux compétens, pour y être condamnés par application de l'article 3 de la loi du 6 mars 1818, en une amende qui ne pourra être moindre de six florins ni excéder celle de 25 florins.

Art. 4. Tous les habitans des communes rurales devront annuellement, dans la dernière quinzaine du mois d'avril au plus tard, et pour cette année dans la première quinzaine du mois de mai, ramoner leurs cheminées et les faire réparer ainsi que leurs fours, de manière à ce qu'ils ne ne puissent occasionner d'incendies ou d'autres accidens.

Art. 5. Ce délai expiré, les autorités locales feront ou feront faire par les Commissaires de police les visites des fours et cheminées de toutes maisons

Digitized by Google

schoorsteenpypen; die zullen moeten afgescheiden zyn van alle timmerwerk en verheven ten minsten eene nederlandsche elle boven het dak.

Art. 2. De ovens, smederyen en fornuisen als ook alle magazynen of depôts van ontsteekbaere stoffen zullen zoodanig moeten geplaetst wezen, dat voor geen gevaer te vreezen is: geen graen of hooy-tas en vermag tegen geen hoe genaemd gebouw staen.

Art. 3. De schouwen, ovens, smederyen en fornuisen in 't toekomende te bouwen of de gene van de thans bestaende die in 't gevolg groote reparatien zullen vereisschen en niet gemaekt zouden worden naer den zin van de voorgaende bepalingen, moeten door order van het plaetselyk bestuer dadelyk in den vereischten staet en buiten alle nabyheid gestelt wezen, by faute van diere zal der zelver afbreking ambtshalve geschieden ten koste van de overtreders, de welke volgens de omstandigheden bovendies zullen mogen gebragt wezen voor den competenten regter om gestraft te worden, overeenkomstiglyk 't artikel 3 van de wet van 6.den maert 1818, in eene boete van niet minder dan zes en niet meer dan 25 gulden.

Art. 4. Alle de inwoonders der buiten-gemeenten zullen jaerlyks in de laeste veertien dagen van april, en voor dees jaer in de eerste veertien dagen van mei, hunne schouwen alsmede hunne ovens doen kuisschen, op dat die geen brand of ongelukken en zouden veroorzaken.

Art. 5. Naer dees delai zullen de plaetselyke bestueren door hun zelve of door de politie commissarissen de schouwing doen der ovens en schou-

Digitized by Google

et de tous bâtimens éloignés de moins de cent toises (200 aunes des Pays-Bas) d'autres habitations, elles ordonneront et au besoin feront faire faire aux frais des propriétaires et locataires desdites maisons et bâtimens le nettoiement, les réparations ou la démolition des fours et cheminées qui par leur saleté ou état de délabrement pourraient occasionner des incendies ou accidens; elles dresseront procès-verbaux de leur visite et de leurs ordonnances, et à l'égard des récalcitrans les transmettront aux procureurs du Roi près les tribunaux compétens, pour les récalcitrans y être traduits et condamnés en une amende qui ne sera pas au-dessous de cinq florins ni n'excédera pas celle de 25 florins des Pays-Bas.

Art. 6. Il est défendu à toutes personnes:

1.° D'entrer dans les écuries, granges, greniers ou magasins de matières combustibles avec des pipes allumées ou avec des lumières, qui ne seraient pas enfermées dans des lanternes bien closes.

2. D'allumer des feux dans les champs dans une distance moindre de cent aunes des Pays-Bas, des maisons, édifices, forêts, bruyères, bois, vergers, plantations, haies, meules, tas de grains, pailles, foins, fourrages ou de tout autre dépôt de matière combustible.

3. De jeter dans les rues aucuns pétards, fusées ou autres pièces d'artifices.

Le tout sous peine d'une amende qui ne pourra être inférieure à celle 5 florins ni excéder celle de 50 florins, ou en cas d'insolvabilité d'un emprisonnement de deux jours au moins et de dix jours au plus: le tout sans préjudice des peines plus graves conformément à l'article 458 du Code pé-

Digitized by Google

wen van alle de huizen of gebouwen die niet meer dan honderd toisen (200 nederlandsche ellen) van andere batimenten afgelegen staen, zy zullen order geven, en zulks nodig zynde ten koste van de eigenaren en huerders van de zelve huizen en gebouwen, om de ovens en schouwen te kuisschen, repareeren of af te breken, die door hunne vuiligheid of slechten staet brand of andere ongelukken zouden konnen veroorzaeken; zy zullen proces-verbael opstellen van hunne schouwingen en ordonnancien en de zelve aen de Koninklyke Procureurs by de tribunalen zenden ten aenzien van de tegenstrydige, om deze aldaer verzonden en gecondemneert te wezen in eene boete van niet min dan vyf en niet meer als 25 nederlandsche gulden.

Art. 6. 'T is aen een ieder verboden:

1.° In stallen, schueren, zolders of magazynen van brandstoffen te komen met ontsteken pypen, of met licht dat in geen wel verzekerde lantarens gesloten is;

2.° Op het veld vuer t'aensteken binnen eene afgelegenheid minder dan honderd nederlandsche ellen van huizen, gebouwen, wouden, heien, bosschen, boomgaerden, plantingen, haegen, graen, strooy en hooy-myten, of van alle ander depôt van brandstoffen;

3.° Springbussen, vuerpylen of andere vuerwerkstuks langst de straet op te werpen.

Dit alles op pene van eene boete die niet minder dan 5 en niet meer dan 50 gulden wezen mag, of in geval van onvermogen om te betalen, een gevang van twee tot thien dagen: zonder vermindering van zwaerder straffen overeenkomstig 't artikel 458 van den penalen Wetboek, wanneer de

Digitized by Google

nal, au cas que l'imprudence ou la contravention aurait occasionné un incendie, et sauf en ce cas les droits des tiers en dommages et intérêts.

Art. 7. En cas d'incendie tous les citoyens doivent rendre les secours et services qui leur seront demandés par la police, ceux qui les refuseront seront traduits devant les tribunaux compétens, pour être condamnés en une amende égale au quart de leur contribution mobiliaire, et sans qu'en aucun cas elle puisse être inférieure à la somme de un florin quarante-deux cents.

Art. 8. Les administrations locales veilleront à ce que ceux, qui à raison de leur commerce ou profession, sont obligés d'avoir chez ou dans leurs magasins des quantités plus ou moins considérables de matières combustibles, les déposent dans des endroits qui n'offrent pas des dangers : elles feront à cet égard telles ordonnances de police municipale que les localités comporteront, en se conformant à l'article 4 de la loi du 6 mars 1818, et sauf les pénalités, les cas échéants, de l'article 458 du Code pénal.

Art. 9. A l'avenir nul ne pourra dans la partie aglomerée des villes et bourgs couvrir aucun bâtiment de chaume ou de paille, ni construire les façades des maisons en bois : cette disposition devient aussi applicable lorsque les bâtimens actuellement existants exigeront de grosses réparations.

Art. 10. Les Commissaires de districts, régences des villes et communes rurales, tous commissaires et agens de police veilleront en tant que la chose les concerne, respectivement à l'exécution

Digitized by Google

onvoorzichtigheid of de overtreding brand zou veroorzaekt hebben, en met voorbehoud in dees geval van het recht van de benadeelde tot schaede en intrest.

Art. 7. Alle de inwoonders moeten in cas van brand den bystand en diensten doen waer af zy door de politie verzocht zyn; den genen die zulks zoude weigeren, zal voor den competenten regter gebragt worden om gestraft te zyn met eene boete gelyk aen het vierde van hunne mobiliaire belasting, en zonder dat die in eenig geval minder wezen mag dan een gulden 42 cents.

Art. 8. De plaetselyke bestueren zullen waeken dat de gene die ter oorzaeke van hun bedryf of koophandel verpligt zyn in huis of in hun magazynen min of meer brandstoffen te hebben, de zelve in plaetsen doen stellen daer die geen gevaer konnen bybrengen: zy zullen diesaengaende zulkdanige ordonnantien van politie nemen als de localiteiten vereisschen, zich gedragende aen 't artikel 4 van de wet van 6.den maert 1818, en behoudens, zulks 't geval zynde, de straffen voorgeschreven by 't artikel 458 van den penalen Wetboek.

Art. 9. Niemand en vermag in 't toekomende in het bebouwd gedeelte der steden en dorpen, geen gebouw met strooy dekken of de voorgevel in hout doen maeken: dees bepaling word ook toepasselyk gemaekt toen de thans bestaende gebouwen groote reparatien vereisschen.

Art. 10. De districts Commissarissen, de regeeringen van de steden en de buiten-gemeenten, alle commissarissen of agenten van politie zyn belast, een ider voor zoo veel het hem aengaen mag, met

Digitized by Google

des dispositions qui précèdent, à quelle fin et pour que nul ne prétexte cause d'ignorance, la présente ordonnance sera insérée au Mémorial administratif de la province, et publiée dans toutes ses communes aux deux premiers dimanches qui suivront sa réception, et annuellement au premier dimanche du mois de mars : les autorités locales en feront conster par des certificats qu'elles nous transmettront, pour les villes directement, et pour les communes rurales par l'intermédiaire des Commissaires de district.

Signé G. F. DE MOERLOOSE, Vice-Président.

Par les États députés,

Le Greffier des États provinciaux, I. VAN TOERS.

15 GAND, le 21 avril 1819.

Le Baron DE KEVERBERG DE KESSEL, *Chevalier de l'ordre du Lion Belgique, Gouverneur de la Flandre orientale*,

A MM. les Commissaires des districts, Bourguemaîtres et Maires de la province.

Messieurs, je vous adresse ci-joint l'état nominatif des personnes qui ont obtenu, dans mes bureaux des permis de ports d'armes de chasse depuis le 1.er février de cette année jusqu'au 15 mars suivant, jour fixé pour la fermeture de la saison de chasse de 1818 à 1819.

Digitized by Google

 14

de uitvoering der hier voorgaende bepalingen, ter welker einde en op dat niemand voorwend niet gewaerschuwt te zyn, zal de tegenwoordige ordonnantie g'insereert zyn in het Memoriael administratief van de provincie, en in alle de gemeenten afgekondigd wezen de twee zondagen volgende der zelver ontvangst en jaerlyks op den eersten zondag van de maend maert: de plaetselyke bestueren sullen die afkonding aen ons bekend maken by middel van het overzenden van certificaten voor de steden rechtstreeks en voor de buiten-gemeenten door de tusschenkomst der districts Commissarissen.

Geteekend G. F. DE MOERLOOSE, Onder-President.

Van wege de gedeputeerde Staten,

De Greffier der provinciale Staten, I. VAN TOERS.

GEND, den 21.sten april 1819. 15

Den Baron DE KEVERBERG DE KESSEL,

Ridder van het order van den Belgischen Leeuw,

Gouverneur van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren districts Commissarissen, Burgemeesters en Maires der provincie.

Mynheeren, ik laet UE. hier nevens toekomen den nominativen staet van de persoonen de welke in myne bureaux de vergunning bekomen hebben tot het dragen van jagt-wapenen, van 1.^{en} february tot 15.^{den} maert 1819, bestemden dag voor het sluiten van 't jagt-saisoen van 1818 à 1819.

Digitized by Google

En même-tems je vous engage à continuer la surveillance la plus exacte, des délits qui se commettent en cette matière et à sévir de toute la rigueur des lois contre ceux qui s'en rendraient coupables.

Agréez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

Le B.on DE KEVERBERG.

ETAT nominatif des personnes qui ont obtenu, c
d'armes de chasse, depuis le 1.

N.os des ports-d'armes.	NOMS ET PRÉNOMS des personnes auxquelles ils ont été délivrés.	LEUR QUALITÉ.
245	Jean Moerman	Propriétaire
246	Paul Pieret	Idem
247	Pierre vander Eecken	Hôtellier et propriétaire
248	Pierre Popelemon	Percepteur des contributio
249	Jean-Benoît-François Serraris	Propriétaire
250	Jean-Baptiste van Damme	Ecrivain
251	Pierre-Joseph van Cauwenberghe	Cultivateur et propriétair
252	Le Comte Auguste de Lichtervelde	Membre des Etats députés la province.
253	James Richdale	Particulier
254	Liévin Dierickx	Cultivateur
255	Léon Michiels	Particulier
256	Pierre-Joseph van Havermaet	Distillateur
257	Xavier Anné	Propriétaire
258	Charles de Schietere	Idem

Digitized by Google

Ik verzoek UE. in der zelver tyd, Mynheeren, om voorts te gaen met de stipste waekzaemheid ten aenzien van de overtreders in 't stuk van de jagt en om de zelve volgens alle de strengheid van de wetten te doen achtervolgen.

Ontvangt, Mynheeren; de verzekering van myne volkome agting.

Le B.on DE KEVERBERG.

Gouvernement de la province, des permis de ports- février jusqu'au 15 mars 1819.

Domicile.	Date de la délivrance des ports-d'armes.
Roygbem	2 février 1819.
Grammont	2 .. idem.
Idem	2 .. idem.
Hamme	2 .. idem.
Idem	2 .. idem.
Bottelaere	8 .. idem.
Wannegem-Lede	8 .. idem.
Gand	9 .. idem.
Idem	15 .. idem.
Nazareth	26 .. idem.
Deynse	26 .. idem.
Berlaere	4 .. idem.
Termonde	8 .. idem.
Gand	13 .. idem.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 8.

KORTEN INHOUD.

14. *Maetregelen van politie om de brand te voorkomen.* — Van 17.den april. — 2.e Afdeeling.

15. Vergunning tot het dragen van jagtwapenen. — *Naemlyst van de persoonen die er bekomen hebben van* 1.sten *february tot* 16.den *maert* 1819. — Van 21.sten april. — Kabinet.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 9.

SOMMAIRE.

16. Police. — *Rapports entre les fonctions des administrations locales et celles de la maré-chaussée.* — Du 29 avril. — 2.e Division. (748.e)

Tome VI.

Digitized by Google

GAND, le 29 avril 1819.

Le Baron DE KEVERBERG DE KESSEL, *Chevalier de l'ordre du Lion Belgique, Gouverneur de la Flandre orientale,*

A MM. les Administrateurs des villes et communes de la province.

Messieurs, je crois devoir remettre ici sous vos yeux l'article 5 du décret du 11 juin 1806, inséré au Bulletin des lois. Il est ainsi conçu: « *Les* » *gardes champêtres seront tenus d'informer* » *les Maires, et ceux-ci les officiers ou sous-* » *officiers de gendarmerie, de tout ce qu'ils* » *découvriront de contraire au maintien de* » *l'ordre et de la tranquillité publique; ils leur* » *donneront avis de tous les délits qui auront* » *été commis dans leurs territoires respectifs,* » *et les préviendront lorsqu'il s'établira dans* » *leurs communes des individus étrangers à* » *la localité.* »

Ainsi les avis à donner à la maréchaussée relativement aux délits commis, ne doivent pas être considérés comme des communications que l'on pourrait quelquefois omettre sans manquer au devoir, puisque vous voyez que l'obligation en est imposée formellement par un acte de notre législation.

Cependant, cette obligation est si généralement négligée, que je dois croire qu'elle est comme tombée dans l'oubli, et la maréchaussée, jalouse de remplir tous ses devoirs et de justifier ainsi sa

Digitized by Google

GEND, den 29.[sten] april 1819.

Den Baron DE KEVERBERG DE KESSEL, *Ridder van het order van den Belgischen Leeuw, Gouverneur van Oost-Vlaenderen,*

Aen de Heeren Bestierders der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, ik heb vermeent hier onder uwe oogen te moeten brengen het 5.[de] artikel van 't decreet van 11.[sten] junius 1806, g'insereert in het Bulletin der wetten. Het luid alzoo: « *De veld-*
» *wagters zyn gehouden kennis te geven aen*
» *de Maires, en deze aen de officieren en onder-*
» *officieren van de gendarmerie, van al het gene*
» *zy zouden bemerken tegenstrydig te wezen*
» *aen het goede orde en de algemeene rust, zy*
» *zullen hun onderrigten van alle de misdae-*
» *den die op hunne respective grondgebieden*
» *begaen zyn, en zullen hun verwittigen wan-*
» *neer vremdelingen in hunne gemeenten zich*
» *komen nederzetten.* »

Dienvolgens de te geven berigten aen de marechaussée nopens begaen misdaeden, moeten niet beschouwt worden als kennisgevingen die men zomtyds zou konnen nalaten zonder in wandevoir te zyn, vermits gy ziet dat de verpligting daer af door onze legislatie uitdrukkelyk aenbevolen is.

Die verpligting nochtans is in 't algemeen zoo verzuimt dat ik gelooven moet dat de zelve in de vergeetboek gesteld is, en de marechaussée zorgvuldig om alle zyne pligten te kwyten, en alzoo

Digitized by Google

réputation, se plaint avec raison de voir son zèle paralysé trop souvent, parce qu'elle n'est pas informée des délits commis, ou parce que les avis qui lui parviennent sont trop tardifs et rendent ses recherches sans succès. Vous ne doutez certainement pas, Messieurs, de l'utilité de la coopération de la maréchaussée lorsqu'il s'agit de découvrir et de saisir des coupables, et c'est en grande partie à son zèle et à ses soins que les campagnes sont redevables de la tranquillité; mais il est du devoir des fonctionnaires de la seconder dans toutes les occasions et de lui fournir les moyens de remplir toujours dignement son service. L'impunité des délinquans ne peut qu'accroître leur audace et leur nombre, et je ne saurais ainsi vous engager assez sérieusement à vous conformer toujours exactement et *sans retards* à l'article 5 du décret du 11 juin 1806.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

LE B.[on] DE KEVERBERG.

Digitized by Google

zyn goede naem te bewyzen, klaegt met reden dat der zelver iever te dikwyls verlammert vind, om dat zy niet onderrigt is van de begaen misdaden, of om dat de berigten hun te laet toekomen en der zelver opzoekingen vruchteloos maeken. Gy en twyfelt zekerlyk niet, Mynheeren, aen het voordeel der medewerking van de marechaussée in het ontdekken en het vatten van pligtige, en 't is meestdeels aen haeren iever ende zorge dat de buitengemeenten hunne rust verschuldigt zyn, maer de beambte zyn verpligt de zelve in alle de gelegenheden mede te helpen en de middels te verschaffen om haeren dienst altoos waerdiglyk uit te oefenen. De straffeloosheid der misdaden kan niet dan der zelver stoutheid en getal vermeerderen, en ik kan aldus UE. niet genoegzaem aenbevelen, om uw altyd nauwkeuriglyk en *zonder uitstel* te gedragen aen het 5.de artikel van 't decreet van 11.sten junius 1806.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

Le B.on DE KEVERBERG.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 9.

KORTEN INHOUD.

16. Policie. — *Overeenkomst tusschen de functien der plaetselyke bestueren en die van de marechaussée.* — Van 29.sten april. — 2.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 10,

SOMMAIRE.

17. Milice. — Levée de 1819. — *Arrêté qui appelle les miliciens destinés à former la troisième portion du contingent.* — Du 5 mai. — 2.ᵉ Division.

Tome VI.

Digitized by Google

GAND, le 5 mai 1819.

LE GOUVERNEUR de la province de la Flandre orientale,

Vu l'article 145 de la loi du 8 janvier 1817,

ARRÊTE ce qui suit:

Art. 1.er La troisième et dernière remise des hommes destinés à former le contingent dans la levée de la milice pour 1819, aura lieu le *jeudi treize mai courant.*

En conséquence, tous ceux des miliciens qui ont reçu des ordres de départ et qui ne se seraient pas encore présentés aux époques fixées par ces ordres, seront tenus de se rendre ledit jour 13 *mai à dix heures du matin*, dans le local de l'hôtel de l'Administration provinciale, pour être ensuite incorporés.

Art. 2. Tout milicien ayant reçu un ordre de départ, qui n'obéira pas à ce qui est prescrit par l'article précédent, sera poursuivi et traité comme réfractaire, conformément aux articles 166 et 167 de la loi précitée.

Art. 3. Le présent arrêté sera inséré au Mémorial administratif; les autorités locales sont requises de le notifier particulièrement à ceux des miliciens appelés et non incorporés.

Le Gouverneur,

LE B.on DE KEVERBERG.

Digitized by Google

GEND, den 5.den mey 1819.

DE GOUVERNEUR van de provincie van Oost-Vlaenderen.

Gezien het artikel 145 van de wet van 8.sten january 1817,

BESLUIT 't gene volgt:

Art. 1. De derde en laeste afgift der manschappen geschikt voor het kontingent van de militie in de ligting van 1819, zal plaets hebben den *donderdag dertienden van dees maend.*

Gevolgentlyk alle de lotelingen die bevel ontvangen hebben om te vertrekken en die zich op de tydvakken by dat order bepaeld niet aengeboden hebben, zyn gehouden hun te begeven den gemelden dag 13.den *mey, 's morgens om thien uren*, in het locael van het provinciael bestuer, om daer na te worden ingelyfd.

Art. 2. Allen dienstpligtigen bevel ontvangen hebbende om te vertrekken, die niet zou gehoorzamen aen het gene by voorgaende artikel voorgeschreven is, zal achtervolgd en behandeld worden als deserteur, overeenkomstiglyk de 166 en 167.ste artikels van de voornoemde wet.

Art. 3. Het tegenwoordig besluit zal g'insereert wezen in het Memoriael administratief; de plaetselyke bestueren zyn verzocht het zelve afzonderlyk bekent te maeken aen de geroepene en nog niet ingelyfde manschappen.

De Gouverneur,

Le B.on DE KEVERBERG.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 10.

KORTEN INHOUD.

17. MILITIE. — Ligting van 1819. — *Besluit die de manschappen roept de welke geschikt zyn om het derde gedeelte van 't kontingent uit te maeken.* — Van 5.den april. — 2.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 11.

SOMMAIRE.

18. Gardes champêtres. — *Il faut différer de s'occuper de l'exécution de l'article 7 du réglement.* — Du 5 mai. — 2.e Division. (707 a)

Tome VI.

Digitized by Google

GAND, le 5 mai 1819.

Le Baron DE KEVERBERG DE KESSEL, *Chevalier de l'ordre du Lion Belgique, Gouverneur de la Flandre orientale,*

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des communes.

Messieurs, lorsque la présente circulaire vous parviendra, vous aurez déjà reçu le 33.me cahier du tome 5.me du Mémorial administratif, qui contient le réglement sur l'embrigadement des gardes champêtres. — L'article 7 de ce réglement porte *qu'à sa réception, les administrations locales procéderont à la nouvelle organisation des gardes champêtres;* mais l'exécution de l'article 36 et de plusieurs autres dispositions nécessitant des mesures préparatoires qui n'ont pu encore être prises, je vous engage à différer de vous occuper des opérations prescrites par l'article 7 et à attendre pour le faire, un avis ultérieur que je vous ferai parvenir.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

LE B.^{on} DE KEVERBERG.

Digitized by Google

GEND, den 5.den mey 1819.

Den Baron DE KEVERBERG DE KESSEL,
Ridder van het order van den Belgischen Leeuw,
Gouverneur van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der gemeenten.

Mynheeren, toen de tegenwoordige circulaire UE. zal toekomen, zult gy reeds ontvangen hebben het 33.ste nummer van 't Memoriael administratief 5.de boek, inhoudende het reglement op de in brigades vereeniging van de veldwachters. — Het 7.ste artikel van dees reglement draegt *dat op der zelver ontvang, de gemeente besturen tot de nieuwe organisatie der veldwachters zullen overgaen;* maer den uitvoer van 't artikel 36 en van verscheide andere bepalingen vereischende voorloopige maetregelen die men nog niet heeft konnen nemen, nope ik UE. om de bewerkingen voorschreven by het 7.ste artikel uit te stellen tot dat gy van mynent wege een verder berigt zult ontvangen hebben.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

LE B.on DE KEVERBERG.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 11.

KORTEN INHOUD.

18. VELDWACHTERS. — *Men moet de uitvoering van 't 7.ste artikel van het reglement uitstellen.* — Van 5.den mey. — 2.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 12.

SOMMAIRE.

19. IMPOSITIONS COMMUNALES. — *On recommande l'exécution de la loi du 29 avril* — Du 5 mai. — 1.e Division.

Tome VI.

Digitized by Google

Gand, le 5 mai 1819.

Le Baron DE KEVERBERG DE KESSEL, *Chevalier de l'ordre du Lion Belgique, Gouverneur de la Flandre orientale,*

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes de la province.

Messieurs, vous venez de recevoir le bulletin n.° 15 du Journal officiel, où se trouve insérée la loi du 29 avril dernier, contenant des dispositions propres à assurer efficacement le recouvrement des impositions communales.

Je vous prie d'assurer, en ce qui vous concerne, l'exécution de cette loi, d'en donner communication à ceux qui doivent concourir à son succès, et d'en faire connaître à vos administrés les détails qui les concernent, afin de leur inviter les désagrémens des poursuites auxquelles ils pourraient donner lieu par ignorance.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

LE B.on DE KEVERBERG.

Digitized by Google

GEND, den 5.den mey 1819.

Den Baron DE KEVERBERG DE KESSEL,
Ridder van het order van den Belgischen Leeuw,
Gouverneur van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten van de provintie.

Mynheeren, het Staats-blad, n.° 15, die gy onlangs ontvangen hebt, vervat eene wet van 29.sten april jongstleden, houdende bepalingen ter verzekering van de rigtige invordering der plaetselyke belastingen.

Gylieden zyt verzocht om zoo veel het uwe belangt den uitvoer van deze wet te verzekeren, om die ter kennis te brengen van de gene die in derzelver goeden uitval moeten medewerken, en om de uitleggingen daer af te verzorgen aen uwe daer in belanghebbende onderhoorige, op dat zy zouden bevryd zyn van de onaengenaeme achtervolgingen waer toe hunne onwetendheid zou konnen oorzaek geven.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

LE B.on DE KEVERBERG.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 12.

KORTEN INHOUD.

19. Plaetselyke belastingen. — *Aenbeveling tot den uitvoer van de wet van* 29.sten *april.* — Van 5.den mey. — 1.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 13.

SOMMAIRE.

20. Milice. — *Rentrée volontaire de semestriers à leurs corps avant l'expiration de leurs congés.* — Du 10 mai. — 2.e Division. (708 o)

21. Milice. — Transports. — *Les miliciens en marche et dans certaines positions, ne paieront pour se faire transporter sur les barques etc. que le prix exigible des militaires de l'armée de ligne.* — Du 10 mai. — 2.e Division. (708 n)

Digitized by Google

Gand, le 10 mai 1819.

Le Baron de Keverberg de Kessel, *Chevalier de l'ordre du Lion Belgique, Gouverneur de la Flandre orientale,*

A MM. les Administrateurs des villes et communes de la province.

Messieurs, l'article 8 de la loi du 28 novembre 1818, porte ce qui suit: » *Les hommes* (mili» ciens) *qui, étant en congé, désireront ren» trer à leur corps, avant l'expiration de ce » congé, y seront admis.* »

Les Départemens de l'Intérieur et de la Guerre ont décidé de concert, pour l'exécution de cette disposition :

1.° Que le milicien en congé qui voudra jouir de cette faculté en fera la déclaration à l'autorité locale de sa résidence, qui lui remettra son congé original (*verlofpas*), après y avoir fait mention de ladite déclaration.

2.° Que ce milicien devra voyager à ses propres frais jusqu'au lieu de sa destination, et se présenter à son bataillon, s'il appartient à l'infanterie, ou à l'état-major de son corps, s'il fait partie de l'artillerie, des cuirassiers ou du train d'artillerie, et y rapporter en même tems tous ses effets d'habillement et d'équipement.

3.° Qu'il doit enfin remettre pareillement son congé original (*verlofpas*).

Digitized by Google

Gend, den 10.den mey 1819.

Den Baron DE KEVERBERG DE KESSEL,
Ridder van het order van den Belgischen Leeuw,
Gouverneur van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Bestierders der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, 't artikel 8 van de wet van 28.sten november 1818 draegt 't gene volgt: » *De verlofgangers, welke genegen zyn naer hunne korpsen terug te keeren, voor het eindigen van den verloftyd, zullen by de zelve worden toegelaten.* »

Voor den uitvoer van deze bepaling hebben de departementen van Binnenlandsche Zaken en van Oorlog gedecideert:

1.° Dat de verlofganger den welken van dees vermogen zou willen gebruik maeken daer af zyne declaratie moet overgeven aen het plaetselyk bestuer van zyne residentie, die hem zyn origineel verlofpas zal behandigen, naer van de zelve declaratie daer in melding te hebben gemaekt;

2.° Dat zulkdanigen verlofganger op zyn eigen kost zal moeten reizen tot aen der zelver bestemming plaets, en zich voor zyn bataillon aenbieden, indien hy deel maekt van de infanterie, of voor de staf van zyn korps wanneer hy behoort tot de artillerie, de kurassiers of tot den trein, en aldaer ten zelven tyde overleggen alle zyne kleederen en equipement stukken;

3.° Dat hy aldaer gelykelyk moet overleggen zyn verlofpas.

Digitized by Google

20

Je vous invite, Messieurs, à concourir, en ce qui vous concerne, les cas échéans, à ces dispositions, et à inscrire de plus soigneusement ces sortes de mutations sur le registre modèle JJ, conformément à l'article 17.) de la loi du 8 janvier 1817.

Recevez l'assurance de ma parfaite considération.

Signé Le B.on DE KEVERBERG.

---

21 GAND, le 10 mai 1819.

Le Baron DE KEVERBERG DE KESSEL, *Chevalier de l'ordre du Lion Belgique, Gouverneur de la Flandre orientale,*

A MM. les Administrateurs des villes et communes de la province.

Messieurs, l'article 21 de l'arrêté de S. M. du 3 août 1814, n.° 33, qui est rélaté dans l'arrêté imprimé de Mr. l'Intendant départemental de l'Escaut, du 1.er novembre suivant, porte que « les » sous-officiers et soldats qui feront route pour » expédition de leurs affaires particulières, ne payeront que la moitié des frais de transport sur les » bateaux, navires ou barques publiques, ainsi que » sur les barques ordinaires. »

J'ai l'honneur de vous informer que par un autre arrêté du 18 mars 1819, l.a V 3, Sa Majesté a bien voulu étendre cette faveur,

1.° *A ceux des miliciens qui se rendent de leurs corps dans leurs foyers par congé, ou*

Digitized by Google

Ik verzoeke UE., Mynheeren, om in die bepalingen voor zoo veel het uw aengaet, en zulks 't geval zynde, mede te weken, en ook om de zulkdanige veranderingen aen te teekenen in het register model JJ, overeenkomstiglyk het artikel 171 van de wet van 8.sten january 1817.

Ontvangt de verzekering van myne volkome agting.

Le B.on DE KEVERBERG.

GEND, den 10 den mey 1819. 21

Den Baron DE KEVERBERG DE KESSEL,
Ridder van het order van den Belgischen Leeuw,
Gouverneur van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Bestierdees der steden en gemeenten van de provintie.

Mynheeren, 't artikel 21 van 's Majesteits besluit in daten 3.den augustus 1814, n.° 33, verhaelt in het gedrukt besluit van den heer Intendant van 't departement van de Schelde, van 1.sten november zelfde jaer, draegt dat » de onder-officieren » en soldaten reyzende voor hunne byzondere za- » ken, niet meer dan halve vracht moeten betalen » in de trekschuiten, schepen of publieke vaer- » tuigen, als ook in de gewoone schuiten. »

Ik heb de eer UE. te informeren dat by een nader besluit van 18.den maert 1819, 1.a V 3, Z. M. dees voorregt wel heeft gelieven uit te strekken,

1.° *Tot de verlofgangers by gelegenheid dat zy zich met verlof van de korpsen naer hunne*

Digitized by Google

qui, après l'expiration de leurs congés, sont en marche pour rejoindre leurs corps;

2.° *Aux miliciens en congé lorsqu'ils seront en marche, soit pour assister aux revues trimestrielles d'inspection dans le chef-lieu de leur canton, soit pour retourner dans le lieu de leur résidence après ces revues.*

S. M. a en outre décidé par le même arrêté que pour jouir de cette faveur, les miliciens *dans la première des deux positions indiquées ci-dessus*, devront être porteurs de leurs congés ou de feuilles de route; et que ceux *dans la seconde de ces positions*, devront être pourvus d'une déclaration à délivrer *gratis* par l'autorité du lieu de leur résidence, pour attester qu'ils ont été appelés à la revue d'inspection; et que les uns comme les autres sont tenus d'exhiber les pièces ci-dessus à toute réquisition des propriétaires ou conducteurs de bateaux, navires, &c., devant servir à les transporter.

Je ne puis que vous inviter, Messieurs, à observer et faire observer ces dispositions, et à tenir la main à ce que les miliciens jouissent en effet de la faveur que S. M. a bien voulu leur accorder.

Recevez l'assurance de ma parfaite considération.

LE B.ON DE KEVERBERG.

Digitized by Google

haerdsteden, *en*, *by expiratie van het zelve verlof*, *van de gemeenten naer hunne korpsen begeven;*

2.° *Tot de verlofgangers op marsch zynde 't zy voor de bywooning van de driemaendelyksche inspectien in de hoofdplaets van het kanton*, *'t zy wanneer zy na de inspectie weder naer hunne gemeente terug keeren.*

Z. M. heeft by het zelfde besluit nog gedecideert dat *de eerst voormelde verlofgangers*, ten einde van deze verminderde betaling te konnen jouisseren, *wat het verlof betreft*, zullen moeten voorzien zyn van hun verlofpas, of wel van eene marsch-order, en dat de gene *van de tweede diër gevallen* zullen moeten draeger wezen van een bewys door de plaetselyke bestueren *gratis* af te geven, houdende, dat zy tot het bywoonen der inspectie zyn opgeroepen; en dat de eene even als de andere gehouden zyn die stuks, daer toe aenzogt zynde aen de proprietarissen of geleiders van de trekschuiten, schepen, &c. te vertoonen.

Ik kan niet dan UE. verzoeken, Mynheeren, om die bepalingen waer te nemen en te doen onderhouden, en om de hand te houden dat de verlofgangers 's Majesteits goedgunstigheid waerlyk konnen genieten.

Ontvangt de verzekering van myne volkome agting.

Le B.on DE KEVERBERG.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIEF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 13.

KORTEN INHOUD.

20. Militie. — *Vrywillige terug komst der verlofgangers by hunne korpsen voor het eindigen van den verloftyd.* — Van 10.den mey. — 2.e Afdeeling.

21. Militie. — Transporten. — *De verlofgangers op marsch, en in zekere gevallen, zullen even als de militairen der armée hunne vrachtloonen betalen op de schuiten, etc.* — Van 10.den mey. — 2.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 14.

SOMMAIRE.

22. PATENTES. — *On prescrit diverses formalités pour certaines classes de patentables.* — Du 13 mai. — 1.e Division.

Tome VI.

Digitized by Google

Gand, le 13 mai 1819.

Le Baron DE KEVERBERG DE KESSEL, *Chevalier de l'ordre du Lion Belgique, Gouverneur de la Flandre orientale,*

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes de la province.

Messieurs, les opérations relatives à l'assiette de la contribution des patentes pour l'exercice courant se trouvent momentanément suspendues en attendant de nouvelles dispositions législatives soumises par S. M. à la seconde Chambre des Etats-Généraux.

L'intérêt du service et du trésor exige malgré cette circonstance, qu'il soit pris des mesures d'ordre envers les patentables désignés dans les articles 29 § 2, articles 30, 32, 34 § 7 seconde partie de l'avant-dernier alinéa, article 35 § 3 et article 36 de l'ordonnance, d'autant plus que nous touchons à l'époque où ces contribuables se pourvoient ordinairement de patentes pour suivre les foires et kermesses.

En conséquence d'après l'invitation que j'en reçois de S. E. le Ministre des Finances, vous êtes priés de faire connaître à ceux des patentables désignés aux articles ci-dessus, qu'ils ne peuvent et ne pourront exercer leur profession, sans un certificat constatant que conformément aux dispositions de l'ordonnance, ils se sont fait inscrire sur le registre des patentables pour l'exercice 1819.

Digitized by Google

GEND, den 13.den mey 1819.

Den Baron DE KEVERBERG DE KESSEL, *Ridder van het order van den Belgischen Leeuw, Gouverneur van Oost-Vlaenderen,*

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, nieuwe wetgevende bepalingen door Z. M. voorgedragen aen de tweede Kamer van de Staten-Generael hebben de bewerkingen rakende de zetting van het patent-regt van 't loopende jaer oogenblikkelyk onbepaeld gehouden.

De belangen van den dienst en die van de schatkist vereisschen dat in weerwil van die omstandigheid maetregelen genomen worden ten aenzien van de patent-pligtige benoemt in de artikelen 29 § 2, 30, 32, 34 § 7 tweede gedeelte voorlaeste alinea, artikel 35 § 3 en artikel 36 van de ordonnantie, zoo veel te meer dat wy den tydstip naderen wanneer die contribuabelen zich gewoonelyk voorzien van patenten om de jaermerkten en kermissen te volgen.

Derhalve en uit kracht van de vraeg aen my gedaen door Z. E. de Minister van Financien, word UE. verzocht om de hier bovengenoemde patent-pligtige te verwittigen dat zy hun bedryf niet mogen of zullen mogen uitoeffenen, zonder een certificaet bewyzende dat zy ingevolge de bepalingen van d'ordonnantie zich hebben laeten inschryven in het register der patent-pligtige voor het jaer 1819.

Digitized by Google

Je vous recommande également :

1.° D'accepter ou de faire accepter par les répartiteurs les déclarations desdits patentables et de les inscrire au registre ;

2.° De faire délivrer aux déclarans un certificat constatant la remise de la déclaration et indiquant les détails qu'elle contient et qui devaient être énoncés dans la patente. Ce certificat devra en outre faire mention qu'il ne pourra tenir lieu de patente que jusqu'à l'époque qui sera annoncée du recensement général de tous les patentables ;

3.° De ne délivrer ce certificat aux patentables désignés en l'article 24 § 1, que moyennant le paiement des droits fixés par l'ordonnance et le droit de timbre ;

4.° De considérer les marchands, marchands ambulans et colporteurs, non domiciliés dans la commune comme étrangers, de leur faire acquitter en conséquence le droit conformément à l'article 30, et d'agir à leur égard ainsi qu'il est dit ci-dessus sous le n.° 3, en leur laissant toutefois la faculté de faire leur déclaration au lieu de leur domicile s'ils sont indigènes ;

5.° De veiller soigneusement à l'exécution des dispositions contenues en l'article 17 2.me alinéa, en l'article 36 § 5 2.me alinéa, et en l'article 37 § 2 de l'ordonnance ; dispositions qui obligent les administrations communales à l'exercice d'une surveillance très-utile pour assurer le droit dû par les patentables dont il s'agit.

Vous aurez sans doute déjà remarqué, Messieurs, que ces dispositions ne sont pas relatives à tous

Digitized by Google

Ik bevele UE. gelykelyk aen:

1.° Om de opgaven der voornoemde patent-pligtige te ontvangen en in te schryven of de zelve te doen ontvangen en inschryven door de zetters;

2.° Om aen de declaranten een attest te doen afleveren bewyzende het overgeven van hun declaratoir, alsmede de uitleggingen van derzelver inhoud de welke in de patent zouden moeten begrepen zyn geweest. Dees attest zal daer en boven moeten melding maeken dat het zelve maer voor patent zal konnen dienen tot den te bekentmaken tyd van een algemeen recensement onder de patent-pligtige;

3.° Om dit certificaet aen de in het artikel 24, § 1 vermelde patent-pligtige niet af te leveren voor aleer zy de betaling gedaen hebben van het regt bepaelt by d'ordonnantie als ook het zegel-regt;

4.° Om de kooplieden en reyzende kramers of kooplieden die in de gemeenten niet woonachtig zyn te aenzien als vremdelingen, om hun dienvolgens te doen betalen het by artikel 30 vermeld regt, en t'hunnen opzigt te handelen zoo als het hier boven by n.° 3 geschreven is, hun echter de vryheid latende van hunne opgaef in hunne woonplaets te doen indien zy inboorlingen zyn;

5.° Om zorgvuldiglyk te waeken op de uitvoering der bepalingen vervat in het artikel 17 2.de alinea, artikel 36 § 5 2.de alinea, en in 't artikel 37 § 2 van d'ordonnantie; door welke bepalingen de plaetselyke bestueren verpligt zyn eene nuttige waekzaemheid uit te oeffenen om te verzekeren het regt dat door de patent-pligtige verschuldigd is.

Gy zult mogelyks, Mynheeren, reeds opgemerkt hebben dat die bepalingen niet betrekkelyk

Digitized by Google

les patentables, mais qu'ils ne concernent que ceux compris dans les articles indiqués au second alinéa de la présente, ce qu'il convient de faire bien comprendre à vos administrés afin d'éviter pour beaucoup de patentables, des déclarations inutiles pour le moment.

En conséquence les Bourguemaîtres des villes en donnant toute la publicité à ces dispositions, auront soin de faire insérer dans leurs avis les articles précités de l'ordonnance dans les deux langues.

Les Bourguemaîtres et Maires des communes rurales, publieront la présente, deux dimanches consécutifs, à l'issue de la messe paroissiale et munis de l'ordonnance du 11 février 1816, ils en publieront aussi les articles rappellés en la présente, afin qu'en cas de contravention, les patentables ne puissent prétexter cause d'ignorance.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

Le B.on DE KEVERBERG.

Digitized by Google

zyn tot alle de patent-pligtige, maer alleenelyk tot de gene vervat in de artikelen beroepen in de tweede alinéa van de tegenwoordige, het welke nodig is aen uwe onderhoorige bekent te maeken ten einde aen veel patent-pligtige voor dees oogenblik vruchteloose declaratien te vermyden.

Dienvolgens zullen de Burgemeesters der steden, aen dees bepalingen de nodige kondbaerheid gevende, zorgen om in hunne berigten de bovenherhaelde artikelen van d'ordonnantie in de twee taelen te laeten insereeren.

De Burgemeesters en Maires der buiten gemeenten, zullen de tegenwoordige afkondigen twee naer een volgende zondagen naer het eindigen van de hoofdmisse, en, voorzien van d'ordonnantie van 11.sten february 1816, zullen zy er de by dees beroepen artikelen gelykelyk publiceeren, op dat in 't geval van overtreding de patent-pligtige niet zouden voorwenden ongewaerschuwd te zyn.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

LE B.on DE KEVERBERG.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 14.

KORTEN INHOUD.

22. Patenten. — *Verscheide formaliteiten in te volgen door zekere patent-pligtige.* — Van 13.den mey. — 1.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 15.

SOMMAIRE.

23. Contributions. — *Les percepteurs ne doivent accepter des états de subdivision que pour faciliter les poursuites.* — Du 13 mai. — 1.e Division.

Digitized by Google

GAND, le 13 mai 1819.

Le Baron DE KEVERBERG DE KESSEL, *Chevalier de l'ordre du Lion Belgique, Gouverneur de la Flandre orientale,*

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes de la province, et aux Persepteurs des contributions directes.

Messieurs, chaque année la mise en recouvrement des rôles des contributions directes, réproduisait la question de savoir si les percepteurs étaient tenus d'accepter les états de subdivision des cotes foncières des propriétaires portés auxdits rôles.

Cette question vient d'être décidée par S. E. le Ministre des Finances, qui est d'opinion que l'article 147 de la loi du 3 frimaire an 7, en statuant que les fermiers et locataires sont tenus de payer la contribution foncière à l'acquit des propriétaires, ne déroge en rien à l'obligation de ces derniers, de solder les cotes qui figurent à leur charge sur les rôles et pour lesquelles ils peuvent être contraints.

Qu'enfin les percepteurs ne doivent accepter des états de subdivision que pour faciliter les poursuites, lorsque les intérêts du trésor conseilleront de faire valoir les obligations qui sont imposées aux locataires, tant par l'article 147 de la loi du

Digitized by Google

Gend, den 13.den mey 1819.

Den Baron de Keverberg de Kessel, *Ridder van het order van den Belgischen Leeuw, Gouverneur van Oost-Vlaenderen,*

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten van de provintie, en aen de Ontvangers van de directe belastingen.

Mynheeren, het in recouvrement stellen der lysten van de directe belastingen heeft t'elken jaere de questie doen hernieuwen om te weten of de ontvangers gehouden waeren te aenvaerden de staten van wederverdeeling der fonciere aendeelen van de eigenaeren begrepen in de zelve rollen.

Z. E. de Minister van Financien heeft die questie onlangs gedecideert en is van gevoelen dat het artikel 147 van de wet van 3.den frimaire jaer 7, dragende dat de pachters en huerders de fonciere belasting zullen betalen voor de rekening van de eigenaeren, geensints en derogeert aen de verpligting van dees laeste om de aendeelen t'hunnen laste in de rollen gebragt te voldoen en voor de welke zy zouden konnen gedwongen wezen.

Eindelyk dat de ontvangers de staten van subdivisie maer alleenelyk ontvangen om de achtervolgingen meer gemakkelyk te maeken, toen de belangen van de schatkist vereisschen dat men gebruik maekt van de verpligtingen aen de huerders

Digitized by Google

3 frimaire an 7 que par celle du 12 novembre 1808.

Messieurs les Bourguemaîtres et Maires sont invités à donner à ces dispositions, qui abrogent celles des arrêtés des Préfets sur semblable matière, toute la publicité convenable, afin que les propriétaires connaissent les obligations qui leur sont imposées, et que les percepteurs des contributions ne soient plus dans le cas d'éprouver, de ce chef, des nouvelles difficultés dans le recouvrement des deniers du trésor.

Recevez l'assurance de ma parfaite considération.

Le B.on DE KEVERBERG.

Digitized by Google

opgeleid, zoo by het artikel 147 van de wet van 3.^{den} frimaire 7.ste jaer, als door die van 12.sten november 1808.

De heeren Burgemeesters en Maires worden verzogt om aen die bepalingen, de welke vernietigen de gene begrepen in de besluiten van de Prefekten op gelyke materie, alle de noodige publiciteyt te geven ten einde de eigenaeren bekent te maeken met hunne pligten, en op dat de ontvangers van contributien in 't geval niet meer zouden wezen uit diën hoofde nieuwe zwarigheden te ontmoeten in het ingaren der penningen voor de schatkist.

Ontvangt de verzekering van myne volkome agting.

Le B.^{on} DE KEVERBERG.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 15.

KORTEN INHOUD.

23. Belastingen. — *De ontvangers mogen maer staten van wederverdeeling aenvaerden dan om de agtervolgingen gemakkelyk te maeken.* — Van 13.den mey. — 1.e Afdeeling.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 16.

SOMMAIRE.

24. Correspondance administrative. — *On invite à rappeler dans les réponses les numéros de la division et de l'indicateur.* — Du 18 mai. — 1.e Division.

25. Tournée annuelle. — *Avis que le Gouverneur entreprendra incessamment celle de 1819.* — Du 21 mai. — Cabinet.

26. Gardes champêtres. — *Invitation de procéder à l'exécution de l'article 7 du réglement* — Du 22 mai. — 2.e Division. (707 b)

Digitized by Google

GAND, le 18 mai 1819.

Le Baron DE KEVERBERG DE KESSEL, *Chevalier de l'ordre du Lion Belgique, Gouverneur de la Flandre orientale,*

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes de la province.

Messieurs, la plupart d'entre-vous ont soin lorsqu'ils répondent à des lettres de l'administration supérieure de la province, de rappeler non-seulement la date des lettres, mais encore les numéros de la division et de son indicateur : cette méthode épargne des recherches, elle facilite le travail, et ne peut être trop scrupuleusement observée.

Quelques Bourguemaîtres et Maires négligent cette formalité, dont ils n'ont pas bien reconnu l'importance : c'est à eux principalement que je m'adresse, pour les engager à s'y conformer à l'avenir.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

LE B.on DE KEVERBERG.

Digitized by Google

Gend, den 18.^{den} mey 1819.

Den Baron de Keverberg de Kessel, *Ridder van het order van den Belgischen Leeuw, Gouverneur van Oost-Vlaenderen,*

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, de meeste van uwe hebben de zorg toen zy brieven beantwoorden van het provinciael opper-bestuer niet alleenelyk van der zelver date te vermelden maer ook het nummer van de afdeeling en het gene van den indicateur: dees handelwyze die vele onderzoekingen verspaert en het werk meer gemakkelyk maekt, en kan met geen te veel bekommering waergenomen worden.

Dit punt van orde word nog verzuimt door zommige Burgemeesters en Maires die der zelver aenbelang niet genoegzaem erkent hebben. 'T is aen hun dat ik my byzonderlyk adresseere hun aenbevelende om het zelve voortaen in acht te nemen.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

Le Bon de Keverberg.

Digitized by Google

Gand, le 22 mai 1819.

Le Baron DE KEVERBERG DE KESSEL, *Chevalier de l'ordre du Lion Belgique, Gouverneur de la Flandre orientale,*

A MM. les Commissaires des districts, Bourguemaîtres et Maires de la province.

Messieurs, l'époque de la session des Etats de cette province approchant, j'ai cru utile de recueillir actuellement toutes les propositions que vous pourriez avoir à faire dans l'intérêt général ou particulier de vos administrés et du service, et qui sont de nature à être traitées par les Etats. C'est ce qui m'engage à commencer incessamment ma tournée de 1819.

En vous donnant cet avis, je vous invite à bien mûrir et à préparer avec soin les objets dont vous pourrez avoir à m'entretenir, afin que je puisse m'en occuper ensuite en parfaite connaissance de cause.

Je m'attacherai dans cette tournée, comme dans celles précédentes, à examiner avec une exactitude rigoureuse les registres de l'état civil; je m'entretiendrai en outre avec vous des moyens d'organiser définitivement l'instruction publique, d'extirper la mendicité en procurant du travail aux bras oisifs; je me propose de traiter avec vous de ce qui tient à l'embrigadement des gardes cham-

Digitized by Google

Gend, den 22sten mey 1819.

Den Baron de Keverberg de Kessel,
Ridder van het order van den Belgischen Leeuw,
Gouverneur van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren districts Commissarissen,
Burgemeesters en Maires der provincie.

Mynheeren, alzoo de tydstip nadert van de vergadering der provinciale Staten, heb ik nodig geacht alsnu te verzamelen de voordragten die gy zou wenschen te doen in het algemeen of byzonder belang van uwe onderhoorige en het gene van den dienst, en die vatbaer zyn om door de Staten behandelt te worden. Dit is het gene my gepoogt heeft om dadelyk myne omreis van 1819 te beginnen.

UE. hier af verwittigende is uwe verzocht om de zaken waer over gy met my zou willen handelen zeer wel te doorgronden en bereiden, op dat ik er my daer na met volle kennis kan bezig houden.

Ik zal my in deze gelyk in de voorgaende omreizen hechten aen het streng onderzoek der registers van den burgerlyken stand; en UE. bovendies onderhouden over de middels om het publiek onderwys volmaektelyk te organiseeren en om de bedelary uit te roeyen door 't verschaffen van werk aen de lediggangers; ik ben van voornemen met UE. ook te handelen over de in bri-

Digitized by Google

25

pêtres ; et recevrai avec intérêt toutes les observations utiles que vous jugerez avoir à me communiquer.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

LE B.on DE KEVERBERG.

---

26 GAND, le 22 mai 1819.

Le Baron DE KEVERBERG DE KESSEL, *Chevalier de l'ordre du Lion Belgique, Gouverneur de la Flandre orientale,*

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des communes rurales.

Messieurs, le nouveau réglement sur la réorganisation et l'embrigadement des gardes champêtres promet au service de police dans cette province des avantages dont il a manqué, jusqu'à présent. Ces agens, en effet, étant soumis à un régime de centralisation et de discipline, opéreront avec plus de vigueur et de zèle, et rempliront mieux leurs devoirs sous une surveillance plus exacte, pour mériter les récompenses qui les attendent.

Le réglement dont il s'agit est inséré au Mémorial administratif, tome V, n.° 33.

Digitized by Google

gades vereeniging de veldwachters, en zal met genoegen aennemen alle de opmerkingen die gy zult nuttig achten aen my bekent te maeken. 25

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome achting.

Le B.on DE KEVERBERG.

GEND, den 22.sten mey 1819. 26

Den Baron DE KEVERBERG DE KESSEL,
Ridder van het order van den Belgischen Leeuw,
Gouverneur van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der buiten gemeenten.

Mynheeren, het reglement op de nieuwe organisatie en de in brigades vereeniging der veldwachters belooft aen den dienst van de politie in dees provintie voordeelen waer af het zelve tot alsnu is berooft geweest. Inderdaed, die agenten, onderworpen zynde aen een vereenigd en tuchtig bestuer, zullen werken met een meerder kracht en yver, en hunne pligten beter kwyten onder een meer nauwkeurige waekzaemheid, om de belooningen te verdienen die zy te verwachten hebben.

Het bedoelde reglement is g'insereert in het Memoriael administratief V.e boek, n.° 33.

Digitized by Google

Par ma circulaire du 5 de ce mois, j'ai engagé les administrations locales à différer de s'occuper de l'exécution de l'article 7 de ce réglement. Il est tems maintenant qu'elles y procèdent, et j'ai pensé qu'il serait utile de mettre ici sous vos yeux quelques instructions, dans la vue d'affermir toutes les autorités dans un but uniforme, et de prévenir des doutes et des retards.

Les articles 7 et 8 dudit réglement confèrent aux *Bourguemaîtres et Echevins* collectivement, et dans chaque commune, le droit de nommer les gardes champêtres; mais l'organisation nouvelle des autorités dans les communes rurales n'ayant pas encore eu lieu complettement, et ces communes étant restées jusqu'à présent sans *Echevins*, il est de règle, comme d'usage, qu'en attendant, les Bourguemaîtres et Echevins soient suppléés par le chef de l'administration communale (Maire ou Bourguemaître) conjointement avec les membres du conseil municipal. Ainsi, dans l'état actuel de l'organisation administrative, l'exécution de l'article 7 du réglement sur les gardes champêtres, appartient au conseil municipal, présidé, dans chaque commune, par le chef de l'administration locale.

L'article 5 indique les qualités que doit réunir un sujet pour être nommé garde champêtre, et l'article 4 *veut* que la préférence soit toujours donnée, à mérite égal, aux militaires qui ont été honorablement congédiés.

La réunion de ces différentes qualités dans tous les gardes champêtres actuels et futurs, serait certainement très-désirable, mais paraît cependant

Digitized by Google

By myne circulaire van den 5.den dezer maend hebbe ik de plaetselyke bestueren verzogt om de uitvoering van het 7.ste artikel van dat reglement uit te stellen. 'T is nu tyd dat zy tot het zelve overgaen en ik heb nodig geacht alhier onder uwe oogen te leggen eenige instructien, ten einde alle de autoriteiten te bevestigen in een gelykvormig doelwit en twyffels en vertragingen te voorkomen.

Volgens de artikelen 7 en 8 van het gezeyde besluit is het recht van veldwachters te benoemen voor elk gemeente opgedragen aen de *Burgemeesters en Schepenen* gezamenlyk; maer de nieuwe organisatie der autoriteiten in de buiten gemeenten nog niet volkomend zynde en die gemeenten tot alsnu nog geen *Schepenen* hebbende, is het regelmatig en volgens gebruik, dat de Burgemeesters en Schepenen vervangen worden door het hoofd (de Burgemeester of Maire) van het gemeente bestuer gezamenlyk met de leden van den raed municipael. Dus, dat in den tegenwoordigen staet van administrative organisatie, den uitvoer van het 7.ste artikel van 't reglement op de veldwachters vertrouwd is aen den raed municipael in elk gemeente gepresideert door het hoofd van 't plaetselyk bestuer.

'T artikel 5 wyst de vereischten aen om veldwachter benoemt te worden, en het 4.de artikel *wilt* dat de oude militairen, van een eervol ontslag voorzien, altoos boven alle andere candidaten in aenmerking komen.

De vereening van die verscheidene vereischten ten aenzien van alle de tegenwoordige en toekomende veldwachters zou zekerlyk wel te wenschen

Digitized by Google

ne devoir être exigée rigoureusement, que quand il s'agira de faire de nouvelles nominations, et je pense qu'il sera équitable de se relâcher en quelque chose, par condescendance, pour ne pas éloigner de leur poste des gardes champêtres actuellement en fonctions, si d'ailleurs ils remplissent bien leur devoir, et s'ils ne sont pas usés par l'âge ou des infirmités, car, dans ces cas, on ne saurait les maintenir sans compromettre le service. Mais il faudra exiger comme condition absolue et indispensable, qu'aucun garde champêtre, soit qu'on le maintienne, soit qu'on le choisisse pour la première fois, ne puisse entreprendre ni continuer l'exercice de l'une ou de l'autre des professions interdites qui sont spécifiées en l'article 6 du réglement.

Je nommerai les *brigadiers* ultérieurement et après l'opération des conseils municipaux quant aux gardes champêtres, parmi lesquels ces brigadiers doivent être choisis, conformément à l'article 9.

Les dispositions du titre II du réglement ne sont également pas susceptibles d'exécution quant à présent.

Il me reste à parler de la teneur et de la forme des délibérations qui devront constater les opérations et le choix des conseils municipaux. J'ai rappelé que les militaires congédiés *doivent* obtenir la préférence, à mérite égal, et l'administration provinciale pense qu'il est dans son devoir de s'assurer de l'observation attentive de cette disposition.

Digitized by Google

zyn, doch schynt nochtans maer strengelyk te moeten vereischt worden in het geval van nieuwe benoemingen, en ik vermeene dat het betamelyk zou wezen op het stuk iets te laeten glippen, by toegevenheid, om van hunne post geen veldwachters te trekken die thans in dienst zyn, indien zy verder hunne pligten goed kwyten en dat zy niet versleten zyn door den ouderdom of door infirmiteiten, want, in die gevallen, zou men de zelve niet konnen behouden zonder den dienst in ongelegenheid te brengen. Maer men zal voor onafhankelyke en onvermydelyke conditie moeten eisschen dat geenen veldwachter, 't zy dat hy behouden word of de eerste mael benoemt is, mag voortgaen met 't uitoeffenen van het een of het ander verboden bedryf, bepaeld in 't 6.de artikel van het reglement.

Ik zal de *brigadiers* noemen verder en naer de bewerkingen van de municipale raden nopens de veldwachters onder de welke die brigadiers volgens het artikel 9 moeten gekozen worden.

De bepalingen van den II.en titel van 't reglement en zyn voor het tegenwoordige gelykelyk niet vatbaer aen uitvoering.

Er blyft my nog te handelen over den inhoud en de forma der deliberatien geschikt om de bewerkingen en de keuzen van de municipale raden te bewyzen. Ik heb in het geheugen gebragt dat ontslagene militairen, met gelyke verdiensten, de voorrang *moeten* hebben et het provinciael bestuer is van gevoelen dat der zelver verpligting strekt om zich te verzekeren of die bepaling zorgvuldiglyk waergenomen word.

Digitized by Google

Il sera donc nécessaire que la délibération du conseil municipal désigne par noms et prénoms tous les candidats qui se seront mis sur les rangs, y compris les gardes champêtres actuels, avec mention, pour chacun d'eux, s'il a servi ou non dans les armées. — La même délibération devra au surplus désigner exactement le sujet qui aura été préféré et choisi, et l'on y insérera ses nom, prénoms, l'époque et le lieu de sa naissance, et la date de sa première nomination, s'il est déjà actuellement garde champêtre.

La délibération enfin devra être envoyée, *en double*, à Mr. le Commissaire Royal du district, *dans le courant du mois de juin prochain.*

Ce qui vient d'être dit indique suffisamment que l'assemblée du conseil municipal et son objet devra être annoncé quelques jours d'avance par une publication, afin de provoquer la présentation de candidats.

Je me propose au reste de faire réunir devant moi, pendant ma prochaine tournée, en des lieux que je désignerai, les gardes champêtres d'un certain ressort, dans les différentes parties de la province; je les inspecterai et je jugerai ainsi par moi-même du mérite des choix qui auront été faits.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

Le B.on DE KEVERBERG.

P. S. Une double faute d'impression s'est glissée dans le tableau annexé au réglement Royal du

Digitized by Google

'T zal dus noodzakelyk wezen dat de deliberatie van den raed municipael de namen en toenamen bewyst van alle de candidaten die op de baen gebragt zyn, daer onder begrepen de actuële veldwachters, met de melding voor elk van hunne of hy by het leger gedient heeft ofte niet. — De zelve deliberatie zal bovendien nauwkeuriglyk moeten aenwyzen de persoon die by voorkeur gekozen is geweest, daer by voegende zynen naem, voornamen, zyne geboorte tyd en plaets, en de date van zyne eerste benoeming indien hy alsnu reeds veldwachter is.

Eindelyk moet de deliberatie in dublo gezonden wezen aen den heer district Commissaris *binnen de maend juny aenstaende.*

Het gene hier boven vermeld wyst genoegsaem aen dat de vergadering van den raed municipael en der zelver oogmerk eenige dagen te vooren bekent moeten gemaekt worden by middel van publicatie om de voordragt van candidaten te verwekken.

Ik ben van voornemen behalven dien om in myne aenstaende omreis voor my te doen verzamelen, in plaetsen die ik aenwyzen zal, de veldwachters van zeker ressort, in de verscheidene gedeelten van de provincie; ik zal die onderzoeken en door myn eigen oordeelen van de waerde der gedaene keuzen.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

LE B.on DE KEVERBERG.

P. S. Er is eene dubbele drukfeil begaen in den staet gevoegt aen het Koninklyk reglement

Digitized by Google

31 janvier 1819, n.° 2 (Mémorial administratif, tome V, n.° 33, page 461). Elle consiste en ce que la commune de *Berlaere*, district de Termonde, 32.ᵉ brigade, est indiquée comme n'ayant *qu'un seul* garde champêtre; elle en a *deux*, et la commune d'*Overmeire*, au contraire, n'en a *qu'un seul*.

Digitized by Google

van 31.sten january 1819 n.° 2, (Memoriael administratief, V.^{de} boek, n.° 33, blad 461), het gemeente van *Berlaere*, district van Dendermonde, 32.ste brigade, is daer in gebragt als maer *een enkel* veldwachter hebbende; er zyn er *twee* en de commune van *Overmeire* ter contrarie heeft er maer *een*.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 16.

KORTEN INHOUD.

24. Administrative briefwisseling. — *Verzoek om het nummer van de afdeeling en van den indicateur te vermelden.* — Van 18.den mey. — 1.e Afdeeling.

25. Jaerlyksche omreis. — *Berigt dat de Gouverneur de gene van 1819 dadelyk staet te ondernemen.* — Van 22.sten mey. — Kabinet.

26. Veldwachters. — *Verzoek om den uitvoer te bewerken van 't artikel 7 van het reglement.* — Van 22.sten mey. — 2.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.º 17.

SOMMAIRE.

27. Artistes vétérinaires. — *Communication d'une instruction qui les concerne.* — Du 11 juin — Cabinet.

28. Industrie. — *Franchise des exportations pour les îles de Java et de Madère. — Concours des autorités.* — Du 12 juin. — 2.ᵉ Division. (614. b 3)

Digitized by Google

Gand, le 11 juin 1819.

Le Gouverneur de la province de la Flandre orientale,

A MM. les Commissaires des districts, Bourguemaîtres et Maires de la province.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous communiquer à la suite de la présente, une instruction que S. E. le Ministre de l'Instruction publique, de l'Industrie Nationale et des Colonies vient d'arrêter pour les artistes vétérinaires.

Je vous invite à tenir strictement la main à l'exécution de ses dispositions, et à vous y conformer pour autant qu'elles vous concernent.

Son Exc. en me faisant parvenir cette instruction, y ajoute, pour ne laisser aucun doute sur le sens de son contenu, les observations que je consigne ici, et dont je vous recommande pareillement l'observance :

» Le cas indiqué dans l'article 11 se présentera rarement, et les autorités locales devront user d'une grande circonspection en délivrant des certificats d'indigence, afin de ne pas gréver sans nécessité le fonds d'agriculture.

» Les autorités citées dans l'article 13 sont les *seules* compétentes pour employer les vétérinaires pour compte du fonds d'agriculture. Les régences des communes rurales en sont expressément exclues, l'expérience ayant appris que cela donnait lieu à des abus, qui ont déjà coûté des sommes considérables au fonds pour l'agriculture, sans que leur emploi ait eu aucune utilité.

Digitized by Google

Gend, den 11.sten juny 1819.

De Gouverneur van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren districts Commissarissen, Burgemeesters en Maires der provincie.

Mynheeren, ik geve my de eer UE. bekent te maeken met de hier achter gedrukte instructie die Z. E. de Minister voor het Publieke Onderwys, de Nationale Nyverheid en de Kolonien heeft opgesteld voor de veeartsen.

Ik verzoek UE. om stiptelyk de hand te houden aen den uitvoer van der zelver bepalingen, en om zoo veel het uw aengaet daer aen te gedragen.

De Minister my dees instructie toezendende heeft, op dat er geen twyfel zou bestaen omtrent de zin van deszelfs inhoud, de volgende opmerkingen daer by gevoegd:

» Het geval by artikel 11 vermeld zal zelden te voorschyn komen, en de plaetselyke besturen zullen met eene groote omzigtigheid moeten te werk gaen in 't afleveren der certificaten van onvermogen, ten einde de veefonds zonder noodzakelykheid niet te veel te bezwaren. »

» De autoriteiten beropen in het 13.de art. zyn *alleen* bemagtigd om de veeartsen te werk te stellen voor rekening van de veefonds. De regeeringen der landelyke gemeenten zyn daer uitdrukkelyk uitgesloten, de ondervinding geleert hebbende dat zulks oorzaek gegeven heeft aen misbruiken die reeds aenmerkelyke sommen aen de veefonds hebben gekost, zonder dat der zelver gebruik eenig nut heeft bygebragt.

» Si tel est le cas en général, il l'est à plus forte raison, lorsqu'il s'agit d'ordonner l'abattage de bétail atteint d'une maladie contagieuse.

» Je ne peux trop insister sur ce point, puisqu'il est devenu urgent de mettre des bornes aux abus qui, sous plus d'un rapport, ont lieu à cet égard dans quelques provinces.

» J'ai ici principalement en vue la faculté de donner l'ordre pour l'abattage, et en second lieu l'estimation de la valeur du bétail malade. A l'avenir cet ordre ne doit être donné que par les autorités citées dans l'article 13, qui ne doivent s'y résoudre que lorsqu'il paraît par le rapport écrit du vétérinaire, que ce bétail est atteint d'une maladie *contagieuse*, qui ne laisse aucun espoir de guérison.

» Dans des cas ordinaires on doit employer les moyens curatifs aussi long-tems que le mal en paraît susceptible; et ce n'est que lorsque une maladie contagieuse menace de se répandre sur la totalité du bétail, qu'il convient de tuer les animaux malades, dès qu'on découvre parmi eux des symptômes du mal dont on craint la propagation. En découvrant le véritable typhus contagieux des bêtes à cornes, la prudence peut même légitimer dans quelques cas l'abattage d'animaux sains.

» On doit se faire également une règle de ne jamais donner l'ordre d'abattre du bétail malade, que sur le rapport d'un vétérinaire de *première classe*, à moins qu'il n'y ait point d'artiste de cette classe domicilié à trois lieues de distance.

» Les autorités ne devront employer d'autres vétérinaires que ceux qui sont reconnus par le Gouvernement, c'est-à-dire, ceux qui auront été

Digitized by Google

» Indien zulks 't geval is in 't algemeen, moet het met des te meer reden 't geval zyn, toen men order geeft om besmet vee te slagen.

» Ik kan op dit punt niet genoeg aenhouden, want het dringend geworden is de misbruiken te doen ophouden, die in meer dan eén geval, plaets hebben in zommige provinciën.

» Myn voorzigt strekt alhier byzonderlyk tot het vermogen van het slagen te bevelen, en ten tweeden tot het pryzen van de waerde van het besmet vee. In het gevolg mag dees order niet gegeven worden dan door de in het artikel 13 beroepen autoriteiten, de welke tot dies niet mogen overgaen voor aleer zy overtuigd zyn door een schriftelyk rapport van de veeaerts dat het vee is getroffen met eene besmettelyke ziekte, dat ongeneesbaer is.

» In gewoone gevallen moet men genezende middelen gebruiken, zoo lang als de kwael tot zulks vatbaer is; en het is maer wanneer eene besmettelyke ziekte dreigt zich te verspreiden op al het ander vee, dat het behoort de zieke gedierten te dooden, zoo haest men onder de zelve teekens ontdekt heeft van de ziekte waer af men de voortteling vreest. In het ontdekken van den opregten besmettelyken typhus onder het hoornvee, kan de voorzigtigheid het dooden van gezonde dieren in zommige gevallen zelfs dulden.

» Men moet zich gelykelyk voorstellen van nooit geen bevel te geven om het zieke vee te slagen, dan op het rapport van een veearts van de *eerste klasse*, ten waere er geenen van die klasse drie uren in het ronde te vinden was.

» De autoriteiten en vermogen geen andere veeartsen te gebruiken dan de gene die door het Gouvernement erkent zyn, 't is te zeggen, die door

Digitized by Google

nommés par le Roi, après avoir été brevetés par la Commission établie à Leyde pour l'examen des artistes vétérinaires.

» Dans tout ce qui concerne l'estimation de la valeur du bétail malade, les réglemens précédens doivent être strictement observés; savoir: avant que de procéder à l'abattage, deux experts, à nommer et à assermenter *chaque fois* par l'autorité locale, doivent estimer la valeur du bétail. Cette estimation est parfois exhorbitante, parce que le choix de l'autorité ne tombe pas toujours sur des personnes impartiales, et que souvent la prestation de serment ne s'observe pas.

» On doit en outre prouver à l'évidence, que le propriétaire qui a demandé à être indemnisé pour du bétail abattu par ordre d'une autorité compétente, a possédé ce bétail dans un état de parfaite santé. Quoique cette disposition ne soit pas nouvelle, il m'a paru nécessaire de la répéter à cette occasion, puisqu'elle ne s'observe pas partout avec l'exactitude requise.

» La preuve que la taxe pour le fonds de l'agriculture a été payée, ne doit pas consister simplement dans la production d'un certificat qu'on a été imposé pour cette taxe, mais on devra fournir la quittance du receveur, contenant la note spécifiée du nombre et du genre du bétail, pour lequel le contribuable aura payé. Sans cette preuve aucune déclaration ne sera liquidée dorénavant par la Chambre des Comptes.

» Enfin il devra être prouvé par les pièces jointes aux déclaratoires pour indemnité, que le bétail abattu a été enterré de suite, y compris la peau, le poil, la laine, &c. »

Digitized by Google

de Koning zullen genoemt zyn, naer dat zy hun aenstelling brief zullen bekomen hebben van de commissie aengestelt tot Leide voor het onderzoeken van de veeartsen.

» In al het gene 't pryzen der waerde van het zieke vee betreft, moeten de voorgaende reglementen stiptelyk agtervolgd worden; te weten: voor aleer men overgaet tot het slagen moet de waerde van het vee geprezen zyn door twee beëedigde experten genoemt door het plaetselyk bestuer. Deze schatting is zomtyds veel te hoog, om dat de keus van d'autoriteit niet altoos op onpartydige persoonen valt, en dat het doen van den eed dikwyls word verzuimd.

» Men moet daer en boven klaerblykelyk aentoonen, dat den eigenaer die verzoekt om schadeloos gestelt te wezen over het vee dat door bevel van eene wettige autoriteit geslagen is, het zelve vee in eenen staet van volmaekte gezondheid gehad heeft. Alhoewel die bepaling niet nieuwe is heb ik nodig geacht de zelve ter dezer gelegenheid te moeten herhalen, om dat zy niet overal nauwkeuriglyk achtervolgd is.

» Het bewys dat de schatting voor de veefondsen is voldaen geweest, moet niet eenvoudiglyk bestaen in het overleggen van een certificaet dat men in die schatting belast is geweest, maer men moet doen blyken door eene quittantie van den ontvanger het getal en den aerd van het vee voor 't welke de contribuablen zal betaelt hebben. Zonder dees bewys zullen voor 't toekomende geene overgaven in de Rekenkamer meer geliquideert worden.

» Eindeling zal men door de stuks gevoegd aen de declaratoiren voor schadeloosstelling moeten bewyzen, dat het geslagen vee dadelyk begraven is geweest met vel en hair, &c.

Digitized by Google

» Le 18.e article a pour but de défendre aux vétérinaires d'exercer aucune autorité comme tels, et de prévenir qu'ils ne puissent avoir aucun intérêt personnel à ce que le bétail qu'ils auront soigné, soit abattu ou non. »

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

INSTRUCTION pour les artistes vétérinaires nommés par le Gouvernement et salariés du fonds pour l'Agriculture.

ARTICLE 1.er

Les artistes vétérinaires devront fixer leur domicile dans telle province et commune que le Ministre pour l'Instruction Publique, l'Industrie Nationale et les Colonies leur indiquera.

Art. 2. Les vétérinaires de seconde classe sont tenus d'agir de concert avec les vétérinaires de première classe, que l'autorité compétente jugerait à propos de leur adjoindre, et de fournir à ces vétérinaires tous les éclaircissemens demandés.

Art. 3. Les vétérinaires à ce requis par un des habitans de leur district, seront obligés d'employer les secours de leur art, pour guérir le bétail malade, moyennant la rétribution fixée ci-dessous aux articles 5 et suivans.

Art. 4. S'ils sont appelés pour aider à la délivrance difficile ou non naturelle d'une vache ou d'une jument, ils sont tenus de venir incessamment au secours, en mettant de côté toute autre occupation moins urgente.

Art. 5. En visitant du bétail malade à la distance d'une heure de marche, ils pourront exiger du propriétaire de ce bétail trente centièmes pour *une* bête

» Het 18.de artikel heeft tot oogmerk aen de veeartsen te verbieden eenige autoriteit in die hoedanigheid uit te oefenen, en te voorkomen dat zy geen eigen belang mogen hebben of het vee, door hun opgepast, gedood zy ofte niet. »

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

PH. C.te DE LENS.

INSTRUCTIE voor de veeartsen die door het Gouvernement benoemd zijn en uit het fonds voor den Landbouw gesalarieerd worden.

ARTIKEL 1.

De veeartsen zullen hunne woning moeten vestigen in zoodanige provincie en gemeente, als de Minister voor het publieke Onderwijs, de Nationale Nijverheid en de Kolonien zal noodig oordeelen.

Art. 2. De veeartsen der tweede klasse zijn verpligt, wanneer hun in eenig geval door de bevoegde autoriteit een veearts der eerste klasse tot adsistentie toegevoegd wordt, zich met den zelven te verstaan en hem al de noodige inlichtingen omtrent het bestaande geval te geven.

Art. 3. Wanneer eenig ingezeten de hulp van een' binnen zijn distrikt woonachtig veearts inroept, is deze verpligt zijne kundigheden ter genezing van het zieke vee aan te wenden, tegen de belooning hier onder bij art. 5 en volg. bepaald.

Art. 4. Bij eene moeijelijke of tegennatuurlijke verlossing van eene koe of merrie tot hulp geroepen wordende, zijn zij gehouden om, met ter zijde stelling van andere min spoed vorderende bezigheden, onmiddelijk toe te schieten.

Art. 5. Voor ieder onderzoek van ziek vee binnen den afstand van een uur gaans, zullen zij van den eigenaar van het vee mogen vorderen dertig

Digitized by Google

à cornes ou pour *un* cheval, et vingt centièmes pour tout autre animal domestique. S'ils examinent en même tems un plus grand nombre de bétail, quinze centièmes en sus pour chaque cheval ou bête à cornes, et pour tout autre animal domestique dix centièmes. Pour chaque heure de distance, au-delà de la première, ils pourront compter en outre trente centièmes.

Art. 6. Ils pourront se faire payer en conséquence les médicamens nécessaires qu'ils auront fournis.

Art. 7. On leur payera soixante centièmes pour une saignée. S'ils font en même tems cette opération à d'autres animaux du même propriétaire, ils recevront quinze centièmes pour chaque saignée, en outre des soixante centièmes pour la première.

Art. 8. Ils pourront se faire payer pour d'autres opérations à proportion de ce qui vient d'être spécifié.

Art. 9. Ayant aidé à une délivrance difficile, ils recevront pour une vache trois florins, et pour une jument cinq florins; si les animaux succombent pendant ou peu après l'opération, les vétérinaires ne recevront qu'un tiers de cette rétribution; et aucun salaire quelconque, si le résultat défavorable doit être attribué à leur négligence ou maladresse.

Art. 10. On payera trois florins pour faire couper un taureau ou un étalon, et pour tout autre animal un florin. Il ne sera rien payé si le bétail succombe pendant l'opération ou meurt des suites peu de tems après.

Art. 11. Sur un certificat de l'autorité locale, les vétérinaires seront tenus d'assister sans rétribution les propriétaires de bétail indigens; et dans ce cas les médicamens seront payés sur le fonds pour l'agriculture, pourvu qu'ils aient été administrés par ordre d'une des autorités citées à l'article 13.

Art. 12. Dans aucun cas un vétérinaire ne pourra se servir de quelque *arcanum* ou autre remède secret

Digitized by Google

centen van een rund of paard, en twintig centen van een van het overige huisvee; en meerdere beesten bij deze gelegenheid visiterende, voor ieder rund of paard daar te boven vijftien centen, en voor elk stuk van het overige huisvee tien centen. Voor ieder uur verderen afstand kunnen zij bovendien dertig centen vorderen.

Art. 6. Zij zullen voor het leveren der noodige geneesmiddelen in billijkheid mogen rekenen.

Art. 7. Voor het verrigten eener aderlating zullen zij zestig centen mogen rekenen, doch zulks tevens aan meerdere beesten van den zelfden eigenaar verrigtende, boven de zestig centen voor het eerste beest, vijftien centen voor iedere aderlating.

Art. 8. In evenredigheid der voorgaande bepaling zullen zij voor andere kunstbewerkingen mogen declareren.

Art. 9. Zij zullen voor aangebragte hulp bij eene moeijelijke verlossing kunnen vorderen voor een koe drie en voor een merrie vijf gulden; doch ingevalle de beesten bij of kort na de kunstbewerking mogten bezwijken, zullen de veeartsen slechts een derde dier belooning genieten, en in het geheel niets, wanneer mogt blijken, dat de ongunstige uitkomst aan hunne nalatigheid of onkunde is toe te schrijven.

Art. 10. Voor het snijden van een stier of hengst zal drie en van het overige vee één gulden betaald worden, doch niets wanneer zoodanig vee onder of kort na de kunstbewerking en aan de gevolgen daarvan komt te sterven.

Art. 11. De veeartsen zullen de behoeftige eigenaars van vee, op een certificaat van onvermogen door het plaatselijk bestuur aftegeven, om niet moeten bijstaan met raad en hulp, terwijl in zoodanig geval de geneesmiddelen, mits toegediend op last van eene der in art. 13 vermelde autoriteiten, ten lasten van het veefonds zullen komen.

Art. 12. Nimmer zal een veearts eenige arcana of geheime geneesmiddelen bij het zieke vee mogen

Digitized by Google

pour le bétail malade. Il sera au contraire obligé de tenir note des médicamens qu'il aura employés, afin d'en faire usage dans les tableaux mentionnés à l'article 24.

Art. 13. Les vétérinaires de tout rang et de toute classe seront tenus de se rendre sans délai à tel endroit et pour telle fin qui leur seront indiqués, dans un ordre par écrit du Gouverneur, des Etats députés de la province, du Commissaire du district, de la régence de la ville ou d'un membre de la commission d'agriculture, et ils transmettront sans délai un rapport par écrit à l'autorité de laquelle ils auront reçu cet ordre.

Art. 14. En outre de ce qui est ordonné par l'article précédent, les vétérinaires seront obligés de se transporter dans tel endroit du Royaume, qui leur sera désigné par le Ministre.

Art. 15. Ils devront assister aux marchés de bétail lorsqu'ils auront été prévenus par une des autorités citées à l'article 13. Ils y examineront l'état de santé du bétail, et ils feront immédiatement leur rapport à l'administration de l'endroit où le marché se tient, s'il y a lieu de soupçonner l'état de santé d'un animal quelconque. Dans des tems ordinaires, ceci est surtout applicable aux chevaux, qui présenteraient des symptômes de la morve ou du farcin, et aux moutons chez lesquels on apercevrait quelque maladie cutanée.

Art. 16. Si dans l'exercice de leur art, ou de toute autre manière, ils viennent à apprendre qu'il existe une affection fiévreuse parmi les chevaux, les bêtes à cornes ou les moutons, laquelle paraît être d'une nature contagieuse, ou qui donne lieu d'appréhender qu'elle ne le devienne, ou bien qu'ils soient informés

Digitized by Google

aanwenden; hij zal integendeel verpligt zijn aanteekening te houden van de door hem toegediende geneesmiddelen, ten einde daarvan gebruik te maken bij de tabellen in art. 24 vermeld.

Art. 13. De veeartsen, zonder onderscheid van klasse en rang, zijn verpligt, op schriftelijken last van den Gouverneur of gedeputeerde Staten der provincie, of van den Distriktskommissaris, of van het stedelijk bestuur, of van een lid van de kommissie van landbouw, zich onmiddelijk naar zoodanige plaats en tot zoodanig einde te begeven, als hun is aangewezen, en binnen den kortst mogelijken tijd aan de autoriteit, van welke zij dien last bekomen hebben, een schriftelijk verslag van hunne bevinding doen toekomen.

Art. 14. Onverminderd het bepaalde bij het voorgaande artikel, zijn alle veeartsen gehouden, om zich onverwijld naar zoodanige plaats van het Rijk te begeven, als hen door den Minister zal worden aangeschreven.

Art. 15. Zij zullen op alle publieke veemarkten, van welke hen door eene der autoriteiten in art. 13 vermeld bij tijds kennis zal gegeven zijn, tegenwoordig moeten zijn, en aldaar den staat van gezondheid van het aangebragte vee waarnemen, en dadelijk aan het bestuur der plaats alwaar de markt gehouden wordt, verslag doen, wanneer zij eenigen twijfel mogten voeden omtrent de gezondheid van het een of ander dier; en moet zulks in gewone tijden, in het bijzonder worden toegepast op de paarden, bij welke zich eenige verschijnselen van den droes of worm mogten vertoonen, en op de schapen bij welke eenige uitslagziekte bespeurd wordt.

Art. 16. Zoodra zij in de uitoefening van hunne practijk, of op eenigeandere wijze, in ervaring komen, dat zich eene koortsige ongesteldheid onder de paarden, runderen of schapen opdoet, welke van eenen besmettenden aard schijnt te zijn, of slechts eenige gegrond vermoeden daartoe geeft, of

Digitized by Google

de l'existence d'une maladie, qui menace de se répandre, ils en donneront immédiatement avis au Gouverneur de la province, ou au Commissaire du district, de même qu'à l'administration municipale et au membre de la commission d'agriculture dans le district duquel la maladie s'est manifestée; et si ladite maladie continue, ils devront transmettre journellement des renseignemens auxdites autorités.

Art. 17. Lorsqu'ils observeront les symptômes d'une semblable maladie parmi le bétail introduit de l'étranger ou qui ne fait que passer, surtout parmi les bêtes à cornes, en outre du rapport à faire dans ce cas aux autorités, ils en préviendront l'administration locale de l'endroit où ce bétail serait introduit ou passerait, en se concertant avec cette administration sur les moyens d'empêcher le transport ultérieur de ce bétail, et de prévenir qu'il ne soit confondu avec les animaux sains.

Art. 18. Dans aucun cas il ne leur sera permis de donner l'ordre d'abattre le bétail, ni d'estimer la valeur du bétail malade, mais ils en laisseront le soin aux autorités citées à l'article 13.

Art. 19. Si un chien enragé ou un autre animal réputé hydrophobe a mordu le bétail, ou même s'il n'y a que des présomptions à cet égard, et que des vétérinaires soient chargés par une des autorités citées aux articles précédens, de l'inspection et du traitement de ce bétail, ils le mettront de suite à l'écart dans une écurie ou étable, et appliqueront tous les préservatifs externes et internes pendant au moins huit semaines, en faisant leur rapport à l'autorité qui les aura fait agir, à moins que des symptômes certains d'hydrophobie ne se manifestent, auquel cas ils en donneront de suite connaissance aux autorités citées à l'article 13, ainsi qu'à l'administration locale.

Digitized by Google

van eenige ziekte, welke dreigt algemeen heerschend te worden, zullen zij daarvan zonder verzuim kennis moeten geven aan den Gouverneur der provincie, of aan den distrikts Kommissaris, alsmede aan het plaatselijk bestuur en aan het lid der kommissie van landbouw onder wiens distrikt de ziekte is ontstaan, en bij de voortduring van zoodanige ziekte dagelijks de noodige berigten aan de voormelde autoriteiten inzenden.

Art. 17. Eene dusdanige ongesteldheid bij ingebragt of doorreizend vreemd vee, vooral onder het rund vee, bemerkende, zullen zij, behalven de kennisgeving aan de autoriteiten, zulks ook dadelijk ter kennis brengen van het bestuur der plaats, alwaar zulk vee in of doorgevoerd wordt, en met dat bestuur de noodige middelen beramen, om zoodanig vee niet verder te doen vervoeren of onder gezond vee te vermengen.

Art. 18. Zij zullen nimmer last mogen geven tot het dooden van eenig vee, noch de waarde van het zieke vee tauxeren; maar zullen het een en ander aan de zorge der in art. 13 vermelde autoriteiten overlaten.

Art. 19. Ingevalle eenig vee door eenen dollen hond of door andere voor watervreesachtig gehouden beesten mogt gebeten zijn, of vermoed wordt te zijn gebeten, en de veeartsen door eene der autoriteiten, in de vorige artikelen vermeld, belast worden met de inspectie en behandeling van zoodanig vee, zullen zij het zelve dadelijk in een besloten stal of schuur doen afzonderen, en de in deze te pas komende zoo uit als inwendige voorbehoedende geneeswijze aanwenden, en daarmede gedurende ten minsten acht weken voortgaen, en van hunne bevinding aan de autoriteit, op wier last zij werkzaam zijn, verslag doen, ten ware zich vroeger de wezenlijke kenteekenen der gevreesde ziekte mogten vertoonen, in welk geval zij daarvan onmiddelijk aan de in art. 13 vermelde autoriteiten en aan het plaatselijk bestuur zullen kennis geven.

Digitized by Google

Art. 20. Les vétérinaires ayant voyagé d'après un ordre par écrit des autorités mentionnées à l'art. 13, pourront déclarer ainsi qu'il suit :

Frais de route, pour chaque heure de distance, aller et revenir, *un florin ;*

Frais de séjour, *deux florins par jour.*

Si le vétérinaire ne se déplace pas au-delà de deux heures de son domicile, il n'y aura pas de frais de séjour.

En outre il est expressément défendu aux vétérinaires, de rester dans un endroit plus de tems aux frais de l'Etat qu'il n'est nécessaire, pour exécuter les ordres qu'ils auront reçus.

Art. 21. S'ils ont fourni des médicamens ou fait quelque opération, d'après l'ordre des autorités précitées, ils sont autorisés à les porter en compte conformément aux articles 5 et suivans.

Art. 22. Leurs déclarations ayant été rédigées d'après le tarif contenu dans la présente instruction, ils les transmettront à l'autorité qui les aura mis en activité, afin qu'elle les vérifie et signe en preuve de ce que les vétérinaires ont satisfait à l'ordre qu'on leur aura donné.

Art. 23. A chaque trimestre ils feront un rapport de l'état de santé du bétail de leur district, qu'ils adresseront au Gouverneur de la province, ainsi qu'au Commissaire du district et à la commission d'agriculture.

Art. 24. Deux fois par an ils feront un rapport sommaire, en forme de tableau, qu'ils présenteront au Gouverneur de la province, et qui devra contenir un état des animaux malades qu'ils auront traités pendant cette époque, du traitement qu'ils auront mis en usage, des médicamens qu'ils auront administrés et du résultat de leurs opérations.

Les Gouverneurs des provinces, les Commissaires de district, les administrations locales, les commis-

Digitized by Google

Art. 20. Wanneer de veeartsen zich op schriftelijken last van eene der in art. 13 van deze instructie vermelde autoriteiten op reis begeven, zullen zij voor reis en verblijfkosten mogen declareren, als volgt;

Reiskosten, voor ieder uur afstands, heen en terug ééne gulden.

Verblijfkosten, daags twee gulden.

Doch zullen geene verblijfkosten genoten worden, wanneer de reis zich bepaald tot eenen afstand van twee uren van de plaats, alwaar de veearts woonachtig is.

Voorts word aan de veeartsen uitdrukkelijk verboden, zich voor rekening van den lande langer in eenige plaats op te houden, dan ter volvoering van den hun opgedragen last noodig is.

Art. 21. Wanneer zij op last van eene der meergemelde autoriteiten, geneesmiddelen geleverd, of eenige kunstbewerking gedaen zullen hebben, mogen zy daar voor declareren, als bij art. 5 en volgende bepaald is.

Art. 22. Zij zullen hunne declaratien, opgemaakt volgens het bij deze instructie vastgestelde tarif, indienen bij de autoriteit op wier last zij werkzaam geweest zijn, ten einde door deze te worden geverifieerd en onderteekend ten blijke dat zij aan den hun opgedragen last voldaan hebben.

Art. 23. Zij zullen elke drie maanden aan den Gouverneur der provintie of aan den Kommissaris van het distrikt, alsmede aan de kommissie van landbouw, een rapport inzenden wegens den staat der gezondheid van het vee in hun distrikt.

Art. 24. Zij zullen elke zes maanden aan den Gouverneur der provincie, bij wijze van tabellen, summier verslag doen van de zieke beesten, welke zij in dat tijdvak behandeld hebben, van de handelwijze hier omtrent door hen gehouden, van de geneesmiddelen door hen toegediend, en den uitslag daarvan.

De Gouverneurs der provincien, de distrikts Kommissarissen, de plaatselijke besturen, de kommissien

Digitized by Google

sions d'agriculture et celles d'inspection médicale sont invités à coopérer à l'exécution du présent réglement et à désigner au Ministre ceux des vétérinaires qui ne s'y conformeraient pas, afin de pouvoir, d'après les circonstances, les suspendre de leurs fonctions ou provoquer leur destitution.

Ainsi arrêté par résolution du Ministre pour l'Instruction Publique, l'Industrie Nationale et les Colonies, à Bruxelles, le 12 mai 1819.

28 GAND, le 12 juin 1819.

LE GOUVERNEUR de la province de la Flandre orientale,

A MM. les Administrateurs des vill et communes de la province.

Il a plu à Sa Majesté de décider par un arrêté du 25 avril dernier, que provisoirement et en attendant une résolution définitive *sur le réglement concernant la perception des droits d'entrée et de sortie relativement aux îles de Java et de Madère*, les produits du sol ou de l'industrie du Royaume qui seront transportés dans ces îles, sur des bâtimens nationaux, seront exempts de ces droits, lorsqu'il aura été prouvé par des certificats valables que les objets transportés sont des produits des Pays-Bas. Les comestibles restent seuls assujettis au paiement des droits.

En conséquence de cette disposition bienveillante, le Département de l'Industrie Nationale et

Digitized by Google

van landbouw en van geneeskundig toevoorzigt worden uitgenoodigd, om deze instructie te helpen handhaven en den Minister kennis te geven van alle inbreuken, welke daar tegen door de veeartsen mogten gemaakt worden, ten einde naar gelang van zaken hunne suspensie of finaal ontslag te kunnen provoceren.

Aldus gearresteerd bij resolutie van den Minister voor het Publieke Onderwijs, de Nationale Nijverheid en de Kolonien, te Brussel, den 12 mei 1819. 27

Gend, den 12.sten juny 1819. 28

De Gouverneur van de provintie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Bestierders der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, het heeft Zyne Majesteit behaegd by besluit van 25.sten april lestleden te bepaelen, dat voorloopig en in afwachting van eene finale beslissing op het *reglement betrekkelyk tot het heffen der inkomende en uitgaende regten op Java en Madera*, de voortbrengsels van den nederlandschen grond en nyverheid, wanneer de zelve op voornoemde eilanden met nederlandsche bodems worden aengebragt, vry zullen zyn van de betaling van die regten, mits der zelver nederlandsche oorsprong door deugdelyke certificaten bewezen worde. Zynde echter mondbehoeften in deze vrystelling niet begrepen.

Ingevolge deze goedgunstige bepaling heeft het Departement voor de nationale Nyverheid en de

Digitized by Google

des Colonies, a arrêté un modèle des certificats qui seront requis comme contenant la preuve de la *nationalité* des objets qui seront ainsi exportés, et je fais imprimer ce modèle à la suite de la présente. Mais je ne saurais assez vous recommander, Messieurs, d'apporter toute l'attention dont vous êtes capables et de vous livrer aux vérifications préalables les plus exactes, toutes les fois que vous serez appelés à expédier des certificats de ce genre, afin d'éviter le dangereux abus de favoriser l'exportation en franchise de produits étrangers, et de devenir ainsi involontairement les complices d'une fraude nuisible aux intérêts de l'Etat.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

PROVINCE de la Flandre orientale.

COMMUNE d

ROYAUME DES PAYS-BAS.

CERTIFICAT

D'origine des marchandises destinées pour les îles de Java.

Bourguemaîtres }
Bourguemaître } de la ville (commune)
et Echevins }

Déclarons par la présente qu'aujourd'hui le . . . . a comparu devant nous

N. N. . . . .

marchand (fabricant) . . . . . .

demeurant en cette ville (commune).

Lequel a déclaré sous serment solennel (en foi de la vérité au lieu de

Kolonien een model vastgesteld voor de af te geven certificaten die vereischt zyn om den *oorsprong* der goederen die alzoo aengebragt worden te bewyzen. Dees model is hier achter gedrukt. Maer ik kan UE. niet genoegzaem aenbevelen, Mynheeren, om met de grootste oplettenheid te handelen en uwe te hechten aen voorafgaende en nauwkeurige onderzoekingen t'elkens dat uwe zal verzocht worden om bedoelde certificaten af te leveren ten einde het vervaerlyk misbruyk te vermeiden der vrye uitvoering van vremde goederen en alzoo onwilliglyk medepligtig te zyn in een bedrog dat zoo nadeelig is aen de belangen van den Staet.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

PH. C.te DE LENS.

PROVINCIE
van
Oostvlaanderen.

GEMEENTE
van

KONINGRYK DER NEDERLANDEN.

CERTIFIKAAT

Van oorsprong voor goederen ter verzending bestemd naar Java.

Burgemeesteren / Burgemeester en schepenen } der stad (gemeente)

Verklaren bij deze dat op heden den . . . . voor hun verschenen is

N. N. . . . .
koopman (fabrijkant) . . . .
woonende binnen deze (stad) (gemeente),

De welke met solemnele eede (met ware woorden in plaats van eede) heeft

Digitized by Google

serment) qu'il se propose d'expédier d'ici pour être exportées aux îles de *Java* les objets détaillés ci-après, qui ont été préparés dans sa fabrique ici établie.

(Indication des objets, de leurs marques et emballage).

En foi de quoi nous avons fait revêtir la présente du sceau de la ville (commune) et de la signature de notre secrétaire.

N.B. Les certificats à délivrer par les autorités locales du *plat-pays* doivent être visés par les Commissaires de districts avant d'être présentés au secrétariat du Ministère.

Digitized by Google

verklaard, dat hij voornemens is, van hier te verzenden om naar het eiland *Java* te worden uitgevoerd de hier onder omschreven goederen, alle in deszelfs alhier gevestigde fabrijk vervaardigd (alle binnen deze gemeente geteelt of gewonnen).

(Omschrijving der goederen, van derzelver emballagien en van de merken).

Des ter oorkonden hebben wy deze met het zegel dezer stad (gemeente) en de handteeken van onzen Secretaris doen bevestigen.

N.B. De certificaten door de plaatselyke besturen ten *platte lande* afgegeven moeten, alvoorens ter secretarij van het Ministerie ingediend te worden, door den distrikts Kommissaris of Hoofdschout worden gevisaeerd.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 17.

KORTEN INHOUD.

27. Veeartsen. — *Gemeenmaking der instructie hun betreffende.* — Van 11.sten juny. — Kabinet.

28. Nyverheid. — *Vrye uitvoering der goederen bestemd naer Java en Madera.* — *Medewerking der autoriteiten.* — Van 12.sten juny. — 2.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 18.

SOMMAIRE.

29. Taxes municipales. — Droits de place et autres. — *Notification de l'arrêté Royal du 9 avril 1819, n.° 47.* — Du 14 juin. — 2.e Division. (754. b 1)

Tome VI.

Digitized by Google

GAND, le 14 juin 1819.

Les ETATS DÉPUTÉS *de la Flandre orientale*,

Aux Administrations des villes et des communes.

Il s'était élevé des doutes sur la question de savoir si les redevances pour l'occupation des places dans les marchés publics &c., mentionnées en l'article 2 de l'arrêté Royal du 4 octobre 1816 (*Journal officiel*), ne peuvent être établies qu'avec l'autorisation préalable et indispensable de S. M.

Par un arrêté du 9 avril 1819, n.° 47, le Roi a déterminé le mode légal qui est à suivre non-seulement pour l'établissement de ces redevances, mais encore des diverses impositions mentionnées dans le même article 2 et de quelques autres.

Vous trouverez imprimée ci-après une copie de l'arrêté précité du 9 avril dernier. Nous ne pouvons que vous en recommander l'exacte observation.

Recevez, Messieurs, l'assurance de notre parfaite considération.

Signé PH. C.te DE LENS, Président.

Par les Etats députés,

Le Greffier des Etats provinciaux, I. VAN TOERS.

DÉCISION du 9 avril 1819, n.° 47.

NOUS GUILLAUME, par la grace de Dieu, ROI DES PAYS-BAS, PRINCE D'ORANGE-NASSAU, GRAND-DUC DE LUXEMBOURG, &c., &c., &c.

Sur le rapport de notre Ministre de l'Intérieur, en date du 14 juillet 1818, p. 1316, n.° 36, par lequel

Digitized by Google

Gend, den 14.den juny 1819.

De Gedeputeerde Staten van Oost-Vlaenderen;

Aen de Bestueren der steden en gemeenten.

Mynheeren, er hadden twyfels ontstaen omtrent de vraeg of de recognitien voor het gebruik van plaetsen op de openbaere markten, &c. vermeld by het 2.de artikel van het Koninklyk besluit van 4.den october 1816 (*Staatsblad n.° 5*) niet konnen worden vastgesteld dan met s'Konings voorafgaende en onvermydelyke autorisatie.

De wettelyke wyze die ter dezer materie moet gevolgt worden, niet alleenelyk voor de vaststelling dier recognitien, maer ook van de verscheidene belastingen vermeld in het zelfde artikel 2 en eenige andere, is bepaeld by een naerder besluit van Zyne Majesteit in daten 9.sten april 1819, n.° 47.

De copy van dees laeste besluit is hier achter gedrukt en wy verzoeken UE. om de geest daer af stiptelyk te willen overwegen.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van onze volkome agting.

Geteekent PH. C.te DE LENS, President.

Van wegen de gedeputeerde Staten,

De Greffier der provinciale Staten, I. Van Toers.

Beslissing van 9.sten april 1819, n.° 47.

Wij WILLEM, bij de gratie Gods, Koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassau, Groot-Hertog van Luxembourg, enz., enz., enz.

Op de voordragt van onzen Minister der Binnenlandsche Zaeken, gedagteekend den 14 julius 1816, p. 1316,

Digitized by Google

il nous soumet la question de savoir si les divers droits et rétributions mentionnés à l'art. 2 de notre arrêté du 4 octobre 1816 (*Journal officiel*, n.° 57), ainsi que les droits de pesage, mesurage et jaugeage, et les rétributions qui se perçoivent également au profit des communes, pour l'inspection de certaines denrées, doivent être considérés comme des taxes municipales, et si en conséquence les tarifs et réglemens en doivent être soumis à notre approbation préalable;

Vu le rapport ultérieur de notre Ministre de l'Intérieur, en date du 1.er mars 1819, p. 1316, n.° 6;

Vu l'article 158 de la loi fondamentale et nos arrêtés des 4 octobre 1816, 14 décembre 1817, n.° 1, et 25 juillet 1818, n.° 55;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Avons trouvé bon de faire connaître à notre Ministre de l'Intérieur:

1.° Qu'il y a lieu de ne considerer les redevances pour l'occupation de places dans les marchés publics, etc., et les droits de grue, de pesage, mesurage ou jaugeage, et d'inspection des denrées, que comme un loyer ou un salaire, lorsque le droit n'est exigé que des personnes qui désirent faire usage des places aux foires et marchés, de la grue ou du ministère des préposés au pesage, etc., et qu'en même tems il est établi sans aucun égard à la valeur, espèces et qualités des marchandises, mais uniquement à raison de l'espace qu'elles occupent, ou des baraques, bancs, etc., fournis par la ville, s'il s'agit de droit de place; et de leur poids, volume ou dimension, s'il s'agit de droits de grue, pesage, jaugeage, mesurage ou inspection;

2.° Que dans les cas où, pour des motifs particuliers, les administrations municipales jugeraient indispensable de s'écarter en quelque façon que ce soit, de ces principes généraux, dans l'établissement de droits de place, grue, pesage, mesurage, jaugeage ou inspection, ces droits ne pourraient plus être considérés que comme

Digitized by Google

n.° 36, by dewelke hy ons de vraeg onderwerpt van te weten of de verschillende rechten en schattingen vermeld in den 2.en art. van ons besluit van den 4 october 1816 *Officieel Dagblad*, *n.*° 57) mitsgaders de rechten voor het wegen, meten en roeien, en de schattingen die insgelyks ten profyte der gemeenten voor 't naerzien van zommige eetwaeren ontvangen worden, als municipale schattingen behooren aenzien te worden, en of er de tol-lysten en reglementen diesvolgens aen onze vooraf-gaende goedkeuring moeten van onderworpen worden;

Gezien het nader verslag van onzen Minister voor de Binnenlandsche Zaken, van den 1 maert 1819, p. 1316, n.° 6;

Gezien den 158.en art. der Grond-wet, mitsgaders onze besluiten van den 4 october 1816, 14 december 1817, n.° 1, en 25 julius 1818, n.° 55;

Onzen Raed van State gehoord;

Hebben goedgevonden tot de kennis van onzen Minister der Binnenlandsche Zaken te brengen:

1.° Dat er rede is om de schattingen voor het beslaen van plaetsen in de publieke merkten, enz. en de rechten voor de kraen, voor het wegen, meten of roeien, en voor het naerzien der eetwaren, alleenlyk te aenmerken als eene pacht-huer of eenen loon wanneer het recht maer geëyscht word van de persoonen die wenschen gebruik te maeken van de plaetsen op de jaermerkten en merkten, van de kraen of van den dienst der aengestelden voor het wegen, enz. en dat het zelfde recht ter zelver tyd vastgesteld is zonder eenig aenzien voor de weêrde, de soort of de hoedanigheden der waeren, maer alleen na evenredigheid der ruimte die zy beslaen of der barakken of banken, enz. door de stad verschaft, indien er te doen is over een plaets-recht; en naer evenredigheid van hun gewigt, hunne grootte of uitgestrektheid indien er te doen is over rechten voor de kraen, voor het wegen, het roeien, het meten of het naerzien der waeren.

2.° Dat in de gevallen in de welke, om byzondere beweegredenen, de municipale bestueren het onnalaetelyk oordeelden van, op wat wyze dat het zy, van deze algemeyne grondregels aftewyken in 't vaststellen van rechten voor het beslaen van plaetsen, voor de kraen, het wegen, het meten, het roeien of het naerzien, die rechten

Digitized by Google

des taxes municipales, et qu'en conséquence les tarifs et réglemens en devraient être soumis à notre approbation avant d'être mis à exécution.

3.° Qu'il doit être observé que, lorsqu'en conformité de la présente décision, les droits dont il s'agit seront établis sans notre autorisation préalable, les réglemens qui les concerneront ne pourront statuer d'autres pénalités que celles que les administrations municipales sont autorisées à établir sans le concours du Gouvernement, ni appliquer à la perception de ces droits les formes particulières de procédure propres aux taxes municipales.

4.° Que notre intention est que tous nouveaux tarifs et réglemens de droits de quai, port, écluse, barrière, et d'entrée et de sortie des portes, et de péages aux ponts et passages d'eau, soient soumis à notre approbation avant d'être mis à exécution.

5.° Que les dispositions des articles 2 et 4 de la présente décision ne sont point applicables aux droits et rétributions dont les villes ou communes se trouvent actuellement en possession, et qui ont été établis en conformité des lois, décrets et arrêtés en vigueur lors de leur introduction, sauf néanmoins le cas où il serait fait quelques changemens ou additions aux tarifs ou réglemens desdits droits ou rétributions.

6.° Qu'il y a lieu d'appliquer aux répartitions pour l'entretien des rues, l'éclairage, les pompes à incendie et les gardes de nuit, etc. les dispositions de notre arrêté du 25 juillet 1818, n.° 55.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution des présentes, dont il sera donné connaissance à notre Conseil-d'État et à la Chambre générale des Comptes.

La Haye, le 9 avril 1819.

Signé **GUILLAUME.**

Pour copie conforme :

Le Greffier des États provinciaux, I. Van Toers.

Digitized by Google

niet meer zullen konnen aenzien worden als voor municipale schattingen, en dat er de tol-lysten en reglementen, eer zy ter uitvoering gebragt worden, aen onze goedkeuring van zouden moeten onderworpen worden.

3.° Dat er in aenmerking behoort genomen te worden dat, wanneer, ingevolge het tegenwoordig besluit, de rechten waer over gehandeld word, zonder onze voorafgaende magtiging vastgesteld worden, de reglementen die de zelve zullen betreffen geene andere straffen zullen mogen uitspreken als de gene die de municipale bestueren gemagtigd zyn van vast-te-stellen zonder de medewerking van 't hoog Bestuer, noch aen den ontvangst dezer rechten de byzondere pleytsgebruiken mogen toepassen die aen de municipale schattingen eigen zyn.

4.° Dat onzen wil is dat alle nieuwe tol-lysten en reglementen voor rechten van kaeyen, haven, sluyzen, barrieren en van in- en uitgang der poorten, mitsgaders van tol-gelden aen de bruggen en overgangen van waters, tot onze goedkeuring gebragt worden eer dat zy ter uitvoering gesteld worden.

5.° Dat de schikkingen der 2.e en 4.e artikelen van het tegenwoordig besluit niet toepasselyk zyn aen de rechten en loonen welke de steden en gemeenten tegenwoordig bezitten, en die vastgesteld geweest zyn ingevolge de wetten, decreten en besluiten de welke ten tyde der zelver invoering kragt hadden, uitgenomen nogtans het geval waer er eenige verandering of byvoeging zouden gedaen worden aen de tol-lysten of reglementen der gemelde rechten of loonen.

6.° Dat er rede is om de schikkingen van ons besluit van den 25 julius 1818, n.° 55, toe-te-passen aen de verdeelingen voor het onderhoud der straeten, de verlichting, de blusch-spuyten en de nagt-waekers, enz.

Onzen Minister der Binnenlandsche Zaken word met de uitvoering der tegenwoordige belast, van de welke kennis zal gegeven worden aen onzen Raed van State en aen de algemeene Rekenkamer.

'S Gravenhage, den 9 april 1819.

Geteekend WILLEM.

Voor gelykvormig afschrift,

De Greffier der provinciale Staten, I. Van Toers.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 18.

KORTEN INHOUD.

29. STEDELYKE BELASTINGEN. — Plaetsgeld en andere. — *Bekentmaking van het Koninklyk besluit van* 9.*sten* *april* 1819, *n.°* 47. — Van 14.den juny. — 2.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 19.

SOMMAIRE.

30. Industrie agricole. — *Méthode de rouir le lin d'après les procédés du sieur* D'Hondt-d'Arcy. — Du 2 juillet. — Cabinet.

31. Passeports — *Rappel de quelques dispositions y relatives.* — Du 3 juillet. — 2.e Division.

Digitized by Google

GAND, le 2 juillet 1819.

Le GOUVERNEUR *de la province de la Flandre orientale*,

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes de la province.

Messieurs, des expériences réitérées ayant démontré l'efficacité de la méthode de rouir le lin d'après les procédés du sieur *D'Hondt-d'Arcy*, j'ai cru utile pour l'avantage de l'agriculture que cette invention soit répandue dans les principaux cantons de la province.

A cet effet j'ai fait imprimer en langue flamande une instruction complette pour l'usage des cultivateurs. Je vous en transmets quelques exemplaires pour être distribués entre les grands cultivateurs de votre commune, et vous prie de donner la plus grande publicité à l'existence de cette instruction, pour que chacun puisse la consulter au besoin au greffe de votre administration.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

Gend, den 2.den july 1819.

De Gouverneur van de provintie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, het gunstig uitslag der herhaelde proefnemingen op de wyze van vlas te rooten naer de manier van den heer *D'Hondt-d'Arcy*, heeft my voor nuttig doen achten deze uitvinding in de byzonderste kantons der provintie bekent te maeken.

Ten welken einde ik eene volmaekte instructie heb laeten drukken tot nut van de landbouwers. Ik zende UE. eenige exemplaren van dees instructie voor de grootste landbouwers van uw gemeente met verzoek om de meeste afkonding te geven aen der zelver bestaen, op dat een ieder in 't geval het zou konnen nazien ter greffie van uwe administratie.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

Méthode de rouir le lin d'après les procédés du sieur D'Hondt-d'Arcy.

On s'assura d'abord d'un routoir assez spacieux pour y placer la quantité de lin destiné au rouissage: la profondeur du routoir doit excéder la longueur du lin d'environ 275 1/2 centimètres (*un pied ancienne mesure de Flandre.*)

L'eau stagnante clair et limpide est préférable pour le rouissage. On place dans le routoir des espèces de cages en bois au moyen de quelques pilots verticaux bien fixés, qu'on traverse de quelques lates paralèles. Cet appareil est utile pour contenir les bottes de lin qu'on veut y placer.

Lorsque le lin est parvenu à maturité on le sépare de la terre, on le dépouille de ses graines et on le réunit en bottes, vulgairement nommées *waterbooten*, de la grosseur qu'on pu sse facilement les empoigner des deux mains.

On transporte ensuite sans délai ces bottes au routoir et on les y place verticalement toutes les pieds de la plante en bas; entassées les unes contre les autres, et de manière que le lin soit bien couvert d'eau et que cependant il ne repose pas sur le fonds, les bottes se contiennent ainsi mutuellement et sont contenues par les lattes qu'on prépare dans le routoir.

Après que le lin y sera ainsi placé on le couvrira d'une natte de paille, sur laquelle on posera quelques planches qu'on fixera en y posant aux extrémités des poids en pierres ou en bois: on ne peut conseiller les poids en terre, une plus grande ou moindre quantité en tombe dans le routoir et peut nuire à la filasse du lin.

Le lin ainsi posé dans le routoir y est laissé pendant un nombre de jours, qu'il est impossible de déterminer d'avance: l'état de l'atmosphère, de l'eau employée au rouissage et du lin même, peut accélérer ou retarder l'opération.

Digitized by Google

Wyze van Vlas-rooting, naer de manier van den heer D'HONDT-D'ARCY.

MEN moet zich voor al verzekeren van eene root-put die ruym genoeg is om de partye vlas die men rooten wilt in te houden : de root-put moet omtrent 275 1/2 centimetres (*een vlaemsche voet*) dieper wezen als het vlas lank is.

Staende en klaer water is voor het rooten verkieselyk. Men stelt in de root-put zekere houten raemen, gemaekt van eenige spitse en wel vastgestelde piloten, gedwarst door een gelykwydig latwerk. Dit toestel is nodig om de bundels vlas in te houden die men er plaetsen wilt.

Toen 't vlas ryp is, word het van d'aerde gescheiden, van zyn zaed ontbloot en verzamelt in bundels gemeenelyk *waterbooten* genoemt, zoo dik dat men de zelve gemakkelyk met twee handen grypen kan.

Dees bundels worden daer na en zonder uitstel in de root-put gebragt, zy zyn aldaer regt gestelt alle met de wortels van 't gewas naer onder, de eene tegen de andere gestelt, en zoodanig dat het vlas en de vlaek hier onder vermeld, met water kan bedekt worden zonder nochtans op de grond te rusten, de bundels alzoo tegen malkaer getast, worden genoegsaem gehouden door het zydelings latwerk die men bereid heeft.

Naer dat er het vlas alzoo geplaetst is, zal men het dekken met een strooyen vlaek, waer op men eenige planken legt, die vastgemaekt worden door steenen of houten gewigten op de punten geplaetst : aerde gewigten zyn niet zoo goed, want die vallen min of meer in de root-put en konnen het vlas benadeelen.

Het vlas op dees wyze in de put geleed, word aldaer gelaeten een nummer van dagen die men onmogelyk van te vooren bepalen kan : de gesteldheid van de lucht en van het water die men voor het rooten gebruikt, en van het vlas selve, kan de bewerking verhaesten of vertragen.

Le moyen le plus sûr d'opérer est de visiter souvent et même, si faire se peut, deux fois par jour, après le quatrième jour du rouissage commencé le lin, et en retirer une petite partie, de la faire secher pour examiner avec plus de sûreté l'état de décomposition de la résine et celui de la friabilité du lin: lorsque l'échantillon après avoir été seché soit au soleil, soir par le courant d'air est devenu friable au point que la filasse s'enlève de la partie ligneuse avec facilité, on peut avec certitude en conclure que l'opération du rouissage est suffisamment terminée pour retirer le lin du routoir.

On ne peut trop conseiller d'éviter autant que possible de rouir deux parties de lin de suite dans la même eau.

Quand on aura reconnu la suffisance du rouissage, on ôtera le lin du routoir et on le mettra à côté en tas dans sa position verticale, le pied de la plante en bas, on le laissera égoûter pendant plusieurs heures, selon le tems qu'il fera; il est de fait que le soleil dardant sur le lin sorti du routoir, pourrait facilement l'échauffer et diminuer considérablement sa qualité et valeur.

Pour éviter ce danger, il est utile, surtout si le tems n'est pas couvert, de ne retirer le lin du routoir qu'après que les plus grandes chaleurs du jour sont passées pour le laisser égoûter pendant la nuit.

L'égoûtement étant opéré on étendra le lin sur un champ ou un pré à plat, clair semé, ainsi qu'il est usité parmi les cultivateurs; mais il ne devra y séjourner que la moitié du tems qu'il y est laissé quand il est roui d'après la méthode vulgaire, c'est-à dire seulement de six à dix jours, sans qu'il soit indispensable d'attendre la pluie avant de l'enlever, le tems de le laisser exposé sera nécessairement plus court s'il s'est sur un pré, car l'humidité et la croissance de l'herbe qui le garnit et couvrirait le lin après un séjour trop prolongé pourrait notablement le détériorer.

Digitized by Google

De zekerste middel van werken, is van het vlas dikwils, en zelfs zulks doenelyk, twee-mael daegs naer te zien, naer den vierden dag dat het rooten begonnen is, van er een klein gedeelte uit te nemen en dit te laeten droogen, om met meerder zekerheid naer te zien den staet van scheiding van het hars ofte lymagtig gedeelte en den genen van de breekbaerheid of broosheid van het strooy: toen het monster naer der zelver droogte, 't zy in de zon, 't zy door de lucht, broos geworden is, zoodanig dat den hekel ofte bast van het strooy gedeelte scheid. men kan met zekerheid daer uit besluiten dat de bewerking van het rooten genoegsaem voleind is om het vlas uit de putten te nemen.

Men kan niet genoeg aenraden zoo veel mogelyk te vermyden twee partyen achter malkander in het zelve water te rooten.

Wanneer de genoegsaemheid van het rooten erkent is, zal men het vlas uit de root-put nemen en daer nevens leggen topsgewyze, de voet van 't gewas naer beneden, en laeten uitdruipen eenige uren, volgens het weder; het is zeker dat de zon haere stralen schietende op het vlas dat uit de put komt, het zelve gemakkelyk zoude konnen verhitten en der zelver waerde en prys grootelyks verminderen.

Om dit perykel uit de weg te helpen, is het nodig, bezonderlyk wanneer de lucht niet bedekt is, het vlas uit de root-put niet te trekken voor aleer de grootste hitte van den dag voorby is, om het zelve gedurende de nacht te laeten uitdruipen.

De uitdruiping geschied zynde, zal men het vlas uitbreiden op een veld of platte weide, dan gezaeid en zoo als het by de landbouwers gepleegd is; maer het mag daer niet langer blyven dan de helft van den tyd die men gebruikt wanneer het vlas volgens de oude wyze geroot is, 't is te zeggen alleenelyk van zes tot thien dagen, zonder dat het onvermeidelyk nodig is naer den regen te wachten om het zelve op te rapen: den tyd om het vlas te laeten liggen zal noodzakelyk korter wezen, indien men het open legd op eene weide, want de vochtigheid en het gras dat daer op groeit en die het vlas zou bedekken, zoude

Digitized by Google

S'il arrivait néanmoins par quelque erreur ou accident, que le lin eût été retiré du routoir avant son rouissage parfait, on pourrait le laisser exposé sur le champ pendant quelques jours de plus jusqu'à ce qu'on s'aperçoive que le ruban s'enlève avec facilité de la plante depuis sa racine jusqu'à son sommet : ce signe, nous le répétons, est celui auquel on reconnaît le mieux que l'opération est terminée.

Lorsque le lin aura été ainsi exposé pendant trois, quatre ou cinq jours, il convient de le tourner, on se sert pour cette opération d'un long bâton que l'on pose entre l'herbe ou la terre et le lin, on peut lever ainsi et retourner en très-peu de tems une quantité considérable de lin.

Le lin ainsi roui et seché peut être engrangé en moins de quinze jours, si le tems est aucunement favorable.

On peut aussi rouir dans les étangs et les grandes et profondes plages d'eau au moyen de pilotis construits en forme de cage garnie sur le côté, et le fond par des lattis séparés de distances en distances les uns des autres ; cette cage, après que le lin y aura été bien entassé, sera lancée au fond, chargée d'un poids suffisant pour faire submerger toute la machine, ainsi qu'il est indiqué plus haut.

Comme dans quelques communes on pourrait ne trouver des routoirs assez profonds et assez abondamment fournis d'eau pour rouir d'après la méthode du Sieur *D'Hondt*, on devra songer de bonne heure à faire faire devaser et approfondir les fossés existans ou à établir des nouveaux routoirs, là où il n'en existe pas.

Digitized by Google

naer een te langen tyd dit merkelyk konnen doen verslechten.

Indien het nogtans gebeurde dat, door misslagen of toeval, het vlas uit de root-put zou getrokken zyn voor aleer het volmaekt geroot is, zou men het zelve eenige dagen langer op het veld moeten laeten liggen, tot dat men gewaer word dat den bast gemakkelyk van 't gewas scheid, van aen de wortel tot aen de kruin. Wy herhaelen hier dat dees teeken het gene is waer aen men best ziet dat de bewerking is volmaekt.

Toen het vlas alzoo drie, vier of vyf dagen zal gelegen hebben, moet het gekeerd worden, by middel van eenen langen stok die men stelt tusschen het gras of de aerde en het vlas, men kan er alzoo eene groote quantiteit heffen en omkeeren op een zeer korten tyd.

Het vlas naer dees wyze geroot en gedroogt, kan, het weder een weinig voordeelig zynde, in min als veerthien dagen in de schuren gebragt worden.

Men kan ook rooten in vyvers en diepe groote waterpoelen; de raemen daer toe dienende zullen moeten gemaekt worden even gelyk eene renne bekleed van zyden en den bodem met latten op eenige afgelegentheid van elkanderen, deze renne zal, naer dat het vlas daer wel in getast is, in de diepte gedreven worden, en gelaeden met genoegsaem gewigt, om het geheel getuig te doen overstroomen zoo als hier vooren belast is.

Alzoo het mogelyk is dat men in zommige gemeenten geene root-putten vinden zou de welke de nodige diepte hebben, en ook niet genoegsaem voorzien zyn van water om te rooten naer den zin en de inrigting van den Heer *D'Hondt*, zal men in tyde moeten zorgen om de gragten te doen uitmergelen en diepen, of om nieuwe putten te maeken alwaer geene bestaen.

Digitized by Google

Gand, le 3 juillet 1819.

Le Gouverneur de la province de la Flandre orientale,

Aux Autorités locales de la province.

Messieurs, je suis informé que des personnes appartenant à cette province, se sont rendues en pays étranger munies seulement d'un *passeport à l'intérieur*. Ces personnes, faute de document légal, ont essuyé des désagrémens auxquels elles n'auraient pas été exposées si elles avaient été porteur d'un *passeport à l'étranger*, qui est la seule pièce valable pour franchir librement les frontières du Royaume.

Encore la possession de ce passeport oblige-t-elle à des formalités qui, n'étant pas observées, exposent également ceux qui les auraient négligées à rencontrer des entraves dans les pays où ils se rendent, et qu'ils ne pourraient attribuer qu'à eux seuls.

Je vais vous en citer deux exemples arrivés récemment. Un particulier s'étant rendu dans les états de S. M. le Roi de Prusse, avec un *passeport à l'intérieur* qui lui avait été délivré par l'autorité locale du lieu de son domicile, dans le courant du mois d'avril dernier, arrivé à Cologne, a été empêché de continuer sa route, *faute d'avoir un document légal* à produire.

Un autre, quoique muni d'un passeport à l'étranger, a été renvoyé par le Président de la police de la même ville, parce que cette pièce n'était pas

Digitized by Google

GEND, den 3.den july 1819.

De Gouverneur van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de plaetselyke Bestieren der provincie.

Mynheeren, ik ben onderrigt dat inwoonders dezer provincie zich in vremde steden begeven hebben, alleenelyk voorzien van een *binnenlands paspoort.* By gebrek van een wettig bewys hebben die persoonen onaengenaemheden uitgestaen, die zy hadden konnen vermyden by middel van een *buitenlands paspoort*, met het welke alleen men over de grenzen van het Ryk vryelyk reizen mag.

Het bezit van zulkdanig paspoort vereischt zelfs nog formaliteiten die, niet waergenomen zynde, gelykelyk aen beletsels onderwerpen de gene die de zelve verzuimen in de plaetsen alwaer zy hun begeven en de welke zy aen zich zelven moeten toeschryven.

Ik gae UE. bekent maken met twee onlangs voorgevallen exempels: zeker persoon zich begeven hebbende naer het koninkryk van Pruyssen met een *binnenlands paspoort*, aen hem afgelevert gedurende de maend april jongstleden door de plaetselyke autoriteit van zyne woonplaets, tot Keulen aenkomende, is belet geweest zyne reis voorts te zetten, *om dat hy geen wettig bewysstuk aentoonen kon.*

Een anderen, alhoewel voorzien van een buitenlands paspoort, is door de President van politie der zelver stad wedergezonden geweest, om dat

Digitized by Google

visée par le Ministre de S. M. le Roi de Prusse près de notre Cour.

Afin de prévenir que de tels inconvéniens ne se reproduisent par la suite, je vous invite à prescrire aux personnes qui vous feront la demande de passeports à l'intérieur, à ne pas s'en servir pour se rendre en pays étranger, et à leur faire prévoir les circonstances désagréables auxquelles elles s'exposeraient.

Quant aux formalités à remplir à l'égard des passeports à l'étranger, je vais vous les communiquer de nouveau, pour que vous les fassiez connaître à ceux de vos administrés qu'elles pourront concerner. Elles sont les suivantes:

Conformément au contenu de différentes dispositions ministérielles, personne ne peut être admis dans les colonies de l'Etat, à moins qu'il n'ait obtenu à cet effet un passeport ou permis de la part de S. E. le Ministre de l'Instruction Publique, de l'Industrie Nationale et des Colonies.

2.° Il ne sera accordé de passeports à l'étranger, qu'aux indigènes du Royaume, ou à des personnes qui s'y trouvent domiciliées; tout autre individu doit s'adresser aux Légations des Puissances auquel il appartient.

3.° Les voyageurs, tant sujets du Royaume des Pays-Bas que ceux de S. M. Impériale et Royale Apostolique, pour être admis dans les Etats d'Autriche, doivent se munir d'un passeport ou d'un visa de la Légation Impériale, actuellement à Bruxelles.

4.° Aucun voyageur n'est admis en Prusse sur des passeports ou visa délivrés par des Consuls établis en pays étranger, et ne peut franchir la frontière de ce Royaume, que muni d'un passe-

Digitized by Google

dit stuk niet onderteekent was door de Minister van Z. M. de Konink van Pruyssen by ons Hof.

Ten einde zulkdanige voorvallen voor het toekomende te vermyden, verzoeke ik UE. om aen de persoonen de welke binnenlandsche paspoorten vereisschen, voor te schryven dat zy met de zelve in geen vreemde streken en mogen reizen, en om hun te waerschouwen van de onaengename omstandigheden waer aen zy zich zouden bloot stellen.

Wat de formaliteiten betreft tot het bekomen van een buitenlands paspoort, ik gae UE. de zelve herhaelen; op dat gy die zou ter kennis brengen aen de gene van uwe daer in belanghebbende onderhoorige. Zy bestaen in het volgende:

Overeenkomstig den inhoud van verscheide ministerieele bepalingen, en mag niemand in Staets-kolonien aenveerd worden zonder voorzien te wezen van een paspoort van wegens Z. E. den Minister voor het Publieke Onderwys, de Nationale Nyverheid en de Kolonien.

2.° Er zullen geene buitenlandsche paspoorten mogen afgelevert worden dan aen inboorlingen van het Ryk, of aen persoonen die in het zelve woonachtig zyn, alle andere persoonen moeten zich adresseeren by de afgezanten der Mogentheden waer aen zy behooren.

3.° De reizigers, zoo wel onderdanen van het Koninkryk der Nederlanden, als die van Z. R. K. en K. M., en mogen in de staeten van het Duyts-Ryk niet landen zonder voorzien te wezen van een paspoort of visa van het Keyzerlyk legaet alsnu tot Brussel.

4.° Geenen reyziger en word in Pruyssen ontvangen met een paspoort of visa van Gezanten by vreemde Mogentheden, en hy mag over de grenzen van dat Ryk niet reizen dan voorzien zynde van

port délivré ou visé par la Légation de S. M. Prussienne résidant dans l'état d'où il vient.

Et 5.° tout passeport délivré pour la Prusse doit exprimer l'endroit où les voyageurs désirent se rendre.

Voilà les dispositions qui doivent être observées à l'égard des personnes que leurs affaires appellent à l'étranger. Je vous invite à tenir la main à leur exécution.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

een paspoort dat afgelevert is door het Legaet by het Ryk waer uyt hy komt.

En 5.° elk paspoort dat voor Pruyssen afgeleverd word moet de plaets aenduiden alwaer den reiziger zich begeert te begeven.

Zulk zyn de bepalingen die moeten waergenomen worden door persoonen welkers affairens hun in vremde landstreken roepen, ik verzoeke UE. om aen der zelver uitvoer de hand te houden.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome achting.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 19.

KORTEN INHOUD.

30. Landbouwkundige nyverheid. — *Wyze om het vlas te rooten naer de manier van den heer* D'Hondt-d'Arcy. — Van 2.den july. — Kabinet.

31. Paspoorten. — *Herhaeling van eenige daer toe betrekkelyke bepalingen.* — Van 3.den july. — 2.° Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 20.

SOMMAIRE.

32. FONDATIONS de Bourses. — *Liquidation des rentes que possèdent ces fondations à charge des villes et communes.* — Du 3 juillet. — 1.e Division.

Tome VI.

Digitized by Google

GAND, le 3 juillet 1819.

Les ÉTATS DÉPUTÉS *de la Flandre orientale,*

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes de la province.

Messieurs, nous vous transmettons, à la suite de la présente, une copie de l'arrêté Royal en date du 4 mai dernier, littera H, par lequel les administrateurs des fondations de bourses sont autorisés à réclamer au profit de ces établissemens la liquidation des rentes qui leur sont dues par les villes et communes.

Cette liquidation doit avoir lieu suivant le mode prescrit pour les dettes communales, par les arrêtés Royaux des 30 septembre et 1.er novembre 1814, 12 janvier 1817, littera X, et 3 février 1818, n.° 8.

Afin de ne rien négliger pour que les administrateurs des fondations de bourses aient connaissance de ces dispositions, les régences des villes en donneront avis, soit au moyen d'affiches, soit par insertion dans les journaux de la province, à trois reprises successives, et les Bourguemaîtres des communes rurales donneront lecture de l'arrêté Royal du 4 mai, à l'issue de la Messe paroissiale, les 11, 18 et 25 juillet prochain, avec invitation aux administrateurs des fon-

Digitized by Google

Gend, den 3.den july 1819.

De Gedeputeerde Staten van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten der provincie.

Mynheeren, wy zenden UE. hier achter een afschrift van het Koninklyk besluit in daten 4.den mey lestleden, littera H, door het welk de bestierders der fondatien van beurzen g'autoriseert zyn om ten profyte van die stichtingen de liquidatie te vereisschen van de aen hun verschuldigde renten.

Dees liquidatie moet geschieden volgens het gene voorschreven is by de Koninklyke besluiten van 30.sten september en 1.sten november 1814, 12.sten january 1817, L.a X, en 3.den february 1818, n.° 8, omtrent de gemeente schulden.

Ten einde de bestierders der fondatien van beurzen met die bepalingen bekent te maeken, de regeeringen der steden zullen er berigt af geven 't zy by affixien, 't zy door eene dry achter een volgende insertie in de provinciale nieuws-bladeren, en de Burgemeesteren der landelyke gemeenten zullen afkonding doen van het Koninklyk besluit van den 4.den mey, t'elkens na de parochiale Misse den 11.sten, 18.den en 25.sten dezer maend, met verzoek aen de bestierders der fondatien van

Digitized by Google

dations de bourses, de produire leurs titres pour le 10 août suivant.

Les conseils de régence et municipaux se réuniront du 12 au 15 du même mois d'août, pour procéder à la liquidation de ces sortes de rentes, ou pour dresser des certificats négatifs.

Les Bourguemaîtres des villes et communes, chargées de cette nature de dettes, sont priés de faire attention:

1.° Que ces rentes ne donnent lieu à aucune dette exigible, vu que les intérêts ne sont payables qu'à compter du premier janvier 1819;

2.° Que ces mêmes rentes étant admises en liquidation d'après les principes des arrêtés des 30 septembre et 1.er novembre 1814, et 12 janvier 1817, sont sujettes aux réductions prononcées par les arrêtés relatifs aux dettes constituées des villes et communes débitrices d'autres rentes, et qu'on ne peut adopter un principe différent pour les rentes dues aux fondations de bourses.

Vous aurez déjà remarqué par ce qui précède, qu'il ne s'agit que de la formation d'un état supplémentaire de la dette constituée, formé sur un pareil cadre de l'état principal de la même dette, et d'y joindre les titres et la délibération des conseils de régence ou municipaux.

Les administrateurs des villes et communes qui n'auraient à leur charge aucune autre dette constituée que celle résultant de fondations de bour-

Digitized by Google

beurzen, om hunne titels over te leggen tegen den 10.^{den} augustus daer naer volgende.

De stedelyke en de gemeente raden zullen vergaderen van den 12.sten tot den 15.^{den} van de zelve maend augustus, om tot de liquidatie der gemelde renten over te gaen of negative certificaten op te maken.

De Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten die met deze schulden belast zyn, worden verzogt op te merken:

1.° Dat die renten geen oorzaek geven aen eenige vereischte schuld, aengezien de intresten maer betaelbaer zyn met den eersten january 1819;

2.° Dat de zelve renten in liquidatie ontvangen wordende volgens de regels der besluiten van 30.sten september en 1.sten november 1814, en 12.sten january 1817, onderworpen zyn aen de verminderingen voorschreven by de besluiten nopens de gevestigde schulden der steden en gemeenten schuldenaren van andere renten, en dat men geen ander regel volgen mag voor de renten verschuldigd aen de fondatien der beurzen.

Gy zult door het hier bovengemelde reeds opgemerkt hebben dat in dees geval niet anders te verrigten is dan eenen suppletiven staet van de gevestigde schuld op te maken, in den zin van den algemeenen staet der zelver schuld, en daer by te voegen de titels en de deliberatien der stedelyke en gemeente raden.

De bestierders der steden en gemeenten die t'hunnen laste geene andere gevestigde schuld hebben dan de gene voortskomende uit fondatien van

Digitized by Google

ses, et pour qui l'état que nous leur demandons présentera toute la dette, se conformeront aux instructions précédentes, pour sa rédaction; ils joindront à cet état une copie du budget du présent exercice.

Ces états et pièces à l'appui ou certificats négatifs, doivent nous parvenir pour le 25 août prochain, directement par les régences des villes, et par la voie des Commissaires Royaux de district pour les communes du plat-pays.

Recevez, Messieurs, l'assurance de notre parfaite considération.

Signé PH. C.te DE LENS, Président.

Par les Etats députés,

Le Greffier des Etats provinciaux, I. Van Toers.

Nous GUILLAUME, par la grace de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, &c., &c., &c.

Vu le rapport de notre Ministre de l'Instruction publique, de l'Industrie Nationale et des Colonies, du 20 mars 1819, n.° 205, duquel il résulte que les rentes dues par quelques communes des provinces méridionales à des bourses d'études, ne sont point partout régulièrement acquittées à ces fondations,

Vu nos arrêtés des 5 octobre 1816, n.° 41, et 26 décembre 1818, n.° 48, par lesquels nous avons rendu auxdites fondations l'administration et la jouis-

Digitized by Google

beurzen, en voor de welke den verzochten staet de geheele schuld uitmaekt, zullen voor der zelver redactie aen de voorgaende instructien moeten gedragen: zy zullen by die staet eene kopy van het budget van dees jaer voegen.

Die staten en bylagen of negative certificaten moeten aen ons overgezonden wezen voor den 25.sten augustus aenstaende, te weten, door de stedelyke regeeringen rechtstreeks, en door de tusschenkomst der districts Commissarissen voor de gemeenten ten platte lande.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van onze volkome agting.

Geteekent PH. C.te DE LENS, President.

Van wegen de gedeputeerde Staten,

De Greffier der provinciale Staten, I. VAN TOBAS.

Wij WILLEM, bij de gratie Gods, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBOURG, enz., enz., enz.

Gezien het rapport van onzen Minister voor het publieke Onderwijs, de Nationale Nijverheid en de Kolonien, in dato 30 maart 1819, n.° 205, waar uit blijkt dat de door eenige gemeenten in de zuidelijke provincien aan oude stichtingen van beurzen verschuldigde renten niet overal aan de zelve regelmatig zijn voldaen,

Gezien onze besluiten van den 5 october 1816, n.° 41, en 26 december 1818, n.° 48, waar bij wij aan gezegde stichtingen het beheer en genot

Digitized by Google

sance de tous leurs biens, à dater du premier janvier 1819;

Vu nos arrêtés des 30 septembre et 1.er novembre 1814, 12 janvier 1817, L.a X 2, et 3 février 1818, n.° 8, concernant la comptabilité des communes et la liquidation de leurs dettes;

Sur le rapport de notre Ministre de l'Intérieur en date du 3 mai 1819, P. 1939, n.° 4;

Avons arrêté et arrêtons:

ARTICLE 1.er

Les administrations des fondations de bourses d'études, à la dotation desquelles appartiennent des rentes dues par les villes ou communes des provinces méridionales du Royaume, se pourvoiront, sans délai, auprès des administrations débitrices pour faire opérer la liquidation desdites rentes.

ART. 2.

Il sera procédé à cette liquidation conformément à nos arrêtés des 30 septembre et 1.er novembre 1814, 12 janvier 1817, L.a X.2, et du 3 février 1818, n.° 8, et autres dispositions relatives à la matière; néanmoins dans le cas où les fondations se seraient trouvées hors d'état de faire valoir leurs droits, à défaut d'administrateurs légalement autorisés à les représenter, la déchéance résultante de l'article 4 de l'arrêté précité du 3 février 1818, ne pourra plus être appliquée qu'à partir de la mise à exécution de notre arrêté du 26 décembre 1818.

Digitized by Google

hebben weder gegeven van alle der zelver goederen te rekenen van den 1 januarij 1819;

Gezien onze besluiten van den 30 september en 1 november 1814, 12 januarij 1817, L.a X.2, en 3 february 1818, n° 8, betrekkelijk de comptabiliteit der gemeenten en de vereffening van derzelver schulden;

Op het rapport van onzen Minister van Binnenlandsche Zaken, in dato 3 mei 1819, p. 1939, n.° 4,

Hebben besloten en besluiten:

ARTIKEL 1.

De administratien der stichtingen van beurzen en tot welker inkomsten renten behooren verschuldigd door steden of gemeenten in de zuidelijke provincien van het Koninkrijk, zullen zich onverwijld tot de besturen der steden of gemeenten vervoegen ten einde de liquidatien der gezegde renten te doen bewerkstelligen.

ART. 2.

Bij deeze liquidatie zal worden gehandelt overeenkomstig onze besluiten van den 30 september en 1 november 1814, 12 januarij 1817, L.a X.2, en 3 februarij 1818, n.° 8, en andere op dit stuk bestaande bepalingen, ingeval echter dat de stichtingen zich buiten staat mogten bevonden hebben om der zelver regten te doen gelden uit gebreek van administrateurs die wettiglijk gemagtigt zouden zijn geweest de zelve te vertegenwoordigen, zal het verlies van het voortvloyenden uit het 4.e artikel van het vorengemeld besluit van den 3 februarij 1818 op die stichtingen niet toepasselyk kunnen worden gemaakt dan te rekenen van den dag of aan, waar op aan ons besluit van den 26 december 1818, n.° 48, executie is gegeven.

Digitized by Google

Art. 3.

Les intérêts des rentes qui seront admises en liquidation, en vertu de l'article précédent, seront exigibles depuis et compris l'exercice 1819.

Art. 4.

Les Gouverneurs des diverses provinces méridionales feront connaître à notre Ministre de l'Instruction publique, de l'Industrie Nationale et des Colonies, le résultat des liquidations qui s'opéreront en vertu du présent arrêté, en adressant à cet effet à l'expiration de chaque trimestre à ce département des relevés des rentes liquidées.

Nos Ministres de l'Intérieur et de l'Instruction publique, de l'Industrie nationale et des Colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mai de l'année 1819, et la sixième de Notre règne.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi,

Signé J. G. de Mey van Streefkerk.

Pour copie conforme :

Le Greffier des États provinciaux, L. Van Toers.

Digitized by Google

ART. 3.

De interesten der renten uit krachten van het voorgaende artikel in liquidatie aenteneemen, zullen kunnen worden gevordert sedert en voor den dienst van 1819.

ART. 4.

De Gouverneurs der onderscheidene zuidelijke provincien zullen den uitslag der liquidatien welke uit krachte van het tegenwoordig besluit zullen geschieden, ter kennis brengen van onzen Minister voor het publieke Onderwijs, de Nationale Nijverheid en de Kolonien, en zullen te dien einde bij de verschyning van elke drie maanden aan dat Departement opgaven der geliquideerde renten inzenden.

Onze Ministers van Binnelandsche Zaken en voor het publieke Onderwijs, Nationale Nijverheid en de Kolonien zijn ieder voor zoo veel hem aangaat belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 4 mey des jaars 1819, het zesde van Onze regeering.

Geteekend WILLEM.

Van wege de Konink:

Geteekend J. G. DE MEY VAN STREEFKERK.

Voor kopij conform,

De Greffier der provinciale Staten, I. VAN TORRS.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 20.

KORTEN INHOUD.

32. Fondatien van Beurzen. — *Liquidatie der renten aen de stichtingen toebehoorende ten laste van de steden en gemeenten.* — Van 3.den july — 1.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 21.

SOMMAIRE.

33. ADMINISTRATION de la Police — *Instruction sur l'exécution de l'arrêté de Sa Majesté du 6 juin 1819, littera S²,* et *communication de cet acte Royal.* — Du 14 juillet. — 2.e Division.

Tome VI.

Digitized by Google

Gand, le 14 juillet 1819.

Le Gouverneur de la province de la Flandre orientale,

A MM. les Administrateurs des villes et communes de la province.

Messieurs, vous trouverez à la suite de la présente l'ampliation d'une expédition de l'arrêté de S. M. du 6 juin dernier, L.a S 2, contenant une instruction pour les Procureurs criminels, qui, aux termes de sa disposition du 10 juillet 1818, n.° 92, sont chargés de l'administration de la police dans leurs provinces respectives.

Aux termes de l'article 1.er de cet arrêté, c'est à vous qu'est laissé le soin de donner à MM. les Procureurs criminels tous les renseignemens qu'ils seront dans le cas de requérir, et je ne puis trop vous engager à y mettre toute la célérité et l'exactitude possible.

C'est encore vous qui êtes appelés à concourir à l'exécution de ce que prescrit l'article 2.

L'article 3 détermine l'espèce des relations qui doivent exister désormais entre vous et ces Magistrats; l'article 4 les établit juges en première instance des différens qui pourraient s'élever entre vous et les autorités judiciaires.

Les dispositions de l'article 5 concernent spécialement les Procureurs criminels.

Digitized by Google

GEND, den 14.den july 1819.

DE GOUVERNEUR van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Bestierders der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, gylieden zult hier achter vinden een afschrift van Zyner Majesteits besluit van den 6.den juny lestleden, littera S 2, houdende een instructie voor de Procureurs crimineel als, krachtens het besluit in daten 10.den july 1818, n.° 92, belast met het beheer der policie in der zelver respective provincien.

'T is aen uwe dat ingevolge het 1.ste artikel van dees besluit de zorg is opgedragen van aen de Procureurs crimineel alle de renseignementen te verzorgen die zy in 't geval zyn van te konnen vereisschen, en ik kan UE. niet genoegzaem aenbevelen om hier in de meeste spoed en zorgvuldigheid te brengen.

Gy zyt gelykelyk geroepen om mede te werken in den uitvoer van 't gene by artikel 2 voorschreven is.

'T artikel 3 heeft de wyze van verstandhouding tusschen uwe en die beambten bepaelt; het 4.de stelt hun als eerste regters over de verschillen die zouden konnen ontstaen tusschen uwe en de justitiële autoriteiten.

De bepalingen van het artikel 5 raken byzonderlyk de Procureurs crimineel.

Digitized by Google

D'après l'article 6 vous êtes tenus de suivre les instructions qu'ils vous donneront, et d'obtempérer aux invitations qu'ils seront dans le cas de vous transmettre.

L'article 7 ne vous impose aucune obligation.

Vous êtes encore appelés à concourir efficacement à l'exécution des dispositions renfermées dans l'art. 8.

Ces Magistrats pourront requérir votre concours pour assurer l'exécution de l'article 9. Les articles 10 et 11 les concernent particulièrement.

Quant à l'article 12, il est essentiel que je m'attache à vous en développer l'esprit, pour lever ainsi tous les doutes que vous pourriez former sur les obligations qui vous sont nouvellement imposées envers les Magistrats dont il s'agit, et sur celles que vous êtes appelés à remplir envers l'autorité provinciale.

Cet article prescrit expressément qu'il n'est dérogé en rien aux dispositions *déjà émanées et à émaner* sur l'administration de la police : il en résulte qu'il n'est pas porté atteinte au pouvoir que la Loi fondamentale, le réglement pour les États de la province du 22 juin 1817, littera B, l'instruction pour les Gouverneurs du 23 juin 1814, et toutes et telles lois non rapportées, attribuent à l'autorité provinciale. Vous ne pouvez donc vous dispenser de porter à sa connaissance toutes les affaires qui sont ainsi dans le cercle de ses attributions, et d'avoir recours à son intervention pour toutes celles qui d'après le même principe la réclameront. Les rapports périodiques et autres dont les actes de cette autorité vous prescrivent l'envoi

Digitized by Google

Achtervolgens het 6.de artikel is uwe belast de instructien waer te nemen die gy van hun ontvangen zal, en te voldoen aen de uitnoodigingen die zy in 't geval zullen wezen aen UE. te doen.

Gy hebt niet te verrigten met de bepalingen van 't artikel 7.

Den uitvoer der schikkingen vervat in het 8.ste artikel vereisschen uwe krachtdadige medehulp.

De voornoemde Magistraten vermogen uwe medehulp uit te nodigen om de uitvoering te verzekeren van het artikel 9. De artikelen 10 en 11 raken hun afzonderlyk.

Wat nu 't artikel 12 betreft, komt het my noodzakelyk voor UE. der zelver zin uit te leggen, ten einde van alle twyfelingen op te lossen omtrent de nieuwe verpligtingen waer mede gy belast zyt van wegens de bedoelde ambtenaren, en de gene die gy invollen moet ten aenzien van het provinciael bestier.

Dees artikel schryft uitdrukkelyk voor dat er niet gederogeerd word aen de *reeds vastgesteld en nog vast te stellen* bepalingen omtrent het beheer der policie: hier uit volgt dat er geen hinder gebragt is aen 't geen ter dezer zaek is toevertrouwt aen het provinciael bestier, by de Grondwet, het reglement voor de provinciaele Staten van 22.sten juny 1817, L.a B, de instructie voor de Gouverneurs van 23.sten juny 1814, en alle zulkdanige niet herroepene wetten. Gylieden en mag dus niet nalaeten aen der zelver kennis te brengen de zaken die alzoo aen dees bestier zyn opgelegd en der zelver tusschenkomst in gelyke omstandigheden te verzoeken. De maendelyksche en andere rapporten die gylieden krachtens de ordonnantien

ne doivent pas cesser de lui être transmis aux époques fixées ; seulement il conviendra que vous fassiez les mêmes envois au Procureur criminel, et que vous suiviez à cet égard les instructions qu'il sera dans le cas de vous donner.

Je termine enfin par vous recommander de donner à vos subordonnés officiers de police et autres les ordres que vous croirez nécessaires pour assurer la parfaite exécution des dispositions Royales qui font l'objet de la présente. Si après cela des doutes se présentaient encore, veuillez me les communiquer, je m'empresserai de les lever, soit par moi-même, soit par les explications que je provoquerai auprès des Départemens ministériels que la chose concernera.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

NOUS GUILLAUME, par la grace de Dieu, ROI DES PAYS-BAS, PRINCE D'ORANGE-NASSAU, GRAND-DUC DE LUXEMBOURG, &c., &c., &c.

Sur le rapport de notre Ministre de la Justice, du 11 avril 1819, n.o 114;

Notre Ministre de l'Intérieur entendu;

Avons trouvé convenable :

D'arrêter, comme nous arrêtons par le présent, une instruction pour les Procureurs criminels qui,

Digitized by Google

van dees autoriteit opzenden moet, zullen by gevolg opgezonden worden op de bepaelde tydstippen; het zal alleenelyk betamen dat dergelyke rapporten ook gezonden worden aen den Procureur crimineel, en dat gy ten dien opzigt zyne instructien volgt.

Ik eindige met UE. aen te bevelen om aen uwe onderhoorige policie en andere beambte de nodige orders te geven om de volmaekte uitvoering te verzekeren van de bepalingen die het voorwerp van deze maken. Indien er nog twyfels ontstonden, wilt my de zelve laeten kennen, en ik zal my verhaesten om de zelve op te lossen, 't zy door my zelfs, 't zy door ophelderingen die ik verzoeken zal van de ministerieele Departementen die de zaeke aengaen mag.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome achting.

PH. C.te DE LENS.

Wij WILLEM, bij de gratie Gods, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBOURG, enz., enz., enz.

Op het rapport van onzen Minister van Justitie, van den 11.den april 1819, n.° 114,

Onze Minister van Binnenlandsche Zaken gehoord;

Hebben goedgevonden en verstaan:

Te arresteeren, gelijk gearresteerd wordt bij deze, de navolgende instructie voor de Procureurs crimi-

Digitized by Google

aux termes de notre arrêté du 10 juillet 1818, n° 92, sont chargés de l'administration de la police dans leurs provinces respectives.

Article 1.er

Les Procureurs criminels se mettront en état de connaître pertinemment sur quel pied la police est exercée dans leur province, et à cet effet ils pourront demander aux diverses autorités chargées de la police tous et tels renseignemens dont ils pourraient avoir besoin.

Art. 2.

Ils tâcheront également d'avoir une parfaite connaissance de tous les événemens dont il leur importerait d'être informé dans l'intérêt de l'Etat, de leur province ou de quelqu'autre chef d'utilité publique.

A cet effet ils entreront en relation et correspondront avec toutes les autorités chargées de la police.

Art. 3.

Ils soigneront que les autorités chargées de la police fassent exécuter rigoureusement les lois et arrêtés émanés et à émaner sur la police dans les villes et communes, et à cet effet ils correspondront avec les régences des villes et des communes, ainsi qu'avec les officiers de police.

Art. 4.

Ils tâcheront surtout d'emmener et d'entretenir la bonne harmonie entre les autorités administratives et judiciaires, et d'applanir les différens qui pour-

neel, als, krachtens ons besluit van den 10.den julij 1818, n.° 92, belast met het beheer der policie in derzelver respective provincien.

Artikel 1.

De Procureurs crimineel zullen zich in staat stellen om volledig bekend te zijn met den voet en de wijze, waarop de policie in hunne provincie wordt uitgeoefend, te welken einde zij van de onderscheiden autoriteiten, aan welke binnen hunne provincie eenige behandeling van zaken van policie is opgedragen, zoodanige renseignementen kunnen vragen, als hun dienstig zullen voorkomen.

Art. 2.

Zy zullen insgelijks eene volledige kennis trachten te verkrijgen van alle zoodanige voorvallen, welker kennis voor het algemeen belang van den Staat, of voor dat hunner provincie, ofte uit eenigen anderen hoofde, van aangelegenheid zoude kunnen geacht worden.

Zullende zij tot dat einde zich in relatie stellen tot, en briefwisseling houden met alle ambtenaren, aan welke in het vak der policie eenig gezag is toegekend.

Art. 3.

Zij zullen toezien dat de policie-beambten zorgvuldiglijk de hand houden aan de verordeningen, welke op het stuk der stedelijke of plaatselijke policie bestaan, of daargesteld zullen worden, en zullen te dien opzigte, zoo met de stedelijke of plaatselijke besturen, als met de policie-beambten zelve de vereischte verstandhouding voeren.

Art. 4.

Zij zullen inzonderheid trachten te bevorderen de goede verstandhouding tusschen de administratieve en justitiële autoriteiten, en zullen de verschillen, die

Digitized by Google

raient s'élever entr'elles ou bien s'ils ne peuvent y réussir, ils en référeront au Procureur général du ressort, et si les circonstances l'exigent, au Gouverneur de la province, pour être pris telles mesures qu'on trouvera convenables.

Art. 5.

Ils surveilleront également que les officiers de police, et les municipalités dans les communes où il n'y en a pas, se conforment soigneusement aux dispositions en matière de police consacrées par les lois.

Art. 6.

Pour l'exercice de cette surveillance ils se serviront de la coopération des officiers près des tribunaux et des justices de paix, et donneront aux officiers de police et aux municipalités, pour ce qui concerne ce service, toutes et telles instructions en harmonie avec les lois en vigueur, et leur feront telles invitations qui seront trouvées convenir.

Art. 7.

Pour ce qui concerne les affaires qui exigent l'intervention de l'autorité administrative, ils se concerteront avec le Gouverneur de leur province à qui, étant à ce invités, ils prêteront tout secours qui pourrait être requis dans l'intérêt d'une bonne police.

Art. 8.

Tout ce qui se rapportera à la tranquillité, au bon ordre, à la sûreté de l'Etat, à l'esprit public

tusschen dezelve mogten ontstaan, trachten uit den weg te ruimen, ofte zullen dezelve, voor zoo verre zij daar in niet mogten kunnen slagen, brengen ter kennisse van den Procureur-generaal van het ressort, en voor zoo verre de omstandigheden zulks mogten vereischen, van den Gouverneur der provincie, omme daarin de noodige voorziening te doen.

ART. 5.

Zij zullen insgelijks toezien dat de policie-beambten, en op plaatsen waar zoodanige niet aanwezig zijn, de plaatselijke besturen, zorgvuldiglijk naleven de voorschriften, welke op het stuk der regterlijke policie, bij de bestaande wetten en verordeningen zijn vastgesteld.

ART. 6.

Zij zullen zich, ter behoorlijke uitoefening van dat toezigt, kunnen bedienen van de hulp en de medewerking van de officieren bij de regtbanken en der vrederegters, en zullen aan de policie-beambten en aan de hoofden der plaatselijke besturen, omtrent dat gedeelte van den dienst, overeenkomstig de bestaande wetten en verordeningen, zoodanige instructien geven, en zoodanige aanmaningen kunnen doen, als de omstandigheden zullen vereischen.

ART. 7.

Zij zullen omtrent zoodanige zaken, welke de tusschenkomst der administrative magt vereischen, verstandhouding voeren met den Gouverneur hunner provincie, aan wien zij, daartoe verzocht zijnde, hunne medewerking zullen verleenen in alle zoodanige zaken, welke met de handhaving eener goede policie in verband staan.

ART. 8.

Zij zullen hunne bijzondere oplettendheid vestigen op alles wat betrekking heeft tot de rust en goede

Digitized by Google

et en général à l'intérêt de la chose publique fera l'objet de leur sollicitude particulière; à quel effet ils tâcheront surtout d'être dûment informés des moyens qu'on employerait soit par des écrits ou autrement pour attiser le désordre, répandre l'alarme ou bien semer la division entre les citoyens.

Art. 9.

Ils exerceront une surveillance particulière sur les gens sans aveu, la mendicité, le vagabondage, pour empêcher ainsi la progression des délits et des crimes. Ils surveilleront spécialement les démarches des étrangers résidant dans leur province.

Art. 10.

Ils donneront au Procureur-général et en ce qui concerne le ressort de leur province, tels renseignemens qui leur seront demandés, ils se conformeront rigoureusement à ses ordres.

Art. 11.

Ils feront connaître au Procureur-général et aux époques qui leur seront prescrites, le résultat des mesures qu'ils auront prises et lui donneront connaissance de tous les événemens et affaires dont ils devront être informés aux termes de la présente instruction.

Art. 12.

Il n'est pas dérogé par les dispositions qui précèdent à ce qui a été prescrit par notre arrêté du 10 juillet 1818, n.° 92, ni aux dispositions déjà émanées et à émaner sur la matière, la présente instruction ne dérogeant en rien aux attributions et

Digitized by Google

orde, tot de veiligheid van den Staat, tot den publieken geest en generaalijk op alle zaken van algemeene aangelegenheid; te welken einde zij ook overal zullen trachten de vereischte kennis te erlangen van de middelen welke, het zij door feiten, het zij door openbare geschriften, mogten worden in het werk gesteld, om wanorde, onrust of verdeeldheid onder de ingezetenen te verwekken.

ART. 9.

Zij zullen eene bijzondere zorg welden aan al het geen zoude kunnen strekken om verdachte lieden natesporen, bedelarij en landlooperij, mitsgaders het plegen van misdaden te weren, en zullen eene zeer stipte surveillance doen uitoefenen, over de in hunne provincie verblijvende of doortrekkende vreemdelingen.

ART. 10.

Zij zullen aan den Procureur-generaal over de geheele uitgestrektheid hunner provincie, zoodanige narigten geven, als dezelve van hun zal verlangen, en zullen zijne bevelen stiptelijk achtervolgen.

ART. 11.

Zij zullen aan den Procureur-generaal, op zoodanige tijden als deze hun zal voorschrijven, van alle hunne verrigtingen naauwkeurig verslag doen, en aan denzelven mededeelen alle zoodanige belangrijke zaken of voorvallen, waarvan zij, achtervolgens deze instructie, verpligt zijn zich te doen onderrigten.

ART. 12.

Door de vorenstaande bepalingen wordt niet gederogeerd aan het geen is vastgesteld bij ons besluit van den 16 den julij 1818, n° 92, nochte aan zoodanige verdere bepalingen, als omtrent bijzondere onderwerpen reeds zijn, of verdere zullen worden

Digitized by Google

à l'exercice du pouvoir que les lois en vigueur confèrent aux Procureurs criminels.

Expéditions du présent arrêté seront envoyées à nos Ministres de la Justice et de l'Intérieur, aux fins d'en assurer l'exécution.

Bruxelles, le 6 juin 1819.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi,

Signé J. G. DE MEY VAN STREEFKERK.

Pour copie conforme:

Le Greffier des États provinciaux, L. VAN TOERS.

Digitized by Google

gegeven; zullende ook de tegenwoordige instructie in geenen deele derogeeren aan de betrekkingen en attributen, welke bij de vigerende wetten aan de Procureurs crimineel zijn toegekend.

Afschriften van dit besluit zullen worden gezonden aan onze Ministers van Justitie en Binnenlandsche Zaken, ten einde aan deszelfs uitvoering de hand te houden.

Brussel, den 6.den Julij 1819.

Geteekend WILLEM.

Van wege de Konink:

Geteekend J. G. DE MEY VAN STREEFKERK.

Voor kopij conform,

De Greffier der provinciale Staten, I. VAN TOERS.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 21.

KORTEN INHOUD.

33. BEHEER der Policie. — *Instructie nopens den uitvoer van 's Majesteits besluit van* 6.den *juny* 1819, *littera* S 2, *en der zelver bekentmaking.* — Van 14.den july. — 2.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 22.

SOMMAIRE.

34. *EXPOSÉ de la situation de la Flandre orientale, sous le rapport de son administration, présenté au Collége des Etats de la province par celui des Etats députés le 6 juillet 1819, jour de l'ouverture de la session ordinaire de la même année.*

Digitized by Google

Digitized by Google

EXPOSÉ

DE LA SITUATION

DE LA FLANDRE ORIENTALE.

Nobles et honorables Seigneurs,

Les rapports qui ont été faits dans vos sessions des années 1817 et 1818, au nom de la Députation permanente et conformément à l'article 44 du réglement du 22 juin 1817, contiennent une statistique sommaire de la situation des différentes branches de l'administration provinciale: je n'aurai, en suivant l'ordre qui y a été adopté, à vous faire connaître dans celui que je suis chargé de vous faire aujourd'hui, que les changemens et les améliorations que l'intervalle d'une année a amené dans chacune de ces branches, je les distinguerai successivement et j'aurai soin en rappelant les résolutions qui ont été prises dans les sessions précédentes, de vous communiquer les résultats qu'elles ont obtenus, relativement à chaque partie de l'administration: je terminerai par l'indication des objets qui, nécessairement, seront soumis à vos délibérations pendant la session actuelle. Je prie vos Nobles et Honorables Seigneuries de me continuer cette même indulgence qui deux fois déjà

Digitized by Google

a excité en moi les sentimens de la plus vive reconnaissance.

Milice nationale.

Toutes les opérations qui concernent la levée de l'année 1819 sont terminées avec ordre et régularité. Le contingent ordinaire de la province a été de 1230 hommes.

Celui extraordinaire en remplacement des miliciens des levées précédentes qui, par désertion, décès ou congés obtenus pour causes d'exemption depuis l'incorporation des miliciens ont été rayés des contrôles, a été de 33; le total du contingent a donc été de 1263 hommes.

De ce contingent extraordinaire, 11 hommes qui en font partie ont dû remplacer des déserteurs.

Le Collége des Etats a eu à statuer sur 118 réclamations contre des décisions des conseils de milice; 62 ont pu être accueillies, les autres ont été jugées non fondées.

Le nombre d'hommes congédiés définitivement pendant cette année jusqu'au premier de ce mois, comme ayant satisfait à la loi sur la milice, est de 1091. A la même époque 633 avaient obtenu des congés de semestre.

Contributions directes.

Dans chacune des sessions précédentes, vous avez réitéré les réclamations faites par le Conseil-général du département sous le Gouvernement précédent, pour obtenir, en faveur de la province, le dégrèvement d'une partie de son contingent dans la contribution foncière. Dans la dernière vous avez chargé votre Députation permanente de sup-

Digitized by Google

plier Sa Majesté d'admettre à son audience quelques-uns de ses membres, pour lui soumettre ces réclamations. Ce mandat a été rempli; une députation composée de MM. le Gouverneur, *De Crombrugge* et *Van Canegem*, a été admise par Sa Majesté, et accueillie avec cette bonté et bienveillance qui distinguent si éminemment notre gracieux Souverain; cependant il a été impossible à Sa Majesté de statuer immédiatement; d'autres provinces réclament comme celle-ci contre l'inégalité proportionnelle dans la répartition de la contribution foncière; une commission s'est occupée des moyens de faire disparaître ces disproportions dans les charges publiques et a fait un rapport à Sa Majesté, nous devons espérer que la justice des réclamations de cette province y aura été reconnue, et que bientôt nous recueillerons les fruits de nos constans efforts.

Le contingent de la province dans les contributions foncières, personnelle, mobiliaire et des portes et fenêtres, est pour l'exercice courant le même, en principal et centimes additionnels, comme pour celui de 1818.

La journée de travail pour l'assiette de la contribution personnelle a été fixée par la Députation permanente, pour l'année 1819, comme elle l'avait été pour les exercices précédens.

Les contributions directes de 1818 sont recouvrées, à l'exception d'une somme de 18,880 florins 21 cents, qui se compose en entier de cotes déclarées irrécouvrables.

Sur le fonds de non-valeurs des contributions de l'exercice 1817, S. M. vient d'accorder aux diverses communes de la province qui, en 1817, ont éprouvé des pertes par des événemens imprévus, un secours de 19,638 fl., 244 habitans participent à ce bienfait.

Digitized by Google

Le nombre de réclamations et états de cotes irrécouvrables présentés sur la contribution foncière, de 1818, est de 455. Celui des dégrèvemens, parmi lesquels se trouvent les états de cotes des percepteurs, est de 409; donc, celui des demandes rejettées est de 46.

Le nombre des réclamations et états de cotes irrécouvrables présentés sur l'imposition personnelle et mobiliaire, est de 556; celui des dégrèvemens accordés de 372, et des demandes rejettées de 184.

Celui des réclamations &c. sur la contribution des portes et fenêtres, s'est élevé à 242; 230 dégrèvemens ont été accordés, 12 demandes ont subi le sort du rejet.

La contribution des patentes, y compris les rôles supplétifs, avait produit pour cette province en 1817, la somme de .... *fl.* 177,785 00

Son produit pour 1818 est de.... 211,859 10

En plus pour l'année 1818........ 34,074 10

Le nombre de procès-verbaux pour contraventions à l'ordonnance sur les patentes du même exercice est de 660, dont 495 ont été terminés par des transactions, 21 ont fait l'objet de poursuites devant les tribunaux, et aucune suite n'a été donnée aux 144 restant, à cause de l'insolvabilité des contribuables.

Le nombre de réclamations contre la taxe des patentes a été de 633, dont environ la moitié ont été pour le tout ou en partie accueillies, et l'autre moitié rejettée comme non fondées.

La taxe sur les bestiaux établie pour cinq années consécutives par la loi du 6 janvier 1816, s'est élevée pour cette province pendant l'année 1818, à la somme de 4578 florins 68 cents.

Digitized by Google

Cadastre.

J'ai cru ne pouvoir mieux indiquer les progrès de l'opération cadastrale de la province, de laquelle dépend en grande partie une plus juste répartition du contingent provincial dans la contribution foncière entre toutes les villes et communes de la province et de laquelle dépend même en partie le sort de vos réclamations contre le contingent provincial, qu'en joignant au présent rapport sous la lettre A un tableau indiquant,

1.° Les communes cadastrées, expertisées et allivrées;

2.° Celles arpentées et expertisées et non encore allivrées;

3.° Celles arpentées et non expertisées ni allivrées;

4.° Les communes dont l'arpentage est entrepris.

En comparant ce tableau avec celui qui était annexé au rapport fait dans la précédente session, vos Nobles et Honorables Seigneuries verront avec satisfaction que le Gouvernement fait suivre cet important travail avec la plus grande activité.

Administration générale et communale.

Le recensement de la population fait à l'époque du 15 mars 1816, donnait: *Population.*

Population des villes............	140370 ames.
(La ville de Gand y est comprise pour une population de 61,010 ames.)	
Celle des campagnes............	475319
Population totale de la province au mois de mars 1816............	615689.

Digitized by Google

Celui arrêté au 17 février 1819 donne, population des villes........ 148478 ames.
(La ville de Gand y est comprise pour une population de 65,764 ames.)

Celle des campagnes.............. 500097

Total de la population au mois de février 1819...................... 648575

Le dernier recensement présente donc un accroissement de population pour les villes de 8108 ames, et pour les campagnes de 24778, et en total de 32886 ames.

Ainsi la population des villes est augmentée en trois années, d'environ 5 $\frac{6}{7}$ pour cent, celle des campagnes d'à-peu-près 5 $\frac{1}{3}$ pour cent, et la population totale d'environ 5 $\frac{1}{3}$ pour cent.

Organisation administrative.

Dans presque toutes les communes rurales de la province Sa Majesté a pourvu aux nominations des Bourguemaîtres; pour un très-grand nombre les Conseils communaux sont nommés, dans quelques-unes les nominations des Echevins et des Secrétaires ont completté l'organisation de leurs autorités locales.

Une influence malveillante a, dans quelques communes entravé l'organisation; mais, les obstacles qu'on y oppose ne peuvent continuer; là comme ailleurs la raison l'emportera sur l'erreur et l'aveugle obstination.

État civil.

Généralement, dans toutes les villes et communes de la province les registres des actes de l'état civil

sont tenus avec régularité et exactitude : le tarif des droits établis par l'article 5 du décret du 12 juillet 1807, pour la délivrance des expéditions ou extraits des actes de l'état civil est constamment affiché dans les bureaux ; les autorités locales doivent surveiller qu'il ne soit en aucuns cas dépassé dans la perception ; mensuellement elles doivent adresser au Gouverneur de la province le relevé numérique des actes inscrits aux registres pendant le mois écoulé, certifier que les registres et leurs doubles sont au courant et contiennent, conformément à la loi, tous les actes qui ont dû y être inscrits d'après les déclarations faites par les intéressés.

La communication périodique de ces relevés et de ces certificats a le double avantage de garantir l'observation littérale des lois en cette partie intéressante de l'administration et de faire constamment connaître le mouvement de la population.

Dans la session précédente, le mauvais état des registres de l'état civil de plusieurs communes de cette province pendant les premières années après que leur tenue avait passé du pouvoir ecclésiastique à l'autorité administrative, et les inconvéniens qui devaient nécessairement en résulter ont fixé votre attention, vous avez entrevu qu'il serait possible de réparer par des mesures générales et administratives les irrégularités et défectuosités de ces registres, et vous avez chargé votre députation permanente d'aviser aux moyens d'y parvenir.

Cette question a fait l'objet de ses méditations ; mais elle s'est convaincue par les avis du Conseil d'Etat des 12 nivôse an 10 et 8 brumaire an 11, que la même question avait déjà été discutée, et que, quelques puissent être les inconvéniens individuels qui peuvent résulter du mauvais état de

Digitized by Google

quelques registres de l'état civil, ils ne peuvent être assez graves pour autoriser la déviation du principe consacré d'ailleurs par l'article 165 de la Loi fondamentale et l'évocation à l'autorité administrative de ce qui, dans la hiérarchie des pouvoirs, ne peut appartenir qu'à celle judiciaire: que si des contestations et des difficultés peuvent en résulter, il est encore plus conforme à l'intérêt général et à celui des familles, de ne laisser opérer suivant les cas, les rectifications des actes de l'état civil que par des instances individuelles devant les tribunaux. En conséquence votre Députation permanente après une mûre délibération a résolu de ne donner aucune suite à cette proposition.

Archives. Dans vos dernières sessions vous avez pris connaissance de l'état déplorable des archives de la province, et vous avez sollicité que des fonds fussent destinés au traitement temporaire d'un fonctionnaire qui serait exclusivement chargé de les classer et arranger convenablement: cette proposition a été admise en principe, les dépêches de S. E. le Ministre de l'Instruction publique qui y sont relatives vous seront communiquées et feront peut-être l'objet de vos délibérations ultérieures.

Administration forestière. — *Arbres plantés par des particuliers déclarés appartenir à l'Etat par le décret du 16 décemb. 1811.* Dans chacune de vos précédentes sessions vos Nobles et Honorables Seigneuries ont sollicité 1.° le rapport total des Lois et des actes du Gouvernement précédent, qui tiennent non seulement les établissemens publics, mais même les propriétaires publics sous la tutelle de l'administration forestière; 2.° de faire cesser les effets funestes pour un grand nombre de propriétaires riverains des grandes routes jadis impériales, résultans de l'application de l'article 86 du décret du 16 décembre

1811, portant *que tous les arbres plantés avant la publication du présent sur les routes impériales, endedans des fossés et sur le terrain de la route, sont reconnus appartenir à l'Etat, excepté ceux qui auront été plantés en vertu de la loi du 9 ventôse an 13.*

L'une et l'autre de ces réclamations sont quant à présent sans décision, nous avons lieu de croire qu'elles ne pourront être prises en considération par Sa Majesté que dans les réglemens qui fixeront d'une manière plus déterminée les attributions des États provinciaux.

Loi du 10 vendémiaire an 4.

Responsabilité des communes.

Une adresse respectueuse a été faite à Sa Majesté pendant la dernière session en rapport de la loi du 10 vendémiaire an 4, en tant qu'elle est relative à la responsabilité des communes en cas de désordres, pillages ou autres événemens désastrueux de cette nature.

Sa Majesté a, par son rescrit du 22 novembre dernier, déclaré que la demande de la manière dont elle était dirigée ne pouvait être accueillie, et a néanmoins ordonné que l'adresse qui lui était présentée serait renvoyée à son Conseil d'État pour y être prise en considération lors des discussions sur la législation civile du Royaume.

Police sur la vente du houblon.

Dans les dernières sessions un projet de réglement a été délibéré et soumis à la sanction de Sa Majesté et approuvé par elle, pour le pesage et expertise du houblon amené aux marchés d'Alost et de St.-Nicolas. Les commissions et les experts qui y sont désignés, sont nommés: le réglement est actuellement en pleine exécution.

Finances des communes.

Depuis votre dernière session, S. E. le Ministre de l'Intérieur a ordonné pour chaque ville et com-

Digitized by Google

mune de la province, la nomination d'une commission spéciale prise dans le sein de sa régence ou de son conseil communal, pour aviser aux moyens d'améliorer leur état financier; les procès-verbaux de leurs délibérations ont été transmis au Gouvernement de la province; les différentes propositions faites par les commissions ont été réunies dans un tableau général et adressé au Département de l'Intérieur. Votre Députation a cru devoir y ajouter ses considérations et avis. Cet objet est trop important et peut trop puissamment contribuer à la prospérité des communes, pour que le travail qui y a rapport ne soit soumis aux délibérations ultérieures de vos Nobles et Honorables Seigneuries, et ne reçoive les améliorations dont il leur paraîtra susceptible.

Comptabilité communale.

Lorsqu'en 1816, l'administration journalière de la province fut confiée au Collége des Etats députés, la comptabilité communale était arriérée dans cette province depuis 1811 : aujourd'hui elle est liquidée et arrêtée pour les communes dont le revenu annuel ordinaire est au-dessous de 10,000 francs, jusques et y compris le dernier décembre 1817. Les mesures nécessaires sont prises pour que celle de l'exercice de 1818 puisse être définitivement arrêtée avant le mois d'octobre prochain, et ainsi avant que les budgets communaux pour l'exercice prochain devront être arrêtés.

En régularisant ainsi cette partie du service, on a l'avantage d'obtenir une connaissance certaine des ressources et fonds libres de chaque commune avant l'examen de leurs budgets, tandis qu'avec une comptabilité arriérée cette connaissance ne pouvait être que conjecturale et très-souvent trompeuse.

Un arrêté de S. M. en date du 3 juin dernier

a mis dans les attributions des Colléges des Etats provinciaux la liquidation, jusqu'à présent réservée à la Chambre des comptes, des villes et communes qui ont un revenu annuel excédant les 6000 florins.

C'est ainsi que successivement tout ce qui concerne l'administration et l'économie intérieure des provinces, sera confiée à leurs autorités locales, et que la Loi fondamentale recevra une exécution pleine et entière.

Budgets.

Précédemment les budgets des communes n'étaient arrêtés pour l'exercice courant, que lorsque déjà la meilleure partie en était expirée; les plus graves inconvéniens devaient en être la suite. Les autorités locales incertaines si les différentes sommes proposées en dépenses seraient définitivement allouées, ne pouvaient avoir dans leur administration qu'une marche incertaine. Cet abus a cessé: tous les budgets communaux (celui de Gand excepté, qui par des circonstances particulières n'a pu être adressé à la Députation permanente qu'au mois d'avril dernier) étaient pour l'exercice courant arrêtés au premier janvier dernier, et des mesures sont prises pour maintenir la même régularité pour les années suivantes.

Dettes communales.

Les états des dettes constituées et exigibles de toutes les villes et communes de la province sont définitivement arrêtés, et le mode de pourvoir à leur service ou de les amortir est déterminé pour chaque commune, à l'exception de celle de Moerseke, qui se trouve dans des circonstances si particulières, que l'on a cru devoir en référer à l'Autorité supérieure.

La population de cette commune est d'environ 3300 ames; sa dette constituée est de 42,342 flo-

rins 83 cents, donnant un intérêt annuel de 1358 florins 47 cents, dont fait partie celle de 25,800 florins, levée dans les années 1764 et 1765 pour être employée à la restauration d'une digue et sauver des inondations une partie considérable de la commune et de quelques autres communes environnantes.

La commission de liquidation et le conseil communal ont proposé la réduction de la dette de deux tiers de son montant, de continuer à dater de l'année 1818 le service des intérêts pour le tiers restant, et de tenir pour amortis tous les intérêts antérieurs. Les impositions personnelles seraient augmentées pour couvrir ce service.

D'une part il a été reconnu que puisque, conformément aux instructions, le service de cette dette doit exclusivement être fait par les revenus communaux et des taxes municipales et personnelles, il serait impossible, sans écraser les habitans de cette commune, d'améliorer en faveur des créanciers les propositions de son conseil municipal.

D'un autre côté on n'a pu se dissimuler que les propositions étaient extrêmement dures pour les créanciers, ni que la majeure partie de cette énorme dette avait été contractée dans l'intérêt du foncier, et il nous a paru que celui-ci devrait y contribuer pour améliorer le sort des intéressés; mais les instructions générales s'y opposent, et ce motif a engagé votre Députation permanente à déférer ce cas particulier à la connaissance du Département de l'Intérieur.

Dans un grand nombre de communes, surtout dans celles qui alors faisaient partie des Pays d'Alost, de Waes et de Termonde, les dettes constituées ont été contractées en majeure partie pendant les

années 1794 et 1795, et les fonds ont été employés au paiement des énormes contributions militaires et réquisitions de grains, fourrages, &c., imposées à charge de la province par les représentans en mission et les chefs des armées françaises: pour plusieurs communes on a dû réduire les intérêts primitifs de 5 pour cent à 4 et même à 3 pour cent, et, presque pour aucune, on n'a pu aviser, quant à présent, à des moyens d'amortissement; on aggravait déjà trop, par le service des intérêts même réduits, les impositions communales et personnelles, pour pouvoir trouver des ressources applicables à des amortissemens successifs, et cette impossibilité continuera d'exister aussi long-tems que le foncier qui primitivement était tenu à la presque totalité de la dette communale, en restera totalement dégrévé.

Avance accordée par Sa Majesté en 1817 à la province.

Lorsque, dans le dernier exposé, nous rendions compte à vos Nobles et Honorables Seigneuries, de l'emploi fait de la somme de 400,000 florins, dont l'avance avait été consentie par Sa Majesté pendant l'année calamiteuse de 1817, pour relever nos manufactures alors languissantes, et que nous vous informions qu'une quantité de 12,852 pièces de calicots avaient été expédiées à l'étranger, et qu'on en prévoyait la vente prochaine sinon avec bénéfice, au moins sans perte sensible pour la province, nous étions loin de pouvoir prévoir les événemens qui peu de tems après votre session ont préparé et amené une crise, pour ainsi dire sans exemple, dont le commerce des quatre parties du monde a été frappé, qui l'a totalement paralysé depuis plusieurs mois, et qui a fait décliner les plus belles espérances. Il en est résulté non-seulement une baisse très-sensible dans les mar-

Digitized by Google

chandises ; mais encore que jusqu'à ce jour la presque totalité des calicots est restée invendue, que la vente ne pourra s'en réaliser qu'avec perte, et que peut-être même on devra les faire rétrograder, ce qui augmentera la somme des sacrifices ; qu'en aucun cas cependant la province ne devra regretter, parce qu'il restera toujours vrai que sans la mesure adoptée en 1817, les manufactures restaient pour la majeure partie sans activité, et les nombreux ouvriers qu'elles alimentent devaient être secourus par les caisses communales, qui n'auraient pu y suffire sans augmenter extraordinairement les impositions locales.

La ville de Renaix et la commune de Deftinge ont remboursé la somme de 12,500 florins qui leur avait été avancée, et elle est versée dans le trésor public à compte du remboursement total de la somme qui, d'après une décision récente de S. M., devra être totalement rentrée au trésor public au premier octobre prochain.

Une maison manufacturière n'a pas encore remboursé la somme de 75'000 florins, qui cependant est exigible depuis le 1.er janvier dernier. Votre députation se propose de faire les diligences nécessaires pour en activer le remboursement.

Écoulement des eaux de la Lys.

Depuis l'année dernière, les travaux à une écluse de défense à Menin exigent la baisse des eaux de la Lys, et pour ne pas nuire aux autres travaux, elle ne peut convenablement avoir lieu que pendant le mois de juin. En 1818, l'administration provinciale obtint, à cause des grandes sécheresses, qu'il y fut sursis pendant une année. En conséquence des ordres furent donnés pour opérer et continuer l'écoulement des eaux de cette rivière, depuis le 5 jusqu'au 25 juin dernier.

La même cause qui l'avait fait ajourner l'année dernière, se reproduisit avec plus de force pendant la saison actuelle; cependant votre Députation permanente, connaissant la nécessité d'activer les travaux à l'écluse de Menin, parce que leur interruption retenait les autres travaux, ne pouvait espérer que par la confiance la plus illimitée dans la bonté et bienveillance du Monarque, d'obtenir un second sursis, notre collègue Mr. *De Crombrugghe*, qui le 2 juin se trouvait à Bruxelles, fut chargé d'entretenir S. E. le Ministre de l'Intérieur des vives inquiétudes que l'écoulement des eaux de la Lys faisait concevoir dans un moment où la disette d'eau se faisait déjà vivement sentir, et pouvait produire les effets les plus fâcheux pour l'état sanitaire et pour la nourriture des bestiaux dans les deux provinces de la Flandre.

S. E. le Ministre de l'Intérieur, dans l'absence du Commissaire-général de la Guerre, que la chose concernait particulièrement, se rendit de suite près de Sa Majesté, qui alors résidait à Laeken, pour y prendre ses ordres, et dans le jour même ils furent expédiés pour qu'il fut sursis à l'écoulement des eaux. Le colonel du génie, Mr. *Hennequin*, fut convaincu de la réalité et de la solidité des motifs allégués par votre Députation permanente, et cette partie des travaux aux fortifications de Menin qui exige la baisse des eaux de la Lys, sera différée jusqu'à la campagne prochaine.

Votre Députation permanente a cru devoir laisser à vos Nobles et Honorables Seigneuries la satisfaction de faire une adresse au Roi, pour lui exprimer les sentimens de la reconnaissance dont ce bienfait signalé a pénétré tous les habitans de la Flandre, et de voter des expressions de gratitude

Digitized by Google

au Ministre qui a bien voulu se charger de le préparer.

Agriculture.

Sa Majesté, dans l'intime conviction que l'agriculture est la principale source de notre prospérité nationale, et voulant par tous les moyens encourager et faciliter ses progrès, a ordonné par son décret du 28 juin 1818, l'organisation d'une commission d'agriculture pour chacune des provinces du Royaume.

Elles sont chargées de donner au Département de l'Industrie Nationale, aux Gouverneurs et aux Etats députés de leur province, sur tous les objets relatifs à l'agriculture et à l'économie rurale sur lesquels elles seront consultées, leurs considérations et avis, de faire des recherches exactes sur l'état de l'agriculture et de l'économie rurale dans leurs différentes branches; et de faire de ces recherches annuellement, avant le premier janvier, l'objet d'un rapport général, tant au Ministre compétent qu'au Collége des Etats députés de la province.

Elles font connaître les entreprises et essais utiles, les procédés et instrumens nouveaux ou perfectionnés qui peuvent augmenter les progrès de l'agriculture ou de l'économie rurale; elles ont la belle attribution de pouvoir recommander à la bienveillance Royale les personnes qui, par des inventions nouvelles ou autrement, auront rendu des services en cette partie; elles dirigent l'emploi des moyens qui, tels que l'envoi des semences ou plantes, la communication de certains procédés, pourraient être mis en usage pour accroître et enrichir l'agriculture et l'économie rurale; elles font des recherches sur l'état des landes, bruyères et terres incultes de toute espèce, et avisent aux

moyens de les mettre en culture de suite ou successivement, et de manière à ne point froisser par une subite innovation, des intérêts particuliers, dans le pâturage des bestiaux ou autrement.

En tout tems, elles informent sans délai le Département de l'Industrie Nationale et la Députation des Etats, de tous les événemens funestes qui pourraient nuire à l'agriculture, à l'économie rurale de leur province, et nommément des maladies qui attaqueraient les chevaux ou les bestiaux. Dès qu'une commission est instruite qu'une épizootie se manifeste, elle délègue un de ses membres, qui s'occupe soigneusement et de concert avec les autorités locales, de tout ce qui peut tendre à faire cesser le mal et en prévenir l'extension.

En copiant du décret même les principales attributions de ces commissions, nous en avons fait connaître l'utilité éminente. Par un décret postérieur, Sa Majesté en a nommé membres pour cette province, MM. le Comte *François de Lichtervelde; De Grave; Charles van Hoorebeke; De Vos*, Commissaire du district de Termonde; *Milliau;* le Comte *De Kerkhove d'Exaerde; Rooman-De Block*, et le Comte *De Thiennes.*

Déjà cette commission a adressé, tant au Département de l'Instruction publique qu'aux Etats députés, son premier rapport sur l'agriculture de la province. Il résulte de ce rapport, riche en observations utiles, que pour l'année 1818 la récolte en froment, seigle et pommes de terre, a été très-heureuse, tant pour la qualité que pour la quantité; que celle du colzat a excédé une récolte ordinaire d'un quart à un cinquième; que l'avoine a mal réussi; que le sarrazin n'a donné que les trois-quarts d'une bonne récolte ordinaire; qu'enfin celle

du houblon, lin et chanvre a mal réussi, la grande sécheresse et l'ardeur excessive du soleil en avaient empêché la croissance.

Immédiatement après la première récolte, les prix des froment, seigle, métail, orge et pommes de terre ont successivement diminué, sans que cependant la baisse pour le seigle ait été sensible dans la même proportion que pour le froment: la baisse pour cette dernière céréale a peut-être dépassé le niveau naturel.

Les prix de l'avoine, du sarrazin et du houblon, se sont soutenus; ceux du lin et du chanvre se sont élevés à des prix extraordinaires, et aujourd'hui l'un et l'autre commencent à manquer à la fabrication.

Ce véritable désastre pour notre province doit être attribué à plusieurs causes: 1.° les trois récoltes successives des années 1816, 1817 et 1818, n'ont pas répondu à l'attente du cultivateur; 2.° celui-ci ayant, pendant deux années, obtenu des prix extrêmement avantageux de ses céréales et pommes de terre, tandis que les petits tisserands étaient souvent restés en retard et même dans l'impuissance de remplir leurs engagemens pour l'achat du lin, a préféré en 1817 la culture des céréales à celles du lin et du chanvre, des quantités moins fortes en ont été semées; 3.° l'exportation nous en a enlevé des quantités considérables, plus considérables qu'à l'ordinaire, parce qu'à l'étranger comme ici les dernières récoltes avaient mal réussi.

La culture du lin a été plus suivie pendant cette année que pendant les dernières; néanmoins des premiers rapports avaient fait appréhender que les sécheresses et les grandes chaleurs prolongées pendant le printems, avaient encore une fois été

nuisibles à la croissance du lin ; mais les dernières pluies ont ranimé nos espérances, au moins pour la majeure partie de la province, et nous savons tous que la qualité du sol n'y étant pas partout uniforme, ce qui dans une partie favorise la récolte, y est dans d'autres localités souvent très nuisible.

Dans sa première anxiété, votre Députation permanente a cru de son devoir de s'adresser à Sa Majesté, pour la supplier respectueusement de prohiber *temporairement* la sortie du lin.

Nous ne pouvons abandonner cette partie de notre exposé, sans entretenir vos Nobles et Honorables Seigneuries, du résultat qui a été obtenu l'année dernière dans les routoirs d'expérience pour le rouissage du lin, et nous ne pouvons mieux le faire qu'en leur communiquant le rapport de leur collègue Mr. *Rooman-De Block*, qui, après la déplorable perte que la province venait de faire du Sr. *D'Hondt-d'Ancy*, au milieu de ses utiles travaux, s'est chargé de diriger les routoirs d'expérience et d'y surveiller les travaux. Vos Nobles et Honorables Seigneuries, en prenant connaissance de ce rapport, apprécieront avec la plus vive satisfaction les avantages évidens et importans que le nouveau procédé du rouissage présente sur l'ancien, à la culture du lin et à nos nombreuses fabriques, et elles seront engagées à le propager et encourager.

Le premier sentiment de votre Députation permanente en voyant d'aussi beaux résultats dûs à l'industrieuse activité d'un de leurs concitoyens, a été celui de la reconnaissance : elle a recommandé, à la bienveillance Royale, la veuve et la famille du défunt ; Sa Majesté toujours inclinée à encourager avec munificence ceux qui contribuent

à l'illustration de la patrie, par les armes, les sciences et les arts, ou qui coopèrent à sa prospérité par l'agriculture ou l'industrie nationale, n'a pu être insensible à ce vœu; par décret du 24 avril dernier, la dame veuve *D'Honde* a été gratifiée d'une somme de cinq cent florins une fois et d'une pension viagère de deux cent florins par année.

Le sieur *Christian*, directeur du conservatoire des arts et métiers à Paris, a inventé une machine pour préparer le lin et le chanvre sans rouissage: S. E. le Ministre de l'Instruction publique, de l'Industrie Nationale et des Colonies, en a fait confectionner des modèles et a décidé qu'un en serait déposé dans le conservatoire de la Société Royale d'Agriculture et de Botanique de cette ville. Il y est déjà arrivé, et des dispositions sont prises pour que vos Nobles et Honorables Seigneuries y puissent avec facilité examiner cette nouvelle machine et juger de son utilité.

La Société de Botanique se propose de faire cette année quelques essais, nous inviterons également la commission d'agriculture de vouloir s'en occuper et l'expérience nous apprendra si l'emploi de cette machine présente plus d'avantage que celui du rouissage, mais il restera toujours vrai que le coût de son premier établissement qui paraît devoir s'élever de 5 à 600 francs, s'opposera toujours à ce qu'on en répande généralement l'usage.

Instruction publique, Beaux Arts, etc.

Quoique les Universités soient sous la direction et surveillance immédiate du Gouvernement et des corps qui n'appartiennent pas aux provinces, mais à l'État, nous nous flattons que vous ne pourrez

apprendre qu'avec le plus vif intérêt que celle qui a été accordée par Sa Majesté à la ville de Gand se consolide de jour en jour, qu'elle est dès-à-présent une source féconde pour le haut enseignement, et rivalise avec toutes les autres du Royaume.

La construction du palais académique, qui est aux frais de la ville, est déjà très-avancée dans la partie du local, qui est spécialement destinée à l'enseignement, elle sera achevée avant la fin de l'année, l'autre partie destinée aux séances du collége des curateurs et du sénat académique, ainsi qu'aux actes publics pour la réception au doctorat dans les différentes facultés, sera entreprise l'année prochaine, Sa Majesté daignera, encore cette année, y poser la pierre principale, en personne ou par un Commissaire spécial qu'elle daignera déléguer.

La bibliothèque ayant déjà reçu et continuant de recevoir des accroissemens considérables, la disposition des locaux a dû être changée pour les rendre capables de les contenir; le Gouvernement a accordé les fonds nécessaires et ces travaux sont achevés.

Les bienveillantes relations que la Société Royale de Botanique a sû se concilier avec LL. EE. le Baron *Van der Capellen*, Gouverneur de nos possessions dans les Indes-orientales, et le Marquis *Hastings*, Gouverneur pour Sa Majesté Britannique des possessions anglaises dans les Indes, lui ont fait acquérir de nouvelles richesses végétales de ces contrées éloignées en arbustes et en graines, cette société s'est empressée de les offrir au jardin Botanique de l'Université et d'en agrandir ainsi le domaine de l'instruction, en même-tems que l'intelligent jardinier *Mussche* va s'occuper à les naturaliser.

Déjà une collection de minéralogie, de géologie et de zoologie est réunie, graces à la sollicitude du Gouvernement; les savans *Brugmans* et *Temminck* ont reçu des instructions pour les augmenter considérablement par des nouvelles acquisitions.

Le beau cabinet de physique de Mr. *Nieuhoff*, professeur de Harderwyck, a été acquis pour notre Université et sert dès-à-présent au professeur de cette branche pour son cours de physique expérimentale.

Deux cent vingt élèves sont inscrits pour la présente année académique.

Dans la première année 18 élèves ont été reçus docteurs dans la faculté de jurisprudence et un dans celle de médecine.

Dans la seconde année et jusqu'au premier de ce mois, trois élèves ont été admis au doctorat dans la première de ces facultés et huit dans l'autre.

Quant à MM. les professeurs et aux élèves, nous ne pouvons mieux leur rendre justice qu'en répétant ici ce que le Ministre de l'Instruction publique en a dit dans son dernier rapport aux États-Généraux.

» Les professeurs répondent par leur activité et » leur zèle aux soins que prend le Gouvernement » pour rendre leur enseignement fructueux, et ils » sont à leur tour récompensés par l'assiduité crois- » sante et le progrès des élèves. »

L'instruction préparatoire à l'admission dans les Universités continue dans les Colléges municipaux; ceux de Gand et d'Alost comptent ensemble environ 400 élèves.

Le rapport qui avait été fait dans la session de 1817 sur l'état déplorable dans lequel languit dans cette province, surtout dans les communes rurales,

Digitized by Google

l'instruction primaire a dès ce moment fixé l'attention de vos Seigneuries et dans la même session vous avez discuté et admis un réglement qui a eu pour objet 1.° la circonscription des écoles primaires; 2.° de déterminer les obligations des instituteurs et d'assurer leur sort en fixant leur traitement et autres droits; 3.° d'arrêter quelques dispositions générales qui devront être suivies par les instituteurs.

Votre Députation permanente, après que ce premier réglement avait reçu la sanction Royale le 19 novembre de la même année et après qu'elle avait recueilli tous les renseignemens possibles pour connaître avec quelqu'exactitude l'état actuel des choses, a, de concert avec les commissions des districts nommées en exécution des articles 4 et 9 de l'ordonnance précitée et après qu'elle avait pris les considérations et avis du jury temporaire organisé dans cette province par le décret Royal du 9 septembre 1817, arrêté la circonscription des écoles primaires, déterminé le minimum du nombre qui doivent en être établi dans toute la province en déterminant pour chaque commune le nombre d'instituteurs et d'auxiliaires qui, rigoureusement, devront y être nommés, en fixant enfin les classes auxquelles chacun d'eux pourra appartenir: cette opération a reçu l'approbation de S. E. le Ministre de l'Instruction publique; l'état de la circonscription des écoles primaires est inséré au Mémorial de la province, vol. 4, p. 406 et suiv.

Dans la session de 1818 un second rapport a été fait à vos Nobles et Honorables Seigneuries, qui avait pour objet de vous faire connaître ce qui, dans l'intervalle de vos deux sessions, avait été fait en exécution du réglement adopté le 23 juillet 1817.

Le rapport a été suivi des résolutions suivantes :

A. D'adopter sous l'approbation de Sa Majesté deux articles additionnels, portants 1.° que les fonds nécessaires pour assurer aux instituteurs leurs traitemens tels qu'ils sont établis par le réglement du 23 juillet 1817, seront annuellement portés au budget communal; et 2.° qu'à défaut d'autres ressources pour couvrir cette dépense, les autorités locales seront admises à concerter les rétributions qui sont payées volontairement aux instituteurs, en rôles obligatoires dont le recouvrement sera fait de la manière usitée pour les autres revenus communaux.

B. De présenter à Sa Majesté des adresses respectueuses aux fins 1.° d'approuver les deux articles additionnels qui précèdent ; 2.° d'accorder outre les douze traitemens d'instituteurs déjà accordés à la province par décret du 6 novembre 1816, douze autres traitemens moitié de 1.re et moitié de 2.e classe, pour être successivement employés en encouragemens à des instituteurs qui se distinguent dans l'instruction; et 3.° pour présenter à Sa Majesté des vues sur la construction des bâtimens destinés aux écoles et les moyens de pourvoir aux frais : à cette dernière adresse était joint un plan de construction dont S. E. le Ministre de l'Instruction publique a démontré les inconvéniens, dont le moindre était, un grand surcroît dans les dépenses et qui ainsi a dû être abandonné.

Par son décret du 19 septembre 1818, Sa Majesté a approuvé la délibération du 29 juillet 1818, en conséquence de laquelle les régences municipales sont obligées à partir de l'exercice 1819, de porter aux budgets les traitemens des instituteurs ; elles pourront, au moyen de répartitions, exiger

des parens le paiement des rétributions d'écoles, sous la réserve cependant que cette répartition sera perçue de la même manière que les impositions locales et non comme les contributions publiques ainsi que cela était déterminé dans la prédite délibération :

2.° Elle a ordonné que les six traitemens d'instituteurs encore disponibles sur les douze accordés par l'arrêté du 6 novembre 1816 à chacune des provinces méridionales seront, pendant l'exercice de 1819, donnés aux instituteurs les plus méritans dans la province, conformément aux dispositions de cet arrêté : *En faisant toutefois connaître aux États de la Flandre orientale que ceci a lieu sous la condition qu'il soit ultérieurement pourvu aux moyens propres d'encourager les instituteurs, sans imposer des charges trop fortes à l'Etat ;*

3.° Sa Majesté a daigné accorder provisoirement, sur l'exercice de 1818, une somme de 6000 florins à titre de subside pour la construction de six bâtimens d'écoles dans chacun des six districts de la province.

Pour l'exécution de l'article 2 de ce décret, le Collége des Etats députés a ouvert devant le jury temporaire de l'instruction publique un concours, dont par son arrêté du 17 novembre dernier il a déterminé le mode (*Mémorial, vol. 4, p. 450*), et déjà Sa Majesté par son décret du 26 mai dernier a nommé les instituteurs qui obtiennent du Gouvernement la faveur d'un traitement à charge du trésor public.

Par un autre arrêté du même jour (*Mémorial, vol. 4, page 460*) votre Députation permanente a invité les autorités locales des communes, qui désirent obtenir en tout ou partie le subside Royal

Digitized by Google

accordé au district auquel elles appartiennent respectivement, à en émettre le vœu en s'obligeant 1.° de construire dans un délai qui sera déterminé, d'après des plans et devis approuvés, un bâtiment pour le service d'une école primaire et de l'ameubler convenablement de tables, bancs et autres objets nécessaires à la tenue d'une école ;

2.° A suppléer à l'insuffisance des fonds qui leur seront accordés soit sur les fonds libres de la commune, soit par un emprunt à terme, soit de toute autre manière autorisée par le décret Royal du 4 octobre 1816 ;

3.° A pourvoir le plutôt possible au besoin du logement de l'instituteur et de sa famille, ou de lui procurer en attendant au frais de la commune un logement convenable.

Parmi les communes rurales celle de *Cruyshautem* a jusqu'à présent seule fait des soumissions qui sont conformes aux conditions imposées.

Quelques villes se sont aussi mises sur les rangs, mais votre Députation a estimé que puisque c'est dans les campagnes que l'instruction primaire a le plus grand besoin d'encouragement, et que les ressources y sont proportionnellement plus restreintes, les communes rurales doivent de préférence jouir du bienfait de Sa Majesté.

Les plans pour la construction des écoles soumis à S. E. le Ministre de l'Instruction publique n'ayant pas reçu son approbation, un autre devra lui être présenté, il paraît qu'on pourrait le plus convenablement suivre celui adopté dans les provinces septentrionales du Royaume, l'expérience en a prouvé la supériorité.

Enfin, la Députation permanente s'occupe dans ce moment des moyens d'assurer aux instituteurs

Digitized by Google

le traitement et l'habitation qui d'après le réglement du 23 juillet 1817 leur sont assignés.

Pendant que votre Députation permanente s'occupait du matériel pour l'amélioration de l'instruction publique, le jury temporaire donna sa sollicitude au personnel : 561 personnes qui ou se dévouaient déjà, ou se destinent à l'instruction publique, ont été examinées ; cet examen a confirmé la malheureuse conviction de l'état déplorable dans lequel doit languir l'instruction primaire dans les campagnes étant confiés à des instituteurs qui pour la plûpart ne seraient eux-mêmes que des élèves médiocres.

Il n'a pû donner des actes de capacité pour la 1.re ou 2.me classe qu'à un petit nombre de candidats ; quelques-uns seront des bons instituteurs de troisième classe, les moins mauvais ont obtenu des certificats de capacité pour se présenter comme auxiliaires, et plusieurs sont renvoyés.

Il a dû être indulgent envers ceux qui, déjà avec une autorisation légale, exercent l'état d'instituteur ou qui l'exercent depuis un nombre d'années par tolérance, il a pû être plus sévère à l'égard de ceux qui n'ayant jamais exercé se proposent de se dévouer à l'enseignement.

Nous devons ici rendre hommage au zèle avec lequel les membres du jury temporaire ont procédé à cet examen ; si chacun d'eux y a des droits, nous ne cédons néanmoins qu'à leur voeu en faisant une mention particulière de M. *Jean-Bapt. Delbecq* fils, qui comme instituteur très-distingué pouvait mieux que tout autre les diriger, et qui s'y est prêté avec cette activité, ce dévouement et ce désintéressement exemplaires dont il ne cesse de donner des preuves chaque fois qu'il peut se ren-

dre utile à l'instruction publique, aux sciences et aux arts.

Les travaux préparatoires pour l'amélioration tant désirée de l'instruction primaire sont achevés, votre Députation permanente toujours de concert avec les autorités locales et le jury d'instruction primaire, peut aujourd'hui se livrer à l'exécution entière des mesures adoptées par vos Nobles et Honorables Seigneuries.

La direction de l'Académie Royale de dessin, architecture et peinture de cette ville avait sollicité de la bienveillance Royale un subside, et dans votre dernière session vous avez résolu de seconder sa respectueuse demande: Sa Majesté a daigné répondre à votre vœu, par son rescrit du 24 novembre dernier elle a accordé à cet utile établissement un subside provisoire de 740 florins pendant trois années, à commencer de 1818, en le destinant spécialement aux frais extraordinaires pour les prix d'encouragemens et des expositions triennales.

Nos artistes ont pendant le cours de l'année moissonné des lauriers dans les différens concours et expositions du Royaume. Le jeune *Jean-Bapt. Maes* a obtenu la première médaille pour la peinture dans l'exposition de Malines, la première du dessin dans celle de Bruxelles, et, dans le concours ouvert par l'institut Royal à Amsterdam pour la meilleure allégorie représentant la réunion des deux écoles Hollandaise et Flamande, la grande palme lui a été adjugée.

Le tableau de genre du jeune *Geernaert*, d'Eecloo, a été couronné dans le concours et exposition ouverts à Bruxelles.

La société Royale d'Emulation à Liège avait, pour honorer la mémoire de son compatriote

Grétry, ouvert un concours pour un monument à élever à sa mémoire: le prix n'a pas été adjugé, mais le sieur *De Naeyer*, architecte à Gand, a obtenu la première médaille d'encouragement.

La même société avait proposé au concours les deux questions suivantes:

1.° *Quelles sont les maladies, les accidens, qui attaquent, altèrent ou détruisent les plantes et productions céréales, tant sur pied que récoltées? Quels sont les moyens, d'en prévenir, d'en diminuer les ravages ou d'en corriger les effets pernicieux?*

2.° *Quelles sont les plantes nuisibles aux prairies naturelles et artificielles? Quels sont les moyens propres à les extirper ou en prévenir l'apparition?*

Notre intéressant compatriote *Charles van Hoorebeke* a résolu ces deux questions de manière que pour la première la grande médaille d'honneur lui a été adjugée, et que pour l'autre ses solutions ont été jugées si méritoires qu'elles ont obtenu l'honorable distinction d'une médaille d'encouragement.

Parmi ses compétiteurs se trouvait le sieur *F. Schaumon, de Gand, sous-régent au Collège Royal de la même ville*, qui déjà dans l'Académie Royale des sciences et belles-lettres à Bruxelles avait obtenu une médaille d'encouragement pour son mémoire sur la question qui y était mise au concours *sur les Orobanches*: à Liège comme à Bruxelles cet agronome a obtenu des succès: à chacun de ces deux mémoires une médaille d'encouragement a été adjugée.

Pendant que le sieur *Charles van Hoorebeke* se livrait à la solution de ces deux questions importantes pour notre agriculture, il achevait la for-

Digitized by Google

mation et la classification selon le système de *Linnée*, d'un herbier pour les différens arrondissemens de la Flandre orientale, y comprise cette partie de l'ancien département de l'Escaut, qui en est aujourd'hui détachée et annexée à la province de la Zélande.

La première pensée de la formation de cet herbier, qui marquera dans les fastes de la botanique, appartient à la Société Royale d'agriculture et de botanique de cette ville: en proposant en 1812 un prix pour celui, qui produirait successivement l'herbier le plus riche, le mieux fourni et classé de chacun des arrondissemens du département de l'Escaut. Elle excite l'émulation, mais au premier concours un seul des concourans, le sieur *Van Hoorebeke*, l'emporta tellement sur ses rivaux, son travail fut trouvé si méritoire, si important et rempli de recherches et d'instruction, que la société s'applaudit comme d'un bienfait, de l'heureuse idée qu'elle avait eu de proposer l'herbier comme sujet de concours.

La médaille qu'elle était habituée de donner lui parût trop inférieure à tant de mérite et de travail, le prix en fut sextuplé, plusieurs Maires de communes rurales et des bienfaiteurs anonymes s'empressent d'encourager le vainqueur; son ouvrage est actuellement achevé: la société de botanique a pour la quatrième fois couronné ses heureux efforts, cette fois pour la Flore de l'arrondissement d'Eecloo, tel qu'il était composé en 1818.

L'ouvrage du sieur *Van Hoorebeke* est maintenant propriété nationale: l'Université de Gand s'est empressé d'après l'autorisation de Sa Majesté sur la proposition du collége des curateurs, de faire l'acquisition de l'herbier ou plutôt celle des volumes nombreux qui le composent.

Digitized by Google

Pendant la dernière session vos Nobles et Honorables Seigneuries se sont rappelés les vertus civiques de *Lamoral* Comte *d'Egmont*, immolé à la fureur et au fanatisme du duc d'Albe dans l'année 1568, et dont les dépouilles mortelles reposent dans l'église paroissiale de Sotteghem. Un des honorables Membres fit la motion d'encourager la souscription pour l'érection d'un monument de reconnaissance à sa mémoire, souscription déjà ouverte à Sotteghem par le patriotisme de ses habitans, en l'adressant à toutes les autorités locales de la province: la proposition a été accueillie et activée par votre Députation permanente. Cette souscription s'élevait déjà dans la province à une somme considérable, lorsque Mr. le Baron *de Keverberg*, ayant eu l'occasion de communiquer ce projet patriotique au jeune Héros qui cimenta de son sang notre indépendance nationale. Celui-ci ainsi que son auguste Compagne daignèrent s'y associer: le Prince consentit même à donner les idées principales pour le monument; il voulut qu'elles fussent soumises au jugement d'une commission d'artistes, et pendant son dernier séjour à Gand, il intervint dans la réunion, où le plan entier, d'après des esquisses préparées, fut définitivement arrêté.

Le total des souscriptions s'élève aujourd'hui à environ 11,000 florins. L'exécution du monument est confié au ciseau du Sr. *Caloigne*, de Bruges.

Hospices. — Bureaux de bienfaisance. — Mendicité.

Le nombre des enfans trouvés et abandonnés entretenus par les administrations des hospices aux

Digitized by Google

frais des communes, était au dernier mai 1818, comme suit :

	Enfans trouvés.	Abandonnés.
Pour celle de Gand..........	429	235
Audenarde......	16	32
Termonde......	11	25
	456 —	292
Total.........	748	

Au dernier mai de la présente année, il est :

	Enfans trouvés.	Abandonnés.
Pour celle de Gand..........	435	306
Audenarde......	17	52
Termonde......	12	32
	464 —	390
Total.........	854	

Le nombre en est augmenté, dans l'intervalle d'une année, de 106 individus. Si on considère que dans l'intervalle du 1.er juin 1818 au 1.er juin 1819, 93 enfans trouvés ou abandonnés entretenus par les hospices sont décédés, et que d'autres ont pendant le même intervalle accompli l'âge auquel ils cessent d'être entretenus par les administrations des hospices, cet accroissement de nombre paraîtra beaucoup plus sensible.

La part pour laquelle les villes et communes contribuaient dans l'alimentation des enfans trouvés et abandonnés, non-seulement dans cette province, mais aussi de quelques provinces voisines, a mo-

tiré pendant votre dernière session des réclamations respectueuses à Sa Majesté. Pour cette année elles n'ont plus d'objet : l'entretien de ces enfans cesse d'être à charge des communes ; l'Etat y consacre pour le présent exercice une somme de 400,000 florins.

Le nombre des maisons ou hospices pour recevoir les orphelins, vieillards, malades et infirmes, est dans cette province de 37 ; leurs revenus ordinaires et sans y comprendre les subsides qui leur sont accordés par les caisses communales de leur ressort, s'élèvent à environ 160,000 florins des Pays-Bas.

D'après les dénombremens faits dans chaque commune de la province, le nombre d'individus secourus à domicile pendant l'année 1818 est de 69,424 individus, dont 4495 sont secourus pour la totalité de leurs besoins, 10,094 pour plus de moitié, et 54,833 pour moins de la moitié de leurs besoins. Le nombre d'individus secourus en tout ou partie en 1817, excédait celui de 91,000 individus.

Le service des secours aux indigens avait coûté en 1817 environ 515,000 florins, en 1818 environ 460,000 florins. Ce n'est que depuis la récolte de 1818 que les céréales sont descendues à leurs prix ordinaires ; néanmoins la classe la moins moyennée se ressentait encore de la cherté des deux années précédentes.

La cherté excessive de la matière première de nos fils et toiles, a jusqu'à présent beaucoup diminué le gain journalier de nos fileuses et tisserands ; la première cause de la détresse de la classe la moins moyennée cesse totalement, et nous avons tout lieu d'espérer qu'elle ne se reproduira pas cette année ; le dommage diminue journellement :

nous avons, dans la récolte prochaine du lin l'espoir fondé que la troisième excitera une moins mauvaise influence; nous pouvons donc prévoir des améliorations beaucoup plus sensibles encore pour la présente année.

Je ne puis, pour ce qui concerne cette branche très-importante de l'administration, que me référer à un ouvrage très-intéressant, intitulé: *Essai sur l'Indigence dans la Flandre orientale.* Mr. le Baron *de Keverberg* l'achevait au moment que Sa Majesté daignait l'appeler dans son Conseil d'Etat. Cet ouvrage contient l'analyse exacte de ce que votre Députation permanente et le Gouverneur de la province ont fait, chacun dans leurs attributions respectives, pour assurer l'exécution du décret Royal du 27 février 1818, pour parvenir à l'extirpation de la mendicité, et pour procurer aux indigens valides les moyens de s'alimenter par leur travail. Vos Nobles et Honorables Seigneuries en reçurent chacun un exemplaire.

L'atelier de charité organisé dans la ville de Gand, dans les derniers mois de l'année 1817, y a rendu les plus grands services pour l'extirpation de la mendicité, en améliorant le sort des indigens: il a été pourvu à ses dépenses pendant les mois de novembre et décembre 1817 et le premier semestre de 1818, au moyen de collectes volontaires, et pour le dernier semestre de la même année et l'année 1819, au moyen d'une imposition extraordinaire, qui ne pourra plus se répéter pour les années suivantes. Il est prouvé que la régence de la ville s'occupe dès à présent des moyens d'y pourvoir autrement.

Les règles prescrites par les lois pour l'administration des biens des établissemens de charité éparses dans un grand nombre de volumes, étaient

Digitized by Google

en partie ignorées par les administrateurs, et il en résultait souvent que leur administration n'était pas aussi régulière et aussi économe que ne l'exige l'importance de la destination de leurs revenus. Votre Députation permanente les a réunies dans une instruction générale, insérée au Mémorial administratif de la province, vol. 5, n.° 32.

Dans quelques communes de la province, on a rencontré des refus d'accepter les fonctions d'administrateur des hospices, ou de membre du bureau de bienfaisance. La législation actuelle ne renferme aucune disposition par laquelle ceux qui par la confiance des autorités locales, sont appelés à ces fonctions honorables, puissent être contraints à les remplir pendant un terme déterminé. Notre ancienne législation était à cet égard plus prévoyante; l'édit du 23 juin 1646 et son ampliation du 30 septembre 1651, avaient compris ces fonctions parmi les charges publiques; celui qui voulait s'y soustraire, devenait passible d'une amende.

Vos Nobles et Honorables Seigneuries trouveront à la suite du présent exposé deux tableaux, l'un indique les legs et donations obtenus par les administrations de charité, par la bienfaisance de nos concitoyens, et pour lesquels l'acceptation était déjà autorisée par Sa Majesté avant le premier juin dernier; l'autre indique les envois en possession de biens domaniaux celés au domaine, consentis par Sa Majesté aux mêmes administrations, conformément à la loi du 4 ventôse an 9, et les décrets Royaux des 17 mars 1815, 17 avril et 26 juin 1817.

Commerce, Manufactures.

L'amélioration dans nos manufactures que nous avons annoncée pendant la dernière session, s'est

Digitized by Google

soutenue presque dans toutes les branches, sans cependant que nous puissions dire qu'elle soit augmentée ou sans qu'on puisse y prévoir quelqu'accroissement aussi long-tems que les Puissances voisines continueront leur système d'exclusion, et sans que la fabrique de nos toiles souffre considérablement par la rareté et la cherté excessive du lin et du chanvre: celle-ci a été telle que la filature et le tissage n'ont pû occuper tous les ouvriers et que ceux-ci n'ont pû, par leur travail, se procurer un salaire répondant à leurs besoins, parce que le prix des tissus n'ont pû hausser dans la proportion de l'évaluation successive des prix de la matière première.

Nos blanchisseries et teintureries de toiles se ressentent par continuation des droits élevés et prohibitifs imposés en France à l'importation de celles blanchies et teintes.

Nos genèvreries, au sort desquelles est si intimement liée la prospérité de notre agriculture, n'attendent plus, pour se relever, depuis que les prix des céréales sont revenus à leur niveau ordinaire, que des améliorations dans la législation des impositions indirectes, la hauteur des droits imposés, le mode de perception, les nombreuses formalités imposées aux distillateurs pour se soustraire aux fortes amendes attachées à l'omission d'aucunes d'elles, ont le funeste effet de faire chômer surtout les petites distilleries, qui existaient, pour ainsi dire, dans chaque commune de notre province et qui y étaient le germe de la fécondité de son sol.

Les circonstances et les événemens qui ont eu lieu l'année dernière et qui ont amené des faillites importantes dans les villes les plus commerçantes de l'Europe, ont causé ici comme dans les autres

Royaume une stagnation complette du commerce, ce ne peut être que le tems qui puisse ramener la confiance et améliorer le sort du commerce en tempérant les secousses qu'elles ont nécessitées.

Etat sanitaire, Vaccine, Cours d'accouchemens, etc.

Depuis la dernière session, la loi du 12 mars, qui règle tout ce qui est relatif à l'exercice des différentes branches de l'art de guérir ainsi que les arrêtés de Sa Majesté des 30 avril et 15 juillet, qui prescrivent des mesures pour en assurer l'exécution ont été mis en activité, une commission sanitaire pour toute la province a été nommée par Sa Majesté : elle est composée de MM. *Wauters*, qui la préside, *Van Rotterdam*, *Kesteloot*, *Kluyskens*, *Bruggemans*, *Van Loberen*, *Verbeeck*, *Cassel*, *De Block*, *Vandereecken*, *Van Boveghem* et *Van Hoorebeke*.

Immédiatement après son installation, votre Députation permanente lui a communiqué le projet de réglement organique d'un cours d'accouchemens et d'un hospice de maternité, qui a été délibéré et soumis à la sanction Royale pendant votre dernière session, en l'invitant en même-tems, conformément à l'article 29 du décret Royal du 15 avril 1818, de proposer les moyens qu'elle estime propre à améliorer dans la province l'instruction destinée à former des hommes de l'art, dignes de la confiance publique et la manière de tirer le plus grand avantage possible des hospices civils, qui existent dans différentes localités de la province.

La commission s'est empressée de remplir les intentions de l'administration ; elle a avisé 1.° que

l'établissement d'un hospice de maternité et cours d'accouchemens pour les élèves sages-femmes, d'après les principes et les bases adoptés par vos Nobles et Honorables Seigneuries, pourra remplir le double but qu'on s'est proposé, ceux de propager l'instruction dans l'art des accouchemens, et de secourir l'humanité souffrante.

Qu'il est nécessaire d'organiser des moyens d'instruction pour ceux qui se proposent d'exercer la chirurgie, et en conséquence elle a fait la proposition qu'une école de chirurgie pour toute la province serait établie dans la ville de Gand, sur le pied qu'elle y existait déjà avant l'installation de l'Université.

Votre Députation permanente a soumis avec des considérations et avis cette proposition au Département de l'Intérieur, et comme les dépenses indispensables pour cette école seront nécessairement à charge de la province, et devront être réparties entre toutes les villes et communes qui la composent, cet objet devra, pendant la présente session, conformément à l'article 32 du réglement du 22 juin 1817, être soumis à vos délibérations ultérieures.

Un arrêté Royal du 18 avril 1818 avait prescrit des mesures très-propres à propager le bienfait de la vaccine. Ses dispositions n'étaient qu'imparfaitement suivies dans une grande partie de la province; mais les instructions données aux autorités locales par circulaire du 27 mars dernier, insérée au Mémorial de la province, vol. 5, n.° 31, ont rendu partout l'exécution de cet arrêté générale, uniforme et régulière. D'après les renseignemens qui déjà sont rentrés et qui ne concernent qu'une partie de la province, le nombre des personnes vaccinées pendant le premier semestre de

l'année, excède dès à présent celui qui, dans les années précédentes, avait pendant tout le cours de l'année subi cette opération salutaire.

La petite vérole s'est manifestée pendant cette année dans plusieurs communes, nommément des districts de Termonde et de St.-Nicolas: elle y a fait des victimes; mais l'application littérale des mesures préservatrices contenues dans le décret du 18 avril 1818, et dans la circulaire du 27 mars dernier, a prévenu la propagation de cette maladie.

Routes, Chemins vicinaux, Rivières, Canaux, etc.

Dans la dernière session, vos Nobles et Honorables Seigneuries ont eu à délibérer sur trois dépêches de Son Exc. le Ministre du Waterstaat, respectivement des 26 janvier, 6 avril et 15 juin 1818. Par les première et dernière, Son Excellence invitait le Collége de délibérer sur la désignation des routes intérieures de la province dont l'entretien pourrait être mis sous la direction provinciale; l'autre avait pour objet des propositions relatives au mode de nomination des membres des colléges des digues, directions des polders, wateringues et autres administrations de cette nature.

Les deux premières préparaient l'exécution des articles 217, 218, 219 et 225 de la Loi fondamentale; la dernière celle de l'article 222.

Quant aux deux premières, vous avez résolu de faire à Sa Majesté une adresse respectueuse tendante à ce que, généralement, toutes les routes qui traversent la province, pour autant que se

Digitized by Google

borne son territoire, et qui à cause de leur importance pourront être distinguées des chemins vicinaux, seraient mises sous l'administration et surveillance de l'administration provinciale, sauf la surveillance générale et suprême, qui, d'après l'article 215 de la Loi fondamentale est attribuée à Sa Majesté, sur tout ce qui concerne le Waterstaat et travaux publics du Royaume.

Par dépêche du 31 mai dernier, S. E. le Ministre a informé la Députation permanente que, dans le courant du mois, il avait soumis à Sa Majesté des propositions sur l'administration des routes provinciales, par suite de vos délibérations pendant la session de 1818, et qu'il s'empresserait de vous faire connaître la décision de Sa Majesté, dès qu'elle aura statué sur son rapport.

Le résultat de vos délibérations sur la dépêche du 6 avril 1818, qui était en exécution d'un décret Royal du 21 mars précédent, a été une proposition à Sa Majesté, aux fins que les directions des poldres et wateringues, et autres administrations de cette nature, fussent maintenues dans le droit qu'ils ont par leur titre primordial, ou par une possession non interrompue de nommer les membres de leurs colléges respectifs.

Par un autre décret du 22 mai dernier, S. M. adopte pour principe général, que tous les travaux compris dans le chapitre 9 de la Loi fondamentale seront mis sous l'administration ou surveillance des Etats provinciaux, sauf néanmoins la surveillance générale, qui d'après l'article 215 est attribuée à Sa Majesté sur tout ce qui concerne le Waterstaat du Royaume, y compris les ponts et chaussées, sans distinction quelconque.

Que les dépenses qu'ils nécessiteront seront

Digitized by Google

d'être à charge de l'Etat ou du trésor public; mais seront à charge des intéressés.

Que par contre les émolumens et revenus que ces travaux peuvent donner, seront perçus au profit des mêmes intéressés.

Sont cependant exceptés de cette règle générale les travaux que *Sa Majesté désignera spécialement*, et qui à cause de leur intérêt plus général pour tout le Royaume, ou par d'autres motifs et circonstances ne pourront pas être attribués aux Etats, et doivent au contraire rester sous l'administration et aux frais de la Direction générale du Waterstaat. (*art. 1 et 5 du décret.*)

Sa Majesté, pour pouvoir avec connaissance de causes désigner les travaux qui doivent être exceptés de la règle générale, demande vos considérations et avis sur les travaux auxquels elle peut être applicable, et sur ceux qui doivent rester dans les termes de l'exception;

2.° Que vos Nobles et Honorables Seigneuries lui fassent des propositions sur le mode dont les Etats de la province et leur Députation permanente exerceront l'administration et surveillance des travaux qui leur seront confiés, en recommandant de ne pas perdre de vue *la simplicité et l'économie*;

3.° L'indication des moyens les moins onéreux pour les intéressés de pourvoir aux dépenses des mêmes travaux, sans que dorénavant ils soient à charge du trésor public;

4.° Sa Majesté demande un tableau nominatif de tous et tels travaux dont la dépense pourrait cesser d'être à charge du trésor, et elle désire que pour chaque objet on indique à charge de qui de-

Digitized by Google

vront être rencontrées les dépenses, pour autant que les revenus et émolumens, qui sont indiqués dans l'article 5, seraient insuffisans pour les couvrir. (*article 2.*)

Sa Majesté désire que les considérations et avis, ainsi que les renseignemens et tableaux qu'elle demande, lui soient parvenus avant le premier août prochain. (*article 6.*)

Votre Députation permanente, pour faciliter ce travail, qui est pour la province de la plus haute importance, et pour en accélérer l'expédition, a nommé une commission composée de MM. *De Crombrugghe*, *Lippens* et *Van Canneghem*, chargée de recueillir tous les élémens : dans une prochaine séance un premier rapport pourra nous être présenté par cette commission.

Dans l'ordre de faire vos propositions à Sa Majesté, en exécution de son décret du 22 mai dernier, vos Nobles et Honorables Seigneuries trouveront peut-être convenable de résumer leurs délibérations prises dans la session précédente, relatives aux écluses et retenues d'eau, l'entretien des canaux de décharge du Haut-Escaut, le curement et dévasement aux frais de l'Etat du canal du Sas-de-Gand, le canal de Bruges, et les ponts de Lovendeghem, Bellem et Aeltre, qui le traversent dans cette province.

Ces trois ponts se trouvent aujourd'hui dans un état très-délabré; votre Députation a été dans la nécessité, pour prévenir des malheurs, de mettre hors de service celui de Lovendeghem, au moins pour le passage avec des attelages, et elle a supplié Sa Majesté, en faisant valoir les motifs que vous aviez suggéré pendant votre dernière session,

Digitized by Google

afin qu'il lui plaise ordonner leur restauration aux frais de l'Etat.

Les lois sur la police, visite et entretien des chemins vicinaux, fossés et rigoles, ont pendant la dernière campagne reçu une entière exécution; la belle saison a beaucoup favorisé les travaux, et aujourd'hui cette partie intéressante de l'administration ne laisse, graces au zèle et à l'activité impartiale des autorités locales et de MM. les Commissaires des districts, rien ou seulement très-peu à désirer.

Police, Mendicité, Gardes champêtres, Patrouilles de nuit, Maison centrale de détention.

L'extirpation de la mendicité a été un des objets de la plus constante sollicitude de l'administration: pour y réussir, elle a constamment eu pour principes, *de secourir à domicile les indigens invalides, âgés et infirmes; de procurer du travail aux indigens valides; de ne donner ordinairement les secours qu'en nature; de soigner que ceux-ci ne seraient, autant que possible, que le salaire du travail, et de faire arrêter et traduire devant les tribunaux ceux qui se permettraient de mendier.*

Partout on s'est rigoureusement attaché à ces règles de conduite; la mendicité est totalement extirpée, et en général on peut dire que ce fléau est beaucoup diminué.

Dans quelques parties de la province les gardes de nuit ont pu être dispensées du service pendant

Digitized by Google

l'hiver dernier, et, en général, les délits n'ont pas été fréquens. La société a eu à gémir sur quelques crimes, les coupables ont été arrêtés, convaincus et livrés à la vindicte publique.

Le réglement que vos Nobles et Honorables Seigneuries ont médité pendant leur dernière session pour l'embrigadement des gardes champêtres, a reçu la sanction Royale; quelques-unes de ses dispositions ont reçu des modifications légères; le travail préparatoire pour le mettre à exécution est achevé, au premier janvier prochain il pourra être en pleine activité.

Comme il a été annoncé dans l'exposé fait à l'ouverture de la session précédente, la maison centrale de détention, qui jusqu'alors et depuis plusieurs années était en entreprise, a été mise en régie depuis le 16 avril 1818, et quoique le sort des détenus soit de beaucoup amélioré sous les rapports de la propreté, des vêtemens et de la nourriture, le prix de la journée du détenu n'est revenu au Gouvernement depuis lors qu'à 35 $\frac{3}{8}$ centimes de franc. Sous le régime de l'entreprise en 1813, la journée coûtait au Gouvernement 54 centimes, et cependant le seigle était alors d'un huitième moins cher qu'en 1818. Depuis 1813 le coût de la journée était de beaucoup augmenté, à cause de la cherté des céréales, et parce que l'entreprise du Sr. *Royer* était constamment restée précaire.

Une somme de 96,549 florins des Pays-Bas a non-seulement suffi au *service ordinaire* de la maison et à améliorer sensiblement le sort des détenus; mais elle a encore produit au *profit du Gouvernement* un avoir de 53,600 florins, dont 48,649 florins restaient au premier janvier en

caisse ou en magasin, disponibles pour le service de l'année courante.

Ces succès peuvent être désormais plus sensibles encore. Les prix des subsistances sont diminués; des dépenses extraordinaires ont dû être faites pour la santé des détenus et ramener dans la maison le régime de propreté qui y est si nécessaire, l'expérience enfin fera successivement connaître des améliorations et des économies, et la régie, en continuant de concert avec le Gouverneur de la province ses efforts, pourra peut-être parvenir un jour à faire subsister cet établissement par son industrie, sans nuire à celle des particuliers.

Déjà on a introduit dans la maison l'usage de la gélatine que l'on extrait au moyen de l'ébullition des os qui ont déjà servi dans la cuisine.

Les détenus y trouvent une nourriture au moins également saine et beaucoup plus abondante; chaque détenu en reçoit pour sa portion ordinaire un litre six décilitres, qui ne revient au Gouvernement qu'à cinq centimes, tandis que la portion de soupe moins nourricière, faite avec la viande et graisse, revenait à la régie à $7\frac{1}{3}$ centimes.

Cette amélioration dans la nourriture des détenus donnera une économie dans les dépenses de la maison de 3500 à 4000 florins par année.

Telle est, Nobles et Honorables Seigneurs, la situation actuelle de la province sous le rapport de son administration; en comparant cet exposé avec ceux des années précédentes, vous trouverez dans plusieurs de ses branches des améliorations

sensibles ; les premières actions de grâces en sont dues au Monarque, qui constamment et avec une sollicitude paternelle s'occupe de l'accroissement de la prospérité nationale et du bonheur de ses sujets ; notre reconnaissance, vivement sentie, doit aussi se reporter vers celui qui l'année dernière présidait votre session ; il se prouva constamment l'ami et le protecteur des arts, des sciences et de ceux qui les cultivent ; les grandes mesures adoptées pour vivifier nos ateliers, extirper la mendicité, améliorer le sort des moins moyennés, et l'instruction primaire, sont en principe le résultat de ses conceptions lumineuses ; c'est à lui que la maison centrale de détention doit sa nouvelle organisation en régie, plus conforme que celui de l'entreprise aux principes de l'humanité pour les détenus, et en même tems moins dispendieux pour le trésor public. Le Roi a voulu lui donner une nouvelle preuve de sa confiance, en l'appellant dans ses Conseils. Sa Majesté a cru ne pouvoir le remplacer que par celui qui pendant cinq années et pendant les époques les plus calamiteuses avait administré avec sagesse et les meilleurs succès, la ville capitale de la province.

Session de 1819.

Il ne me reste plus, Nobles et Honorables Seigneurs, qu'à vous retracer les objets principaux qui occuperont nécessairement vos prochaines séances.

1.° Votre Députation permanente soumettra à votre examen et à vos délibérations le budget provincial ;

2.° Vous aurez à nommer trois membres pour

la 2.e Chambre des Etats-généraux, en remplacement de MM. *Huyttens-Kerremans*, le Vicomte *De Vaernewyck d'Angest*, et *Jean Tack*, d'Alost, et trois membres pour remplacer dans votre Députation permanente MM. le Comte *Auguste de Lichtervelde*, dans l'ordre équestre, nommé l'année dernière en remplacement de Mr. *Vanderhaegen-Mussain*; *De Moerloose*, dans l'ordre des villes, et *Lippens*, dans celui des campagnes; ils cessent leurs fonctions par l'expiration du terme pour lequel ils ont été nommés: de plus vous aurez à remplacer par un de vos très-honorables collègues, pris dans l'ordre des villes, Mr. *Van Bosterhout*, qui ne devait cesser ses fonctions qu'au 2.er juillet 1820; mais qui, pour acceptation d'autres fonctions, est démissionnaire depuis le premier de ce mois;

3.° Vous aurez à examiner deux demandes en rectification de limites, l'une faite par les habitans de Watervliet, l'autre par ceux de Ste.-Marguerite, et sur lesquelles Sa Majesté a demandé vos considérations et avis;

4.° Le prix de mouture des céréales varie dans les différentes localités de la province; dans les unes il est payé en numéraire, dans les autres le meunier le prélève en nature, et la quotité du prélèvement n'est même pas uniforme pour toute la province. Le Gouvernement désire de connaître l'opinion des Etats de la province, sur les questions de savoir 1.° s'il ne conviendra pas que le prix de mouture soit uniformement réglé pour toute la province; 2.° s'il ne sera pas utile de le stipuler seulement exigible en numéraire, et 3.° sur le salaire qui pourra être attribué au meunier. Un projet de réglement, délibéré par vos Nobles et

Digitized by Google

Honorables Seigneuries, relatif à cet objet, devra être soumis à la décision de Sa Majesté.

En vous occupant de cet objet important pour la classe la moins moyennée, vous trouverez peut-être utile de prendre en considération, que la fixation périodique du prix du pain varie aussi dans les différentes localités de la province : dans les unes le poids du pain reste constamment le même, mais le prix en est augmenté ou diminué en proportion des mercuriales des céréales ; dans d'autres le poids est mobile et est réglé sur le prix des céréales. Vous estimerez peut-être préférable que le mode de fixation du prix du pain soit comme celui de la mouture des céréales généralement uniforme ;

5.° Pendant la dernière session il a été résolu que votre Députation permanente vous présentera dans celle-ci, avec les considérations et avis de MM. les Commissaires de district, un projet de réglement rural, notamment pour ce qui concerne les formalités à observer pour déterminer les droits et obligations réciproques pour engrais et améliorations entre les propriétaires et leurs fermiers.

Nos anciens réglemens et coutumes contenaient à cet égard des dispositions très-sages ; mais quelques-unes sont passées en désuétude ; d'autres exigent des modifications que l'expérience ou des circonstances nouvelles ont rendu nécessaires.

Le travail que vous avez désiré est préparé ; il sera soumis à vos délibérations dans une prochaine séance ;

6.° Le décret Royal du 22 mai dernier, dont j'ai eu l'honneur de vous entretenir, et qui a pour objet l'exécution plénière des articles 217, 218,

Digitized by Google

220 et 225 de la Loi fondamentale, sera un objet de vos plus importantes délibérations, et devra occuper vos premières séances, puisque Sa Majesté désire que le travail qu'elle demande lui soit parvenu avant le premier du mois prochain;

7.° Quelques propositions résulteront peut-être du présent exposé; plusieurs d'entre vous auront médité et préparé des nouveaux moyens d'amélioration; votre session annuelle a pour but principal celui d'environner de vos lumières et de votre sagesse l'administration journalière; elle ne peut que se féliciter d'en voir renouveller les époques.

Fait en séance du 6 juillet 1819.

Au nom des États députés:

Le Greffier,

J. Van Toers.

Digitized by Google

COMMUNES CADASTRÉES, EXPERTISÉES ET ALLIVRÉES.

Cantons.	Communes.	Montant du contingent qu'elles payaient avant la confection du Cadastre.	Montant du contingent qu'elles payent d'après la nouvelle répartition.
LOOCHRISTI	Loochristi	9586	10007
	Mendonck	3092	2462
	Meerbeke	12244	11073
	Saffelaere	6723	7605
	Seveneeken	4109	4170
	Wachtebeke	9528	8736
	Wynkel	4109	2720
WAERSCHOOT	Oostwynkel	3112	2674
	Sleydinge	10438	12372
	Waerschoot	7644	10755
NEVELE	Aeltere	7053	9521
	Hansbeke	4408	4870
	Landegem	3984	4919
	Lootenhulle	5164	5852
	Meygem	2771	3776
	Nevele	7320	8523
	Poesele	1512	1367
	Poucques	2393	3013
	Vosselaere	2646	2927
SOMMERGEM	Bellem	2481	4634
	Knesselaere	5478	5854
	Lovendegem	8839	11176
	Meerendré	5105	6301
	Ronsele	992	970
	Sommergem	15435	15097
	Ursel	3486	6456
NINOVE	Appelterre	4958	3897
	Aspelaere	3815	2984
	Denderhautem	11255	8135
	Denderleeuw	6839	5338
	Denderwindeke	10326	8662
	Iddergem	2006	1960
	Lieferinge	952	685
	Meerbeke	7485	6780
	Nederhasselt	3066	2437
	Neygem	831	608
	Ninove	11369	10705
	Okegem	2646	2188
	Oultre	6378	5258
	Pollaere	2580	2078

Proportion entre l'ancien contingent et les revenus constatés par le Cadastre	Communes Arpentées et Expertisées et non encore Allivrées.	Communes Arpentées non Expertisées ni Allivrées.	Communes dont l'arpentage est entrepris.
13/100	Afsné.	Amougies.	Audenarde.
11/100	St.-Denis-Westrem.	Orroir.	Berchem.
15/100	Gand.	Quaremont.	Beveren.
12/100	Gendbrugge.	Renaix.	Elsegem.
14/100	Destelbergen.	Russignies.	Leupegem.
17/100	Heusden.	Ruyen.	Melden.
20/100	Ledeberg.	Beveren.	Mooregem.
	Mariakerke.	Burcht.	Oycke.
14/100	Tronchiennes.	Calloo.	Petegem.
12/100	Vinderhaute.	Doel.	Wortegem.
10/100	Asper.	Kieldrecht.	
	Deurle.	Melsele.	
10/100	Eecke.	Verrebroeck.	
11/100	Laethem.	Zwyndrecht.	
11/100	Nazareth.		
12/100	Seeverghem.		
10/100	Swynaerde.		
12/100	Goefferdinge.		
15/100	Grammont.		
11/100	Grimmingen.		
12/100	Idegem.		
	Moerbeke.		
7/100	Nederboelaere.		
13/100	Nieuwenhove.		
11/100	Onkerzeele.		
11/100	Overboelaere.		
14/100	Sarlardinge.		
14/100	Santbergen.		
7/100	Schendelbeke.		
	Smeerhebbe.		
17/100	Viane.		
17/100	Vloersegem.		
19/100	Voorde.		
16/100	Waerbeke.		
16/100	Appels.		
16/100	Audegem.		
19/100	Baesrode.		
15/100	Bugghenhout.		
17/100	Denderbelle.		
19/100	St.-Gilles-lès-Termonde.		
15/100	Lebbeke.		
16/100	Mespelaere.		
16/100	Opdorp.		
17/100	Termonde.		

Communes Cadastrées, Expertisées et Allivrées.

Cantons.	Communes.	Montant du contingent qu'elles payaient avant la confection du Cadastre.	Montant du contingent qu'elles payent d'après la nouvelle répartition.
	St.-Antelinckx	2360	1849
Herzele	Aygem	5846	4471
	Bambrugge	1956	1656
	Borsbeke	2397	1995
	Burst	2576	2074
	Erembodegem	10270	6853
	Haeltert	7128	6359
	Heldergem	3018	2642
	Herzele	5692	4459
	Kerkxken	3063	1948
	Letterhautem	3012	2331
	St.-Livin-Hautem	5657	4246
	Ressegem	2452	2258
	Sonnegem	1935	1275
	Welle	3332	3047
	Woubrechtegem	3057	2414
Maria-Hoorebeke	Berlegem	1709	1523
	Blaise-Boucle	3059	2206
	Cornelis-Hoorebeke	3227	2246
	Denis-Boucle	3556	2776
	Dickele	1161	894
	Elst	3783	3247
	Hermelgem	1320	1129
	Hundelgem	1465	1176
	Maria-Laethem	1494	1331
	Maria-Hoorebeke	6179	4736
	Meylegem	1454	1091
	Michelbeke	2769	2255
	Munckzwalm	2903	2379
	Nederzwalm	1010	708
	Paulaethem	1666	1007
	Rooborst	2796	1362
	Roosebeke	1388	1013
	Schoorisse	7486	7027
	Segelsem	6503	5443
	Welden	5522	4254
Alost (1.re partie)	Alost	[illegible]	[illegible]
	Baerdegem	3690	3129
	Gysegem	[illegible]	2939
	Herdersem	[illegible]	[illegible]
	Hofstade	[illegible]	4641
	Lede	6721	[illegible]
	Meldert	2735	4811
	Moorsel	4934	5768
	Wanzele	757	769
	Wichelen	9373	11587

Digitized by Google

Proportion entre l'ancien contingent et les revenus constatés par le Cadastre	Communes Arpentées et Expertisées et non encore Allivrées.	Communes Arpentées et non Expertisées ni Allivrées.	Communes dont l'Arpentage est entrepris.
17/100	Wieze.		
18/100	Calcken.		
16/100	Cherscamp.		
16/100	Laerne.		
17/100	Massemen-Westrem.		
21/100	Schellebelle.		
15/100	Wetteren.		
15/100	Adegem.		
17/100	Eecloo.		
21/100	St.-Laurent.		
17/100	Maldegem.		
18/100	Middelbourg.		
15/100			
20/100			
15/100			
17/100			
18/100			
19/100			
20/100			
17/100			
18/100			
16/100			
16/100			
17/100			
15/100			
18/100			
18/100			
[illegible]			
17/100			
19/100			
21/100			
28/100			
19/100			
15/100			
16/100			
18/100			
11/100			
16/100			
15/100			
12/100			
14/100			
12/100			
8/100			
12/100			
13/100			
11/100			

Digitized by Google

Communes Cadastrées, Expertisées et Allivrées.			
		Montant du contingent	
Cantons.	*Communes.*	qu'elles payaient avant la confection du Cadastre.	qu'elles payent d'après la nouvelle répartition.
	Baevegem	1901	2019
	Erondegem	1717	1983
	Erpe	5043	5150
	Impe	1521	1548
	Meire	3803	3314
Alost (2.e partie)	Nieuwerkerken	5133	4893
	Oerdegem	5563	3838
	Ottergem	941	1013
	Smetlede	2230	1409
	Vleckem	855	771
	Vlierzeele	4088	3883
	Berlaere	7606	8824
	Grembergen	5704	7087
Zele	Overmeire	6845	6737
	Uytbergen	2377	3605
	Zele	23767	26821
	Assenede	13138	13808
	Bouchaute-Waterland	8689	7006
Assenede	Cluysen	3910	3986
	Ertvelde	6206	5900
	Selzaete	4796	6245

Digitized by Google

Proportion entre l'ancien contingent et les revenus constatés par le Cadastre	Communes Arpentées et Expertisées et non encore Allivrées.	Communes Arpentées et non Expertisées ni Allivrées.	Communes dont l'arpentage est entrepris.
13/100			
16/100			
14/100			
14/100			
16/100			
14/100			
20/100			
13/100			
21/100			
15/100			
14/100			
11/100			
11/100			
14/100			
8/100			
12/100			
19/100			
21/100			
14/100			
14/100			
10/100			

Digitized by Google

État d'acquisitions, aliénations et échanges d'immeubles, faits par les Communes depuis le premier juillet 1818.

DATES des ARRÊTÉS.	COMMUNES en faveur desquelles les résolutions ont été prises.	NATURE des autorisations accordées.
1818. 18 juillet.	La ville de Gand....	Concession par bail à long terme au sieur Spillebaut-de-Berlaere d'une partie de la cour du bâtiment dit Pakhuys à Gand.
28 août.	Idem.	Idem au sieur Foucaux d'une partie de terrein appartenant à la ville de Gand.
1819. 23 février.	Idem de St.-Nicolas...	Cession faite par les héritiers Vande Voorde à la ville de St.-Nicolas de la rue dite de Walburg.
8 avril.	Idem de Gand.......	Acquisition de deux portions de terrein situées hors la porte de Bruges, pour l'établissement d'un cimetière pour les protestans.
10 dito.	Idem de Grammont...	Acquisition de deux parties de terre pour faire partie d'une promenade publique.
22 mai.	Comm.e de Rupelmonde	Acquisition d'un terrein pour former un cimetière.
28 dito.	La ville de Lokeren..	Autorisation de racheter une rente constituée de 1800 florins.
28 dito.	Idem.	Idem de 120 florins.

Digitized by Google

État d'acquisitions, aliénations et échanges d'immeubles, faits par les Administrations de charité depuis le premier juillet 1818.

DATES des ARRÊTÉS.	ETABLISSEMENS en faveur desquels les résolutions ont été prises.	NATURE des autorisations accordées.
1818. 24 septemb.	L'église de Bottelaere..	Concession par bail à long terme de deux parties de terrein, au sieur Haesebeyt.
29 octobre.	Bureau de Bienfaisance de Meerendré.	Cession par la veuve Goethals d'une ferme située à Sommergem, en extinction d'une dette de *f.* 1903 76.
27 novemb.	Hospices de Grammont.	Autorisation de racheter trois rentes passives au capital de *f.* 1585 73.
1819. 11 février.	Église de Middelbourg.	Idem de vendre une maison.
12 dito.	Hospices de Gand.....	Échange d'une partie de terre appartenant aux hospices de Gand, située à Oordegem, contre une autre partie appartenant au sieur Steenhaut.
12 dito.	Église d'Eecloo.......	Autorisation à la fabrique de l'église d'Eecloo de vendre un terrein au sieur De Clercq.

Digitized by Google

Legs et Donations décrétés depuis le 1.er juillet 1818 jusqu'au 30 juin 1819.

DATES des Arrêtés.	DONATEURS.	DONATAIRES.	OBJET des Legs et Donations.
1818. 18 juillet.	G. Boon.	Bureau de bienfais. d'Hamme.	Une somme de *f.* 1189 77
21 octob.	P. van Belle.	Les hospices de Grammont.	Trois maisons dont deux en propriété et une en usufruit la vie durant du donateur.
17 nov.	Pierre Merckaert.	Bureau de bienfais. de Wetteren.	44 perches de pré.
Dito.	Marie-Cath. de Nys.	Idem.	Une somme de 754 fl. 90.
Dito.	Pierre van Haerde.	Idem.	Une somme de *f.* 85 71
22 décem.	Martin Callewaert et Anne Bruyneel	La commission des hospices de Grammont.	Une rente perpétuelle et annuelle de *f.* 21 43.
Dito.	François-Xavier de Fontaine.	Bureau de bienfais. de Maldegem.	Une rente au capital de *f.* 1050, donnant un intérêt de *f.* 42.
Dito.	Grég. Vergauwen.	Id. d'Oost-Eecloo.	Une somme de *f.* 162 52.
1819. 17 janvier	Joseph Verhulst.	Id. de Meerendré.	Une somme de *f.* 342 85.
Dito.	Josse de Sadeleer.	Id. de Denderhaut.	Une somme de *f.* 1714 28
16 février	Agnès Blancquaert.	Id. de Gontrode.	Une rente perpétuelle de *f.* 18 86 par an.
Dito.	Vict.re vande Vyver.	Id. de Verrebroeck.	2 parties de terre.
Dito.	J. B. Lahousse.	Id. de Meygem.	Tous ses biens meubles et immeubles.
20 mars.	P. J. Spitaels.	Les hospices de Grammont.	Une maison, grange et héritage.

Digitized by Google

DATES des Arrêtés.	DONATEURS.	DONATAIRES.	OBJET des Legs et Donations.
1819. 20 mars.	Viet.[re] vande Vyver.	Bureau de bienfais.[ce] de Nieukerken.	Trois parties de terre.
Dito.	Joseph Verhulst.	Id. de Moerbeke.	Une somme de *f.* 342 85.
Dito.	Jean Michiels.	Id. de Gand.	Tous ses biens meubles et immeubles dont l'actif monte à *f.* 2012 76.
19 avril.	Jean Veys.	Id. de Petegem.	Une somme annuelle de 15 *f.* pendant 50 ans.
Dito.	Pierre-Jacques de Potter.	Id. de Kemseke.	Une rente perpétuelle au capital de *f.* 1000.
Dito.	Barbe vander Cruyssen.	Id. de Baelegem.	La moitié de trois parties de terre, donnant un revenu annuel de *f.* 26 14 1/2 cents.
30 avril.	Pisson.	Église de St.-Michel à Gand.	Une somme de *f.* 1000.
21 mai.	P. J. Vlaeminck.	Bureau de bienfais.[ce] d'Auwegem.	Une somme de 420 fl.
Dito.	Marie-Norbertine vande Moortele.	Idem.	Idem.

Par les États députés.

1819. 28 janvier	Laurent van Overtveit.	Église de Stekene.	Une somme de *f.* 128 56.
Dito.	Franç. Erffelinck.	Id. de St.-Martin d'Akergem à Gand	Une somme de *f.* 150.
27 dito.	J. B. Lahousse.	Id. de Meygem.	Idem.
Dito.	Pierre Blancquaert.	Id. de Gontrode.	Un grand calice d'argent doré, évalué à 120 fl.

Digitized by Google

État des envois en possession en faveur d'Établissemens de charité ou de Fabriques d'Églises, de biens celés au domaine.

DATES des ARRÊTÉS.	ÉTABLISSEMENS en faveur desquels les envois en possession ont eu lieu.	NATURE et contenance des biens.
1819. 2 mars.	Bureau de bienfaisance de Moorsel.	Une rente de *fl* 21-5-10 arg. courant de Brabant, hypothéquée sur un bois appartenant aux héritiers Bosteels.
9 Dito.	Hospices de Ninove.	Une partie de terre, située à Neyghen, grande deux hectares 20 centiares.
22 Dito.	Bureau de Bienfaisance de Machelen.	Une partie de terre, située à Machelen, contenant 15 ares 37 centiares.
Dito.	Idem d'Herdersem.	1.° Une partie de terre, située à Herdersem, grande 19 ares 22 centiares. 2.° Une idem, audit Herdersem, grande 10 ares 85 centiares. 3.° Une idem, idem, de 46 ares 50 c. 4.° Une idem, idem, de 31 ares 15 c. 5.° Une idem, idem, de 93 ares.
Dito.	Idem d'Heldergem.	1.° Une partie de terre, située à Heldergem, grande 12 ares 71 centiares. 2.° Une autre partie, audit lieu, de la grandeur de 2 ares 17 centiares.
24 Dito.	Hospices de Gand.	1.° Une partie de terre, située à St.-Denis, grande un hectare 26 ares 25 centiares. 2.° Une dito, de 13 hectares 86 ares 8 centiares, située à Calloo.
Dito.	Bureau de bienfaisance de Tamise.	Quinze rentes à charge de différens particuliers, constituées au profit des ci-devant Dominicains à Tamise.
25 Dito.	Idem d'Haeltert.	Une partie de terre, située à Haeltert, grande 37 ares 51 centiares.

Digitized by Google

DATES des ARRÊTÉS.	ÉTABLISSEMENS en faveur desquels les envois en possession ont eu lieu.	NATURE et contenance des biens.
1819. 19 avril.	Bureau de bienfaisance de Pollaere.	Sept parties de terre, en la commune de Pollaere, savoir: 1.° Une partie, grande 16 ares 90 cent. 2.° Une dito, de 68 ares 39 centiares. 3.° Une dito, de 5 ares 7 centiares. 4.° Une dito, de 28 ares 58 centiares. 5.° Une dito, de 29 ares 29 centiares. 6.° Une dito, de 23 ares 54 centiares. 7.° Une dito, de 19 ares 67 centiares.
25 Dito.	Idem d'Herdersem.	Sept parties de terre, à Herdersem, savoir: 1.° Une partie, grande 97 ares 91 cent. 2.° Une dito, de 61 ares 96 centiares. 3.° Une dito, de 63 ares 06 centiares. 4.° Une dito, de 42 ares 83 centiares. 5. Une dito, de 78 ares 70 centiares. 6.° Une dito, de 24 ares 30 centiares. 7.° Une dito, de 56 ares 02 centiares.
29 Dito.	Hospices d'Audenarde.	Une rente de *f.* 750, à charge de Marie Long.
30 Dito.	Bureau de bienfaisance de Maria-Hoorebeke.	Une partie de terre, contenant 23 ares 05 centiares, située à Schoorisse.
4 mai.	Idem de Buggenhaut.	Une partie de terre, grande un hectare 87 ares 33 centiares, située à Buggenhaut.
24 Dito.	Idem de Kerkxken.	1.° Une partie de terre, grande 54 ares 25 centiares, située à Kerxken. 2.° Une dito, de 14 ares 70 centiares. 3.° Une dito, de 18 ares 60 centiares. 4.° Une dito, de 18 ares 60 centiares. 5.° Une dito, de 18 ares 06 centiares. Les quatre dernières situées à Paemele.
9 mars.	Hospices de Gand.	Six rentes à charge de divers particuliers, constituées au profit de la communauté des Sœurs-Noires, à Gand.

Digitized by Google

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 28.

SOMMAIRE.

35. Barrières. — *Instruction sur l'application de quelques articles des arrêtés Royaux des 13 février 1816 et 24 février 1819.* — Du 16 juillet. — 2.e Division.

36. Mercuriale *du mois de juin* 1819. — Du 13 juillet. — 2.e Division.

Tome VI.

Digitized by Google

GAND, le 16 juillet 1819.

Le Gouverneur de la province de la Flandre orientale,

A MM. les Commissaires des districts,

A MM. les Administrateurs des villes et communes de la province.

Messieurs, le Département du Waterstaat voulant lever quelques doutes qui s'étaient formés sur l'application de divers articles des arrêtés de Sa Majesté des 13 février 1816 et 24 février 1819, concernant le régime des barrières, vient de publier une instruction à ce sujet; vous la trouverez à la suite de la présente aux fins d'y avoir recours le cas échéant.

Je vous prie au reste d'y donner toute la publicité nécessaire et de coutume.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

BRUXELLES, le 11 juillet 1819.

INSTRUCTION sur l'application de quelques articles de l'arrêté du 13 février 1816 et de celui du 24 février 1819, concernant le régime des barrières.

Quelques doutes formés sur l'application de divers articles des arrêtés de Sa Majesté des 13 février 1816,

Digitized by Google

Gend, den 16.den july 1819.

De Gouverneur van de provintie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren districts Commissarissen,

Aen de Heeren Bestierders der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, het Departement van de Waterstaat de ontstaende twyfels willende oplossen nopens de toepassing van verscheide artikelen der besluiten van Z. M. in daten 13.den february 1816 en 24.sten february 1819, rakende den dienst der barrieren, heeft diesaengaende eene instructie doen afkondigen die hier achter gedrukt staet om, zulks 't geval zynde, de zelve te raedplegen.

Ik verzoeke UE. voor 't overige om aen die instructie de nodige en gewoonelyke publiciteit te geven.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome achting.

PH. C.te DE LENS.

Brussel, den 11.sten july 1819.

Instructie op de toepassing van eenige artikelen van de besluiten van 13.den february 1816 en 24 february 1819, omtrent het beheer der barrieren.

Eenige twyfels voorgebragt nopens de applicatie der verscheide artikelen van de besluiten van Z. M.

Digitized by Google

et 24 février 1819, concernant le régime des barrières, ont paru devoir être résolus ainsi qu'il suit:

Arrêté du 13 février 1816.

Art. 1.er Les arrêtés spéciaux de S. M. émis en 1818 et 1819, ont, jusqu'à révocation, fixé invariablement la position des poteaux de perception, et leurs distances respectives.

Art. 2. Aucune disposition n'a, jusqu'à ce jour, réglé l'établissement ni le service de barrières mobiles, et rien n'autorise les fermiers du droit à en ériger.

Les anciens poteaux ou ferrures existans en d'autres lieux que ceux déterminés pour la perception, doivent être immédiatement enlevés. L'absence de poteau, ou de lumière, donne lieu, chaque fois qu'elle est constatée, à l'application de l'art. 17 de l'arrêté.

Art. 3. La perception ne peut s'exercer hors d'un cercle formé par un rayon de 15 aunes (largeur légale ordinaire des routes) autour du point où le poteau a été réellement placé par l'Ingénieur en chef.

Toute perception faite ailleurs que dans l'espace indiqué, donne lieu à l'application de l'article 17, sur la demande de tout intéressé.

La taxe entière est due pour chaque passage dans le rayon d'un poteau, quelque soit la distance réellement parcourue au-delà de ce rayon; sauf la faculté de l'abonnement réglé en l'art. 5.

Des modèles de diverses quittances pour consignations, de toute espèce, uniformément arrêtés par le département des routes, doivent être déposés à chaque bureau de barrière, en nombre suffisant pour les besoins présumables du service.

Art. 5. Les abonnemens se font à l'amiable entre le fermier et les intéressés, et suivant leur gré: ils ne sont donnés d'office, suivant l'équité, qu'en cas de refus du fermier; et dans ce cas, les parties doivent

in daten 13 den february 1816 en 24.sten february 1819, rakende den dienst der tollen, zyn opgelost geweest zoo als volgt:

Besluit van 13.den february 1816.

Art. 1. De afzonderlyke besluiten door Z. M. genomen in 1818 en 1819, hebben, tot der zelver herroeping, de ontvang-paelen en hunne wederzydsche afstanden onveranderlyk vastgestelt.

Art. 2. De inrigting en den dienst van de roerende barrieren zyn tot heden door geene bepaling vastgestelt geweest, en de pachters hebben geen regt om de zelve op te rigten.

De oude palen of ferruren staende op andere plaetsen dan de gene voor den ontvang bepaeld, moeten dadelyk weggerukt worden. Het gebrek van eene pael, ofte van ligt, zal, t'elkens dat het zelve geconstateert is, oorzaek geven aen de toepassing van het 17.de artikel van het besluit.

Art. 3. Den ontvang mag niet uitgeoefent worden buiten eenen kring van 15 ellen (gewoone wettige breedde der wegen) rond het punt alwaer de pael opgeregt is geplaetst geweest door den hoofd-ingenieur.

Allen ontvang gedaen buiten de bepaelde uitgestrektheid, geeft oorzaek tot de applicatie van het 17.de artikel, op het verzoek van elken belanghebbenden.

Het geheel regt is verschuldigd voor elken doortogt in de kring van eene pael, welke uitgestrektheid men waerlyk ook mag doorgeloopen hebben buiten die kring; behoudens de toelating van het abonnement bepaelt by het artikel 5.

De modellen der verscheide quittantien voor allerley consignatien, gelykvormiglyk gesloten door het departement van de wegen, moeten in elk tol-kantoor berusten, in een zoodanig getal als den dienst zulks vereischt.

Art. 5. De abonnementen geschieden inder minne tusschen den pachter en de belanghebbende, en volgens hunnen wil: zy worden maer ambtshalve verleent in het geval van weigering van wegens den

être préalablement entendues ; de même que l'ingénieur en chef, ou son délégué, soit verbalement, soit par écrits sommaires et sans frais.

Les abonnemens d'office ne peuvent s'étendre qu'à des animaux ou équipages déterminés, tels par exemple, que ceux connus d'une fabrique, d'une habitation ou usine, etc.

Il peut être fait des abonnemens par termes sans diminution de la somme réellement due, desquels l'unique but est d'éviter aux voyageurs la fréquence des paiemens : tels sont ceux des diligences, messageries, et autres roulages périodiques.

D'autres abonnemens par termes, peuvent avoir lieu pour une somme déterminée, à raison d'un nombre présumable, mais non périodique, de passages ; tels sont ceux faits pour des voitures de fabriques, de châteaux, etc., situés à proximité d'une barrière.

Il peut être fait des abonnemens par passage, à raison d'une somme convenue et proportionnée à la distance à parcourir sur la route, laquelle somme est payable chaque fois que des équipages déterminés ne circulant pas périodiquement, passent à une barrière.

Les sommes d'abonnement ne peuvent être que de la totalité, ou de 4, 3, 2, ou 1 cinquièmes de la taxe, en raison du nombre de *milles* (mille aunes) que les équipages abonnés ont à parcourir approximativement sur la route au-delà du poteau.

Les vérifications des distances sont faites par les soins des ingénieurs, et leurs indemnités, s'il y a lieu, sont réglées suivant ce qui est pratiqué pour la fixation des alignemens le long des routes.

Dans la supputation des distances servant de base aux abonnemens, il ne doit être tenu compte que de *l'espace à parcourir* sur la route après le passage au poteau, et nullement de l'espace parcouru, en arrivée ou en retour, avant ce passage au poteau.

pachter; en in dees geval, moeten partyen voorafgaendelyk gehoort worden; alsmede den hoofd ingenieur, of zynen gedeleguëerden, 't zy mondelings, 't zy door sommaire geschriften dat aen geene onkosten onderworpen zyn.

De ambsthalf gegeven abonnementen en konnen maer strekken tot bepaelde dieren of ry-tuigen, gelyk die by voorbeeld, bekent van eene fabrieke, eene woonst of werkplaets, enz.

Men vermag abonnementen aen te gaen voor termen zonder vermindering van de somme die opregt verschuldigd is, welkers doelwit alleenelyk strekt om aen de reizigers de menigte van betalingen te vermyden: zoo als die van diligentien, postwagens en andere omloopende rytuigen.

Andere abonnementen voor termen mogen plaets hebben voor eene bepaelde somme, naer evenredigheid van een vermoedelyk maer geen periodique getal van doortogten; zoo als de gene gedaen voor wagens van fabrieken, van kasteelen, enz. die niet verre afgelegen zyn van eene barriere.

Men mag abonnementen nemen voor doorgang, voor eene somma dat overeenkomt en geëvenredigd is met de lengde die men doorloopen wil, welke somme betaelbaer is t'elkens dat bepaelde rytuigen die op geene besteinde tyden komen door eene barrier passeeren.

De abonnement-sommen en mogen niet dan voor het geheel, of de 4, 3, 2 ofte 1 gedeelte van het regt wezen, naer evenredigheid van het getal *mylen* (duizend ellen) dat de g'abonneerde rytuigen by schatting moeten doorloopen voorby de pael.

De onderzoekingen der gestrektheden worden gedaen door de Ingenieurs, en hunne indemniteit, zulks 't geval zynde, word geregeld overeenkomstig de gene voor de bepaling der alignementen langst de groote wegen.

In de uitrekening der uitgestrektheden die voor basis van de abonnementan dient, moet men alleenelyk rekenen *de te doorloopen gestrektheid* op de baen naer het voorby passeeren van de pael, en geensints de reeds doorloopene gestrektheid, in 't aenkomen of of op de wederkomst, voor die doortogt naer de pael.

Digitized by Google

Toute violation des clauses d'un abonnement est passible de l'application des articles 16 ou 17; mais il est requis à cet effet que ces clauses soient inscrites et signées à la diligence de l'une des parties intéressées, en un *registre de service*, daté et paraphé, déposé à chaque bureau de barrière.

Art. 10. (*Voir les solutions sur l'article 2.*)

Art. 11. (*Voir le § dernier des solutions sur l'art.* 3.)

Art. 12. Des instructions doivent être données par l'autorité provinciale aux magistrats, officiers et agens publics compétans, pour la régularisation du service des barrières.

Art. 15. Des modèles de procès-verbaux destinés à relater tous les délits et contraventions présumables, et arrêtés suivant qu'il est énoncé au § dernier des solutions sur l'article 3, doivent être déposés à tous les bureaux de perception.

Une délégation positive de magistrats pour connaître des contestations sur le service des barrières dans un ressort déterminé, doit être arrêté d'après le § ci-dessus rappelé.

L'annullation des décisions sur recours, émises par des Colléges d'Etats députés, est réservée à S. M.

Art. 16. Est considérée comme *fraude*, suivant l'arbitre des magistrats appelés à en juger, tout fait posé par un débiteur de la taxe, dont la seule utilité immédiate est de l'affranchir du paiement total ou partiel de cette taxe; tels sont par exemple, un circuit, non motivé d'ailleurs, fait par des équipages, autour d'une barrière; la diminution des attelages avant le passage du poteau, pour les recompléter ensuite, etc.

Est considérée de même comme fraude, toute dissimulation d'un fait qu'un débiteur de la taxe sait avoir posé, ou devoir poser, après son passage devant

Digitized by Google

Alle overtreding aen de clausulen van een abonnement is onderheven aen de toepassing der artikelen 16 of 17; maer ten dien einde word er vereischt dat deze clausulen ingeschreven en geteekent zyn door de zorg van eene der belanghebbende partyen, in een *dienst-register*, geteekent en geparapheert, gedeposeert in elk barrier kantoor.

Art. 10. (*Zie de antwoord op het artikel 2.*)

Art. 11. (*Zie het laeste § der solutiën op het 3.de artikel.*)

Art. 12. Er worden door het provinciael bestuer instructien verschaft aen de magistraten, officieren, en competente publieke beambten, voor de regelmatigheid van den dienst der barrieren.

Art. 15. In elk ontvang kantoor moeten modellen van verbalen berusten om de vermoedelyke overtredingen te relateren; die verbalen worden gesloten zoo als het bepaelt is by het laetste § der solutien op het artikel 3.

De uitdrukkelyke delegatie van magistraten om de betwistingen te onderzoeken op den dienst der barrieren in een bepaeld gebied, moet vastgesteld worden overeenkomstig het hier boven beroepen §.

De vernietiging der decisien op recours, door Kollegien van gedeputeerde Staten genomen, word voorbehouden aen Z. M.

Art. 16. Er word als *fraude* beschuwd, ingevolge het beslissen van de magistraten geroepen om te vonnissen, elke daed voorgebragt door den schuldenaer van het regt, welkers enkele kragt bestaet in hem te bevryden van het geheele of gedeeltelyk regt te betalen, zulks zyn by voorbeeld, eenen omweg, dat te meer niet gemotiveert is, en gedaen word, door rytuigen, rond eene barrier; het verminderen van de inspanning eer dat zy voor de pael komen, om de zelve naer dies wederom voltallig te maken, enz.

Word gelykelyk als fraude aenzien, alle veinzing van eene daed dat den schuldenaer weet voorgebragt te hebben, of te moeten voorbrengen naer zyne

Digitized by Google

un poteau de perception, et duquel résulterait une augmentation de cette taxe. Telle est, par exemple, la dénégation de l'emploi de chevaux d'allége qu'un roulier aurait devoir faire à une montagne située entre deux barrières.

Les faits de fraude posés hors du cercle de perception d'une barrière, (§ 1 *sur l'article* 3) peuvent être reconnus dans l'intérêt du fermier, et prouvés comme l'est juridiquement tout autre fait, suivant les lois civiles.

Il peut être pris à l'égard des chemins abordant sur les routes, qui donnent ouverture à des fraudes de la taxe, des mesures spéciales telles que suppression, barrage ou autres dont les Etats députés doivent proposer l'homologation.

Les injures ou voies de fait exercées hors du cercle de perception d'un bureau, ne donnent pas lieu à l'application de la peine spéciale prévue en l'art. 16, mais sont réglées par les lois ordinaires.

Art. 17. Les fermiers du droit étant soumis à la jurisdiction de l'administration dans tous les détails de leur service, (*art.* 11) sont passibles des peines prévues en cet article pour des faits commis par eux en leur qualité, ou dans leur intérêt, même hors du cercle de perception de leur bureau, suivant le § 3 sur l'article 16, ou autrement.

La cinquième part du produit des amendes pour contraventions, attribuée aux fermiers suivant l'art. 12, ne peut pas être déduite des sommes d'amendes auxquelles eux-mêmes seraient condamnés.

Des modèles de *plaintes* pour relater des délits et contraventions des fermiers, doivent être mis à la disposition des voyageurs et rouliers à tous les bureaux de barrières, suivant ce qui est prévu au § dernier sur l'article 3.

Art. 18. Les notifications se font comme il est usité en matière administrative ou de recouvrement des contributions directes.

Digitized by Google

doorgang voor eene ontvang pael, en waer uit eene vermeerdering van dees regt zou resulteeren. Zoo is by voorbeeld, de ontkenning van het gebruik der hulp-paarden die een voerman zou weten te moeten gebruiken op eenen berg tusschen twee barrieren.

De daden van fraude die gebeuren buiten den ontvang-kring van eene barrier, (§ 1 op het art. 3) mogen in de belangen van den barrierhouder erkent wezen, en gelyk alle andere daden rechtshalve be-wezen worden, volgens de civile wetten.

Er mogen byzondere maetregelen genomen worden ten aenzien van wegen palende aen de groote baen en die oorzaek geven aen fraude van het regt, zoo door verrieting, hekken-geld, of andere door de gedeputeerde Staten te doen goedkeuren bepalingen.

De scheldwoorden of geweld bedreven buiten de ontvang-kring van een kantoor, geven geene oorzaek tot de toepassing van de byzondere penen voor-schreven by het art. 16, maer worden gestraft vol-gens de gewoone wetten.

Art. 17. De pachters van tolregt voor alle de ge-deelten van hunnen dienst onderworpen zynde aen de jurisdictie van de administratie, (*art.* 11) konnen gestraft worden met de penen by dees artikel ver-meld voor daden door hun in hunne hoedanigheid of belangen bedreven, zelfs buiten de ontvang-kring van hunnen bureau, volgens het 3.de § op het ar-tikel 16 of andersints.

Het vyfde deel van de boeten voor overtredingen, volgens 't artikel 12 aen de pachters toegeeigent, en mag niet afgetrokken worden van de sommen die zy zelfs voor boeten moeten betalen.

Modellen van *klagten* om de misdaden en over-tredingen der pagters te relateeren moeten ter dis-positie van de reizigers en voerlieden gestelt wezen aen alle de barrieren, zoo als het voorzien is by het laetste § op 't artikel 3.

Art. 18. De notificatien geschieden zoo als gepleegd by de administratie voor het ingaren van directe be-lastingen.

Digitized by Google

Le recours au Roi (§ *dernier sur l'article* 26) ne suspend pas l'exécution des décisions des Etats.

L'annotation des décisions du bureau de barrière, se fait sur le registre de service. (§ *dernier sur l'article* 5.)

Les arrondissemens de routes sont répartis entre les receveurs du trésor, suivant décision arrêtée du Ministre des Finances qui a été communiquée.

(*Voir § unique sur l'article* 12.)

Art. 19. La taxe proportionnelle pour surcroît d'attelages est due à raison du nombre d'animaux qui auront été attelés un seul instant dans la distance des routes à raison de laquelle la taxe est due, sauf aux montagnes prévues en l'article 6 du cahier de charges (*voir le* § 3 *sur l'art.* 16).

Les voitures traînées ou poussées par des hommes, ou par des chiens ou autres animaux, non indiqués au tarif, ne sont pas soumises au droit.

Art. 27. L'affixion de l'arrêté dans les bureaux de barrière est de rigueur; elle doit être maintenue par les fermiers sous peine de l'application de l'article 17.

Les dispositions réglementaires sur le roulage, à mesure qu'il en sera émis, doivent être distribuées aux fermiers de barrière, pour être et demeurer également affichées.

Arrêté du 24 février 1819.

Art. 3. Toutes exemptions sont rigoureusement restreintes dans les termes de l'article.

Toute prétention à l'exemption avec des chargemens différens de ceux auxquels elle est attribuée, est considérée comme fraude. (*Voir le* § 2 *sur l'art.* 16 *de l'arrêté du* 13 *février* 1816.)

De toevlugt aen de Koning (*laetste § op 't art.* 18) en kan den uitvoer niet opschorten der decisien van de Staten.

De inschryving der decisien in den bureau word gedaen op den register van den dienst (*laetste § op het 5.de artikel.*)

De arrondissementen van wegen zyn verdeeld tusschen de ontvangers van de schatkist, volgens eene bekentgemaekte decisie genomen door den Minister van Financien.

(*Zie het eenig § op artikel 12.*)

Art. 19. Het proportioneel regt voor vermeerdering van rytuigen word betaeld volgens het getal van paerden die een oogenblik zullen ingespannen zyn geweest op de distantie voor de welke het regt verschuldigd is; behoudens de bergen voorzien by het 6.de artikel van de conditien van verpachting. (*Zie het 3.de § op 't artikel* 16.)

De wagens getrokken of gestooten door menschen, ofte wel door honden of andere dieren, in den tarief niet vermeld, zyn aen het regt niet onderworpen.

Art. 27. Het aenplakken van het besluit in de bureaux van barrieren is op het strengste aenbevolen; het moet door de pachters onderhouden worden op pene van aen hun het artikel 17 toepasselyk te maeken.

De reglementaire bepalingen omtrent het rollen zullen, telkens dat die genomen worden, moeten gezonden wezen aen de barrier-houders, om gelykelyk aengeplakt te zyn en te blyven.

Besluit van 24.sten february 1819.

Art. 3. Alle vrydom van het regt word op eene gestrenge wyze bepaeld in de termen van het artikel.

Alle aenspraek tot vrydom met vragten die verschillen met de gene waer voor zy toegelaeten is, word aenzien als fraude. (*Zie het 1.ste § op het artikel* 16 *van het besluit van* 13.*den february* 1816.)

Le § 5 atteint la circulation, même à vide, faite pour le service d'une section de route, comprise entre deux villes voisines.

Le § 6 atteint les chevaux du service ordinaire de la maréchaussée, et non les voitures ou chevaux attelés accidentellement employés par elle.

Le § 8, 1.re partie, n'atteint d'autres voitures que celles munies de la plaque militaire dont un modèle reste déposé à tous les bureaux, et doit y demeurer sous les peines prévues en l'art. 17.

Le § 9 atteint les voitures et animaux transportant actuellement, même pour le commerce, toute espèce de fumiers, de vidanges, de cendre pour la culture, (mais non les chaux ni les marnes); lorsque leur chargement, exclusivement composé, est au moins des 2/3 de celui que les animaux ou attelages peuvent réellement transporter.

Ce § atteint aussi les transports des matériaux effectués à 2/3 au moins de chargement complet, destinés pour une route quelconque entretenue par l'état, lorsque les voituriers justifient de la destination des objets, par certificat de l'administration des routes qui seront réglés à cet effet.

Ce § n'atteint aucunement les voitures circulant à vide pour la destination ou par suite de ces transports, sauf ce qui est prévu en la note sur le § 5 de l'article 3, et en la note sur le § 1 de l'art. 4.

Art. 4. Le § 2 atteint les voitures et animaux y indiqués, circulant, même à vide, dans le rayon prévu.

Il n'atteint pas les usines non mues par l'eau ou par le vent.

Les octrois d'exemptions qui seraient éventuellement renouvelés, seront communiqués aux fermiers de barrières qu'ils concerneraient, et annotés parmi

Het 5.de § treft de circulatie zelfs ledig gedaen voor den dienst van een gedeelte van den weg, begrepen tusschen twee naburige steden.

Het 6.de § treft de paerden van den gewoonen dienst van de marechaussée, en niet de wagens of paerden die by geval of onverwagts door hun gebruikt worden.

Het 8.ste § van het 1.ste gedeelte, treft geen ander rytuigen dan de gene voorzien van het militaire teeken waer af een model berust in alle de bureaux, en aldaer moet blyven op de penen voorschreven by het artikel 17.

Het 9.de § treft de rytuigen en dieren als nu voerende, zelfs voor de commercie, alle soorten van mest of asch voor den landbouw (maer geen kalk of mergel); wanneer hunne lading, uitzonderlyk gecomposeert, ten minste de 2/3 is van het gene de dieren of de rytuigen wezenlyk konnen vervoeren.

Dees § treft ook 't vervoer van materialen gestelt op ten minste de 2/3 van de geheele lading, geschikt voor een hoe ook genoemde weg onderhouden door den Staet: wanneer de voermans de destinatie der goederen betoonen, door een certificaet van de administratie der wegen die op dit punt zullen bepaeld zyn.

Dees § en treft geensints de ledige rytuigen geschikt voor die transporten of van de zelve terug keerende, behoudens het gene voorschreven is by de note op het 5.de § van 't art. 3, en by de gene op het 1.ste § van 't artikel 4.

Art. 4. Het 2.de § betreft de rytuigen en dieren daer in vermeld, rydende zelfs ledig, in den bepaelden kring.

Het treft geen werkplaetsen dat door het water of de wind niet g'activeert zyn.

De octroyen van vrydom die door gebeurlyke omstandigheden zouden vernieuwt zyn, zullen aen de belanghebbende pagters van barrieren bekent

Digitized by Google

les abonnemens à leur registre de service. (§ *dernier sur l'article* 5 *de l'arrêté du* 13 *février* 1816.)

La fixation des jours de marché de chaque ville est notifiée aux fermiers par la Députation des Etats, sauf recours au Roi, s'il y a lieu. (§ *dernier sur l'art.* 15 *de l'arrêté du* 13 *février* 1816.)

Le Ministre du Waterstaat et des Travaux publics,

Signé LE DUC D'URSEL.

Pour copie conforme:

Le Greffier des Etats provinciaux, I. VAN TOERS.

Digitized by Google

gemaekt wezen, en opgeschreven worden in hunnen dienst-register aen het artikel van abonnementen. (*Laetste* § *op het artikel 5 van 't besluit van 13.den february 1816.*)

De bepaling der merktdagen in elke stad is aen de pagters bekent gemaekt door de gedeputeerde Staten, behoudens toevlugt tot den Koning, daer toe stoffe zynde. (*Laetste* § *op den 15.den artikel van het besluit van 13.den february 1816.*)

Den Minister van de Waterstaat en publieke Werken,

Geteekend Le Duc D'URSEL.

Voor kopy conform,

De Greffier der provinciale Staten, I. Van Torks.

Digitized by Google

MERCURIALE ou ÉTAT indiquant le prix moyen des Grains, Fourrages et autres objets, vendus sur les principaux marchés de la province pendant le mois de juin 1819.

DÉSIGNATION DE L'ESPÈCE DES OBJETS VENDUS.		PRIX MOYENS.	
		flor.	*cts.*
Froment *blanc*	—hectolitre	9	97
——— *roux*	—idem	9	29
Seigle	—idem	7	36
Orge	—idem	7	41
Sarrazin	—idem	7	90
Avoine	—idem	5	12
Haricots	—idem	»	»
Pois	—idem	»	»
Farine *de froment*	—idem	11	10
——— *de seigle*	—idem	8	17
——— *d'orge*	—idem	»	»
Pain *de froment tamisé*	—kilogramme	»	17
—— *de froment non tamisé*	—idem	»	13
—— *de pur seigle*	—idem	»	10
Pommes de terre	—hectolitre	2	90
Viande *de bœuf*	—kilogramme	»	43
——— *de vache et genisse*	—idem	»	40
——— *de veau*	—idem	»	55
——— *de mouton*	—idem	»	48
——— *d'agneau*	—idem	»	53
——— *de porc*	—idem	»	62
Beurre	—idem	»	77
Fromage de Hollande	—idem	»	64
Genièvre	—hectolitre	48	54
Premier flegme du genièvre (Mout-wyn)	—idem	»	»
Foin	—quint. métriq.	3	78
Paille	—idem	2	40
Bois à brûler *chêne*	—stère	4	98
——————— *hêtre*	—idem	4	80
——————— *blanc*	—idem	3	45
Charbon *de bois*	—hectolitre	1	20
———— *de terre* (houille)	—idem	1	26
Fagots à brûler	—centaines	8	58
Tourbe *fossile*	—idem	»	19
——— *de tanneur*	—idem	»	24
Huile *de colsa*	—hectolitre	49	37
—— *de navette*	—idem	49	23
—— *de lin*	—idem	52	60
Chandelles	—kilogramme	»	82

Certifié par le Gouverneur de la province de la Flandre orientale, soussigné. Gand, le 13 juillet 1819.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 23.

KORTEN INHOUD.

35. Barrieren. — *Instructie omtrent de toepassing van eenige artikelen der Koninklyke besluiten van 13.den february 1816 en 24.sten february 1819.* — Van 16.den july. — 2.e Afdeeling.

36. Mercuriale *van de maend juny* 1819. — Van 13.den july. — 2.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 24.

SOMMAIRE.

37. Bois des Etablissemens publics. — *On adresse copie de l'arrêté Royal qui règle l'administration des bois communaux et des établissemens publics.* — Du 17 juillet. — 1.e Division.

38. Barrières. Placemens. — *La taxe ne peut être perçue ailleurs qu'au pied du poteau placé au point déterminé.* — Du 20 juillet. — 2.e Division.

Digitized by Google

GAND, le 17 juillet 1819.

Les ÉTATS DÉPUTÉS *de la Flandre orientale,*

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes de la province.

Messieurs, nous vous adressons, à la suite de la présente, une copie de l'arrêté Royal en date du 27 mai 1819, n.° 64, relatif à l'administration des bois communaux, ceux des établissemens de charité, et aux dépenses que nécessite la surveillance de ces bois.

Pour donner suite aux dispositions de cet arrêté et régler la répartition de la somme de *f.* 969, contingent de la province dans les frais généraux d'administration et de surveillance, vous nous ferez parvenir pour la fin de ce mois, un état conforme au modèle ci-joint.

Cette transmission doit avoir lieu, directement par les villes, et par l'intermédiaire des Commissaires de districts pour les communes du plat-pays.

Les administrations des villes et communes, pour qui cette circulaire n'aurait point d'objet, nous feront parvenir par la même voie un certificat négatif.

Recevez, Messieurs, l'assurance de notre parfaite considération.

Signé PH. C.te DE LENS, Président.

Par les États députés,

Le Greffier des États provinciaux, L. VAN-TOERS.

Digitized by Google

GEND, den 17.den July 1819.

DE GEDEPUTEERDE STATEN van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten der provincie.

Mynheeren, wy zenden UE. hier nevens afschrift van het Koninklyk Besluit in daten 27.sten mei 1819, n.° 64, houdende bepalingen omtrent het bestier der gemeente bosschen en die van openbare gestichten, en de uitgaven die derzelver toezigt veroorzaeken.

Om den uitvoer der bepalingen van dees besluit te verzekeren en de verdeeling te doen van de somme van *f.* 969, aendeel van de provintie in de algemeene onkosten van beheer en van toezigt, zult gylieden ons doen toekomen voor het einde van dees maend, eenen staet conform aen het hier nevensgaende model.

Die overzending zal plaets hebben door de steden rechtstreeks, en voor de gemeenten ten platte lande door de tusschenkomst der districts Commissarissen.

De administratien der steden en gemeenten die in dees bepalingen geen belang hebben, zullen ons op de zelfde wyze een certificaet negatief toezenden.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van onze volkome agting.

Geteekent PH. C.te DE LENS, President.
Van wegen de gedeputeerde Staten,
De Greffier der provinciale Staten, I. VAN TOERS.

PROVINCE
de la
FLANDRE ORIENTALE.

ÉTAT de contenance, valeu
mune de..................
y situés.

DÉSIGNATION de l'Établissement propriétaire.	BOIS DE TOUTE NATURE.		
	Leur contenance en bonniers.	Leur valeur.	Leur produit annuel.
La Commune..........			
Les Hospices..........			
Le Bureau de Bienfaisance.			

Digitized by Google

et produit des Bois possédés par la ville ou com-
.... et par les établissemens de Charité

BOIS DE TOUTE NATURE POSSÉDÉS EN COMMUN AVEC L'ÉTAT.			OBSERVATIONS.
Contenance en bonniers de la portion qui appartient à la commune.	Sa valeur.	Son produit annuel.	

Digitized by Google

NOUS GUILLAUME, par la grâce de Dieu, ROI DES PAYS-BAS, PRINCE D'ORANGE-NASSAU, GRAND-DUC DE LUXEMBOURG, &c., &c., &c.

Vu les adresses des Etats provinciaux de la *Flandre orientale* et de *Luxembourg*, ainsi qu'un rapport du Gouverneur de la province du *Hainaut*, ayant tous pour objet le système qu'il conviendrait d'adopter relativement à l'administration des bois communaux et ceux des établissemens publics de charité;

Prenant en considération les difficultés qui sont résultées des diverses interprétations de notre arrêté du 10 mai 1815, relatif à l'administration des bois appartenans à des communes ou établissemens publics, et notamment de l'article 9, relatif aux frais à supporter par les communes pour la garde et la surveillance desdits bois;

Vu les lois, arrêtés et instructions sur l'administration forestière;

Considérant que l'intérêt général et l'intérêt particulier des communes exigent également l'entretien et la conservation de ces bois; et que l'examen fait jusqu'à présent laisse des doutes importans, sur la question de savoir si par l'adoption d'un système tout différent de celui qui est actuellement en vigueur, cet entretien et cette conservation pourraient être suffisamment et convenablement assurés;

Voulant néanmoins, en attendant que par suite de renseignemens et délibérations ultérieures nous soyons mis à même de prendre à cet égard une détermination définitive, adopter des mesures propres à rendre le système d'administration actuelle moins onéreux aux propriétaires, et surtout en réduire les frais aux sommes absolument nécessaires dans chaque province pour indemniser le trésor des sommes qu'il avance pour le salaire des employés et gardes chargés de la direction et de la surveillance desdits bois;

Wij WILLEM, bij de gratie Gods, Koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassau, Groot-Hertog van Luxemburg, enz., enz., enz.

Gezien de adressen van de provinciale Staten van *Oostvlaanderen* en *Luxemburg*, alsmede een rapport van den Gouverneur der provincie *Henegouwen*, alle ten onderwerp hebbende het stelsel, dat zoude behooren te worden aangenomen met betrekking tot het bestuur der gemeente bosschen, en die van openbare gestichten van liefdadigheid;

In aanmerking nemende de moeijelijkheden voortgesproten uit de verschillende uitleggingen aan ons besluit van 10 mei 1815, relatief de administratie der bosschen behoorende aan gemeenten en openbare gestichten en bepaaldelijk van het negende artikel betrekkelijk de kosten door de gemeenten te dragen voor bewaking en toezigt van de gezegde bosschen;

Gezien de wetten, besluiten en instructien op het bosch bestuur;

Overwegende dat het algemeen belang en het afzonderlijke belang der gemeenten evenzeer het onderhoud en de bewaring van de vermelde bosschen vorderen, en dat het tot dus verre gedaan onderzoek gewigtige twijfelingen overlaat, of dat onderhoud en die bewaring bij het aannemen van een geheel ander stelsel wel naar behooren zouden kunnen worden verzekerd;

Willende evenwel, in afwachting dat wij door nadere inlichtingen en verdere overwegingen, zullen worden in staat gesteld daaromtrent finale bepalingen te maken, geschikte middelen in het werk stellen, ten einde het thans bestaande systema van administratie minder drukkend en bezwarend voor de eigenaren te maken, en boven al de kosten daarvan tot op zulke sommen te verminderen als volstrekt noodig zijn in iedere provincie om de schatkist schadeloos te stellen voor de uitgaven die dezelve voorschiet voor de belooningen der beambten en wachters belast met het beheer en het toezigt voor de vermelde bosschen;

Digitized by Google

Voulant établir en même tems un mode plus simple de répartition de ces dépenses et plus proportionné aux produits que les communes et établissemens publics retirent de leurs bois ;

Voulant également lever tous les doutes à l'égard des diverses dispositions de notre arrêté du 10 mai 1815, et y apporter les modifications qu'exigent l'ordre des choses actuel et les changemens qui ont eu lieu depuis cette époque dans l'administration forestière,

Sur les rapports de nos Ministres de l'Intérieur et des Finances, ainsi que du Conseiller d'Etat, Président de la Chambre des Comptes des domaines ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Avons trouvé bon de décider ce qui suit :

Premièrement. En attendant la décision définitive que nous nous réservons de prendre ultérieurement, la direction des bois, appartenant aux communes et établissemens publics continuera d'être confiée à l'administration forestière de l'Etat, et ce en conformité des lois et réglemens en vigueur, sauf les modifications indiquées aux articles suivans.

ARTICLE 1.er

Sous la dénomination de *boquetaux non contigus à d'autres bois*, mentionnés dans notre arrêté du 10 mai 1815, sont compris les bois d'une étendue de moins de 5 bonniers (hectares) qui sont éloignés d'une distance de 1000 aunes (mètres) au moins d'un autre bois domanial ou communal d'une étendue de plus de 5 bonniers, ou ceux qui, quoique placés à une moindre distance d'un bois de cette nature, en sont néanmoins séparés par des obstacles intermédiaires, ensorte que les deux ne peuvent être surveillés par un seul et même garde.

Art. 2. Les boquetaux isolés de moins de 5 bonniers qui, en vertu de l'article 1.er de notre arrêté du 10

Willende tevens daarstellen eene eenvoudiger wijze van omslag dier uitgaven meer geëvenredigd met de opbrengsten welke de gemeenten en openbare gestichten van hare bosschen trekken;

Willende insgelijks allen twijfel wegnemen ten aanzien van onderscheidene punten van ons gemeld besluit van 10 mei 1815, en daarin die modificatien brengen, welke de tegenwoordige orde van zaken, ende zedert dat tijdstip in het bosch bestuur plaats hebbende veranderingen vereisschen;

Op de rapporten van onze Minister van Binnenlandsche Zaken en van Financien, mitsgaders van den Staatsraad, President van Raden en Rekenmeesteren der domeinen;

Den Raad van State gehoord;

Hebben goedgevonden en verstaan:

Voor eerst te bepalen dat, in afwachting van de finale beslissing, welke wij ons nader voorbehouden, het beheer der bosschen aan gemeenten en openbare gestichten toebehoorende, bij voortduring zal blijven opgedragen aan s'Rijks bosch bestuur, en zulks overeenkomstig de bestaande wetten en reglementen, doch behoudens de wijzigingen in de navolgende artikelen vermeld.

Artikel 1.

Onder de benoeming van *kleine bosschen niet grenzende aan andere bosschen*, voorkomende in ons besluit van den 10 mei 1815, worden verstaan zoodanige bosschen van eene mindere uitgestrektheid dan 5 bunders (hectares), welke op eenen afstand van ten minsten duizend ellen (meters) verwijderd zijn van een ander domein of gemeente bosch, dat eene uitgestrektheid heeft van meer dan 5 bunders; of, welke hoezeer op eenen minderen afstand verwijderd zijnde, nogtans daar zulk tusschen leggende beletselen daarvan afgescheiden zijn, dat beiden niet kunnen worden bewaart door één en den zelfden wachter.

Art. 2. De op zich zelve staande kleine bosschen van minder dan 5 bunders, waar van het beheer

mai 1815, ont déjà été remis à l'administration des communes et établissemens publics, sont exceptés de l'application de l'article précédent.

Art. 3. Les dispositions comprises aux articles 2, 3 et 4 de notre arrêté du 10 mai 1815, demeurent applicables aux arbres épars et boqueteaux de moins de 5 bonniers dont l'administration est abandonnée aux communes.

Art. 4. Les coupes ordinaires et annuelles des bois communaux et de ceux des établissemens publics, qui ne tombent point dans les termes des art. 1, 2 et 3, auront lieu périodiquement suivant les règles de la foresterie et à concurrence de telle contenance qu'il sera trouvé convenable, à proportion d'un côté des besoins des propriétaires, et de l'autre côté de ce que les bois peuvent produire annuellement, de manière que les coupes n'excèdent point le résultat de la croissance annuelle. A cet effet les agens forestiers se concerteront avec l'autorité administrative pour l'établissement des projets de coupes annuelles, dont les Etats seront envoyés par le conservateur à notre Ministre des Finances, pour être approuvés par lui, s'il y a lieu, de la même manière qu'il est usitée pour les états des coupes ordinaires des bois du domaine.

Art. 5. Après l'approbation des projets des coupes, les agens forestiers procéderont en personne et sans pouvoir compter de ce chef aucuns frais, au martelage et au ballivage.

Les mêmes dispositions sont applicables aux autres opérations qui doivent avoir lieu dans les bois appartenans aux communes ou établissemens publics.

Art. 6. Les Députations des Etats détermineront si les coupes doivent être délivrées en nature aux habitans, ou bien si elles doivent être vendues aux plus offrant.

Digitized by Google

reeds is overgegeven, aan de gemeenten en openbare gestichten uit kracht van artikel 1 van ons besluit van 10 mei 1815, zijn van de toepassing van het vorig artikel uitgezonderd.

Art. 3. De verordeningen vervat in artikel 2, 3 en 4 van het besluit van 10 mei 1815, blijven toepasselijk op de verspreide bomen en kleine bosschen van minder dan vijf bunders, waar van het beheer aan de gemeenten is overgegeven.

Art. 4. De gewone en jaarlijksche hakkingen van de gemeente bosschen en van die der openbare gestichten niet vallende in de termen van art. 1, 2 en 3, zullen periodiek plaats hebben volgens de regelen der houtvesterij en tot zoodanige uitgestrektheid als geëvenredigd zal bevonden worden, aan den eenen kant aan de behoeften der eigenaars, en aan den anderen, aan het geen de bosschen jaarlijks kunnen opleveren, in diërvoegen dat de hakkingen met den aangroei gelijk komen te staan. Te dien einde zullen de bosch beambten zich met de plaatselijke administratieve autoriteit concerteren ter daarstelling van ontwerpen van jaarlijksche hakkingen, waarvan de staten door den conservateur gezonden zullen worden aan onzen Minister van Financien om door hem goedgekeurd te worden, indien daar voor termen zijn, op gelijke wijze als voor de staten van de gewone hakkingen der domein bosschen gebruikelijk is.

Art. 5. Na de goedkeuringen der ontwerpen van de hakkingen, zullen de boschbeambten, in eigen persoon, en zonder daar voor eenige onkosten in rekening te mogen brengen, overgaan tot de merking en uitmerking.

De zelfde bepalingen zijn toepasselijk op de andere werkzaamheden die plaats moeten grijpen in de bosschen van gemeenten of openbare gestichten.

Art. 6. De gedeputeerde Staten zullen bepalen of de hakkingen van gemeente bosschen in nature moeten uitgeleverd worden aan de inwoners, ofte wel aan de meestbiedende verkocht.

Digitized by Google

Art. 7. Le mode établi par l'article 7 de notre arrêté du 10 mai 1815 pour la vente des coupes par bonnier, ou par demi-bonnier ne sera suivi que pour autant qu'il sera réputé le plus avantageux pour l'intérêt des communes, et les Députations des Etats provinciaux auront la faculté d'autoriser la vente de ces coupes, en plus grandes parties ou en masse, suivant les circonstances locales.

Art. 8. Les demandes de coupes extraordinaires devront avoir lieu conformément aux réglemens sur la matière. Elles seront autorisées par nous, s'il y a lieu, par un arrêté spécial.

Art. 9. Les traitemens des employés qui seront provisoirement chargés de la surveillance des bois appartenant aux communes et établissemens publics, seront payés intégralement comme ceux du domaine, sur le produit des domaines à titre d'avance, de manière néanmoins que si par la suite les bois dont il s'agit venaient à passer entièrement sous l'administration des propriétaires, ce paiement ne concernera plus, en aucune façon le domaine.

Art. 10. Aussi long-tems que le système actuel d'administration continuera, les communes et établissemens publics propriétaires de bois contribueront au remboursement desdits traitemens ainsi qu'aux frais d'administration et de surveillance générale, en proportion de l'étendue et du produit de leurs bois dans chaque province.

Art. 11. Les sommes nécessaires pour dédommager le domaine de ces frais d'administration, de garde et de surveillance des bois appartenant aux communes et établissemens publics, sont fixées comme suit :

Pour la province d'*Anvers*, à . . . . *f.* 314
» » » du *Brabant méridional*, à . » 14,786
» » » de *Namur*, d'après sa nouvelle circonscription, à . » 20,161

Art. 7. De wijze bepaald bij artikel 7 van het besluit van 10 mei 1815, om de hakkingen bij bunder en halve bunder te verkoopen, zal niet gevolgd worden, dan voor zoo verre zij het voordeeligst zal gerekend worden voor het belang der gemeenten, en het zal de gedeputeerde Staten der provincie vrijstaan, den verkoop dezer hakkingen te autoriseeren bij grootere gedeelten of in massa volgens de plaatselijke omstandigheden.

Art. 8. De aanvragen om buitengewone hakkingen zullen geschieden, overeenkomstig de verordeningen op dit stuk. Zij zullen, indien daartoe termen zijn, bij een speciaal besluit van onzentwege worden toegestaan.

Art. 9. De tractementen der beambten, welke voorlopig zullen zijn belast met het toezigt over de gemeente bosschen en die van de openbare gestichten zullen geheel betaald worden even als die van het domein, uit den opbrengst der domeinen, bij wijze van voorschot, des echter dat bij aldien de gedachte bosschen bij vervolg geheel en al onder de administratie der eigenaren mogten overgaan die betaling in geenerleie opzigt het domein meer zal betreffen.

Art. 10. Zoo lang het tegenwoordig stelzel van administratie zal voortduren, zullen de gemeenten en openbare gestichten die eigenaars van bosschen zijn, tot het remboursement van de voorschreven tractementen, als mede tot de kosten van administratie en algemeen toezigt, bijdragen in evenredigheid van de uitgestrektheid en den opbrengst van derzelver bosschen in iedere provincie.

Art. 11. De sommen nodig om het domein schadeloos te stellen, voor deze kosten van administratie, bewaking en toezigt van gemeente bosschen en van die der openbare gestichten, worden vastgesteld, als volgt:

Voor de provincie *Antwerpen* op . . .	*f*	324
» » » *Zuidbrabant* op . .	»	1,786
» » » *Namen* volgens hare nieuwe circumscriptie	»	20,161

Digitized by Google

Pour la province du *Hainaut*, à . . . . ƒ 9,116
» » » de la *Flandre orientale*, à . » 969
» » » de la *Flandre occidentale*, à » 330
» » » de *Liége*, d'après sa nouvelle circonscsiption, à . . . . » 6,218
» le *Grand-Duché de Luxembourg*, d'après sa nouvelle circonscription, à . . . . . . » 39,744
» la province de *Limbourg*, à . . . . » 605

Art. 12. Les Députations des États régleront la répartition des sommes fixées par l'article précédent pour leurs provinces respectives, suivant l'étendue et le produit

1.° Des bois des communes;
2.° Des bois des établissemens publics;
3.° De la cote-part revenant aux communes ou établissemens publics dans les bois qui sont possédés par eux en commun avec l'État.

Art. 13. La base de cette répartition sera le produit moyen des frais par bonnier, suivant l'étendue des bois de chaque province; mais ce produit moyen sera augmenté ou diminué selon la qualité, le produit et la valeur des bois, en ayant égard au plus ou moins d'avantages que présente leur situation, à raison de la proximité ou de l'éloignement de fabriques, villes ou rivières navigables, de la facilité du transport ou d'autres circonstances locales qui peuvent avoir de l'influence sur le produit des bois; on ne devra pas prendre en considération dans la fixation de ce produit moyen le traitement dont jouissent maintenant les gardes communaux dans le ressort de l'inspection forestière.

Art. 14. Après que cette répartition aura été faite aussi exactement que possible, les Députations des États en communiqueront le résultat aux conservateurs des forêts, ainsi qu'aux directeurs des domaines

Digitized by Google

Voor	de provincie		*Henegouwen* op . . .	*f*	9,116
»	»	»	*Oostvlaanderen* op .	»	969
»	»	»	*Westvlaanderen* op .	»	330
»	»	»	*Luik* volgens hare nieuwe circumscriptie	»	6,218
»	het		*Groot-Hertogdom van Luxemburg* volgens deszelfs nieuwe circumscriptie .	»	39,744
»	de provincie		*Limburg* op	»	605

Art. 12. De gedeputeerde Staten zullen den omslag der sommen in het vorige artikel bepaald, voor hunne respective provincien regelen naar de uitgestrektheid en opbrengst

1.° Van de bosschen der gemeenten;

2.° Van de bosschen der openbare gestichten;

3.° Van het aandeel toekomende aan de gemeenten of openbare gestichten in de bosschen die door hen in gemeenschap met den Staat worden bezeten.

Art. 13. De grondslag van deze repartitie zal zijn het gemiddeld bedrag der onkosten per bunder, naar de uitgestrektheid der bosschen van iedere provincie, doch dat gemiddeld bedrag zal vermeerderd of verminderd worden na mate van de hoedanigheid, het product en de waarde der bosschen, met in het oog houding van de meerdere of mindere voordeelen welke derzelver ligging oplevert uit hoofde van de nabijheid of afstand van fabrieken, steden, of bevaarbaere rivieren, van gemakkelijkheid van vervoer of van andere plaatselijke omstandigheden, die invloed kunnen hebben op den opbrengst der bosschen; zullende bij de bepaling van dit gemiddeld bedrag geen acht moeten worden geslagen op de tractementen thans genoten wordende door de wachters der gemeenten en de bosch inspectien.

Art. 14. Na dat deze omslag zoo nauwkeurig mogelijk zal verrigt zijn, zullen de gedeputeerde Staten het resultat daarvan mede deelen aan de Conservateurs der bosschen alsmede aan de Directeurs der domeinen

Digitized by Google

chargés du soin du recouvrement des contingens fixés pour chaque commune ou établissement ; les Députations des Etats veilleront à ce que tout ce travail soit terminé avant le premier août 1819.

Art. 15. Ces contingens seront annuellement portés en dépense au budget des communes, qui verseront le montant de la répartition dans les caisses des domaines, en 1819 avant le premier novembre, et pendant les années suivantes avant le premier juillet.

Art. 16. Les agens forestiers sont tenus de fournir aux Etats députés les renseignemens qu'ils pourraient avoir besoin pour faire les susdites répartitions.

Art. 17. Attendu l'acquittement annuel des sommes réparties de cette manière, les communes ne payeront plus les vacations établies par des lois antérieures.

Art. 18. L'augmentation du dixième que les acquéreurs paient jusqu'à présent, ne sera également plus reçue.

Art. 19. Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux vacations dues par les communes pour des opérations relatives aux coupes antérieures à l'exercice 1819.

Art. 20. L'arpentage des coupes annuelles et les rétributions fixées pour cet objet par la loi du 16 nivôse an 9, cesseront pour les bois susmentionnés ou pour les parties de ceux dont les coupes annuelles ou périodiques sont déjà réglées et fixées ainsi que pour les boquetaux dont les coupes se font ordinairement en une ou deux fois et dont la contenance est suffisamment connue par les arpentages précédens. Pour les autres bois appartenant aux communes ou établissemens publics, dont les coupes annuelles ou périodiques ne sont pas encore réglées et fixées, les rétributions d'arpentage continueront à être payées sur le pied établi par la loi précitée ; sauf aux communes ou établissemens qui voudraient se décharger de ces dépenses, à faire établir à leurs frais

belast met de zorg voor de inning der aanslagen, bepaald voor ieder gemeente of gesticht; gedeputeerde Staten zullen zorg dragen, dat dit geheele werk zij afgeloopen voor 1.e augustus 1819.

Art. 15. Deze aanslagen zullen jaarlijks gebragt worden op de begrooting der uitgaven van de gemeenten, welke in 1819 in 1.e november en in de volgende jaren voor den 1.e julij, het beloop van den omslag in de kassen van het domein zullen storten.

Art. 16. De bosch beambten zijn gehouden, om aan de gedeputeerde Staten de inlichtingen te verschaffen die zij noodig mogten hebben om de boven gemelde repartitie te verrigten.

Art. 17. Uit hoofde van de jaarlijksche betaling van deze alzoo bepaalde omslagen, zullen de gemeenten niet meer betalen de *vaccatien* vastgesteld bij vroegere wetten.

Art. 18. De tiende verhoging door de koopers tot heden betaald wordende, zal almede niet meer worden geheven.

Art. 19. De vorenstaande bepalingen zijn niet toepasselijk op de *vaccatien* die door de gemeenten verschuldigd zijn voor de werkzaamheden relatief de hakkingen anterieur aan den dienst van 1819.

Art. 20. De metingen der jaarlijksche hakkingen ende retributien daar voor bij de wet van den 16 nivôse 9.e jaar vastgesteld zullen ophouden, voor de dikwerf gemelde bosschen, of voor die gedeelten derzelve waar van de jaarlijksche of periodieke hakkingen reeds geregeld en bepaald zijn als mede in de kleine bosschen die gewoonelijk in eene of twee reizen gehaut worden en welker uitgestrektheid genoegzaam bekend is door vorige metingen voor de andere gemeenten en gestichten bosschen waar van de jaarlijksche of periodieke hakkingen nog niet geregeld en bepaald zijn, zullen de retributien van meting blijven betaald worden op den voet als bij de voorzeide wet is vastgesteld, blijvende het aan de gemeenten of gestichten die zich van deze

Digitized by Google

la division entière de leurs bois en coupes réglées, suivant les instructions et réglemens existans sur la matière.

Art. 21. Le réarpentage n'aura lieu que sur la demande des communes ou établissemens, lorsqu'ils craindront, dans l'arpentage des coupes vendues, une erreur grave et nuisible à leurs intérêts.

Art. 22. Les fonctionnaires et gardes forestiers ne pourront sous aucun prétexte ou dénomination quelconque, exiger ni recevoir quelque salaire ou émolument que ce puisse être pour les opérations qu'ils sont tenus de faire dans les bois appartenant aux communes ou établissemens publics, sous peine de destitution.

Secondement. Toutes les pièces concernant cette affaire seront remises ultérieurement entre les mains de notre Ministre des Finances et de celui de l'Instruction publique, de l'Industrie nationale et des Colonies, à l'effet que le premier nous soumette ses observations et son avis à l'égard des droits d'usage qu'exercent les communes et les particuliers dans les bois de l'Etat, et à l'égard des bois que l'Etat possède en communauté avec d'autres; et avec invitation au second de nous faire un rapport spécial sur la question de savoir, si et jusqu'à quel point il peut être nécessaire ou utile dans l'intérêt de l'industrie nationale, que les bois communaux et ceux des établissemens publics, continuent à être placés sous l'administration et la surveillance de l'administration générale des bois et forêts.

Nos Ministres des Finances, de l'Intérieur, de l'Instruction publique, de l'Industrie nationale, et des Colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, lequel sera porté à la connaissance du Conseiller d'Etat,

Digitized by Google

onkosten zouden willen ondersteunen, om voor hare bosschen, ten hunnen koste, de geheele verdeeling derzelver ingeregelde hakkingen te doen bepalen, volgens de instructien en reglementen ter dezer zaak bestaande.

Art. 21. De overmeting zal geene plaats hebben dan op aanvrage der gemeenten of der gestichten, wanneer zij in de meting der verkochte hakkingen eenen gewigtigen en voor hare belangen schadelijken misslag wezen.

Art. 22. De boschbeambten en boschwachters zullen onder geenerleie voorwendsel of benaming hoe genaamd eenig salaris, vergoeding of emolumenten mogen vragen of aannemen voor de werkzaamheden die zij gehouden zijn te verrigten in de bosschen van gemeenten en openbare gestichten, op straffe van ontzetting uit den dienst.

Wij zenden alle de stukken tot deze zaak betrekkelijk nader te stellen in handen van onzen Minister van Financien, en voor het publiek Onderwijs, de Nationale Nijverheid en de Koloniën, ten einde de eerstgemelde ons verder zouden kunnen dienen van consideratien en advies met opzigt tot de regten van gebruik uitgeoefend wordende door de gemeenten en particulieren in de bosschen van het Rijk, en tot zulke bosschen die door den Staat in gemeenschap met anderen bezeten worden; terwijl wij van laatstgenoemde Minister een speciaal rapport verlangen op de vraag, of en in hoe verre het in het belang der Nationale Nijverheid, al of niet noodzakelijk of nuttig is te achten, dat de gemeente bosschen en die der openbare gestichten bij voortduring onder de administratie en het toezigt van het algemeen bosch bestuur verblijven.

Onze Minister van Financien, van Binnenlandsche Zaken en voor het publiek Onderwijs, de Nationale Nijverheid en de Koloniën, zijn, ieder voor zoo veel hem aangaat, belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit, het welk zal worden ge-

Digitized by Google

Président de la Chambre des Comptes des domaines, ainsi qu'au Conseil d'État.

Laken, le 27 mai 1819.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi,

Signé J. G. DE MEY VAN STREEFKERK.

Pour copie conforme :

Le Greffier des États provinciaux, I. VAN TOERS.

---

38 GAND, le 20 juillet 1819.

LE GOUVERNEUR de la province de la Flandre orientale,

A MM. les Administrateurs des villes et communes de la province.

Messieurs, les emplacemens des barrières ont été définitivement fixés par des arrêtés spéciaux de S. M., qui ont reçu en tems utile la plus grande publicité, et aux termes des arrêtés Royaux du 13 février 1816 et du 24 février dernier, la perception du droit ne peut être opérée ailleurs qu'au pied du poteau placé au point déterminé. Ces poteaux doivent toujours être éclairés après le coucher du soleil, et les fermiers des barrières en souscrivant les contrats de leur adjudication se sont engagés formellement à la parfaite exécution de ces dispositions.

Digitized by Google

bragt ter kennis van den Staats - Raad, President van Raaden en Rekenmeesteren der domeinen als mede van de Raad van State.

Laken, den 27 mei 1819.

Geteekend WILLEM.

Van wege de Konink:

Geteekend J. G. DE MEY VAN STREEFKERK.

Voor kopij conform,

De Greffier der provinciale Staten, I. VAN TOERS.

GEND, den 20.sten july 1819. 38

DE GOUVERNEUR van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Bestierders der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, het plaetsen der barrieren is definitivelyk bepaeld geweest door uitzonderlyke besluiten van Zyne Majesteit, de welke tydelyk de meeste afkondiging bekomen hebben, en achtervolgens de Koninklyke besluiten van 13.den february 1816 en 24.sten february lestleden, de ontvangst van het tolregt en mag niet elders plaets hebben dan aen de voet van de pael geplaetst op het vastgestelde punt. Die palen moeten altoos verlicht wezen naer zon ondergang, en de barrierhouders hebben zich met het onderteekenen van hunne pacht uitdrukkelyk verbonden aen den volmaekten uitvoer van die bepalingen.

Digitized by Google

Quelques-uns d'entre eux cependant n'ont pas tenu jusqu'à présent compte des obligations qui leur sont imposées, et cet état de choses a donné lieu à des discussions avec les voyageurs et à des concussions auxquels il convient de mettre un terme. Les dispositions de l'article 17 de l'arrêté du 15 février 1816 seront rigoureusement appliquées aux contrevenans; mais il importe aussi que le public soit dûment informé des dispositions Royales à ce sujet, et je vous invite en conséquence et d'après l'ordre que j'en ai reçu du Département du Waterstaat, à publier de la manière accoutumée un avis dans le sens de la présente.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

Eenige van hun zyn nochtans tot als nu dies aengaende in wanorder gebleven, en dees order van zaken, heeft oorzaek gegeven aen woorden-wisselingen met de reyzigers en een knevelary die noodzakelyk een eind moeten hebben. De bepalingen van het 17.de artikel van 't besluit van 23.den februari 18[illegible] zullen aen de overtreders stiptelyk toegepast worden; maer het komt ook nodig voor dat het publiek behoorlyk g'informeerd zy van de daer toe betrekkelyke schikkingen, en ik verzoek UE. derhalve, en uit kragt van het bevel die ik diesaengaende ontvangen heb van het Departement van de Waterstaet, om op de gewoone wyze een berigt in den zin van deze te doen afkondigen.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

PH. C.te DE LENS.

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 24.

KORTEN INHOUD.

37. BOSSCHEN van openbaere Gestichten. — *Overzending van het Koninklyk besluit nopens het beheer en toezigt der gemeente-bosschen en die van openbaere gestichten.* — Van 17.den july. — 1.e Afdeeling.

38 BARRIEREN. Plaetsing. — *De ontvangst van het tolregt mag elders niet geschieden dan op de daer toe bepaelde plaets.* — Van 20.sten july. — 2.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 25.

SOMMAIRE.

39. Patentes. — *On donne des instructions sur quelques dispositions de la loi du* 21 *mai* 1819. — — Du 31 juillet. — 1.re Division.

Digitized by Google

GAND, le 31 juillet 1819.

Les ÉTATS DÉPUTÉS *de la Flandre orientale*,

A MM. les Bourguemaîtres et Maires;

Aux Répartiteurs des villes et communes de la province.

Messieurs, la loi du 21 mai dernier contient une nouvelle ordonnance sur les patentes, qui abroge celle du 11 février 1816, à compter du premier de ce mois et pour le deuxième semestre de 1819.

Plusieurs articles de cette loi nous paraissent mériter une attention particulière de votre part; nous allons les rappeler littéralement, afin que, de votre côté, vous en donniez connaissance aux patentables ainsi qu'aux autres personnes que les dispositions de ces acticles concernent, et que vous observiez scrupuleusement vous-mêmes celles qui ont rapport à vos fonctions.

» Art. 29. Personne ne pourra permettre l'étalage ou la vente de marchandises en son domicile, de la part de marchands ambulans ou autres contribuables y logés, désignés au n.° 7, lorsque ceux-ci ne seront point munis d'une patente à cet effet, à peine d'encourir une amende de 25 flo-

Digitized by Google

GEND, den 31.sten july 1819.

De GEDEPUTEERDE STATEN *van Oost-Vlaenderen;*

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires;

Aen de Heeren Zetters en Ontvangers der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, de wet van 21.sten mey jongstleden vervat eene nieuwe ordonnantie op het regt van patent, de welke derogeert aen de gene van 11.sten february 1816, te rekenen met den eersten van dees maend en voor het tweede half jaer van 1819.

Het komt ons voor dat verscheidene artikelen van deze wet eene byzondere oplettentheid van UE. vereisschen; wy gaen de zelve letterlyk ophalen, op dat gy die ter kennis brengen zou van de patentpligtige en andere daer in belang hebbende persoonen, en dat gy met bekommering zou waernemen de gene van die bepalingen die met uwe functie betrek hebben.

« Art. 29. Niemand zal gedogen, dat door eenigen kramer of anderen, bij hem verblijf houdende, bij tabel n.° 7 vermeld persoon, welke niet van patent daartoe is voorzien, te zijnent eenige koopwaar worde uitgestald of verkocht.

De gene, welke strijdig met deze bepaling han-

rins chaque fois qu'il sera pris en contravention de ce chef. »

« Art. 30. Aucun entrepreneur, commissaire, inspecteur, ou autre employé préposé à la police des marchés, ne pourra y admettre à l'exercice de leur profession ou commerce, sujet à patente, d'autres que ceux qu'ils auront reconnus en être munis, soit qu'ils exercent avec ou sans baraques, tentes, boutiques ambulantes ou échoppes.

Les entrepreneurs ou employés prénommés, encourront une amende de 25 florins, chaque fois qu'ils seront pris en contravention de ce chef. »

« Art. 31. Dans tous les actes publics, soit judiciaires, soit extra-judiciaires, dans tous contrats, protêts, insinuations, citations, significations, et tous autres actes de même nature, pour autant qu'ils concernent une profession, industrie, débit ou commerce sujet à patente, il sera fait mention expresse de la patente de celui à la requête duquel ces actes seront passés, signifiés ou délivrés, avec indication du numéro de la patente et du lieu où elle a été donnée, du tems pendant lequel elle est valable, et des professions qui y sont mentionnées. Le notaire, avoué, huissier ou autre agent public qui recevra, passera, délivrera ou signifiera ces actes, devra, à l'effet que dessus, exiger la représentation de la patente, et fera, dans l'acte, mention de son exhibition; le tout sous peine d'une amende de 25 florins, à encourir par lesdits agens publics, pour chacun des actes dans lesquels les formalités ci-dessus prescrites n'auraient point été observées.

Digitized by Google

delt, vervalt in eene boete van 25 guldens, telke reize dat hij hieraan schuldig bevonden wordt. »

« 30. Geen marktpachter, marktmeester of andere, met het opzigt over de markten belaste persoon, zal vermogen op dezelve eenen patentpligtigen, ter uitoefening van deszelfs handel of bedrijf, het zij met of zonder loodsen, tenten, kramen of stallen, toetelaten, ten zij hem gebleken zij, dat deze daartoe van een patent is voorzien; en zal de gebrekige in deze worden gestraft met eene boete van 25 guldens, telke reize, dat zijn verzuim wordt ontdekt. »

« Art. 31. In alle geregtelijke en buiten-geregtelijke openbare akten, kontrakten, protesten, insinuatien, dagvaardingen, beteekeningen, en alle andere dergelijke stukken, voor zoo verre dezelve het aan patentregt onderhevig beroep, bedrijf, nering of handel van eenigen persoon betreffen, zal uitdrukkelijk moeten worden melding gemaakt van het patent van dengenen, ten wiens verzoeke de stukken zijn verleden, opgemaakt, beteekent of uitgegeven, met aanduiding van het nummer en van de plaats der uitgifte van hetzelve, van den tijd waarover alsmede van het beroep of bedrijf, waarvoor hetzelve is uitgegeven: zullende de notaris, procureur, deurwaarder of andere ambtenaar, door of ten overstaan van wien het stuk wordt opgemaakt, beteekend, uitgegeven of verleden, zich te dien einde het patent moeten doen vertoonen, en ook van die vertooning in het stuk melding maken, alles op eene boete van 25 guldens, door den ambtenaar voorschreven te verbeuren, voor ieder stuk, waarin deze bepalingen niet zullen zijn in acht genomen.

Digitized by Google

§. 2.me

Dans toutes les procédures ayant trait à un commerce, une industrie ou profession sujette à patente, le demandeur ou le défendeur, l'Officier public ou toute autre personne chargé de la poursuite ou de la défense, sera tenu de remettre avec les pièces la patente en original ou par copie authentique, pour faire preuve qu'à l'époque des faits qui forment l'objet de la contestation, le demandeur ou défendeur était dûment autorisé à exercer ledit commerce, industrie ou profession. Tout contrevenant à ces dispositions encourra une amende de 25 florins pour chaque contravention.

§. 3.me

Si le contribuable, à la requête duquel sont signés, passés ou remis en justice, les actes mentionnés aux deux paragraphes qui précèdent, ne représente ou ne remet point sa patente au fonctionnaire public ou autre autorisé à en requérir la représentation, il suffira que mention en soit faite dans l'acte, ou que déclaration en soit annexée aux pièces produites en justice.

§. 4.me

Le patentable qui, dans les cas ci-dessus rappelés, n'aura point représenté ou remis sa patente à la réquisition du fonctionnaire public, ou autre à ce qualifié, encourra une amende de 10 florins, indépendamment de celle dont il pourrait

§. 2.

« Bij de stukken, welke in een twistgeding, ter zake van eenigen, aan het patentregt onderhevigen handel of beroep, worden overgelegd, zal de aanlegger of gedaagde, of welke openbare ambtenaar of andere persoon, welke deszelfs zaak waarneemt, moeten voegen het oorspronkelijke patentblad, of een wettig afschrift van hetzelve, ten blijke, dat, *ten tijde der handeling, waarover het geschil is ontstaan*, de aanlegger of gedaagde, tot de uitoefening van zoodanigen handel of beroep is bevoegd geweest, en zulks op eene boete van 25 guldens, telkens door den nalatigen te verbeuren.

§. 3.

« Ingevalle de patentschuldigen, ten wiens verzoeke de stukken in de beide laatstvoorgaande §§ vermeld, worden verleden of overgelegd, het patent niet aan den openbaren ambtenaar of anderen persoon aldaar bedoeld, vertoonen of ter hand stellen, zal deze kunnen volstaan met zulks uitdrukkelijk in het stuk te vermelden, of deswege eene verklaring, tevens bij de in regten overgelegde stukken, te voegen.

§. 4.

« De patentschuldige, welke als voorschreven, het vereischte patent niet aan den openbaren ambtenaar of ander hiervoren bedoeld persoon, op deszelfs eisch, zal hebben vertoond, of ter hand gesteld, zal deswege vervallen in eene boete

être reconnu passible d'après les dispositions de l'article 38.

« Art. 6. Tous les patentables, y compris ceux qui doivent être munis d'un duplicata de patente, sont tenus de représenter chaque fois qu'ils en seront requis, les originaux ou duplicata de leurs patentes, aux fonctionnaires ou employés désignés aux articles 34, première partie, et 36, sous peine d'une amende de 15 florins par chaque infraction.

§. 2.me

« Les patentables dénommés aux tableaux 7 et 8, ainsi que les débitans de billets de loterie, seront tenus, en outre, et sous peine de trois florins d'amende, d'être constamment porteurs de leurs patentes lorsqu'ils exercent leur profession; en cas de contravention de la part de ces contribuables à cette disposition et à toutes autres contenues dans la présente loi, leurs marchandises et outils pourront, aux frais des contrevenans, être séquestrés jusqu'au moment où ils seront reconnus avoir rempli toutes les obligations qui leur sont imposées, et qu'ils auront acquitté les amendes et frais, à moins qu'ils ne donnent caution suffisante à la satisfaction de l'administration des contributions directes.

§. 3.me

« Jusqu'à l'expiration du délai fixé en l'article

Digitized by Google

van tien guldens, boven en behalve die, welke hij ingevolge art. 37, zoude kunnen verschuldigd zijn. »

Art. 32. Alle patentpligtigen, alsmede alle degenen, welke zich van een afschrift des patents behooren te voorzien, zullen gehouden zijn, derzelver patent of een wettig afschrift van hetzelve, telkens, op de aanvrage daar toe, door de bij het eerste gedeelte van art. 34 en de in art. 36 gemelde ambtenaren en bedienden gedaan, aan dezen te vertoonen, op eene boete van 15 guldens, telke reize.

§. 2.

De patentpligtigen, bij de tabellen n.° 7 en 8 vermeld, benevens de debitanten van loterijbriefjes, zullen *daar te boven*, op eene boete van 3 guldens, verpligt zijn, het patent met zich te voeren ten allen tijde, wanneer zij hun beroep uitoefenen, en zullen, ingeval zij, ten aanzien van deze of andere bepalingen dezer wet, in gebreke bevonden worden, hunnen goederen en arbeidsgereedschappen aangehouden, en ten hunnen koste en gevaar, in bewaring kunnen worden genomen, tot dat zij zich van al de hun opgelegde verpligtingen gekweten, en de boete en gevallene kosten voldaan hebben, of daar voor behoorlijken borgtogt gesteld, ten genoegen van de administratie der directe belastingen.

§. 3.

Tot den afloop van den tijd, ingevolge arti-

Digitized by Google

17, pour la remise des déclarations, les patentables pourront satisfaire aux obligations qui leur sont imposées par le présent article et par celui qui précède, en représentant ou remettant la patente de l'année précédente.

« Art. 33. Les contribuables dénommés aux tableaux n.ºs 1 et 12, à l'exception de ceux qui travaillent avec moins de trois ouvriers, sont tenus d'établir et de représenter avec leurs déclarations mentionnées aux articles 17 et suivans, un registre contenant les noms et prénoms de tous les ouvriers qu'ils emploieront ; si la profession est exercée en commun, chaque associé y sera porté pour un ouvrier.

« Ce registre devra être constamment à jour : les noms des ouvriers quittant leur service y seront rayés ; les noms de ceux qui entrent en service y seront inscrits à la suite immédiate des autres, avec mention de l'époque de l'entrée et du départ. Ce registre demeurera constamment déposé dans les ateliers, usines ou boutiques des contribuables ; il devra, sous peine de cinq florins d'amende, être représenté aux fonctionnaires ou employés mentionnés en l'article 35, et à leur première réquisition.

« Pour chaque ouvrier non inscrit au registre, le contribuable chez lequel l'omission aura lieu, sera passible d'une amende de trois florins, indépendamment de celle qu'il pourrait encourir, si, faute d'avoir déclaré le nombre exact de ses ouvriers, il y avait de sa part fraude de droit.

kel 17 bepaald, voor de inlevering der verklaringen ter bekoming van patent, zullen de patentpligtigen volstaan met, ter voldoening aan het vereischte bij dit en het laatst voorgaand artikel, te vertoonen of over te leggen het patent des laatst verloopenen jaars. »

« Art. 33. De patentpligtigen, in de tabellen n.os 1 en 12 begrepen, met uitzondering van diegenen, welke met minder dan drie werklieden arbeiden, zijn verpligt aan te leggen, en tevens met hunne ten gevolge van artikel 17 en vervolgens te doene verklaringen, te vertoonen een register, houdende de namen en toenamen van al de door hen in dienst gehoudene werklieden, ieder der deelgenooten, zoo het beroep in gemeenschap gedreven wordt, voor eenen werkman gesteld. — Dit register zal gestadig bijgehouden moeten worden, de namen der werklieden, welke hunnen dienst verlaten, zullen op hetzelve worden afgeschreven, en die der nieuw aankomende, onmiddelijk na de overige, ingeschreven, met aanteekening van den tijd van het in dienst treden en van het vertrek der werklieden.

« Hetzelve register zal steeds in de werkplaatsen, fabrijken of winkels moeten berusten, en, op de *eerste aanvrage* daartoe, door de volgens art. 35 bevoegden, gedaan, aan deze moeten worden vertoond, op eene boete van 5 guldens. Wegens ieder der werklieden, in dienst van den patentpligtigen zijnde, wiens naam niet in het register is ingeschreven, zal de nalatige vervallen in eene boete van 3 guldens, boven en behalve die, welke hij zoude mogen verschuldigd zijn, ingeval hij

« Tous les ouvriers dont les noms ne sont pas rayés du registre, seront considérés comme étant encore au service du contribuable, à moins qu'il ne prouve le contraire. »

« Art. 31. Le soin de veiller à ce qu'aucun patentable n'élude les obligations qui leur sont imposées par la présente loi, est particulièrement confié aux chefs des administrations communales (les Bourguemaîtres et Maires); aux directeurs, inspecteurs, contrôleurs, percepteurs et porteurs de contraintes des contributions directes, qui, tous, seront tenus de constater par un rapport ou procès-verbal, dressé sous la foi du serment qu'ils ont prêté en leur qualité respective, toutes les infractions à la présente loi qui parviendraient à leur connaissance.

Tous autres fonctionnaires, ou employés assermentés de l'Etat et des communes, sont pareillement autorisés à dénoncer les infractions, et à en dresser acte ou procès-verbal, ainsi qu'il est dit ci-dessus. »

« Art. 33. Il sera loisible aux fonctionnaires de l'administration des contributions directes, ainsi qu'aux porteurs de contraintes, de se faire représenter, à l'intervention d'un membre de l'admi-

bevonden wordt, zich aan verkorting van 's lands-regt te hebben schuldig gemaakt, door meerdere werklieden in dienst te hebben, dan het getal door hem aangegeven.

« Al de werklieden, wier namen in het register zullen worden gevonden, zonder te zijn afgeschreven, zullen worden beschouwd als nog werkelijk in dienst des patentpligtigen te zijn, ten ware het tegendeel daarvan wierd bewezen. »

« Art. 34. De zorg dat niemand, welke eenig aan het patentregt onderhevig beroep uitoefent, zich aan de verpligtingen, hem bij deze wet opgelegd, onttrekke, wordt in het bijzonder opgedragen aan de hoofden der gemeente-besturen, (de Burgemeesters en Maires) en aan de directeurs, inspecteurs, contrôleurs, ontvangers en deurwaarders der directe belastingen. — De zelve zullen gehouden zijn, van alle overtredingen, tegen de bepalingen dezer wet begaan, welke te hunner kennisse komen, op te maken schriftelijk verslag of *proces-verbaal*, en zulks op den eed, door hen in hunne hoedanigheid afgelegd.

« Alle andere beëedigde lands en plaatselijke ambtenaren en bedienden zijn bevoegd tot aangifte van gezegde overtredingen, en zijn mede geregtigd, om op te maken een schriftelijk verslag hunner bevinding als boven. »

« Art. 35. Het zal den ambtenaren van de administratie der directe belastingen, zoo ook den deurwaarderen derzelve belastingen, vrijstaan, om zich vergezeld van eenen der leden des gemeente-

nistration communale, ou d'un commissaire à ce délégué, dans les ateliers des contribuables, désignés aux tableaux n.os 1 et 2, le registre des ouvriers prescrit par l'article 33 ci-dessus, d'y faire le recensement des ouvriers, de leurs noms et de leurs travaux; ils sont pareillement autorisés à s'assurer chez les mêmes contribuables ou auprès de tous autres, du nombre de moulins, fours et fourneaux, cylindres, chaudières, cuves, presses, chambres ou places que la présente loi a désignés comme bases de la fixation du droit.

« Les porteurs de contraintes ne pourront toutefois procéder à ces vérifications, qu'en vertu de l'autorisation écrite d'un directeur, d'un inspecteur ou d'un contrôleur.

« Ladite vérification ne pourra avoir lieu que le jour et pendant les heures ordinaires des travaux. »

« Art. 36. Chaque année, dans les deux mois qui suivront l'inscription générale, et dans la dernière quinzaine du mois de novembre, les chefs des administrations communales (les Bourguemaîtres et Maires), de concert avec les contrôleurs des contributions directes, feront effectuer par des personnes assermentées, à ce dûment qualifiées, un recensement général à domicile des personnes passibles du droit de patente, et s'assureront si elles ont été dûment patentées.

« Il sera dressé de cette opération un procès-verbal, dans lequel seront indiquées les personnes qui ne seraient pas dûment patentées. »

Digitized by Google

bestuurs of anderen, daar toe gemagtigden persoon, in de werkplaatsen der patentpligtigen, bij de tabellen n.os 1 en 12, vermeld te doen vertoonen het register der werklieden, bij art. 33 omschreven, het getal der werklieden, benevens derzelver namen en werkzaamlieden, aldaar te komen opnemen, en voorts bij dezelve en bij andere patentpligtigen onderzoek te doen wegens het aantal molens, ovens, celinders, pannen, kuipen en persen, kamers of plaatsen, voor zoo veel dat getal bij deze wet tot grondslag der belasting is aangenomen. Geen deurwaarder nogtans zal de voorschrevene onderzoekingen kunnen doen, dan op schriftelijken last van eenen directeur, inspecteur of contrôleur, gelijk dezelve almede niet zullen vermogen plaats te hebben, dan bij dag, en op de gewoonelijke tot den arbeid bestemde uren. »

« Art. 36. Jaarlijks, binnen twee maanden na den afloop der algemeene beschrijving, en vervolgens in de laatste helft van de maand november, zal het hoofd des gemeente-bestuurs, met overleg van den contrôleur der directe belastingen, aan al de huizen door daartoe behoorlijk te magtigen beëedigde personen, gezamenlijk met eenen deurwaarder der directe belastingen, doen opnemen, welke patentpligtigen aldaar woonachtig zijn, en of dezelven van behoorlijk patent zijn voorzien.

« Van deze verrigtingen zal worden opgemaakt schriftelijk verslag, in het welk de bevindingen wegens de niet van *behoorlijk* patent voorziene personen zullen vermeld worden. »

Digitized by Google

« Art. 37. Les patentables qui, après les délais fixés pour faire leurs déclarations, seront reconnus ne s'être point conformés à ce qui leur est prescrit à cet égard, ou avoir fait une déclaration fausse, inexacte ou incomplette, seront punis, chaque fois qu'ils auront été reconnus en contravention, d'une amende de 25 à 400 florins.

« Art. 39. Ceux qui seront reconnus avoir employés frauduleusement la patente d'autrui, encourront la peine d'un emprisonnement de trois mois au moins ou d'un an au plus. »

L'article 29, cité le premier dans la présente, concerne non-seulement les aubergistes, cabaretiers, loueurs de chambres garniés, mais encore toutes personnes qui, par des rélations d'amitié ou autrement, seraient dans le cas de loger des marchands ambulans ou autres contribuables, en leur permettant l'étalage ou la vente de leurs marchandises en leur domicile.

L'article 30 concerne les employés qui reçoivent directement les ordres des Bourguemaîtres et Maires; c'est à ceux-ci de veiller à ce que ces employés se conforment à ce qui est prescrit par ledit article.

Digitized by Google

« Art. 37. De aan het regt van het patent onderhevige personen, welke, na den afloop van den tijd, tot het doen der aangiften bepaald, bevonden worden, zich niet, of, door valsche, onnaauwkeurige of onvolledige opgaven *niet behoorlijk*, van hunne verpligtingen, ten aanzien dier aangifte, te hebben gekweten, zullen, telke reize, wanneer hun verzuim of overtreding zal worden ontdekt, vervallen in eene boete van niet minder dan 25, en niet meerder dan 400 guldens. »

« Art. 39. De genen, welke bevonden worden, op eene bedriegelijke wijze, te hebben gebruik gemaakt van eens anders patent, zullen worden gestraft met eene gevangenis van niet korter dan drie maanden, en niet langer dan een jaar. »

Het by deze eerst opgehaeld artikel 29, betreft niet alleenelyk de aubergisten, herbergiers, kamer-verhuerders, maer ook alle persoonen de welke door relatien van vriendschap of andersints in 't geval zouden wezen van kooplieden of andere patentschuldigen te logeren, aen wie zy zouden toelaten eenige koopwaer uit te stallen of te verkoopen.

'T artikel 30 is betrekkelyk tot de g'employeerden de welke de orders rechtstreeks ontvangen van de Burgemeesters en Maires, 't is aen dees laeste van te waeken dat die g'employeerden zich gedragen aen het gene by het zelfde artikel voorschreven is.

Digitized by Google

L'article 31 intéresse généralement tous les patentables. Il en est de même de l'article 32.

L'article 33 n'intéresse que ceux des patentables qui travaillent avec trois ouvriers et plus, et à cet égard, il est bon de remarquer :

1.° Qu'en cas d'association, chaque associé ayant ou non la signature, fera nombre et entrera en ligne de compte avec les ouvriers ;

2.° Que les femmes qui assistent leurs maris et les enfans qui assistent leurs pères et mères dans l'exercice de leurs professions, ne seront point considérés comme ouvriers ;

3.° Que les veuves qui continueront d'exercer la profession de leurs maris, pourront retrancher un ouvrier sur le nombre total de ceux qu'elles emploient ;

4.° Que les patentables qui, dans le cours de l'année augmenteront le nombre de leurs ouvriers, devront se conformer au contenu de l'article 19.

Les Bourguemaîtres et Maires, et les percepteurs des contributions directes sont principalement appelés à exécuter les dispositions de l'article 34. Les premiers ne pourront refuser leur intervention à ceux des fonctionnaires de l'administration des contributions directes, chargés de faire le recensement ordonné par l'article 35. Ils auront soin de se concerter avec les contrôleurs pour l'entière exécution des dispositions de l'article 36.

Digitized by Google

'T artikel 31 belangt alle de patentpligtigen in 't algemeen. Het is ook zoo met het artikel 32.

'T artikel 33 belangt alleenelyk die gene der patentschuldige de welke met drie of meer werklieden arbeiden, en het is diesaengaende nodig op te merken :

1.° Dat in 't geval van maetschappy elken medehandelaer, 't zy dat hy het handteeken heeft ofte niet, deel zal maeken van het getal werklieden en voor zulks zal gerekent worden;

2.° Dat de vrouwen die hunne mans, en de kinderen die hunne ouders helpen in de uitoeffening van hunne bedryven, niet als werklieden konnen aenzien worden;

3.° Dat de weduwen die zullen voortgaen met het bedryf van hunne mans uit te oeffenen, een werkman mogen roeyen uit het getal van werklieden die zy gebruiken;

4.° Dat de patentpligtigen de welke in de loop van het jaer 't getal van hunne werklieden zouden vermeerderen, zich zullen moeten gedragen aen den inhoud van het 13.de artikel.

De Burgemeesters en Maires en de ontvangers van de directe belastingen, zyn bezonderlyk gelast met den uitvoer van het 34.ste artikel. De eerstgenoemde en mogen hunne medehulp niet weigeren aen de beambte der directe contributien de welke belast zyn met het recensement voorschreven by artikel 35. Zy zullen medplegen met de controleurs over de volmaekte uitvoering der bepalingen van het artikel 36.

Digitized by Google

Les répartiteurs et percepteurs, par des communications officieuses, veilleront à ce que les patentables évitent les amendes prononcées par l'article 37, pour déclarations fausses, inexactes et incomplettes, de même que les pénalités que l'article 39 applique à ceux qui emploieraient frauduleusement la patente d'autrui.

Nous comptons sur le concours, l'intelligence et le zèle tant des Bourguemaîtres et Maires que des percepteurs et répartiteurs des contributions directes, pour l'entière régularité des opérations relatives au droit de patente de l'exercice 1819. Nous recommandons spécialement aux répartiteurs de bien s'entendre avec les contrôleurs pour la classification des patentables, conformément à l'article 22 de la loi; nous sommes persuadés que nous n'aurons plus à nous affliger du peu d'accord qui, dans les opérations des années précédentes, a regné entre les premiers et les derniers, et qui, le plus souvent a été nuisible aux intérêts des patentables. Ce n'est que de la bonne harmonie entre les divers fonctionnaires appelés à concourir à un travail qu'on peut en attendre la perfection.

Les Bourguemaîtres des villes, sont invités à donner connaissance aux patentables des dispositions qui précèdent, pour ce qui concerne ces contribuables; ils emploieront à cet effet les voies ordinaires de publicité.

Ces mêmes dispositions seront communiquées aux contribuables, par les Bourguemaîtres et Maires des communes du plat-pays, au moyen des pu-

De zetters en de ontvangers zullen waken dat door dienstwillige gemeenmakingen de patentpligtige vry zyn van de boeten bepaeld by het art. 35, uit hoofde van valsche, onnauwkeurige en onvolmaekte declaratien, als ook van de penen by het artikel 39 vermeld ten aenzien van de gene die valschelyk het patent van een ander zouden gebruiken.

Wy rekenen op de medewerking, de verstandhouding en den iever zoo van de Burgemeesters en Maires, als van de ontvangers en zetters der directe belastingen, voor de volmaekte geregeldheid der bewerkingen rakende het patentregt voor het jaer 1819. Wy bevelen de zetters uitzonderlyk aen om zich wel te verstaen met de controleurs voor de verdeeling in classen der patentpligtige overeenkomstig 't artikel 22 van de wet; wy verzekeren ons dat wy voortaen niet meer zullen te klaegen hebben over het slegt accoord die in de bewerkingen der voorgaende jaren geheerscht heeft tusschen de eerste en de laeste, en die meestdeels nadeelig geweest is aen de patentschuldige! 'T is door de overeenkomst alleen tusschen de verscheidene ambtenaren by deze bewerking geroepen dat men der zelver volmaektheid mag verwagten.

De Burgemeesters der steden worden verzocht om de patentpligtige met de hier bovenvermelde bepalingen bekent te maken by middel van gewoone afkondiging.

In de gemeenten ten platten lande zullen die zelve bepalingen ter kennis van die belastingschuldigen gebragt worden by herhaelde afkon-

Digitized by Google

blications réitérées pendant trois dimanches consécutifs, à l'issue de la messe paroissiale, afin que chacun soit bien informé de ses obligations et ne puisse prétexter cause d'ignorance s'il était pris en contravention.

Recevez, Messieurs, les assurances de notre parfaite considération.

Signé PH. C.te DE LENS, Président.

Par les Etats députés,

Le Greffier des Etats provinciaux, T. VAN TOERS.

dingen gedurende dry achtereenvolgende zondagen naer de parochiale hoofdmisse, op dat een ieder wel g'informeert zy van zyne verpligtingen, enniet voorwenden zou in cas van overtreding ongewaerschuwd te zyn.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van onze volkome agting.

Geteekent PH. C.te DE LENS, President.

Van wegen de gedeputeerde Staten,

De Greffier der provinciale Staten, J. Van Toers.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 25.

KORTEN INHOUD.

39. PATENTEN. — *Instructien op eenige bepalingen van de wet van 21.sten mey* 1819. — Van 31.sten july. — 1.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 26.

SOMMAIRE.

40. Police. — *Instruction relative à l'envoi des rapports périodiques et autres des crimes et délits.* — Du 2 août. — 2.e Division. (839.)

Tome VI.

Digitized by Google

Gand, le 2 août 1819.

Le Gouverneur de la province de la Flandre orientale,

A MM. les Administrateurs des villes et communes de la province.

Messieurs, le Magistrat à qui l'administration de la province était confiée en 1817 avait déjà, par sa circulaire du 8 avril de cette année, insérée dans le Recueil des actes administratifs, pag. 132, prescrit des mesures efficaces pour la répression des crimes et délits, et je viens tout récemment par ma circulaire du 14 du mois passé, insérée au tome 6 du Mémorial administratif, pages 196 et suivantes, de vous donner une instruction claire et précise sur l'exécution de l'arrêté de Sa Majesté du 6 juin dernier, litt. S[2]; la première de ces circulaires entr'autres vous impose l'obligation d'informer de suite le Procureur du Roi près le tribunal de votre arrondissement des crimes et délits qui parviennent à votre connaissance, et de lui transmettre, avec la plus grande exactitude, tous les renseignemens obtenus et propres à en constater l'existence; la deuxième, en vous communiquant l'arrêté de Sa Majesté du 6 juin dernier précité, vous prescrit très-expressément de transmettre au Procureur criminel les rapports périodiques et autres des crimes et délits dont vous êtes informés.

Digitized by Google

GEND, den 2.den augustus 1819.

De Gouverneur van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Bestierders der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, de regeerder aen wie 't bestier der provincie vertrouwt was in 1817, hadde reeds by zyne circulaire van 8.sten april van dat jaer, g'insereert in het Recueil der administrative acten, blad 132, krachtdadige maetregelen voorgeschreven voor de beteugeling der misdaden en overtredingen, en ik heb onlangs by myne circulaire van den 14.den der voorlede maend, 6.de boek van 't Memoriael administratief, blad 196 en volgende, aen UE. eene duidelyke instructie gegeven nopens de uitvoering van Zyne Majesteits besluit van 6.den juny lestleden, littera S 2; door de eerste van die circulairen is UE. onder ander belast met den Koninklyken Procureur by het tribunael van uw arrondissement dadelyk te verwittigen van de misdaden en delicten die t'uwer kennis komen, en met hem zorgvuldiglyk over te leveren alle de ondertigtingen die gy verkregen hebt en die de zaek grondelyk konnen bewyzen; by de tweede, houdende communicatie van 's Majesteits besluit van 6.den juny lestleden voorzeyt, word UE. uitdrukkelyk verzocht om aen den Procureur crimineel over te zenden de maendelyksche of wekelyksche rapporten van de misdaden en overtredingen die t'uwer kennis zyn gekomen.

Cependant des crimes graves se commettent et Mr. le Procureur criminel n'en est pas informé. Je ne puis ainsi m'empêcher d'en témoigner tout mon mécontentement aux municipalités que la chose concerne, et de les avertir que la moindre négligence ou insouciance sera sévèrement réprimée; pour une première faute le chef de l'administration locale trouvée en défaut sera mandé devant moi en séance de la députation des Etats pour y être admonété, tandis que d'un autre côté et dans le cas où la négligence serait grave, Mr. le Procureur criminel le fera admonéter, conformément à l'article 280 du Code d'instruction criminelle, par Mr. le Procureur-général, devant qui il devra se rendre à ses frais. En cas de récidive, je provoquerai la destitution du fonctionnaire qui par son insouciance aura compromis la sureté publique.

Si d'un côté l'administration supérieure de la province doit sévir contre les administrations locales coupables de l'oubli de leurs devoirs, celles-ci doivent en agir de même à l'égard des agens de police, gardes-champêtres et autres qui leur sont subordonnés, c'est le seul moyen de prévenir qu'il ne soit pris des mesures de rigueur à leur charge.

Je m'adresse ici spécialement aux municipalités dont j'ai à me plaindre et je veux bien avant de provoquer l'application des mesures précitées, leur énumérer encore une fois les obligations que les lois et leurs fonctions leur imposent.

Les administrations locales sont tenues:

1.° De transmettre à Mr. le Procureur criminel, les rapports ou procès-verbaux des crimes et délits immédiatement après qu'elles en auront été

Zwaere misdaden vallen nochtans voor zonder dat den Procureur crimineel daer af verwittigt is. Ik kan dus niet nalaten myn misnoegen te laeten blyken aen de regeeringen die de zaek belangt, en hun te waerschouwen dat de minste verzuiming of zorgeloosheid zeer strengelyk zal gestraft wezen: voor eene eerste fout zal de voorzitter van het plaetselyk bestier voor my geroepen worden in de zitting van de gedeputeerde Staten, om over zyn verzuim berispt te zyn, terwyl van een ander kant en by geval van een groot verzuim, den Koninklyken Procureur zal dien doen berispen overeenkomstig 't artikel 280 van den crimineelen Wetboek, door den heer Procureur-generael, voor wie hy t'zynen koste zal moeten compareeren. In 't geval van recidive zal ik van zyne functie doen ontblooten den beampten den welken door zyn zorgloosheid de gemeene rust aen gevaer zal bloot gestelt hebben.

Indien het provinciael bestier van d'eene kant strengelyk handelen moet met de plaetselyke bestieren die hunne pligten verzuimen, moeten deze gelykelyk te werk gaen ten aenzien van de agenten van politie, veldwagters en andere van hunne onderhoorige beampten, dit is den eenigsten middel om de strenge maetregelen te voorkomen die men t'hunnen laste zou moeten nemen.

Ik spreke hier byzonderlyk aen de bestieren die tot myn beklag oorzaek gegeven hebben, en, vooraleer de toepassing der voorschreven maetregelen te verwekken, wil ik gaerne nog eens de verpligtingen ophalen die aen hun door de wetten en door hunne functien zyn opgelegd.

De plaetselyke bestieren zyn gehouden:

1.° Aen den heer Procureur crimineel over te zenden de rapporten of verbalen van de misdaden

Digitized by Google

informées, en même tems qu'elles font parvenir ces pièces à Mr. le Procureur du Roi de leur arrondissement. Elles doivent en outre faire à ces magistrats tous et tels rapports périodiques relatifs à la police dont l'envoi est prescrit aux Commissaires des districts.

2.° Elles doivent malgré cela continuer de faire les mêmes envois auxdits Commissaires.

Il ne peut ainsi leur rester aucun doute sur la nature des obligations qui leur restent à remplir, et je les engage à m'épargner le désagrément de sévir contr'elles et à bien se pénétrer de cette vérité qu'il est du devoir d'un administrateur, non-seulement de réprimer le crime, mais encore de le prévenir par une surveillance rigoureuse.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

en delicten dadelyk naer dat de zelve aen hunne kennis zyn gekomen, en die stuks in der zelver tyd te adresseren aen den Koninklyken Procureur by hun arrondissement. Zy zullen bovendies aen die regeerders zulkdanige periodique rapporten doen, betrekkelyk tot de politie, welkers toezending aen de Districts-Commissarissen belast is.

2.° Zy moeten in weêrwil van dat, voortgaen met gelyke verzendingen te doen aen de zelve Commissarissen.

Alzoo kan geen twyfel meer ontstaen omtrent de verpligtingen die hun opgelegd zyn, en ik verzoeke hun om my de onaengenaemheid te vermyden van strenge maetregelen tegen hun te moeten nemen, en om dat zy zich wel zouden inbeelden dat een bestierder niet alleenelyk verpligt is de misdaden te beteugelen, maer ook de zelve door eene strenge waekzaemheid te voorkomen.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome achting.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 26.

KORTEN INHOUD.

40. POLITIE. — *Instructie omtrent de inzending van periodique en andere rapporten nopens de misdaden en overtredingen* — Van 2.den augustus. — 2.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 27.

SOMMAIRE.

41. CONTRIBUTIONS. — *On demande des renseignemens pour parvenir à plus d'égalité dans la répartition des contributions.* — Du 6 août. — 1.re Division.

Digitized by Google

GAND, le 6 août 1819.

Les ÉTATS DÉPUTÉS *de la Flandre orientale,*

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes (non cadastrées) de la province.

Messieurs, nous vous adressons, à la suite de la présente, une copie de l'arrêté Royal en date du 6 juin dernier, qui a pour but le projet d'une répartition plus égale des contributions.

Aussitôt la réception de la présente, vous convoquerez votre conseil de régence ou municipal, pour prendre connaissance dudit arrêté Royal et répondre aux questions proposées ci-après :

1.° Quelles sont les inégalités qui existent dans la répartition de la contribution foncière, comparativement à une autre commune cadastrée que vous indiquerez ?

2.° Comment cette inégalité se prouve ?

3.° Par quels moyens praticables, cette inégalité pourrait disparaître ?

4.° Quel est le véritable état et valeur des biens fonds, en les désignant par leur nature, et comparativement à l'état et valeur des biens fonds de la commune qui vous paraît moins imposée que la vôtre ?

5.° Par quels moyens, changemens et améliorations dans les rôles actuels, les biens fonds pourraient être exactement séparés et divisés (en attendant l'achèvement du cadastre), de manière que

Gent, den 6den augustus 1819.

De Gedeputeerde Staten van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der ongecadastreerde steden en gemeenten van de provincie.

Myneheeren, wy zenden UE. hier nevens kopy van het Koninklyk besluit van 6den juny jongstleden, hebbende voor doelwit het voorwerp van eene meer evenredige repartitie der belastingen.

Gy zult zoo haest de ontvangst dezer uwen regeerings of gemeente raed byeen roepen ten einde van kennis te nemen van het Koninklyk besluit en te antwoorden op de volgende questien:

1.° Welk zyn de ongelykheden die in de verdeeling der fonciere belasting ontstaen, te vergelyken met een andere ongecadastreerde commune die gy noemen zult?

2.° Hoe word die ongelykheid bewezen?

3.° Door welken bruikbaren middel zou die ongelykheid konnen verdwynen?

4.° Welk is den opregten staet en waerde der vaste goederen, de zelve aenwyzende by hunne natuer, en vergelykelyk aen den staet en de waerde der vaste goederen van het gemeente die gy vermeent minder belast te zyn als het uwe?

5.° Door welke middelen, veranderingen of verbeteringen aen de tegenwoordige leggers de vaste goederen nauwkeuriglyk zouden konnen gescheid worden (ondertusschen de voleinding van het ca-

chaque propriétaire puisse avoir connaissance de la quote-part que chaque division de ses propriétés supporte dans la contribution foncière ?

Ce travail demande beaucoup de régularité, et son objet est trop important pour ne pas être pris en grande considération. Nous attendons de votre zèle et de vos méditations que l'opération qui vous est confiée puisse atteindre le but de l'arrêté Royal, et par suite amener pour les années subséquentes, une égalité avantageuse pour vos administrés dans la répartition des contributions directes.

Les Bourguemaîtres des villes nous adresseront directement leur travail, et ceux des communes du plat-pays nous le feront parvenir par l'intermédiaire des Commissaires de district.

Notre rapport général devant être fait à S. E. le Ministre des Finances dans le mois de septembre prochain, les renseignemens qui lui serviront de base et que nous vous demandons, doivent nous être remis pour le 31 de ce mois, sans que, sous aucun prétexte que ce soit, ce délai puisse être reculé.

Recevez, Messieurs, les assurances de notre parfaite considération.

Signé PH. C.te DE LENS, Président.

Par les Etats députés,

Le Greffier des Etats provinciaux, I. VAN TOERS.

Digitized by Google

daster) zoodanig dat elken eigenaer bekent zy met het aendeel dat elk gedeelte van zyne gronden dragen moet in de fonciere belasting?

Dees werk vereischt veele regelmatigheid en des zelfs voorwerp is veel te belangryk om in geene groote overweging genomen te worden: wy verwagten van uwen iever en van uwe overdenkingen dat de bewerking die aen uwe toevertrouwt is zal geraeken tot het doelwit van 't Koninklyk besluit, en alzoo voor de navolgende jaren zal geleiden tot eene voordeelige gelykheid voor uwe onderhoorige in de verdeeling van de directe belastingen.

De Burgemeesters der steden zullen hun werk aen ons rechtstreeks toezenden, en de gene van de gemeenten ten platten lande zullen ons het zelve doen geworden door de tusschenkomst der districts Commissarissen.

Ons algemeen rapport voor Z. E. de Minister van Financien moetende bereid wezen binnen de maend van september aenstaende, zullen de onderrigtingen tot der zelver grondslag dienende en die wy van UE. verzoeken aen ons moeten toegekomen zyn tegen den 31.sten van dees loopende maend, zonder dat, op welk voorwendsel het zy, die tydstip mag verschoven wezen.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van onze volkome agting.

Geteekent PH. C.te DE LENS, President.

Van wegen de gedeputeerde Staten,

De Greffier der provinciale Staten, I. Van Toers.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, &c., &c., &c.

Considérant que quoique l'article 7 de la loi du 28 décembre 1816 a fixé une certaine époque en-déans laquelle l'examen par les États députés des provinces respectives, en conformité de l'article 8 de la loi du 14 février 1816, pour parvenir à une répartition plus égale des contributions, devrait être terminé, il ne s'en suit nullement que toutes opérations desdits Colléges relativement à ce projet important, seraient suspendues ; mais qu'il est au contraire utile que ces autorités provinciales s'occupent journellement de cet objet et acquièrent une parfaite connaissance des revenus imposables des biens fonds dans les communes de leur province;

Considérant qu'effectivement plusieurs irrégularités paraissent exister entre la taxation des contribuables, lesquelles doivent autant que possible être applanies;

Considérant que la commission nommée par nous pour projetter une répartition plus égale dans les contributions foncière, personnelle et mobiliaire, doit s'occuper plus particulièrement de la division entre les provinces, que de celle entre les communes et les contribuables;

Sur la proposition de ladite commission, du 13 avril dernier;

Notre Ministre des Finances entendu,

Avons arrêté et arrêtons :

Article 1.er

Les Gouverneurs et États députés dans les provinces respectives du Royaume et du Grand-Duché du Luxembourg, sont chargés et autorisés à employer tous

Digitized by Google

Wij WILLEM, bij de gratie Gods, Koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassau, Groot-Hertog van Luxemburg, enz. enz. enz.

In aanmerking nemende, dat hoezeer het 9.e artikel der wet van den 28.e december 1816, eenen zekeren bepaalden termijn heeft voorgeschreven binnen welken het onderzoek door de gedeputeerde Staten der respective provincien, ingevolge het 8.ste artikel der wet van 14 februarij 1816 ter verkrijging van eene meer evenredige repartitie, moest zijn afgeloopen; daar uit echter geenzins behoort te worden afgeleid, dat alle werkzaamheden van voorschreven Collegien met opzigt tot dit belangrijk onderwerp, daarna zullen behooren te worden gestaakt en achter gelaten; maar dat het integendeel hoogstnoodzakelijk en nuttig is, dat onze provinciale autoriteiten zig dagelijks bezig houden met het vermeerderen der naauwkeurige kennisse van de belastbare opbrengst der vaste goederen in de gemeenten van hunne provincie;

Overwegende, dat in de daad verscheidene onregelmatigheden tusschen de bijzondere belastingschuldigen schynen te bestaan, welke zoo veel mogelijk, behooren te worden uit den weg geruimd;

Overwegende, dat de bijzondere commissie, welke door ons tot het onderwerpen eener meer evenredige repartitie der grond, personeele en mobilaire belastingen is benoemd en aangesteld, zich voornamelijk met de verdeelingen tusschen de provincien, meer dan wel met die tusschen de gemeenten en bijzondere belastingschuldigen moet bezig houden;

Op de voordragt van de gezegde commissie van den 13.en april laatstleden;

Gehoord onzen Minister van Finantiën,

Hebben besloten en besluiten:

Artikel 1.

De Gouverneurs en gedeputeerde Staten in alle de respective provincien van het Koningrijk en ons Groot-Hertogdom Luxemburg worden gelast en geau-

Digitized by Google

les moyens qu'ils jugeront les plus convenables aux circonstances locales, afin d'acquérir une plus parfaite connaissance du véritable état et valeur des biens fonds dans chaque commune de leur province où les opérations du cadastre ne sont pas encore achevées, et des inégalités qui pourraient avoir lieu dans la fixation.

Art. 2. Ils se serviront particulièrement, outre tous les autres moyens qu'ils jugeront les plus convenables, de l'assistance et concours des répartiteurs de chaque commune.

Les Gouverneurs auront soin de nommer aux places de répartiteurs, les personnes sur la probité et capacité desquelles il n'y a aucun doute.

Art. 3. Les Gouverneurs feront proposer par les répartiteurs tels changemens et améliorations aux rôles actuels des communes, par lesquels tous les biens fonds soient exactement séparés et divisés, de manière que chaque propriétaire puisse avoir connaissance de la quote-part que chaque division de ses propriétés porte dans la contribution foncière, et par lesquels toutes inégalités et irrégularités soient, autant que possible, rétablies, en attendant l'achèvement du cadastre.

Art. 4. Ces propositions ne pourront cependant donner lieu à la formation de nouveaux rôles, à moins que, par les connaissances que les Gouverneurs en auront acquises, ils y auraient donné matière. En conséquence les rôles actuels resteront en vigueur, excepté seulement qu'ils contiendront les réclamations des propriétaires, faites en conformité de la loi.

Art. 5. Les Etats députés auront égard annuellement, en réglant la répartition de la contribution

torjseert om alle mogelijke middelen onverwijld aan te wenden, welke zij met hunne locale omstandigheden het meest overeenkomstig zullen oordeelen, ten einde meer en meer kennis te verkrijgen van den waren staat en belastbare waarde der vaste eigendommen in iedere gemeente hunner provincie, waar in het werk der cadastratie nog niet is aangevangen, en der ongelijkheden, welke in de aanslagen zouden kunnen plaats hebben.

Art. 2. Zij zullen behalve alle andere middelen, welke zij doelmatig en geschikt zullen oordeelen, zich in het bijzonder daartoe bedienen van de hulp en medewerking der zetters van iedere gemeente.

De Gouverneurs zullen te dien einde zorg dragen van tot zetters de meest geschikte personen te benoemen, van wien eerlijkheid, bekwaamheid en kunde men zich verzekerd kan houden.

Art. 3. De Gouverneurs zullen door de zetters doen voordragen alle zoodanige veranderingen en verbeteringen in de bestaande leggers der gemeenten waardoor de vaste panden alle naauwkeurig worden gesplitst en gescheiden, zoo dat ieder eigenaar behoorlijk kennis zal kunnen dragen van het aandeel, het welk iedere hoofdafdeeling van zijn eigendom in de grondbelasting draagt, en alle ongelijkheden en onevenredigheden zoo veel dit, in afwachting van het cadaster, maar eenigzins mogelijk is, worden hersteld en verbeterd.

Art. 4. Deze voorslagen zullen echter geene ingredienten worden der bestaande leggers, voor en aleer de kennis welke de Gouverneurs daardoor zullen verkrijgen, tot die rijpheid zal zijn gekomen, dat dezelve tot geheel vernieuwde leggers genoegzame stoffe zullen opleveren: zullende daarentegen de bestaande leggers, tot zoo lang in volle kracht en werking blijven, met uitzondering alleen van de reclamatien van de bijzondere eigenaaren volgens de voorschriften der wet gedaan.

Art. 5. De gedeputeerde Staten zullen jaarlijks bij het regelen der repartitie van de grondbelasting in-

foncière, aux renseignemens qu'ils auront obtenus à cet égard, et en feront usage pour établir telles améliorations dans cette répartition, qu'ils jugeront convenables.

Art. 6. Les Gouverneurs et Etats députés nous feront part, dans le mois de septembre de cette année, et ensuite annuellement dans le même mois, par l'intermédiaire du ministre des Finances, des progrès qu'ils auront fait à cet égard, et des connaissances statistiques qu'ils en auront acquises.

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont expéditions seront transmises aux Gouverneurs et Etats députés des provinces respectives, ainsi qu'aux commissions nommées par notre arrêté du 12 avril 1817, n.° 2, pour projeter une répartition plus égale dans les contributions foncière, personnelle et mobiliaire.

Donné à Bruxelles, le 6 juin de l'année 1819, et la sixième de Notre règne.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi,

Signé J. G. DE MEY VAN STREEFKERK.

Pour copie conforme:

Le Greffier des Etats provinciaux, L. VAN TOERS.

Digitized by Google

hunne provincie, op eene voegzame-wijze regard slaan op de onderrigtingen, welke zij in dit opzigt hebben verkregen en daar van gebruik maken tot het daarstellen van alle zoodanige wel gegronde verbeteringen in die repartitie als zij geraden zullen achten.

Art. 6. De Gouverneurs en gedeputeerde Staten zullen ons in de maand september van dit jaar, en vervolgens jaarlijks in die zelfde maand, door tusschenkomst van onzen Minister van Financien, kennis geven van de vorderingen, welke door hun in dit opzigt zullen zijn gemaakt, in de statistieke kennis welke zij zullen hebben verkregen.

Onze Minister van Financien is belast met de executie van het tegenwoordig besluit, waar van afschriften zullen worden gezonden aan de Gouverneurs en gedeputeerde Staten der respective provincien tot narigt; mitsgaders aan de commissie benoemd bij ons besluit van den 12 april 1817, n° 2, tot het ontwerpen eener verbeterde repartitie van de grond, personeele en mobilaire belastingen tot derzelver informatie.

Gegeven te Brussel den 6 juni des jaars 1819, het zesde van onze regeering.

Geteekend WILLEM.

Van wege de Konink:

Geteekend J. G. de Mey van Streefkerk.

Voor kopij conform,

De Greffier der provinciale Staten, I. Van Toers.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 27.

KORTEN INHOUD.

41. BELASTINGEN. — *Men verzoekt onderrigtingen om te geraeken tot eene meerdere gelykheid in de verdeeling der belastingen.* — Van 6.den augustus. — 1.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 28.

SOMMAIRE.

42. ARTISTES VÉTÉRINAIRES. — *Nomination du sieur Millien, en remplacement du sieur Richelot.* — Du 10 août. — Cabinet.

Tome VI.

Digitized by Google

GAND, le 10 août 1819.

Les États députés de la Flandre orientale,

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes de la province.

Nous avons l'honneur, Messieurs, de vous informer que Son Exc. le Ministre de l'Instruction publique, de l'Industrie nationale et des Colonies a, par son arrêté du 28 juillet dernier, désigné le sieur *Milliau* pour exercer ses fonctions d'artiste vétérinaire à la résidence de Gand, en remplacement du sieur *Richelot*, nommé à la résidence de la ville de Marche, dans le Grand-Duché de Luxembourg.

Veuillez bien, conformément à ces dispositions, reconnaître et faire reconnaître le sieur *Milliau* en qualité d'artiste vétérinaire, et lui prêter sous ce rapport toute aide et assistance lorsqu'il se présentera dans vos communes pour y exercer son art.

Recevez, Messieurs, les assurances de notre parfaite considération.

Signé PH. C.te DE LENS, Président.

Par les États députés,

Le Greffier des États provinciaux, I. VAN TOERS.

Digitized by Google

GEND, den 10.den augustus 1819.

De GEDEPUTEERDE STATEN van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten der provincie.

Wy hebben de eer UE. te verwittigen, Mynheeren, dat by besluit van Z. E. den Minister van het publieke Onderwys, de nationale Nyverheid en de Kolonien, in daten 28.sten july lestleden, de heer *Milliau* benoemd is tot veearts te Gend, in plaets van de heer *Richelot*, geroepen in de residentie van Marche, in het Groot-Hertogdom van Luxembourg.

Gelieft overeenkomstig die bepalingen de heer *Milliau* te herkennen en te doen herkennen als veearts, en hem onder dees rapport alle hulp en bystand aen te bieden wanneer hy zich in uwe gemeenten zal begeven om zyne kunde uit te oeffenen.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van onze volkome agting.

Geteekent PH. C.te DE LENS, President.

Van wege de gedeputeerde Staten,

De Greffier der provinciale Staten, I. VAN TOERS.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 28.

KORTEN INHOUD.

42. Veeartsen. — *Benoeming van d'Heer* Millíau, *in plaets van d'Heer* Richelot. — Van 10.den augustus. — Kabinet.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 29.

SOMMAIRE.

43. Audiences du Gouverneur. — *Avis portant fixation des jours et heures qu'elles auront lieu.* — Du 10 août. — Greffe.

Tome VI.

Digitized by Google

Le Gouverneur de la Flandre orientale,

Prévient le public, que la multiplicité des affaires dont il a à s'occuper, ne lui permet de donner ses audiences que deux fois par semaine. Savoir : les lundi depuis onze heures jusqu'à midi, et les vendredi depuis onze heures du matin jusqu'à une heure de relevée.

Il croit d'ailleurs devoir observer que le moyen le plus certain d'accélérer les décisions que ses administrés sollicitent, est de lui adresser *par écrit* leurs demandes, attendu qu'en général, après les lui avoir exposées verbalement, il devient nécessaire d'en revenir au mode le plus simple et par lequel on aurait dû commencer, celui de lui envoyer une pétition écrite.

Il y ajoute une autre observation. Accessible à tous, toujours prêt à rendre justice, aucune autre considération que celles qui sont puisées dans les lois ne pourra le décider.

Ceux-là en imposeraient qui se vanteraient d'obtenir par leur crédit près de lui des décisions favorables : toute promesse faite à ce titre, à qui que ce soit, toute sollicitation qui tendrait à ce but doivent être considérées comme des moyens d'arracher à la crédulité des rétributions imméritées et qui font rougir l'homme qui exerce avec délicatesse une honorable profession.

Ceux qui pour des causes urgentes désirent obtenir une audience particulière, en feront la demande écrite et motivée, qu'ils remettront à l'huissier de la salle ; ils recevront par la même voie la réponse.

Les fonctionnaires publics, ecclésiastiques, civils et militaires seront journellement reçus, depuis dix heures du matin jusqu'à une heure de relevée, lorsqu'ils auront à traiter avec le Gouverneur des affaires qui concernent leurs attributions respectives.

Fait en l'hôtel du Gouvernement, le 11 août 1819.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

De Gouverneur van Oost-Vlaenderen,

Verwittigt het publiek dat de menigvuldige zaken waer mede hy belast is hem niet toelaeten meer als twee-mael in de weke audientie te geven. Te weten: den maendag van elf tot twalf uren en den vrydag van elf tot een uren.

Hy vermeent van een ander kant te moeten doen opmerken, dat de zekerste middel om de decisien te verhaesten die zyne onderhoorige verzoeken, is van hem hunne vraegen *schriftelyk* te adresseeren, aengezien dat algemeenlyk naer de zelve mondelings vertoont te hebben, het noodzakelyk voorkomt weder te keeren tot het meest eenvoudig gebruik en waer mede men had moeten beginnen, het gene van hem eene schriftelyke request toe te zenden.

Hy voegt er een ander aenmerking by. Voor een ider toegankelyk en altyd bereid om regt te doen, geen ander consideratien dan de gene die op de wetten steunen en zullen hem bewegen.

Bedriegelyk zyn die de welke zich zouden roemen van by hem door hun gezag voordeelige decisien te bekomen: alle belofte onder dees naem gedaen aen wie het wezen mag, alle verzoeking tot dees doelwit strekkende, moeten aenzien wezen als ongeoorloofde middelen om van de ligtgeloovige onverdiende belooningen af te persen, waer voor een treffelyk beampten moet beschaemt blyven.

De gene die om dringende reden wenschen eene byzondere audientie te bekomen, zullen hun verzoek tot dies schriftelyk en gemotiveert behandigen aen de kamerbode, zy zullen door hem ook de antwoorde ontvangen.

De geestelyke en de civile en militaire publieke amptenaren zullen dagelyks ontvangen worden van thien uren 's morgens tot een uren naer-middag, voor de zaken betrekkelyk tot hunne respective attributien waer over zy met de Gouverneur zouden wenschen te handelen.

Gedaen in het huis van 't Gouvernement, den 11.sten augustus 1819.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF
VAN
OOST-VLAENDEREN.

N.° 29.

KORTEN INHOUD.

43. Audientien van den Gouverneur. — *Berigt houdende bepaling van de dagen en uren dat de zelve zullen plaets hebben.* — Van 10.den augustus. — Griffie.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 30.

SOMMAIRE.

44. Culte Catholique. — *Inscriptions, etc. placées dans les Eglises.* — Du 12 août. — Cabinet.

Digitized by Google

GAND, le 12 août 1819.

Le GOUVERNEUR *de la province de la Flandre orientale*,

A MM. les Bourguemestres et Maires des villes et communes de la province.

Messieurs, Son Exc. le Directeur-général des affaires du Culte Catholique m'informe qu'il est instruit par les différens rapports qui lui sont parvenus, que l'on néglige d'observer les dispositions de l'art. 73 du décret du 30 décembre 1809, relatif aux fabriques d'églises, portant que nul cénotaphe, nulles inscriptions, nuls monumens funèbres ou autres, de quelque genre que ce soit, ne pourront être placés dans les églises, que sur la proposition de l'Evêque diocésain, et la permission du Ministre des Cultes.

Son Exc. m'invite à vous charger spécialement de tenir strictement la main à ce que les intentions du Gouvernement à cet égard soient ponctuellement remplies.

Veuillez donc, Messieurs, ne pas perdre de vue cet objet, et m'instruire des contraventions qui seraient faites aux dispositions de l'article précité.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

Gend, den 12.sten augustus 1819.

De Gouverneur van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten der provincie.

Mynheeren, Z. E. den Directeur-generael voor de zaken van den Roomsch Katholieken Eeredienst verneemt my dat hy door verscheidene rapporten aen hem toegekomen verwittigt is, dat men de bepalingen verzuimt van 't artikel 73 van het decreet van 30sten december 1809, betrekkelyk tot de kerk-fabrieken, en dragende dat geene eere-tombe, geene opschriften, geene lykgedenkteekens of andere van welken aerd die ook zyn, en mogen geplaetst worden in de kerken, dan op de voordragt van den Bisschop van het diocesie en de toelating van den Minister van Eeredienstеn.

Z. E. verzoekt my om UE. byzonderlyk te belasten van stiptelyk de hand te houden dat de voornemens van het Gouvernement in deze gelegenheid nauwkeuriglyk gevolgd worden.

Gelieft dan, Mynheeren, dees voorwerp uit 't oog niet te verliezen, en my bekent te maeken met de overtredingen die zouden gedaen wezen aen het hier boven gemeld artikel.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome achting.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 30.

KORTEN INHOUD.

44. ROOMSCH KATHOLIEKEN EERDIENST. — *Opschriften, etc. in de Kerken geplaetst.* — Van 12.sten augustus. — Kabinet.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 31.

SOMMAIRE.

45. *Exécution des dispositions de l'article 3 de l'arrêté Royal du 22 mai dernier, L. e M. concernant la direction et la surveillance des travaux de défense contre les eaux de la mer ou des rivières. — Invitation de publier ces dispositions.* — Du 18 août. — 2.e Division.

46. Mercuriale *du mois de juillet* 1819. — Du 16 août. — 2.e Division.

Digitized by Google

GAND, le 18 août 1819.

Les ÉTATS DÉPUTÉS *de la Flandre orientale,*

A MM. les Administrateurs des villes et communes de la province.

Messieurs, un arrêté du 21 mars 1818 n.° 67, a réglé le mode d'après lequel l'administration générale du Waterstaat aurait exercé la surveillance sur tous les travaux aux digues, écluses et autres ouvrages hydrauliques, formant défense contre les eaux de la mer ou des rivières, qui sont à la charge et sous la direction des colléges, communes ou des particuliers, et l'article 3 de cet arrêté prescrit à ces administrations d'envoyer annuellement au Département du Waterstaat et avant le 1.er mai, une notice exacte de tout ce qui devrait être effectué pendant cette année, pour l'entretien, la réparation ou la construction des travaux dont il s'agit.

Maintenant cette disposition a été rapportée par l'article 3 de l'arrêté de Sa Majesté du 22 mai dernier, L.a M, ainsi conçu: « Quant aux travaux » aux digues, écluses et autres travaux formant » défense contre les eaux de la mer ou des rivières, » dont l'administration et la dépense appartiennent » à des directions des polders, colléges et parti- » culiers, dont il est parlé à l'article 220 de la » Loi fondamentale, notre intention est que notre » arrêté du 21 mars de l'année dernière, n.° 67, » qui réglait le mode d'après lequel le Départe- » ment du Waterstaat devait exercer la surveil- » lance sur les changemens, améliorations et cons-

Digitized by Google

Gend, den 18.den augustus 1819.

De Gedeputeerde Staeten van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Bestierders der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, een besluit van 21.sten maert 1818, n.° 67, heeft bepaeld de wyze op de welke het algemeen bestier van de Waterstaat zyn toezigt zou uitgeoefent hebben over alle zee- en rivier-waterkeerende dyk- sluis- en andere water-werken, die door kollegien, gemeenten of particulieren bekostigd en beheerd worden, en 't artikel 3 van dat besluit beveelt aen die bestieren jaerlyks en wel uiterlyk voor den 1.sten mei aen het Departement van den Waterstaat in te zenden eene nauwkeurige opgave van het geen in dat jaer tot onderhoud, herstelling of aenleg van dergelyke werken zal verrigt worden.

Deze bepaling is herroepen geweest door het 3.de artikel van 's Majesteits besluit van 22.sten mei lestleden, L.a M, het welk luid als volgt: « Met » opzigt tot zoodanige zee of rivier waterkeerende » dyk, sluis en andere waterwerken als door kol- » legien en gemeenten of particulieren bekostigd » en beheerd worden, waer van gesproken word » in art. 220 der Grondwet, is het onze intentie » dat ons besluit van 21.sten maert des voorleden » jaers, n.° 67 (waer van copy aen de Staten zal zyn » gezonden) en waer by was bepaeld de wyze » op welke het toezigt van het Departement van » den Waterstaat over het gene zoo wel het on-

» tructions des ouvrages dont il s'agit, sera mo-
» difié, en ce que les colléges ou administrations,
» sous quelque dénomination que ce soit, ayant
» l'administration et pourvoyant à la dépense de
» travaux aux digues, écluses et autres ouvrages
» formant défense contre les eaux de la mer ou
» des rivières, ne seront plus tenus d'envoyer au
» Département du Waterstaat, mais bien de *trans-*
» *mettre annuellement aux Etats députés de*
» *leur province*, une notice exacte de la dépense
» à faire pendant cette année pour l'entretien,
» la réparation ou la construction des ouvrages
» de cette nature, en ayant soin de distinguer per-
» tinemment dans cette note les ouvrages d'en-
» tretien ordinaire et ceux de réparations extraor-
» dinaires ou de nouvelle construction. »

En conséquence et en nous adressant ici spécialement aux municipalités des communes où il se trouve des associations ou des particuliers pourvoyant à l'entretien des ouvrages dont il est parlé plus haut, nous les invitons à publier, de la manière accoutumée, les dispositions contenues dans la présente, le premier dimanche après sa réception, et de renouveler annuellement cette publication avant le premier du mois de mai.

Recevez, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Signé PH. C.te DE LENS, Président.

Par les Etats députés,

Le Greffier des Etats provinciaux, I. Van Toers.

Digitized by Google

» derhoud als het veranderen, verbeteren of aen-
» leggen van dat soort van werken betreft, zoude
» worden uitgeoefend, in diër voegen zal worden
» gemodificeerd, dat alle de kollegien of bestuu-
» ren onder wat benoeming ook welke het beheer
» hebben over zee of rivier waterkeerende dyken,
» sluizen of andere werken, waer van de kosten
» ten lasten van kollegien, gemeenten of particu-
» lieren komen, op den voet, by dat besluit be-
» paeld, niet meer aen de algemeene directie van den
» Waterstaat, maer *aen de gedeputeerde Staten*
» *jaerlyks zullen inzenden* eene nauwkeurige op-
» gaeve van het geen in dat jaer tot onderhoud,
» herstelling of aenleg diër werken zoude wor-
» den verrigt en te koste gelegd, in die opgave
» pertinentelyk distinguerende tusschen het gene
» raekt het gewoon onderhoud van bestaende wer-
» ken en het gene betrekking heeft tot buiten-
» gewoone herstelling of nieuwen aenleg. »

Gevolgelyk en ons byzonderlyk adresseerende aen de bestieren der gemeenten alwaer zich genootschappen of particulieren bevinden, de welke voorzien in het onderhoud der hier boven beroepen werken, wy verzoeken hun om de bepalingen by deze vermeld op de gewoone wyze te doen afkondigen den eersten zondag naer der zelver ontvangst, en die afkonding jaerlyks te vernieuwen voor den 1.[sten] van de mei-maend.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van onze volkome agting.

Geteekent PH. C.[te] DE LENS, President.

Van wege de gedeputeerde Staten,

De Greffier der provinciale Staten, I. VAN TOERS.

Digitized by Google

Mercuriale ou État indiquant le prix moyen des Grains, Fourrages et autres objets, vendus sur les principaux marchés de la province pendant le mois de juillet 1819.

DÉSIGNATION DE L'ESPÈCE DES OBJETS VENDUS.		PRIX MOYENS. flor.	cts.
Froment *blanc*	—hectolitre	9	93
——— *roux*	—idem	8	27
Seigle	—idem	6	74
Orge	—idem	5	92
Sarrazin	—idem	7	74
Avoine	—idem	4	62
Haricots	—idem	»	»
Pois	—idem	»	»
Farine *de froment*	—idem	11	28
——— *de seigle*	—idem	7	88
——— *d'orge*	—idem	»	»
Pain *de froment tamisé*	—kilogramme	»	18
—— *de froment non tamisé*	—idem	»	13
—— *de pur seigle*	—idem	»	9
Pommes de terre	—hectolitre	2	50
Viande *de bœuf*	—kilogramme	»	43
——— *de vache et génisse*	—idem	»	42
——— *de veau*	—idem	»	56
——— *de mouton*	—idem	»	48
——— *d'agneau*	—idem	»	47
——— *de porc*	—idem	»	62
Beurre	—idem	»	77
Fromage de Hollande	—idem	»	62
Genièvre	—hectolitre	48	54
Premier flegme du genièvre (Mout-wyn)	—idem	»	»
Foin	—quint. métriq.	3	78
Paille	—idem	2	40
Bois à brûler *chêne*	—stère	4	98
———— *hêtre*	—idem	4	77
———— *blanc*	—idem	3	45
Charbon *de bois*	—hectolitre	1	20
——— *de terre* (houille)	—idem	1	32
Fagots à brûler	—centaines	8	47
Tourbe *fossile*	—idem	»	19
——— *de tanneur*	—idem	»	23
Huile *de colsa*	—hectolitre	49	35
—— *de navette*	—idem	47	87
—— *de lin*	—idem	49	22
Chandelles	—kilogramme	»	82

Certifié par le Gouverneur de la province de la Flandre orientale, soussigné. Gand, le 26 août 1819.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.º 31.

KORTEN INHOUD.

45. *Uytvoering der bepalingen van 't artikel 3. van het Koninklyk besluit van 22.sten mei lestleden, L.a M, rakende het beheer en de toezigt over de waterwerken. — Verzoek om die bepalingen af te kondigen.* — Van 18.den augustus. — 2.e Afdeeling.

46. Mercuriale *van de maend july* 1819. — Van 16.den augustus. — 2.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 32.

SOMMAIRE.

47. Cadastre. — *Communication des opérations cadastrales aux propriétaires.* — Du 19 août. — 1.° Division.

Tome VI.

Digitized by Google

GAND, le 19 août 1819.

Le GOUVERNEUR de la province de la Flandre orientale,

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes non cadastrées de la province.

Messieurs, depuis la reprise des travaux du cadastre dans cette province, deux communications des bulletins ont été faites aux propriétaires, l'une pour l'arpentage, l'autre pour le classement; après cette dernière communication, les contrôleurs qui ont concouru à l'expertise, ont retiré les bulletins et les autres pièces relatives à ce travail, et ont dressé un procès-verbal de ce retirement, au bas duquel les Bourguemaîtres ont attesté que toutes les formalités avaient reçu leur exécution : ce qui a donné à l'administration supérieure de la province, l'assurance que les instructions sur cette matière avaient été régulièrement observées.

Mais nous n'avons pas eu lieu d'être également satisfaits de la manière dont a été faite la première communication relative à l'arpentage; les géomètres qui en ont été chargés n'ont produit aucun certificat attestant qu'ils avaient rempli leurs obligations. Cependant, les résultats de l'arpentage devant être aussi exacts que ceux de l'expertise, l'ad-

Digitized by Google

Gend, den 19.den augustus 1819.

De Gedeputeerde Staten van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der ongecadastreerde steden en gemeenten van de provintie.

Mynheeren, sedert het hernemen der bewerkingen van het cadaster in deze provintie, zyn 'er twee bekentmakingen van bulletins aen de eigenaren gedaen; de eene voor de meting, de andere voor de classering; naer deze laeste gemeenmaking, de controleurs de welke medegewerkt hebben in de taxatie, hebben hunne bulletins en de andere stuks betrekkelyk tot dees werk ingetrokken, en hebben van deze intrekking verbael opgestelt onder het welk de Burgemeesters verklaert hebben dat alle de formaliteiten hunne uitvoering bekomen hadden : het welk aen het opper-provinciael bestuur de verzekering verschaft heeft dat de instructien omtrent dees vak regelmatiglyk achtervolgt geweest hadden.

Maer wy zyn zoo veel niet voldaen van de wyze op de welke de eerste bekentmakinge nopens de meting is gedaen geweest; de landmeters daer mede belast, hebben geen een certificaet overgeleverd om hunne pligten te bewyzen. Den uitslag van de meting moetende nogtans zoo nauwkeurig zyn als die van de taxatie, het opper-bestuur had

ministration aurait dû avoir la conviction que les géomètres n'avaient rien négligé pour faire un travail exact et régulier.

Afin que ce but soit atteint, dorénavant, nous avons cru nécessaire de vous entretenir des détails relatifs à la communication des bulletins de l'arpentage, et de vous indiquer les moyens qu'il est de votre devoir d'employer pour prévenir, en ce qui vous concerne, les erreurs et les abus qui pourraient se glisser dans cette opération, et léser les intérêts des contribuables, ce qui est contre l'intention formelle de S. M.

Le cadastre d'une commune se compose de deux opérations bien distinctes, la première a pour objet de déterminer géométriquement la grandeur de chaque propriété, et de former ensuite une espèce de livre terrier, désigné sous la dénomination de tableau indicatif, contenant le n.° de chaque partie, sa nature de culture et le nom du propriétaire; des géomètres nommés par S. E. le Ministre des Finances sont chargés de cette opération.

Quant à la méthode qu'ils doivent employer pour mesurer le terrein et construire leur plan géométrique, ceci dépend absolument des règles de l'art, et les géomètres sont dirigés à cet égard par un chef qui doit répondre de leur exactitude; ainsi cette partie du travail ne vous concerne pas.

Néanmoins, mesurer toutes les parcelles et en

moeten overtuigd wezen dat de landmeters niets verzuimd hebben om een regelmatig en nauwkeurig werk te maken.

Om dees doelwit voor 't toekomende te bereiken, hebben wy nodig geacht UE. te moeten onderhouden van de uitleggingen betrekkelyk tot de bekentmaking der meting-bulletins, en van uwe de middels aen te wyzen die gy verpligt zyt waer te nemen om voor zoo veel het UE. aengaen mag de misslagen en de misbruiken te voorkomen, die in deze bewerking zouden konnen voorvallen en de belangen van de contribuabelen beleedigen, het gene aen 's Majesteits duidelyke meening tegenstrydig is.

Het cadaster van een gemeente is in twee verschillende bewerkingen verdeelt : het eerste heeft voor oogmerk om meetkundiglyk te bepalen de grootte van elken eigendom, en naer dies eene soort van terrier te maken, gekent onder de benoeming van aenwyzenden tableau, houdende het nummer van elke party land, den aert van der zelver landbouw en de naem van den eigenaer; landmeters door Z. E. de Minister van Financie benoemd, zyn belast met deze bewerking.

De wyze die zy volgen moeten om de grond te meten en om hunne landkaerte te formeeren bestaet onafhankelyk van de regels der kunde, en de landmeters zyn desaengaende geregeert door een opper Ingenieur die moet verantwoorden over der zelver nauwkeurigheid, dus hebt gy met dees gedeelte van de bewerking geen belangen.

Niet tegenstaende alle de perceelen meten en al

Digitized by Google

rapporter toutes les figures sur un plan, n'est pas la seule opération qui constitue l'arpentage parcellaire, il en est une autre non moins importante, qui exige de même tous les soins du géomètre; elle consiste à indiquer les propriétaires de chaque parcelle, tels qu'ils existent au moment de l'arpentage; c'est pour cette indication que les géomètres ont besoin de votre concours. Il est donc essentiel que vous leur procuriez de bons indicateurs, choisis parmi ceux des habitans de la commune qui connaissent parfaitement non-seulement les propriétaires de toutes les parcelles, mais encore les limites de ces parcelles, de manière que le géomètre en les mesurant, ne puisse empiéter de l'une sur l'autre.

Il est encore nécessaire que le géomètre désigne, sur le tableau indicatif, les noms, prénoms, surnoms, la profession et la demeure de chaque propriétaire, et, s'il arrive que deux ou plusieurs individus de la commune portent les mêmes noms et prénoms, le géomètre, pour éviter les méprises qui résulteraient de cette identité de noms, doit les distinguer par la différence de leur filiation. Sous ce rapport, les géomètres auront encore besoin de votre aide et de vos connaissances locales.

Telles sont les premières précautions pour parvenir à faire un bon travail.

Lorsque le géomètre a terminé sur le terrain son plan parcellaire, et formé le tableau indicatif des propriétés et des propriétaires, il remet ce premier travail à l'ingénieur vérificateur, qui doit se rendre dans la commune pour en faire la vérification;

Digitized by Google

hunne figuren op een plan te brengen, en is de eenigste bewerking niet die de perceelsgewyze meting uitmaekt, er is een andere al zoo belangryk die zelfs alle de oplettentheid van den landmeter vereischt; die bestaet in het aenwyzen der eigenaren van elk perceel, zoo als de zelve bestaen op het oogenblik van de landmeting : 't is voor die aenwyzing dat de landmeters uwe medehulp vereisschen. 'T is dus noodzakelyk dat gy hun goede aenwyzers bezorgd, gekozen uit die inwoonders van uw gemeente de welke volkomenlyk kennen, niet alleenelyk de eigenaren van alle de perceelen, maer ook de limiten van diere, zoodanig dat de landmeter de zelve metende, de eene op de andere niet aenmatigen kan.

Het is ook noodzakelyk dat den landmeter op de aenwyzende tabel brengt de namen, voornamen, bynamen, het bedryf en de woonst van elken eigenaer, en by geval dat twee persoonen van het gemeente de zelve naem en voornamen voeren, moet den landmeter om de misslagen die uit deze overeenkomstigheid van namen zou resulteeren, die onderscheiden door het verschil van hunne afhankelykheid. Onder dees rapport zullen de landmeters van uwe hulp en uwe plaetselyke kennissen ook van node hebben.

Zulks is de eerste voorzorg om een goed werk te bekomen.

Toen den landmeter op de grond zyn perceelsgewyze plan voleind heeft, en dat zyn aenwyzende tabel der eigendommen en eigenaren is opgemaekt, hy behandigt dees eerste werk aen den Ingenieur verificateur die zich in het gemeente

Digitized by Google

s'il le trouve exact, il procède dans ses bureaux aux calculs de la superficie de chaque propriété, il pose la contenance de chaque parcelle au tableau indicatif dans la colonne à ce destinée, et remet ensuite le tout au géomètre, qui doit retourner dans la commune, à l'effet d'y confectionner les bulletins et les communiquer aux propriétaires.

C'est principalement sur cette dernière opération que nous devons appeler toute votre attention: il est de la plus haute importance qu'elle se fasse avec les plus grands soins et avec toute la régularité exigée par les instructions, puisque le cadastre a pour but d'obtenir une connaissance exacte de toutes les propriétés d'un contribuable, afin que, dans la répartition des contributions foncières, il ne soit imposé que dans la juste proportion de son revenu réel. Il est donc nécessaire que chaque propriétaire ait connaissance de l'état de ses propriétés dressé par le géomètre, afin qu'il puisse s'assurer si on lui a attribué plus ou moins qu'il n'en possède réellement dans une commune.

Aussi, lors de la reprise des opérations cadastrales dans les provinces méridionales du Royaume, le mode à suivre dans la communication des bulletins a fixé particulièrement l'attention de l'administration supérieure; on a reconnu qu'il était avantageux sous tous les rapports de les faire confectionner sur les lieux par les géomètres, en conséquence cette méthode a été introduite dans les différentes provinces, où l'expérience a démontré et démontre encore chaque jour la bonté.

Digitized by Google

begeven moet om de verificatie daer af te doen; indien hy het zelve nauwkeurig vind, hy maekt in zyn bureau de oprekeningen der oppervlakte van elke eigendom, hy stelt de grootte van elk perceel in de aenwyzende tabel in de daer toe geschikte kolom, en behandigt naer dies het geheel aen den landmeter die in het gemeente wederkeeren moet om aldaer de bulletins op te maeken en de zelve aen de eigenaren te communiqueeren.

'T is op dees laeste bewerking dat wy uwe oplettenheid byzonderlyk moeten vesten: 't is van het hoogste belang dat de zelve met de grootste zorg en met de meeste regelmaetigheid door de instructien voorschreven geschiede; vermits het cadaster voor doelwit heeft eene nauwkeurige kennis te bekomen van alle de eigendommen van eenen contribuabelen, op dat hy in de verdeeling der grondlasten in eene geregelde evenredigheid van zyne opregte inkomst gebragt zy. 'T is dus noodzakelyk dat elken eigenaer kennis heeft van den staet zyner eigendommen die door den landmeter gemaekt is, ten einde zich zelven te verzekeren of men hem niet meer of niet min toegeëigend heeft als hy in een gemeente waerlyk bezit.

Ook heeft de bekentmaking der bulletins toen het hervatten der cadastrale bewerkingen in de zuidelyke provintien de aendagt van het opper-bestuur byzonderlyk getroffen, men heeft erkent dat het onder alle rapporten voordeelig was de zelve door de landmeters ter plaets te doen opmaken, diesvolgens is deze methode ingebragt geweest in de verscheidene provintien alwaer der zelver kracht door de ondervinding klaerblykend is.

Afin que vous puissiez vous assurer si les géomètres remplissent à cet égard toutes les obligations qui leur sont imposées, et que vous puissiez leur délivrer un certificat qui l'atteste, lorsqu'ils ont terminé leurs opérations dans votre commune; nous allons vous indiquer ce qu'ils doivent faire en cette circonstance, et vous tracer la marche que vous devez suivre pour les aider, et leur fournir les moyens utiles pour que leur travail soit régulier.

Le géomètre rédige la première partie des bulletins, qui se réduit à l'inscription des noms des propriétaires, des lieux-dits, des sections, des numéros du plan, de la nature des propriétés et de leur contenance en mesures métriques et en mesures locales; cette rédaction se fait dans les communes sous les yeux des propriétaires, locataires, régisseurs, &c.

Ainsi s'opère la communication de l'arpentage, et, lorsque cette opération est faite avec soin, on peut être assuré de l'exactitude du plan et du tableau indicatif.

Mais avant de procéder à cette première communication, des affiches annonçant la rédaction des bulletins par les géomètres dans les communes, avec invitation aux propriétaires et locataires d'y concourir par leur présence, doivent être apposées dans les communes cadastrées et dans les communes environnantes, car on ne saurait donner trop de publicité à une opération qui intéresse aussi essentiellement tous les propriétaires.

Digitized by Google

Op dat gy uwe zou konnen verzekeren of de landmeters alle de pligten volgen die hun desaengaende opgeleid zyn, en dat gy hun het certificaet die zulks bewyst afleveren mag toen zy hunne bewerkingen in uw gemeente voleind hebben, wy gaen UE. kennis geven van 't geen zy in deze omstandigheid moeten verrigten, en uwe de marsch aenwyzen die gy volgen moet om hun te helpen, en hun de middels te verzorgen op dat hun werk regelmatig zou gemaekt worden.

Den landmeter is belast met den opstel van het eerste gedeelte der bulletins, het welk bestaet in het inschryven van de namen der eigenaren, de zoo genoemde sectien, de nummers van het plan, den aert der eigendommen en der zelver grootte in metrique en plaetselyke maete, dezen opstel geschied in het gemeente onder de oogen der eigenaren, huuraers, regisseurs, &c.

'T is alzoo dat de gemeenmaking der landmeting uitgeoefend word, en deze bewerking met zorg gedaen is, mag men verzekert zyn van de nauwkeurigheid van het plan en van de aenwyzende tabel.

Maer voor aleer tot deze eerste bekentmaking over te gaen zullen er affixien aengeplakt worden in de gecadastreerde en naburende gemeenten, aenwyzende den opstel der bulletins door de landmeters, met verzoek aen de eigenaren en huuraers om daer present te wezen, want men geen te groote openbaerheid geven kan aen eene bewerking die de belangen van de eigenaren zoo veel betreffen.

Digitized by Google

Pour faciliter ce travail, nous vous recommandons de mettre les gardes champêtres à la disposition du géomètre rédacteur des bulletins, pour l'appel des propriétaires, locataires, régisseurs, &c. Il sera alloué pour indemniser les gardes champêtres, quelques journées d'indicateurs de plus, conformément à l'article 696 du Recueil méthodique des instructions sur le cadastre.

Nous vous engageons à tenir la main à ce que les géomètres fassent faire l'appel de tous les propriétaires domiciliés, tant dans la commune que dans celles avoisinantes, et à leur défaut les locataires; à ce que ces agens dressent, en présence des intéressés, sur le vu du plan et du tableau indicatif et après les avoir entendus, le tableau de leurs propriétés; à ce qu'ils fassent approuver les bulletins par les propriétaires ou locataires, et si ceux-ci ne savaient signer, vous l'approuverez vous-même, avec mention spéciale que le bulletin a été fait en leur présence, et qu'ils l'ont reconnu exact.

Lorsque des propriétaires auront déclaré que la contenance de quelques-unes de leurs propriétés trouvée par l'arpentage, n'est pas celle qu'ils croient être la contenance réelle, et qu'ils en auront demandé la vérification au géomètre, vous vous assurerez si ce fonctionnaire a satisfait à cette demande, et vous en ferez une mention expresse dans le certificat que vous lui délivrerez à la fin de son opération.

Digitized by Google

Om dees werk gemakkelyk te maeken, wy komen UE. aenbevelen om de veldwagters ter dispositie te stellen van den landmeter die belast is met de bulletins, om de eigenaren, huuraers en regisseurs op te roepen, er zal ten einde van de veldwagters hier voor te beloonen eenige dagloonen van aenwyzers meer toegestaen zyn, overeenkomstig het artikel 696 van de methodique Verzameling der instructien op het cadaster.

Wy bevelen uw aen de hand te houden dat de landmeters de oproeping doen doen van alle de eigenaren woonagtig, zoo wel in het gemeente als in de naburende, en by gebrek van die de huuraers; dat die agenten van 't cadaster in het bywezen der belanghebbende op het plan en de aenwyzende tabel, en naer hun gehoort te hebben, de opgave of tableau van hunne eigendommen opstelt; dat zy die bulletins door de eigenaren of huuraers doen goedkeuren, en indien deze niet schryven konnen, zult gy die zelfs goedkeuren met de byzondere mentie dat den bulletin is opgestelt geweest in hunne tegenwoordigheid en dat zy den zelven nauwkeurig gevonden hebben.

Wanneer eigenaren zullen verklaert hebben dat de grootte van eenige hunner eigendommen, zoo als de zelve volgens de landmeting bevonden is, niet overeenkomt met de gene die zy vermeenen de opregte grootte te wezen, en dat zy de verificatie van diere aen den landmeter zullen hebben verzogt; gy zult UE. verzekeren of dees beambten aen dit verzoek voldaen heeft, en gy zult er eene byzondere mentie af maeken in het aen hun af te leveren certificaet op 't einde van zyne bewerking.

Digitized by Google

Enfin, vous veillerez à ce que les géomètres apportent la plus grande attention à ce que les bulletins soient bien nets et bien corrects; que les noms, prénoms, professions et domiciles soient rapportés avec la plus grande exactitude, et de manière à ce que la seconde communication qui doit avoir lieu pour le classement, puisse se faire avec toute la régularité désirable, en se servant du même bulletin.

Tel est, Messieurs, l'objet important que nous confions à votre zèle dans l'intérêt général.

Dans ce moment l'arpentage s'exécute sur différens points de la province; d'autres cantons qui sont encore à cadastrer le seront successivement, et, lorsque l'opération dont il s'agit aura donné lieu dans votre commune, pénétré comme vous le serez d'avance de ce que vous aurez à faire, il vous sera facile de vous conformer aux dispositions de la présente.

La seconde opération du cadastre consiste dans l'expertise; par cette opération, non moins importante que la première, on cherche à connaître le revenu réel imposable de chaque propriété; à cet effet on divise chaque nature de propriétés en différentes classes, suivant la diversité de leur qualité productive: par exemple, on forme quatre ou cinq classes des terres labourables, et le classement de chaque partie de ces terres consiste à ranger telle ou telle partie dans les 1.re, 2.e, 3.e, 4.e et 5.e classes.

Quand cette opération sera terminée, il y aura

Digitized by Google

Immers gylieden zult waeken dat de landmeters de meeste oplettenheid dragen in de netheid en de volkomenheid der bulletins, dat de namen, voornamen, bedryven en woonplaetsen opgestelt worden met de meeste nauwkeurigheid en zoodanig, dat de tweede bekentmaking die moet plaets hebben voor de classeering, kan geschieden met de gewenschte nauwkeurigheid door middel van het zelfde bulletin.

Dees is het belangryk voorwerp, Mynheeren, die wy voor 't algemeen belang aen uwen iever vertrouwen.

De landmeting is thans uitgevoert op verscheide punten van de provintie, andere ongecadastreerde cantons zullen successivelyk gemeten worden, en, de bewerking waer af questie zal in uw gemeente plaets hebben, op voordeel ingebeeld van 't gene gy te doen hebt, het zal UE. gemakkelyk voorkomen om aen den inhoud dezer te voldoen.

De tweede bewerking van het cadaster bestaet in de taxatie; men zoekt te kennen door die niet min als de eerste belangryke bewerking, de opregte belastbare opbrengst van elken eigendom, ter welker einde men elken aert van eigendommen in verscheidene classen verdeelt, overeenkomstig het verschil van hunne voortbrengende qualiteit; by voorbeeld men formeert vyf of zes klassen van zaeylanden, en het classeeren van elk gedeelte van dees landen bestaet in zulk of zulk gedeelte te plaetsen in de eerste, 2.de, 3.de, 4.de en 5.de klassen.

Naer 't voleinden van die bewerking zal aene

une seconde communication des bulletins aux propriétaires, pour le classement seulement ; alors le contrôleur qui aura concouru à l'expertise avec l'expert du cadastre, vous remettra les bulletins où le classement sera porté, et vous les ferez distribuer aux propriétaires, afin qu'ils examinent le classement de leurs propriétés, et qu'ils puissent faire leurs réclamations contre le classement, s'ils le trouvent défectueux ou erroné.

Nous joignons à cette circulaire un modèle du certificat à délivrer aux géomètres du cadastre, et dont ces derniers devront être munis pour leur décharge.

Recevez, Messieurs, les assurances de notre parfaite considération.

Signé PH. C.te DE LENS, Président.

Par les Etats députés,

Le Greffier des Etats provinciaux, I. VAN TOERS.

Digitized by Google

tweede bekentmaking van bulletins aen de eigenaren gedaen worden, alleenlyk voor de classeering ; dan zal den controleur die medegewrogt heeft in de taxatie met den expert van het cadaster, aen UE. de bulletins behandigen waer in de classeering zal gebragt zyn ; en gy zult die doen uitdeelen aen de eigenaren op dat zy de classeering van hunne eigendommen konnen naerzien, en hunne reclames konnen doen tegen de classeering indien zy het zelve gebrekkig of verkeerd vinden.

Wy voegen aen deze circulaire een model van certificaet af te leveren aen de landmeters van het cadaster, en waer af zy moeten voorzien wezen voor hunne ontlasting.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van onze volkome agting.

Geteekent PH. C.te DE LENS, President.

Van wege de gedeputeerde Staten,

De Greffier der provinciale Staten, I. VAN TORNS.

Digitized by Google

Je soussigné (Bourguemaître ou Maire) *de la ville ou commune de.......................... certifie que Mr.* (noms et prénoms) *géomètre du cadastre dans la province de Flandre orientale, a rédigé, dans cette commune, les bulletins des propriétés de tous ceux qui en possèdent dans ladite commune, en leur présence ou en celle de leurs locataires; qu'il a reçu toutes les réclamations qui ont été faites contre l'arpentage, qu'il en a vérifié l'objet sur le terrain, enfin qu'il a satisfait à toutes les obligations qui lui sont imposées par les instructions rappelées en la circulaire de MM. les Etats députés, en date du 19 août 1819.*

A........................ le..................

Digitized by Google

Ik onderschreven (Burgemeester of Maire) der stad of gemeente van.................................. verklaere dat de heer (naem en voornaemen), landmeter van het cadaster in de provintie Oost-Vlaenderen, in dees gemeente opgestelt heeft de bulletins der eigendommen van alle de gene die er in het zelve gemeente bezitten, die in hunne tegenwoordigheid of in die van hunne pagters, dat hy alle de reclames ontvangen heeft die gedaen zyn geweest tegen de meting, dat hy der zelver voorwerp ter plaets onderzogt heeft, immers dat hy voldaen heeft aen alle de verpligtingen die hem zyn opgedragen by de circulaire brief van de Heeren gedeputeerde Staten, in date 19 augustus 1819.

Tot.....................den..............................

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 32.

KORTEN INHOUD.

47. CADASTER. — *Bekentmaking der cadastrale bewerkingen aen de eigenaren.* — Van 19.den augustus. — 1.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.o 33.

SOMMAIRE.

48. INDUSTRIE. — *Communication de l'arrêté Royal concernant l'exposition de produits de manufacture et d'industrie nationale.* — **Du 2 septembre.** — **Greffe.**

Tome VI.

Digitized by Google

Les ÉTATS DÉPUTÉS *de la Flandre orientale*,

Vu le décret de Sa Majesté, du premier août dernier, L.^{a} Y, portant que pendant le mois de juillet 1820, il y aura dans la ville de Gand une exposition générale d'objets d'industrie nationale, et que des récompenses et encouragemens seront accordés aux fabricans et manufacturiers qui se seront distingués par leurs talens et leur industrie;

Considérant qu'il est important que cette décision de Sa Majesté reçoive la plus grande publicité, non-seulement pour pénétrer tous les habitans du Royaume de la plus vive reconnaissance envers le Souverain dont la sollicitude paternelle est constamment portée vers tout ce qui peut contribuer à la prospérité nationale et au bien-être de ses fidèles sujets; mais encore pour dès-à-présent stimuler l'émulation et l'industrie des artistes, manufacturiers et fabricans du Royaume, afin que par leur concours l'exposition présente un tableau complet de notre industrie nationale, et réponde ainsi aux intentions bienfaisantes de Sa Majesté,

ARRÊTENT:

ART. 1.er Le décret Royal du premier août dernier ci-dessus mentionné, sera à la suite du présent arrêté inséré au Mémorial administratif.

ART. 2. Un nombre suffisant d'exemplaires du décret du 1.er août dernier sera adressé à chacune des villes et communes de la province, pour y être publié et affiché ès lieux accoutumés et désignés pour l'affixion des actes de l'administration publique.

ART. 3. Les régences des villes et les adminis-

Digitized by Google

De Gedeputeerde Staten *van Oost-Vlaenderen,*

Gezien het Koninklyk besluit van den eersten augustus lestleden, L.a Y, houdende dat in de maend july van het jaer 1820 binnen de stad Gent eene algemeene ten toonstelling van voortbrengselen der nationale Nyverheid zal plaets hebben en dat aen de fabrikanten welker bekwaemheid en kunstiever de meeste onderscheiding verdienen gepaste belooningen zullen worden toegewezen;

Overwegende dat het belangryk is aen deze decisie van Zyne Majesteit de meeste openbaerheid te geven, niet alleenelyk om aen alle de inwoonders van het Ryk de levigste dankbaerheid in te beelden iegens den Vorst welker vaderlyke bezorgdheid standvastiglyk strekt tot al wat de nationale voorspoed kan verzekeren en tot het welvaren van zyne getrouwe onderdaenen; maer ook om van nu af de naijver en de nyverheid der kundige fabrikeurs van het Ryk op te wekken op dat door hunne medewerking de ten toonstelling eene volmaekte afbeelding zy van onze nationale nyverheid en alzoo 'S Majesteits weldadig voornemen te gemoet kome,

Besluiten:

Art. 1. Het Koninklyk decreet van den 1.sten augustus jongstleden hier boven vermeld zal agter het tegenwoordig besluit in het Memoriael administratif geplaetst worden.

Art. 2. Een nodig getal exemplaren van het besluit van 1.sten augustus zal gezonden wezen aen alle de steden en gemeenten van de provintie om aldaer op de gewoone en daer toe geschikte plaetsen afgekondigt en g'affixeert te wezen.

Art. 3. De regeeringen der steden en de be-

Digitized by Google

trations rurales de la province sont invitées à stimuler le zèle et l'émulation des artistes, fabricans et manufacturiers domiciliés dans leur ressort, pour qu'ils apprêtent pour l'exposition les objets de leur art, fabrique ou manufacture, qui par leur perfection, leur utilité ou la médiocrité des prix peuvent mériter leur admission.

Art. 4. Expéditions du présent arrêté seront transmises aux Colléges des Etats députés de toutes les provinces du Royaume et du Grand-Duché de Luxembourg, avec invitation de vouloir donner au décret Royal du 1.er août dernier la plus grande publicité.

Fait en séance du 2 septembre 1819.

Signé PH. C.te DE LENS, Président.

Par les Etats députés,

Le Greffier des Etats provinciaux, I. Van Toers.

Nous GUILLAUME, par la grace de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, &c., &c., &c.

Sur la proposition de notre Ministre de l'Instruction publique, de l'Industrie nationale et des Colonies, et voulant encourager parmi les fabricans les plus méritans l'émulation pour propager et développer l'industrie nationale,

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1.er Il y aura pendant l'année 1820, dans la ville de *Gand*, une exposition générale des produits de l'industrie nationale.

Elle sera ouverte le premier lundi du mois de juillet et durera pendant quinze jours.

Art. 2. Les fabricans qui désirent concourir à l'exposition publique, en feront tempestivement leur déclaration au Collége des Etats députés de la province de leur domicile.

Digitized by Google

stueren der buiten gemeenten zyn verzocht om de naijver der by hun woonachtige artisten fabrikeurs op te wekken op dat deze voor de ten toonstelling zouden bereiden de voorwerpen van der zelver fabriek of reedery de welke door hunne volmaekt-heid, hunne nuttigheid of hun geringen prys aldaer konnen aengenomen worden.

Art. 4. Afschriften van dees besluit zullen gezonden wezen aen de Kollegien van gedeputeerde Staten in alle de provintien van het Ryk en het Groot-Hertogdom van Luxembourg, met verzoek om aen het Koninklyk besluit van 1.sten augustus lestleden de meeste kondbaerheid te willen geven.

Gedaen in de zitting van 2.den september 1819.

Geteekent PH. C.te DE LENS, President.

Van wege de gedeputeerde Staten,

De Greffier der provinçiale Staten, I. Van Toers.

Wij WILLEM, bij de gratie Gods, Koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassau, Groot-Hertog van Luxembourg, enz., enz., enz.

Op het voorstel van onzen Minister voor het publieke Onderwijs, de Nationale Nijverheid en de Kolonien en willende door het opwekken van een loffelijken naijver onder de verdienstelykste fabriekanten van ons Koningrijk de ontwikkeling der Nederlandsche kunstvlijt bevorderen,

Hebben besloten en besluiten:

Art. 1. Er zal in den jare 1820 binnen de stad *Gent* eene algemeene ten toonstelling van voortbrengselen der Nationale Nijverheid plaats hebben.

De zelve zal beginnen op den eersten maandag van julij en veertien dagen duren.

Art. 2. De fabriekanten welke aan de ten toonstelling deel verlangen te nemen zullen hier van in tijds aan de gedeputeerde Staten der provincien alwaar zij gevestigd zijn, kennis geven.

Digitized by Google

Une commission nommée dans chaque province, décidera si les objets destinés à l'exposition en méritent l'honneur.

Art. 3. Les propriétaires des objets admis à l'exposition par la décision de la commission, seront indemnisés par le trésor public des frais de leur transport dans la ville de Gand.

Art. 4. Une commission supérieure, composée de onze membres, examinera et jugera les produits de l'industrie nationale envoyés à l'exposition.

Sur la proposition de cette commission, des récompenses et encouragemens convenables seront accordés aux fabricans qui se seront distingués par leurs talens et industrie.

Art. 5. Ces récompenses consistent;

a. En médailles d'or, d'argent ou de bronze, dont la distribution d'une manière solennelle sera faite immédiatement après l'exposition;

b. En une mention honorable dans le rapport raisonné qui devra nous être présenté de l'exposition entière, et qui ensuite sera rendu public.

Art. 6. Nous nous réservons, après que nous aurons examiné ledit rapport, de déterminer l'époque et le lieu d'une seconde exposition générale.

Notre Ministre de l'Instruction publique, de l'Industrie nationale et des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 1.er août 1819, la sixième de Notre règne.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi,

Signé J. G. de Mey van Streefkerk.

Pour copie conforme :

Le Commissaire près le Ministère de l'Instruction publique, Industrie nationale et des Colonies,

Signé J. Schreuder.

Pour ampliation :

Le Greffier des Etats de la Flandre orientale,

Signé I. Van Toers.

Digitized by Google

Eene kommissie van deskundigen, in elke provincie door gedeputeerde Staten benoemd zal bepalen of de voorwerpen der ten toonstelling bestemd, deze een, aldaar niet waardig zijn.

Art. 3. De eigenaars van de voorwerpen welker toelating aldus zal zijn bepaald, zullen ten aanzien der kosten van derzelver vervoer naar Gent, van 's Rijks wege te gemoet worden gekomen.

Art. 4. Een hoofd-kommissie van elf leden zal de ten toongestelde voortbrengselen der Nationale Nijverheid, onderzoeken en beoordeelen.

Op hare voordragt zullen aen de fabriekanten, welker bekwaamheid en kunstiever de meeste onderscheiding verdienen gepaste beloningen worden toegewezen.

Art. 5. Deze beloningen zullen bestaan:

a. In medailles van goud, zilver of brons, waar van, bij verafloop der ten toonstelling, de uitdeeling op eene pligtige wijze zal geschieden.

b. In eene loffelijke melding in het beredeneerd verslag, dat ons van de geheele ten toonstelling zal moeten worden aangeboden en dat algemeen bekend zal worden gemaakt.

Art. 6. Wij behouden ons voor, om, na de overweging van evengemeld verslag, den tijd en de plaats te bepalen, op welke eene tweede algemeene ten toonstelling gehouden worden zal.

En is onze Minister voor het publiek Onderwijs, de Nationale Nijverheid en de Kolonien belast met de uitvoering dezes.

Gegeven te Brussel, den eersten augustus des jaars 1819, het zesde van onze regering.

Geteekend WILLEM.

Van wege de Konink:

Geteekend J. G. de Mey van Streefkerk.

Voor kopij conform,

De Kommissaris by het Ministerie voor het publiek Onderwijs, de Nationale Nijverheid en de Kolonien,

Geteekend J. Schreuder.

Voor ampliatie:

De Griffier der Staten van Oost-Vlaanderen,
Geteekend I. Van Toers.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 33.

KORTEN INHOUD.

48. Nyverheid. — *Bekentmaking van het Koninklyk besluit nopens de ten toonstelling van voortbrengselen der nationale Nyverheid.* — Van 2.den september. — Griffie.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 34.

SOMMAIRE.

49. Exercice de la Police judiciaire par les autorités communales. — *Communication de l'arrêté de Sa Majesté du* 19 *août dernier, n.°* 44, *y relatif.* — Du 15 septembre. — 2.e Division.

Tome VI.

Digitized by Google

Gand, le 15 septembre 1819.

Le Gouverneur de la province de la Flandre orientale,

A MM. les Administrateurs des villes et communes de la province.

Messieurs, un arrêté de Sa Majesté du 19 août dernier, n.° 44, contient des dispositions sur l'exercice de la police judiciaire par les autorités locales, et vous le trouverez imprimé à la suite de la présente : l'article 1.er de cet arrêté confirme les dispositions du Code d'instruction criminelle qui concernaient les Maires et leurs Adjoints, et en confère l'exécution aux Bourguemaîtres et Echevins, qui maintenant remplacent ces derniers. L'article 2 attribue aux mêmes fonctionnaires l'exercice de la jurisdiction en matière de contraventions de police dont il est parlé à l'article 166 et suivans du Code d'instruction criminelle.

Ces dispositions sont si précises qu'il serait superflu d'entrer dans quelques détails, je me bornerai ainsi à vous faire remarquer qu'il n'est rien innové par là à la législation existante ; mais qu'elles doivent servir à lever tous les doutes que les municipalités nouvellement organisées pourraient former sur la nature de leurs devoirs en cette matière.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

Gend, den 15.den september 1819.

De Gouverneur van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Bestierders der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, een besluit van Zyne Majesteit, in daten 19.den augustus lestleden, n.° 44, houd bepalingen omtrent de waerneming der regterlyke policie door de plaetselyke bestueren, en gy zult het zelve hier na gedrukt vinden: het eerste artikel van dees besluit bevestigd de bepalingen van het Wetboek van strafvordering aengaende de Maires en hunne Adjuncten, en draegt der zelver uitvoer op aen de Burgemeesters en Schepenen die thans dees laeste vervangen. 'T artikel 2 belast die zelfde ambtenaren met d'uitoefening der toegekende regtsmagt omtrent policie-overtredingen bepaeld by artikel 166 en volgende van het Wetboek van strafvorderingen.

Dees bepalingen zyn zoo stipt, dat het my onnoodig schynt in eenige uitleggingen te treden, 'k zal my dus vergenoegen met aen UE. te doen opmerken dat door zulks geen verandering gebragt is aen de nog bestaende legislatie; maer die moeten dienen om alle twyfels op te lossen die door de nieuwelyks g'organiseerde autoriteiten omtrent den aerd van hunne verpligtingen in dees materie zouden konnen ingebragt worden.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

Nous GUILLAUME, par la grace de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, &c., &c., &c.

Sur le rapport de nos Ministres de la Justice et de l'Intérieur en date du 11/26 juillet dernier, n.° 100 B 269 n.° 5 a, par lequel ils nous rendent compte des difficultés qui se sont élevées sur l'exercice de la police judiciaire, pour autant qu'en conformité des dispositions de la législation actuelle, elle rentre immédiatement dans les attributions des autorités communales;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Avons statué et statuons :

1.° Dans les villes ou communes où il n'existe pas de Commissaire de police, ou bien en cas d'absence ou d'empêchement, l'exercice de la police judiciaire telle qu'elle se trouve conférée par le code d'instruction criminelle actuel aux Maires et à leurs Adjoints, sera confié aux fonctionnaires communaux lesquels, sous le titre de Bourgmestre, de Baillifs, de Mayeurs, de *Baillifs de district* (Grietlieden) de Présidens ou sous une autre dénomination quelconque se trouvent à la tête de l'administration de la ville ou de la commune et sont chargés comme tels de la direction des affaires; cependant ces fonctions pourront, de commun accord et sous l'approbation du Procureur du Roi près le tribunal de première instance de l'arrondissement, être également conférées à un des Conseillers de régence ou à un des Echevins pour un tems déterminé, mais au moins pour une année.

2.° Ces mêmes fonctionnaires ou les membres du conseil de la ville, du bailliage (Grieteny), ou du collége des Echevins, auxquels les fonctions attachées

Digitized by Google

Wij WILLEM, bij de gratie Gods, Koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassau, Groot-Hertog van Luxembourg, enz., enz., enz.

Op het rapport van onze Ministers van Justitie en van Binnenlandsche Zaken, in dato 11/26 julij, n.° 109 B 269/n.° 5 a, houdende kennisgeving, dat zich eenige zwarigheden hebben opgedaan met betrekking tot de waarneming en uitoefening der regterlijke policie, voor zoo verre deze, achtervolgens de bepalingen van de nog bestaande wetgeving, onmiddelijk behoort tot de bemoeijingen der plaatselijke besturen;

Den Raad van State gehoord;

Hebben goedgevonden en verstaan te bepalen:

1.° Dat in die steden of gemeenten, waar geene Commissarissen van policie aanwezig zijn, alsmede in gevalle van afwezigheid of belet van gemelde Commissarissen, de waarneming en uitoefening der regterlijke policie, in dier voege als dezelve bij het nog bestaande Wetboek van strafvordering aen de Maires en hunne adjuncten is opgedragen, zal zijn aanbevolen aan die plaatselijke ambtenaren, welke onder den naam van Burgemeesteren, Schouten, Maijers, Grietslieden, Presidenten ofte eenige andere benaming, in de vergadering van den raad der stad, der gemeente, der grietenij enz. voorzitten, en als zoodanig het beleid der zaken hebben, met dien verstaande nogtans, dat de werkzaamheden daaraan verbonden, met onderling goedvinden en onder goedkeuring van den Officier of Prokureur des Konings bij de regtbank van eersten aanleg in het arrondissement, aan een der leden van dien raad, of aan een der Schepenen voor een' bepaalden tijd, mits voor niet minder dan een jaar, zullen kunnen worden opgedragen.

2.° Dat ook diezelfde ambtenaren of zoodanige leden van den raad der stad, grietenij of van de vergadering der Schepenen, aan welke de werkzaamhe-

Digitized by Google

à l'exercice de la police judiciaire seront conférées de la manière précitée, remplaceront également les ci-devant Maires ou leurs Adjoints, dans l'exercice de la jurisdiction en matière de contravention de police, qui leur est attribuée par l'article 166 du code d'instruction criminelle; à l'égard de la nomination du fonctionnaire chargé du ministère public dans les cas prévus par ledit article, il y sera pourvu aux termes de l'article 167 du code susmentionné.

Nos dits Ministres sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué au Conseil-d'Etat pour information, et inséré au *Journal Officiel*.

Donné au château de Laken le 19 août de l'an 1819, de Notre règne le sixième.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi,

Signé J. G. DE MEY VAN STREEFKERK.

Pour copie conforme :

Le Greffier des Etats de la Flandre orientale,

Signé I. VAN TOERS.

Digitized by Google

den der regterlijke policie in voegen voorz. zullen zijn opgedragen, de voormalige Maires en hunne adjuncten zullen vervangen in de aan deze laatsten bij art. 166 van het Wetboek van Strafvordering toegekende regtsmagt omtrent policie-overtredingen, en dat omtrent de benoeming van den ambtenaar, door welken het openbaar ministerie, in de bij dat artikel vermelde gevallen, zal worden waargenomen, zal worden te werk gegaan, in dier voege als bij art. 167 van hetzelfde Wetboek is bepaald.

En zijn onze voornoemde Ministers belast met de executie van dit besluit, waarvan kennis zal worden gegeven aan den Raad van State tot informatie, en hetwelk in het *Staatsblad* zal worden gedrukt.

Gegeven te Laken, den 19.den augustus des jaars 1819, van Onze regering het zesde.

Geteekend WILLEM.

Van wege den Koning:

Geteekend J. G. DE MEY VAN STREEFKERK.

Voor kopij conform:

De Griffier der Staten van Oost-Vlaanderen,

Geteekend I. VAN TOERS.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 34.

KORTEN INHOUD.

49. Uitoefening der regterlyke Policie door de plaetselyke besturen. — *Bekentmaking van het daer toe betrekkelyk besluit van Z. M., van* 19.^{den} *augustus lestleden*, *n.*° 44. — Van 15.^{den} september. — 2.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 35.

SOMMAIRE.

50. Organisation administrative. — *Arrêté Royal du 22 mars 1819, portant nomination de plusieurs Bourguemaîtres dans les districts de Gand, Audenarde, St.-Nicolas, Eecloo et Termonde.* — Greffe.

51. Mercuriale *du mois d'août* 1819. — Du 14 septembre. — 2.e Division.

52. Exécution du décret du 6 novembre 1813 et de l'arrêté Royal du 5 février 1816. — *On demande un état des biens et rentes dont jouissent les Curés et Desservans.* — Du 16 septembre. — 1.e Division.

Digitized by Google

NOUS GUILLAUME, par la grace de Dieu, ROI DES PAYS-BAS, PRINCE D'ORANGE-NASSAU, GRAND-DUC DE LUXEMBOURG, &c., &c., &c.

Voulant poursuivre la nomination des Bourguemaîtres dans les communes rurales de la province de la *Flandre orientale* et pourvoir en même-tems à quelques vacatures résultant de nominations précédemment faites qui sont restées sans suite;

Vu la proposition de notre Ministre de l'Intérieur en date du 22 mars 1819, n.° 1.ª, B 685,

Avons résolu et entendu:

De nommer aux fonctions de Bourguemaîtres dans les communes respectivement comprises en l'état ci-annexé, et pour exercer lesdites fonctions conformément au réglement d'administration du plat-pays, arrêté par notre résolution du 3 janvier 1818, n.° 109, les personnes désignées dans ledit état.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 mars 1819.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi,

Signé J. G. DE MEY VAN STREEFKERK.

Pour copie conforme (par traduction).

Le Greffier de la Province, I. VAN TOERS.

Digitized by Google

Wij WILLEM, bij de gratie Gods, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBOURG, enz., enz., enz.

Willende voortgaan ter benoeming van Burgemeesteren in de gemeenten ten platten lande binnen de provincie *Oostvlaanderen*, en tevens voorzien in sommige vacatures, ontstaan door dat eenige, bij vorige besluiten gedane benoemingen, geen effect gehad hebben;

Gezien de voordragt van onzen Minister van Binnenlandsche Zaken, van den 22 maart 1819, n.º 1.a B 685,

Hebben goedgevonden en verstaan:

Tot Burgemeesteren, om op den voet van het reglement van bestuur voor het platte land, gearresteerd bij onze resolutie van den 3 januarij 1818, n.º 109, die functien uitoefenen, respectivelijk voor de gemeenten op den te dezen geannexeerden staat omschreven te benoemen de persoonen in dien staat vermeld.

Onze Minister van Binnenlandsche Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, den 22 maart 1819.

Geteekend WILLEM.

Van wege den Koning,

Geteekend J. G. DE MEY VAN STREEFKERK.

Voor gelijkvormig afschrift:

De Griffier der provincie, I. VAN TOERS.

(*Suit l'état.*)

Digitized by Google

STAAT *behoorende bij 's Konings resolutie van 22 maart 1819, n.° 3, houdende benoeming van eenige Burgemeesteren ten platten lande, binnen de provincie Oostvlaanderen.*

District.	*Gemeenten.*	*Naam der benoemden.*
Gent.	Asper.	P. J. Heyse.
id.	Eecke.	B. Boeykens.
id.	Tronchiennes.	Graaf Dhane-Steenhuyse.
id.	Leerne-Ste.-Marie.	Ch^{s} Telliers, in plaats van ... *Dubois.*
id.	Moortseele.	H. van der Heyden, in plaats van *A. Schollaert.*
id.	Munte.	A. de Moor, in plaats van *T. Stockman.*
id.	Rosseele.	F. Galens, in plaats van *J. B. de Vriendt.*
Oudenaarden.	Auwegem.	Dellafaille-D'huysse.
id.	Hundelgem.	P. J. de Wandels.
id.	Mareke.	J. Roman-Canterman.
St.-Nicolaas.	Elversele.	Van Remoortere.
id.	St.-Gilles.	Bernard Douchez.
id.	Basele.	Ph. Graaf Vilain XIIII.
id.	Belcele.	C. G. Spanoghe.
id.	Ruppelmonde.	Ph. Graaf Vilain XIIII.
id.	Tamise.	Streydonck, (tegenwoordig Maire).
id.	Zwyndrecht.	Joseph Anné, in plaats van *F. J. Verstokt*
Eecloo.	Maldegem.	Jean Vermeersch.
id.	Bouchaute.	J. M. Verstraeten, in plaats van .. *De Guchteneere.*
id.	St.-Jean-in-Eremo.	J. B. Bartel, in plaats van *Th. Thomas.*
Dendermonde.	Baesrode.	Jacques Goetseels.
id.	Denderbelle.	J. J. de Caluwe.
id.	Appels.	Constantin Steeman.
id.	Wieze.	Dominique Triest.
id.	Lebbeke.	Louis Stobbelaers, in plaats van *Livin Stobbelaers*, overleden.
id.	Audegem.	G. B. Moens, in plaats van *C. Steeman.*
id.	Calcken.	Eugène Rooman, in plaats van *P. J. Nieuland.*
id.	Mespelaere.	Q. J. Bergmans, in plaats van *C. Steeman.*

Mij bekend,

De Staats-Raad belast met de Directie der Staats-Secretarij,

Geteekend J. G. DE MEY VAN STREEFKERK.

Accordeert met deszelfs origineel.

Voor eensluidend afschrift:

De Griffier der provincie, I. VAN TOERS.

Digitized by Google

Mercuriale ou État *indiquant le prix moyen des Grains, Fourrages et autres objets, vendus sur les principaux marchés de la province pendant le mois d'août 1819.*

DÉSIGNATION DE L'ESPÈCE DES OBJETS VENDUS.		PRIX MOYENS *flor.*	*cts.*
Froment *blanc*	—hectolitre	9	28
——— *roux*	—idem	8	55
Seigle	—idem	5	60
Orge	—idem	4	81
Sarrazin	—idem	6	42
Avoine	—idem	3	95
Haricots	—idem	»	»
Pois	—idem	»	»
Farine *de froment*	—idem	[illegible]	70
——— *de seigle*	—idem	6	58
——— *d'orge*	—idem	»	»
Pain *de froment tamisé*	—kilogramme	»	17
—— *de froment non tamisé*	—idem	»	12
—— *de pur seigle*	—idem	»	8
Pommes de terre	—hectolitre	2	10
Viande *de bœuf*	—kilogramme	»	42
——— *de vache et genisse*	—idem	»	49
——— *de veau*	—idem	»	56
——— *de mouton*	—idem	»	48
——— *d'agneau*	—idem	»	52
——— *de porc*	—idem	»	63
Beurre	—idem	»	84
Fromage de Hollande	—idem	»	65
Genièvre	—hectolitre	47	[illegible]
Premier flegme du genièvre (Mout-wyn)	—idem	»	[illegible]
Foin	—quint. métriq.	3	55
Paille	—idem	2	83
Bois à brûler *chêne*	—stère	5	[illegible]
——————— *hêtre*	—idem	5	[illegible]
——————— *blanc*	—idem	3	4[illegible]
Charbon *de bois*	—hectolitre	1	2[illegible]
——— *de terre* (houille)	—idem	1	2[illegible]
Fagots à brûler	—centaines	8	7[illegible]
Tourbe *fossile*	—idem	»	19
——— *de tannerie*	—idem	»	24
Huile *de colsa*	—hectolitre	46	40
——— *de navette*	—idem	[illegible]	50
——— *de lin*	—idem	50	68
Chandelles	—kilogramme	»	84

Certifié par le Gouverneur de la province de la Flandre orientale, soussigné. *Gand, le 14 septembre 1819.*

PH. C.te DE LENS.

GAND, le 16 septembre 1819.

LE GOUVERNEUR de la province de la Flandre orientale,

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes de la province.

Messieurs, plusieurs curés et desservans de cette province jouissent des revenus de biens et rentes de cures, en conformité du décret du 6 novembre 1813, et de l'arrêté Royal du 5 février 1816.

Ces biens et rentes doivent être administrés par les fabriques, conformément au décret du 6 novembre 1813 précité.

S. E. le Directeur-général des affaires du Culte Catholique, voulant être assuré du montant annuel de ces biens et rentes en revenus, vous êtes priés de remplir pour chacune des cures ou succursales existantes en votre ville ou commune, un état conforme au modèle joint à la présente circulaire.

Avant de procéder à la formation de cet état, vous vous ferez remettre, par chaque conseil de fabrique, une déclaration énonciative des biens, de leur contenance et produit annuel, de même que pour les rentes.

Cette déclaration devra mentionner que son contenu est sincère et véritable, et que le curé ou desservant ne jouit point d'autres biens ou rentes en vertu du décret et de l'arrêté Royal prémentionnés.

Digitized by Google

GEND, den 16.den september 1819.

DE GOUVERNEUR van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, verscheide pastoors en kapellaenen in de provincie genieten het inkomen van pastoreele goederen en renten uit krachte van het decreet van 6.den november 1813, en het Koninklyk besluit van 5.den february 1816.

Die goederen en renten zyn onder het beheer der fabrieken overeenkomstig het bovengemeld decreet van 6.den november 1813.

Z. E. den Directeur-generael voor de zaeken van den Roomschen Godsdienst, willende verzekert wezen van het jaerlyks beloop diër goederen en renten, UE. word verzocht om voor elke pastory of succursale in uwe stad of gemeente bestaende, eenen staet in te vollen overeenkomstig het hier nevens gevoegde model.

Voor dat uwe overgaet tot het opmaken van dien staet zult gy van elken fabrieke-raed eene opgave vereischen, aenwyzende de goederen, der zelver grootte en jaerlyks product, als ook voor de renten.

Deze opgaef zal moeten melding maken dat der zelver inhoud oprecht en waerachtig is, en dat den pastoor of kapellaen geen geniet heeft van andere goederen of renten krachtens het decreet en het Koninklyk besluit voornoemd.

Digitized by Google

Vous ferez connaître aux administrateurs des fabriques que les biens et rentes dont il ne serait pas fait mention dans leurs déclarations, deviendraient irrévocablement la propriété du domaine, et que, par cette considération, ils doivent mettre toute l'exactitude possible dans ces déclarations.

Vous leur ferez observer en outre que les biens et rentes dont il s'agit, doivent être consignés sur les registres des fabriques, et que ceux qui ne s'y trouvent pas compris sont censés faire partie du domaine de l'Etat.

Ce travail doit me parvenir le 10 du mois prochain, directement par les régences des villes, et par la voie de MM. les Commissaires de district pour les communes du plat-pays.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

Gy zult de bestuerders der fabrieken verwittigen dat de goederen en renten waer af geene melding zou gemaekt zyn in hunne opgaven, onwederroepelyk den eigendom zullen worden van het domein, en dat zy om dees reden de meest mogelykste nauwkeurigheid moeten geven aen die zelve opgaven.

Gy zult hun daer en boven doen opmerken dat de bedoelde goederen en renten moeten geconsigneert wezen in de registers der fabrieken, en dat de gene die daer in niet geschreven zyn voor wettig zullen geacht worden als domeinen van den Staet.

Dees werk zal my moeten geworden zyn iegens den 10.den der toekomende maend, te weten door de steden rechtstreeks, en door de tusschenkomst van de heeren Districts Commissarissen voor de gemeenten ten platten lande.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome achting.

PH. C.te DE LENS.

(*Suit le modèle.*)

Digitized by Google

ÉTAT des Biens de cure et Rentes dont jouit le Curé ou Desservant de l'église d . . . . en la ville ou commune d . . . . en vertu du décret du 6 novembre 1813 et de l'arrêté de Sa Majesté du 5 février 1816.

LIEUX de la situation des Biens.	LEUR contenance en hectares.	LEUR revenu annuel évalué en florins des Pays-Bas	RENTES.		Observations.
			Leur capital.	Leur produit annuel en florins des Pays-Bas	

Digitized by Google

STAET van pastorele Goederen en Renten waer af het geniet is aen den Pastor of Kapellaen van de Kerke van . . . . binnen de stad of gemeente van . . . . . . uit krachte van 't decreet van 6 november 1813 en 's Majesteits besluit van 5 february 1816.

PLAETSEN daer de Goederen gelegen zyn.	HUNNE grootte in hectaren.	HUNNE jaerlyksche inkomst gerekent in Nederlandsche guld.	RENTEN.		Opmerkingen.
			Hun kapitael.	Hun jaerlyksche opbrengst in Nederlandsche guld	

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 35.

KORTEN INHOUD.

50. ADMINISTRATIVE ORGANISATIE. — *Koninklyk besluit van 22.sten maerte 1819, houdende benoeming van verscheidene Burgemeesteren in de districten van Gent, Audenarde, St.-Nicolaes, Eecloo en Dendermonde.* — Greffe.

51. MERCURIALE *van de maend augustus* 1819. — Van 14.den september. — 2.e Afdeeling.

52. UITVOERING van het decreet van 6.den november 1813 en van het Koninklyk besluit van 5.den february 1816. — *Men verzoekt eenen staet van de goederen en renten waer af de Pastoors en Kapellaenen het genot hebben.* — Van 16.den september. — 1.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 36.

SOMMAIRE.

53. Artistes vétérinaires. — *Nouvelles instructions qui les concernent.* — Du 5 octobre. — Greffe.

54. Antiquités. — *On prescrit des mesures pour leur conservation.* — Du 6 octobre. — Greffe.

55. Entretien des fossés des grandes routes. — *On prescrit l'exécution des dispositions des arrêtés des 24 août 1812 et 25 septembre 1813.* — Du 9 octobre. — 2.° Division.

56. Organisation administrative. — *Arrêté Royal du 13 juin 1819, portant nomination de plusieurs Bourguemaîtres dans les districts d'Alost et de Termonde.* — Greffe.

Digitized by Google

GAND, le 5 octobre 1819.

Le Gouverneur de la province de la Flandre orientale,

A MM. les Commissaires Royaux des Districts et les Bourguemaîtres des villes et communes.

Messieurs. Par ma lettre du 11 mai dernier, insérée au Mémorial n.° 17, tome 6, j'ai eu l'honneur de vous entretenir d'une instruction pour les artistes vétérinaires nommés par le Gouvernement et salariés du fonds d'agriculture, arrêtée par S. E. le Ministre de l'Instruction publique, de l'Industrie nationale et des Colonies.

Je viens actuellement vous communiquer, à la suite de la présente, les nouvelles instructions qui me sont transmises par le même Département sur cet objet, en vous invitant de vouloir bien vous y conformer, les cas y rappelés, échéant.

J'ai l'honneur de vous saluer avec une parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

GEND, den 5.den october 1819.

DE GOUVERNEUR van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Districts Commissarissen, en Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten.

Mynheeren. Ik heb de eer gehad UE. by mynen brief van 11.sten mey jongstleden, Memoriael n.° 17, tome 6, te onderhouden van eene instructie voor de door het Gouvernement benoemde vee-artsen die uit het vee-fonds bezoldigd zyn, van Z. E. de Minister voor het publieke Onderwys, de Nationale Nyverheid en de Kolonien.

Thans kome ik uwe bekent maken met de hier agter gedrukte en daer toe betrekkelyke nieuwe instructien van het zelve Departement, met verzoek om UE. daer aen te gedragen in de daer by beroepene gevallen.

Ik heb de eer UE. te groeten met eene volkomene achting.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

Bruxelles, le 14 août 1819.

Vous avez par lettre du 9 de ce mois exprimé le désir de savoir : si dans une commune éloignée de plus de trois lieues du domicile d'un artiste vétérinaire de première classe reconnu par le Gouvernement, on peut employer d'autres artistes vétérinaires, non brevetés, pour traiter le bétail déclaré attaqué d'un mal contagieux.

Quelque rare que puisse être à mon avis, le cas où l'on découvrirait dans l'écurie d'un particulier une maladie qui exigerait une mesure tellement prompte qu'il serait dangereux d'attendre l'arrivée d'un artiste vétérinaire de première classe, pour abattre le bétail attaqué; il se pourrait cependant que la commune où ce bétail existe se trouva trop éloignée de la demeure de cet artiste vétérinaire ou qu'il fut absent au moment qu'on l'appellat, et qu'ainsi on se trouverait privé du secours de son art. — Dans un cas si extraordinaire et si urgent, il est préférable d'avoir recours à un artiste vétérinaire non breveté, plutôt que de négliger la maladie: je suis persuadé cependant, que lorsque ceux qui étudient l'art vétérinaire connaîtront les avantages dont un artiste vétérinaire breveté peut jouir sans avoir à craindre la concurrence de ceux non brevetés, ils s'empresseront de se présenter à l'examen de la commission établie à Leyde.

Je dois vous faire observer à cette occasion que le Gouvernement en établissant des artistes vétérinaires salariées, n'a pas eu d'autre but que celui de fournir, autant que possible, et les cas échéant, aux habitans des provinces où l'agriculture forme

Brussel, den 14.den augustus 1819.

Bij missive van 9 dezer verlangde U Hoog Edele Gestrenge door mij ingelicht te worden, of in eene gemeente, welke meer dan drie ueren van de woonplaats van een door het Gouvernement erkenden vee-arts der eerste klasse verwijderd is, ook andere ongebreveteerde vee-artsen kunnen gebezigd worden tot het onderzoek van vee, het welk men vooronderstelt, door eene besmettelijke ziekte te zijn aangetast.

Hoe zeer het, naar mijn inzien, hoogst zeldzaam kan voorkomen, dat in stallen van particulieren, eene ziekte ontdekt wordt, welke eene zoo spoedige voorziening mogt vereischen dat het gevaarlijk zoude zijn om met het dooden van het besmette vee te wachten tot de vee-arts der eerste klasse daarbij geroepen ware, zoo kan het toch wel eens plaats hebben, dat de gemeente, waaronder zoodanig vee behoort, te ver van den bedoelden vee-arts verwijderd is, of dat deze zich, bij de aanvrage, van huis bevindt en men dus niet in de gelegenheid is, om van deszelfs hulp te kunnen gebruik maken. — In zoodanig buitengewoon en spoedvorderend geval is het beter een ongebreveteerd vee-arts te raadplegen, dan de ziekte te veronachtzamen: doch ik houde mij overtuigd, dat wanneer die genen welke zich op de vee-artsenijkunde toeleggen, bekend worden met de voordeelen, die een gebreveteerd vee-arts boven andere genieten kan, zij zich uit eigen beweging aan het examen der Leijdsche kommissie zullen onderwerpen.

Ik moet U Hoog Edele gestrenge te dien aanzien doen opmerken, dat bij het aanstellen van bezoldigde vee-artsen het Gouvernement geene andere bedoeling gehad heeft, dan om aan de provincien, waar de landbouw een voornaem gedeelte van bedrijf

Digitized by Google

une des principales branches d'industrie, tous les moyens propres de consulter avec fruit ces artistes vétérinaires : tandis que d'un autre côté l'intérêt du fonds d'agriculture exigeait que l'on déterminât, que les demandes en indemnité pour perte de bétail abattu ne seraient accueillies, que pour autant que l'on aurait préalablement consulté un artiste vétérinaire *duement reconnu*. Cette disposition toutefois, ne peut pas préjudicier aux artistes vétérinaires non brevetés, qui, ce non obstant sont autorisés à continuer leur art : ceux-ci ne peuvent au reste jamais être employés dans les cas, où l'intérêt du fonds d'agriculture, ou l'exécution des mesures prises par le Gouvernement pour la sûreté publique ou la police, seraient en quelque manière liés, à moins qu'il n'y eut une impossibilité absolue d'appeler un artiste vétérinaire duement reconnu, (et de quelque classe que ce soit). Quoiqu'il n'y ait qu'un seul artiste vétérinaire de ce genre établi dans la *Flandre orientale*, le peu de demandes en indemnité qui me sont faites pour cette province, me prouve qu'elle est une de celles, où ces artistes sont en ce moment le moins nécessaires ; et comme rien ne fait voir que pour la suite, ce nombre doive être augmenté, je pense que le meilleur moyen d'écarter ces difficultés serait d'engager ceux qui, en ce moment, cultivent l'art vétérinaire dans votre province, à se présenter à l'examen de la commission établie à Leyde, afin qu'ils puissent selon leur aptitude être placés, soit sans traitement, soit avec un traitement sur le trésor, ce qui leur procurera l'avantage de pouvoir être employés de préférence, les cas échéant, moyennant une indemnité pour salaire, perte de tems et frais de route.

A l'égard de la question : si les personnes qui amènent au marché des chevaux reconnus pour être atteints d'un mal contagieux et doivent être abattus, ont droit à une indemnité de ce chef, j'ai l'honneur

uitmaakt, zoo veel mogelijk, bekwame voorwerpen te verschaffen, ten einde door de landlieden, bij voorkomende gevallen met vrucht te kunnen worden geraadpleegd; terwijl, aan den anderen kant, het belang van het vee-fonds medebragt te bepalen, dat alleen op verzoeken om schadeloosstelling voor zoodanig gedood vee wierd acht geslagen, als waarover men te vooren *een behoorlijk erkend* vee-arts heeft geraadpleegd. Deze bepaling kan echter voor andere niet gebreveteerde vee-artsen, als welke, dien onverminderd, hunne kunst kunnen blijven uitoefenen, niet hinderlijk zijn. Zij mogen echter nimmer in gevallen, welke met het vee-fonds of met door het Gouvernement te nemen maatregelen van voorzorg of politie in eenig verband staan, gebezigd worden; ten zij er eene volstrekte onmogelijkheid mogt bestaan, om de hulp van eenen behoorlijk erkenden vee-arts (van welke klasse dan ook) in te roepen. Hoe zeer *Oost-Vlaanderen* tot hiertoe slechts van *éénen* soortgelijken vee-arts voorzien is, doet zich bij haar, als eene provincie, welke zich steeds door gematigdheid in het aanvragen van schadeloosstelling gekenmerkt heeft, daaromtrent op dit oogenblik mindere behoefte gevoelen; en zoo dezelve al vervolgens bestaan mogt, geloof ik, dat het beste middel om die weg te ruimen zal zijn, wanneer de persoonen, welke thans de vee-artsenijkunde in Uwer Hoog Edele Gestrenge provincie beoefenen, door Haar aangemoedigd worden, om zich aan een examen bij de daartoe gestelde kommissie te *Leiden* te onderwerpen, waardoor zij, naar mate hunner bekwaamheden in de gelegenheid komen, om het zij onbezoldigd, het zij op eenig traktement van landswege, te kunnen worden aangesteld; het welk hun het voordeel verschaft, om, bij uitsluiting, in alle voorkomende gevallen en tegen behoorlijke schadeloosstelling voor moeite, tijdverzuim en reiskosten, te kunnen worden gebezigd.

Wat de vraag betreft: of en onder welke bepalingen zoodanige personen, wier paarden, ter markt komende, bevonden worden, wegens besmettelijke ziekte, te moeten worden gedood, daarvoor

Digitized by Google

de vous faire observer que l'on accueille de pareilles demandes d'indemnité, lorsque le bétail malade ayant été déclaré, d'après l'examen d'un artiste vétérinaire dûment reconnu, attaqué d'une maladie contagieuse ou incurable, a été abattu par ordre de l'autorité compétente, et que l'on observe toutes les formalités prescrites par les instructions sur la matière. Point de doute que les pièces à l'appui de pareilles demandes, doivent m'être envoyées par la province où le bétail a été abattu et non par celle où est le domicile du propriétaire, et que par la même raison ce dernier doit transmettre au Gouverneur de la première de ces provinces pour être joints à sa demande, tous les certificats, dûment visés et signés, par lesquels il conste qu'il a été possesseur du bétail abattu, en parfaite santé, et qu'il a payé les contributions au profit du fonds d'agriculture, pour l'année dans laquelle ce bétail a été abattu.

Le Ministre

Pour l'Instruction publique, l'Industrie Nationale et des Colonies,

Signé A. R. FALCK.

Pour copie conforme:

Le Secrétaire chargé de la 1.re Division,

Signé D. J. Van Ewyck.

Pour copie conforme:

Le Greffier des Etats de la Flandre orientale,

Signé I. Van Toers.

Digitized by Google

schadeloosstelling kunnen genieten, heb ik de eer U Hoog Edele Gestrenge te doen opmerken, dat zoodanige schadeloosstelling worde toegestaan, wanneer het zieke vee na dat, bij het door een behoorlijken vee-arts te doene examen, van de besmettelijkheid en ongeneeslijkheid der ziekte gebleken is, op last der bevoegde autoriteit gedood, en daarbij al de formaliteiten in het oog gehouden worden welke, in dergelijke gevallen, wegens de bestaande instructien worden vereischt. Het spreekt van zelve, dat de noodige bewijsstukken tot zoodanige verzoeken betrekkelijk, uit de provincie, in welke het vee gedood is, en niet uit de zoodanige waar de eigenaar welligt wonen mogt, aan mij behooren ingezonden te worden, en dat mits dien de eigenaar de blijken, dat het gedoode vee door hem in volkomen gezondheid bezeten en daarenboven het jaar, waarin het zelve gedood is, de verschuldigde belasting ten behoeve van het vee-fonds is betaald, beide behoorlijk geviseerd en geteekend, aan den Gouverneur der eerstgemelde provincie dient over te leveren, om bij de declaratie en overige bijlagen te kunnen worden gevoegd.

De Minister

Voor het publieke Onderwijs, de Nationale Nijverheid en de Koloniën,

Geteekend A. R. FALCK.

Voor kopij conform:

De Secretaris belast met de 1ste Afdeeling,

Geteekend D. J. Van Ewyck.

Voor kopij conform:

De Griffier der Staten van Oost-Vlaanderen,

Geteekend I. Van Toers.

Digitized by Google

Gand, le 6 octobre 1819.

Le Gouverneur de la province de la Flandre orientale,

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des communes du plat pays de la province.

Messieurs, il y a très-peu de tems que, dans une des communes de cette province, un cultivateur a trouvé dans un champ qu'il était occupé à niveler, un casque, un bouclier et un glaive, le tout en bronze.

L'ignorance et un intérêt mal entendu ont fait disparaître dans le creuset deux de ces objets précieux, le troisième a été mutilé par les mêmes motifs.

Tous les amis des arts doivent déplorer de semblables pertes, il est du devoir des administrateurs d'en prévenir le retour.

Les recherches de nos antiquaires, et notamment celles de Mr. le Chanoine *De Bast*, prouvent combien le territoire de cette province est riche en antiquités romaines et gauloises; les ouvrages de ce savant démontrent à quel point ces monumens des siècles passés sont utiles et intéressans pour l'histoire du pays.

C'est donc une grande calamité lorsque de pareils objets qui ont un prix inestimable, tombent entre les mains de gens qui n'en calculent la valeur que

Digitized by Google

GEND, den 6den october 1819.

DE GOUVERNEUR van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires, der gemeenten van het platte-land in de provincie.

Mynheeren, over zeer korten tyd is gevonden door een landbouwer binnen zeker gemeente van dees provincie, en op het veld die hy bezig was te effenen, een helm, een schild en een zwaerd, alle van metael.

De onkundigheid en de onbekendheid der waerde van diere hebben twee van deze kostelyke dingen door het smelten doen verdwynen, het ander is op de zelfde manier verminkt geweest.

Dergelyke verliezen moeten door alle konstminnaeren beklaegt worden, de bestuerders zyn verpligt der zelver wederkomst te voorkomen.

De onderzoekingen der oudheidskenners, en voornamelyk die gene van den heer Kanonnik *De Bast*, bewyzen hoe ryk het grondgebied van dees provincie is in romeinsche en gallische oudheden; de werken van dees geleerden toonen ons aen hoe veel die gedenkteekens der voorgaende eeuwen nuttig en belangryk zyn voor de historie van het land.

'T is dienvolgens een groote rampspoed wanneer zulkdanige onschatbaere dingen in de handen vallen van menschen die er de waerde maer van rekenen

d'après la matière et le poids, et qui détruisent en un instant ce que tant de siècles ont respecté.

Je vous prie, Messieurs, d'employer tous les moyens qui sont en votre pouvoir, pour que les antiquités de tout genre que l'on pourrait découvrir dans l'étendue de votre commune, soient préservées de leur destruction.

A cet effet, vous donnerez lecture de la présente à vos administrés, à l'issue de la Messe paroissiale, le dimanche, et à trois reprises différentes hebdomadairement.

Vous donnerez, de ma part, aux cultivateurs, l'assurance que je leur ferai obtenir, pour les antiquités qu'ils découvriraient, un prix bien supérieur au poids du métal, de quelque espèce qu'il soit.

Je me repose entièrement sur votre zèle et votre patriotisme éclairé, pour l'exécution des dispositions qui précèdent.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

volgens der zelver materie of gewigt, en die op een oogenblik vernielen het geen door zoo veel eeuwen is geacht geweest.

Ik versoek uwe, Mynheeren, om alle de middels die in uwe magt zyn aen te wenden, voor de bewaring de hoogenoemde oudheden, die men in uw gemeente zou konnen ontdekken.

Ter welker einde gy de aflezing van deze aen uwe onderhoorige zult doen, t'elken zondag naer de hoofd-mis, en dry naer een volgende weken.

Gy zult de landbouwers uit mynen naem verzekeren, dat ik hun voor de ontdekte oudheden eene belooning zal doen bekomen die merkelyk meerder is als 't gewigt, van welk metael het ook wezen mag.

Ik vertrouwe my ganschelyk op uwen vaderlandschen yver, om den uitvoer der hier boven vermelde bepalingen te verzekeren.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

GAND, le 9 octobre 1819.

Le Gouverneur de la province de la Flandre orientale,

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes,

A MM. les Commissaires Royaux des districts.

NOTA. Les dispositions de cette circulaire concernent plus particulièrement les administrations des communes qui sont traversées par des grandes routes.

Messieurs, la deuxième époque fixée par l'arrêté du 24 août 1812, pour l'exécution des travaux d'entretien et de curement des fossés des grandes routes, est arrivée, et il importe que ces dispositions, ainsi que celles de l'arrêté du 25 septembre 1813, reçoivent la plus parfaite application pour couronner les succès préparés par les travaux de cette nature qui ont eu lieu au printems de la présente année.

Je crois inutile de vous donner ici des instructions sur cette matière, elles ont déjà été renouvelées trop de fois, pour qu'il puisse vous rester encore quelques doutes sur la nature de vos devoirs, et je m'abstiendrai donc de toute répétition, en me bornant à vous faire connaître que les travaux dont il s'agit se renouvellant chaque année deux fois, et déjà à plusieurs reprises les indications nécessaires ayant été données sur les lieux par les agens de l'administration de Waterstaat, il suffira (je m'adresse ici aux municipalités des com-

Digitized by Google

Gend, den 9.sten october 1819.

De Gouverneur van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten,

Aen de Heeren Districts-Commissarissen.

Nota. De bepalingen van deze zyn meest betrekkelyk tot de besturen der gemeenten gedwarst door groote wegen.

Mynheeren, den by besluit van 24.sten augustus 1812 bepaelden tydstip voor de werken aen onderhoud en reinigen der grachten langst de groote wegen is aengekomen, en het is van belangen dat die bepalingen, alsmede de gene voorschreven by 't besluit van 25.sten september 1815, volkomentlyk uitgevoert worden, ten einde den goeden uitval te verzekeren der in dees voor-jaer aengelegde werken.

Het komt my vruchteloos voor de instructien op deze zaek alhier te herhaelen, zy zyn te dikmaels hernieuwt geweest, op dat er nog eenige twyfel omtrent uwe pligten zou konnen bestaen: 'k zal my dus wederhouden van alle herhaling en my bepalen t'uwer kennis te brengen dat de bedoelde werken twee-mael in het jaer vernieuwt wordende, en dat de nodige aenwyzingen reeds verscheide keeren ter plaets gedaen geweest zynde door de agenten van de Waterstaat, het vergenoegen zal (ik spreek hier tot de gemeente bestue-

Digitized by Google

munes) que là où les fossés se trouveraient comblés, de faire procéder par les riverains à leur déblayement, en rejettant et regalant sur l'acôtement les terres qui proviendront de ces curemens.

Des agens du Waterstaat surveilleront les travaux avec toute l'activité possible; mais il ne sera pas nécessaire d'attendre leur arrivée pour les commencer, puisque lors des travaux qui ont été effectués au printems de cette année, tous les alignemens nécessaires ont été tracés; on n'aura plus qu'à les suivre, et je vous invite en conséquence à faire mettre la main à l'œuvre à la réception de la présente, en vous recommandant de coopérer par une rigoureuse surveillance à la parfaite exécution des dispositions des arrêtés susmentionnés.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

Pour le Gouverneur:

Le Vice-Président des Etats députés, délégué,

G. F. DE MOERLOOSE.

Digitized by Google

ren) dat men op de plaetsen daer de grachten gedempt zyn, de zelve door de aengelande doe delven, en dat de aerde van die verdieping voortskomende op de zyde-wegen geworpen en geslecht zy.

De agenten van de Waterstaat zullen de werken met de meestmogelykste vlytigheid naerzien; maer het zal niet nodig zyn dat men hunne aenkomst afwagt om de zelve te beginnen, vermits alle de afmetingen door hun gedaen zyn geweest toen het opmaeken der werken in het voor-jaer; men moet niet anders doen dan de zelve volgen, en ik verzoek uw diesvolgens om op ontvangst dezer de werken te doen beginnen, UE. aenbevelende den uitvoer der bepalingen van de bovenvermelde besluiten volkomenlyk te verzekeren door eene vlytige en waekzaeme medehulp.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome achting.

Voor de Gouverneur,

De Vice-President der gedeputeerde Staten, gedelegueert,

G. F. DE MOERLOOSE.

Digitized by Google

NOUS GUILLAUME, par la grace de Dieu, ROI DES PAYS-BAS, PRINCE D'ORANGE-NASSAU, GRAND-DUC DE LUXEMBOURG, &c., &c., &c.

Voulant poursuivre la nomination des Bourguemaîtres dans les communes rurales de la province de la *Flandre orientale ;*

Vu la proposition de notre Ministre de l'Intérieur, du 13 juin 1819, n.° 685, n.° 15.ª,

Avons résolu et entendu :

1.° De nommer aux fonctions de Bourguemaîtres dans les communes respectivement comprises en l'état L.ª A ci-annexé, et pour exercer lesdites fonctions conformément au réglement d'administration du plat-pays, arrêté par notre résolution du 3 janvier 1818, n.° 109, les personnes désignées dans ledit état.

2.° D'exempter les Bourguemaîtres portés sur l'état L.ª B de l'obligation d'habiter la commune pour laquelle ils sont nommés, et ce aussi long-tems qu'ils resteront établis dans leur domicile actuel.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 juin 1819.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi,

Signé J. G DE MEY VAN STREEFKERK.

Pour copie conforme (par traduction):

Le Greffier de la Province, J. VAN TOERS.

Digitized by Google

Wij WILLEM, bij de gratie Gods, Koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassau, Groot-Hertog van Luxembourg, enz., enz., enz.

Willende voortgaan met het doen van benoemingen van Burgemeesteren voor de gemeenten ten platte lande binnen de provincie *Oost-Vlaanderen*;

Gezien de voordragt van onzen Minister van Binnenlandsche Zaken, van den 13 junij 1819, n.° 685, n.° 15.a,

Hebben goedgevonden en verstaan:

1.° Tot Burgemeesteren, om op den voet van het reglement van bestuur van het platte land, gearresteerd bij ons besluit van den 8 januarij 1818, n.° 109, die functien uit te oefenen, respectivelijk van de gemeenten op den van deze sub L.a A geannexeerden staat vermeld te benoemen de persoonen in dien staat opgenoemd.

2.° Aan de, op den, sub L.a B hier by gevoegden staat vermelden der hier boven benoemt Burgemeesteren, te verleenen dispensatie van de verpligting omtrent de inwoning in de gemeente waar voor de zelve zyn benoemd, zoo lang zy in hunne tegenwoordige woonplaatsen zullen gevestigd blijven.

Onze Minister van Binnenlandsche Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, den 13 junij 1819.

Geteekend WILLEM.

Van wege den Koning,

Geteekend J. G. de Mey van Streefkerk.

Voor gelijkvormig afschrift:

De Griffier der provincie, I. Van Toers.

(*Suit l'état.*)

Digitized by Google

A. STAAT behoorende bij 's Konings resolutie van den 13 junij 1819, n.º 39, houdende benoeming van eenige Burgemeesteren in gemeenten ten platten lande, binnen de provincie Oost-Vlaanderen.

Districten.	Gemeenten.	Namen der Burgemeesteren.
Aelst.	St.-Antelinkx.	De Ruyter, tegenwoordig Maire.
id.	Baerdegem.	Charles van Assche, idem.
id.	Bambrugge.	» De Vuyst, idem.
id.	Elene.	Bernard Broukaert.
id.	Grootenberge.	Louis D'hane, tegenwoordig Maire.
id.	Hillegem.	» Van Pottelsberghe, idem.
id.	Leeuwergem.	Eugéne D'hane.
id.	Meldert.	Charles van Assche, tegenw. Maire.
id.	Nederhasselt.	» De Coninck, idem.
id.	Oombergen.	» Van Pottelsberghe, idem.
id.	Ressegem.	» De Waayenberge, idem.
id.	Vlierzeele.	François de Keyser, idem.
id.	Velsique.	» Van Damme-Roeck, idem.
id.	Woubrechtegem.	Donat van Hecke.
id.	Denderleeuw.	Henri Sonck.
id.	Grimmingen.	Barthélemi Provó.
id.	Iddergem.	Gaspard Rollier.
id.	Letterhautem.	Jean-Baptiste de Moor.
id.	Marie-Audenhove.	Constant Foucquart.

Digitized by Google

Districten.	*Gemeenten.*	*Naam der Burgemeesteren.*
Aelst.	Santbergen.	Jean Dauw.
id.	Vloersegem.	Josse van Lierde.
id.	Appelterre-Eychem	Pierre-Joseph Schollaert.
id.	Impe.	De Pottelsberghe-La Potterie.
id.	Erpe.	Louis vander Gucht.
id.	Erwetegem.	Joseph van Damme.
id.	Godverdegem.	Martin van den Berghe.
id.	Audenhove-Goarix.	J. B. Baert.
id.	Nederboulaere.	Pierre Spictaels.
id.	Onkerzeele.	Jean-Baptiste Vanderlinden.
Dendermonde.	Hamme.	J. N. Boogaerts, in plaats van *G. Vermeire.*

B. **Staat** *der Burgemeesteren aan welke dispensatie verleend wordt, van de bepaling omtrent de inwooning in de gemeenten waar over zy benoemd zyn.*

Gemeenten.	*Namen der Burgemeesteren.*
St.-Antelinckx.	De Ruyter.
Baerdegem.	Charles van Assche.
Bambrugge.	De Veyt.

Digitized by Google

Gemeenten.	*Namen der Burgemeesteren.*
Grootenberge.	Louis D'hane.
Hillegem.	Van Pottelsberghe.
Leeuwergem.	Eugène D'hane.
Meldert.	Charles van Assche.
Nederhasselt.	» De Coninck.
Oombergen.	» Van Pottelsberghe.
Ressegem.	» De Waeyenberge.
Vlierzeele.	François de Keyser.
Velsique.	» Van Damme-Ronck.
Impe.	» De Pottelsberghe-La Potterie.

Mij bekend,

De Staats-Raad belast met de Directie der Staats-Secretarij,

Geteekend J. G. DE MEY VAN STREEFKERK.

Accordeert met deszelfs origineel.

Voor eensluidend afschrift:

De Griffier der Staten, I. VAN TOERS.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

OOST-VLAENDEREN.

N.° 36.

KORTEN INHOUD.

53. Vee-artsen. — *Nieuwe daer toe betrekkelyke instructien.* — Van 5.den october. — Griffie.

54. Oudheiden. — *Maetregelen voor der zelver bewaring.* — Van 6.den october. — Griffie.

55. Onderhoud der grachten langst de groote wegen. — *Uitvoer van de bepalingen der besluiten van 24.sten augustus 1812 en 25.sten september* 1813. — Van 9.sten october. — 2.e Afdeeling.

56. Administrative organisatie. — *Koninklyk besluit van* 13.den *juny* 1819, *houdende benoeming van verscheidene Burgemeesteren in de districten van Aelst en Dendermonde.* — Griffie.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 37.

SOMMAIRE.

57. Taxes municipales. — *Arrêté Royal du 27 août* 1819, *relatif aux impositions sur la tourbe et la houille.* — Du 15 octobre. — 1.° Division.

58. Mercuriale *du mois de septembre* 1819. — Du 14 octobre. — 2.° Division.

Digitized by Google

GAND, le 15 octobre 1819.

LES ÉTATS DÉPUTÉS de la Flandre orientale,

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes de la province.

Messieurs, nous vous adressons, à la suite de la présente, une ampliation de l'arrêté de S. M., en date du 27 août dernier, portant que dans toutes les communes où une imposition locale est établie sur la tourbe, les administrations locales proposeront d'en établir une sur la houille, dans telles proportions qu'elles jugeront convenables.

Que de même dans les villes et communes où il existe une taxe sur la houille, une proposition sera faite pour en établir une sur la tourbe, pour autant qu'on y emploie ce dernier combustible.

Cet arrêté ne déroge en aucune manière à celui du 4 octobre 1816 (*Journal officiel n.° 56*).

Signé PH. C.te DE LENS, Président.

Par les Etats députés,

Le Greffier des Etats provinciaux, L. VAN TORRE.

Digitized by Google

GENT, den 15.den october 1819.

De GEDEPUTEERDE STATEN *van Oost-Vlaenderen,*

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, wy zenden UE. hier agter een ampliatie van 's Majesteits besluit in daten 27.sten augustus lestleden, dragende dat in alle de steden alwaer eene plaetselyke belasting op den turf is, er insgelyks eene plaetselyke belasting op de steenkolen zal worden voorgedragen, in zoodanige evenredigheid als de plaetselyke bestueren zullen vermeenen te behooren.

Dat gelykelyk in de steden en gemeenten alwaer eene belasting op de steenkolen bestaet, eene voordragt zal gedaen worden om de zelve duerte stellen op den turf, voor zoo veel deze brandstof aldaer gebruikt word.

Dit besluit brengt geene de minste vernietiging of opheffing aen het gene van den 4.den october 1816 (*Staatsblad n.° 56*).

Geteekent PH. G.te DE LENS, President.

Van wegen de gedeputeerde Staten,

De Greffier der provinciale Staten, D. VAN TOERS.

Digitized by Google

WIJ WILLEM, bij de gratie Gods, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBOURG, enz. enz. enz.

Op een adres van Jonkheer *A. A. Adringa de Kempenaer*, houdende bezwaren zoo wel op de hoeveelheid van den landelijken impost op den turf, als over de verhooging der stedelijke belasting, waar van dit artikel van consumtie, in vele steden is onderworpen:

Gezien het rapport van onze Minister van Binnenlandsche Zaken, en voor het publiek Onderwijs, de Nationale Nijverheid en de Koloniën, en van onze Staats-Raad Directeur generaal der in- en uitgaande regten en accijnsen, van den 9 en 23 december 1818, P. 1558 n.° 24ª, n.° 585 en n.° 3;

Gezien het advies van den Raad van State, in dato 22.ste februarij lestleden, n.° 9;

Gelet op een nader adres van Jonkheer *Adringa de Kempenaer*, houdende adstructie zijner bezwaren over de belasting op den turf, in verband met die op de steenkolen;

Gezien het nader rapport van onzen Minister van Binnenlandsche Zaken, in dato 22 dezer, P. 1558, n.° 8 (gerequireerd 1.en maart 1819, litt.ª B. 3), benevens de daar bij overgelegde algemeen opgaaf van de in de onderscheidene provincien des Rijks, bestaande plaatselijke belastingen op den turf en de steenkolen,

Hebben goedgevonden en verstaan te bepalen:

Dat in alle steden alwaar eene plaatselijke belasting op den turf is of zal worden gelegd, er insgelijks een plaatselijke belasting op de steenkolen aan ons zal moeten worden voorgedragen, in zoodanige evenredigheid als de plaatselijke besturen zullen vermeenen te behooren, en omgekeerd eene belasting op den turf voor de steden en plaatsen alwaar eene belasting op de steenkolen bestaat of zal worden gevraagd voor zoo verre aldaar turf wordt verbruikt.

Digitized by Google

En is onze Minister van Binnenlandsche Zaken belast met de executie dezes, waar van kennis zal worden gegeven aan onzen Minister voor het publiek Onderwijs, de Nationale Nijverheid en de Koloniën, en aan onzen Staats-Raad, Directeur generaal der in en uitgaande regten en indirecte belastingen, alsmede aan onzen Raad van State, en aan den adressant tot informatie.

Laken, den 29 augustus 1819.

Geteekend WILLEM.

Van wege den Koning:

Geteekend A. G. de Mey van Streefkerk.

Voor kopij conform:

De Griffier der Staten van Oost-Vlaanderen,

Geteekend I. Van Toers.

Mercuriale ou État *indiquant le prix moyen des Grains, Fourrages et autres objets, vendus sur les principaux marchés de la province pendant le mois de septembre 1819.*

Désignation de l'espèce des objets vendus.		Prix moyens. flor.	cts.
Froment *blanc*	hectolitre	8	36
——— *roux*	idem	7	87
Seigle	idem	5	26
Orge	idem	4	84
Sarrazin	idem	5	65
Avoine	idem	3	44
Haricots	idem	»	»
Pois	idem	»	»
Farine *de froment*	idem	9	70
——— *de seigle*	idem	6	18
——— *d'orge*	idem	»	»
Pain *de froment tamisé*	kilogramme	»	15
——— *de froment non tamisé*	idem	»	11
——— *de pur seigle*	idem	»	7
Pommes de terre	hectolitre	1	90
Viande *de bœuf*	kilogramme	»	43
——— *de vache et genisse*	idem	»	41
——— *de veau*	idem	»	57
——— *de mouton*	idem	»	49
——— *d'agneau*	idem	»	52
——— *de porc*	idem	»	62
Beurre	idem	»	87
Fromage de Hollande	idem	»	65
Genièvre	hectolitre	42	13
Premier flegme du genièvre (Mout-wyn)	idem	»	»
Foin	quint. métriq.	3	56
Paille	idem	2	55
Bois à brûler *chêne*	stère	5	»
——— *hêtre*	idem	5	»
——— *blanc*	idem	3	43
Charbon *de bois*	hectolitre	1	20
——— *de terre* (houille)	idem	1	22
Fagots à brûler	centaines	9	31
Tourbe *fossile*	idem	»	19
——— *de tanneur*	idem	»	24
Huile *de colsa*	hectolitre	47	04
——— *de navette*	idem	49	10
——— *de lin*	idem	47	90
Chandelles	kilogramme	»	84

Certifié par le Gouverneur de la province de la Flandre orientale, soussigné. *Gand, le 14 octobre 1819.*

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 37.

KORTEN INHOUD.

57. Stedelyke belastingen. — *Koninklyk besluit van 27.sten augustus 1819, betrekkelyk tot het impost op den turf en de steenkolen.* — Van 15.den october. — 1.e Afdeeling.

58. Mercuriale *van de maend september* 1819. — Van 14.den october. — 2.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 38.

SOMMAIRE.

59. État civil. — *Formules d'actes en langue flamande.* — Du 19 octobre. — 2.e Division.

Tome VI.

Digitized by Google

Les ÉTATS DÉPUTÉS *de la Flandre orientale*,

Vu l'article 2 de l'arrêté du 1.er octobre 1814 (*Journal officiel*, *volume 3*, *n.° 69*), portant: que les actes de l'état civil seront tenus dans l'idiome usité dans la commune où ils sont rédigés;

Vu le décret Royal du 15 septembre dernier (*Journal officiel*, *n.° 48*), qui maintient expressément les dispositions de l'arrêté du premier octobre 1814;

Considérant que d'après les dispositions contenues dans ces deux décrets, les actes de l'état civil doivent dès-à-présent, dans toutes les villes et communes de cette province, être rédigés exclusivement en langue flamande, qui y est le plus habituellement usitée;

Que dans cette circonstance il est essentiel que les autorités locales reçoivent les formules des actes de l'état civil rédigés en langue flamande, afin que partout ils soient uniformes et conformes aux dispositions du Code civil, vu que l'omission d'aucune des formalités ou énonciations que la loi prescrit, pourrait compromettre la légalité de ces actes et par suite l'état civil des habitans de cette province,

Ont pris la résolution suivante:

ARTICLE PREMIER.

A dater du premier janvier 1820, les registres de l'état civil devront, dans toutes les villes et

Digitized by Google

De Gedeputeerde Staten van Oost-Vlaenderen,

Gezien den 2.den artikel van het besluit van 1.sten october 1814 (*Journal officiel*, *3.de volume*, *n.° 69*), behelzende dat de acten voor den burgerlyken staet zullen worden gehouden in de tael, welke by de gemeenten, alwaer de zelve opgesteld worden, in gebruik is;

Gezien het Koninglyk besluit van 15.den september jongstleden (*Journal Officiel n.° 48*), het welk in stand houd de beschikkingen van het vroeger besluit van 1.sten october 1814;

Overwegende dat ingevolge de verordeningen in deze twee besluiten bepaelt de acten van den burgerlyken staet van nu voortaen binnen de provintie Oost-Vlaenderen uitsluitend in de nederduytsche tael, als zynde de gene er meest in gebruyk is, moeten gehouden worden;

Dat het in deze omstandigheid noodzakelyk is dat de plaetselyke bestueren voorzien worden van formulen diër akten, in de vlaemsche tael opgestelt, ten einde zy in alle plaetsen gelykvormig en overeenkomstig met de beschikkingen, in den burger Wet-boek vervat, zouden zyn, aengezien de nalating van eenige der formaliteiten of uitdrukkingen door de wet voorgeschreven hunne wettelykheid en by gevolge den burgerlyken staet der ingezetene dezer provintie zouden kunnen in gevaer stellen,

Hebben besloten het volgende:

ARTIKEL 1.

Te beginnen met den eersten january 1820 zullen de officieren van den burgerlyken staet

Digitized by Google

communes de cette province, être tenus en langue flamande; à cet effet les feuilles destinées pour ces registres seront préparées en cet idiome.

ART. 2.

Les officiers de l'état civil seront tenus, aussi long-tems que la législation actuelle sur l'état civil reste en vigueur, de suivre littéralement, dans les différens actes qui concernent l'état civil, les formules qui suivent la présente résolution, comme étant la traduction littérale de celles qui ont été prescrites par le Gouvernement précédent, en exécution du titre 2 livre 1.er du Code civil.

ART. 3.

La présente résolution et le cahier des formules mentionnées dans l'article précédent, seront insérés dans le Mémorial administratif de la province, et adressés à toutes les autorités locales; les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes de la province, et les Commissaires des districts pour les communes de leur ressort, sont chargés d'en surveiller l'exécution.

Fait en séance du 19 octobre 1819.

Signé PH. C.te DE LENS, Président.

Par les Etats députés,

Le Greffier des Etats provinciaux, L. VAN TOERS.

Digitized by Google

binnen alle de steden en dorpen dezer provintie gehouden zyn de akten van den burgerlyken staet op te stellen in de vlaemsche tael; ten dien einde zullen de bladeren tot die registers geschikt in die tael worden bereid gemaeckt.

ART. 2.

De officieren van den burgerlyken staet zullen gehouden zyn, zoo lang de tegenwoordige wetgeving op den burgerlyken staet in wezen blyft, letterlyk te volgen in de onderscheiden akten den burgerstaet betreffende, die zy zullen opstellen, de formulen de tegenwoordige resolutie medegaende, als zynde de letterlyke overzetting uit de fransche tael der gene die door het voormalig bestuer zyn voorgeschreven in uitwerking van den tweeden titel, eersten boek van den burger Wetboek.

ART. 3.

De tegenwoordige resolutie met de verzameling der formulen in den voorigen artikel gewaegt, zullen in het Memoriael administratief der provintie gedrukt en aen alle de plaetselyke bestueren toegezonden worden; de Burgemeesters en Maires der steden en dorpen dezer provintie, als mede de districts Commissarissen voor de gemeenten van hun district zullen er de uitvoering van in het oog houden.

Gedaen in de zitting van 19.den october 1819.

Geteekent PH. C.te DE LENS, President.

Van wege de gedeputeerde Staten,

De Greffier der provinciale Staten, I. VAN TORRE.

Digitized by Google

FORMULEN

Volgens welke moeten gehouden worden in de nederlandsche tael de Registers van den Burgerlyken Staet, behelzende de acten van geboorte, huwelyk, cohtscheyding en aflyvigheyd.

Voorgaende bemerkingen alle de acten toepasselyk.

1.° Alle de volgende acten, uytgenomen de publicatien van huwelyk moeten beginnen als volgt:

» In het jaer 18.... den ... (*date*) der maend
» ...... ten ... uren (voor *of* naer) middag, voor
» ons .... (*namen*, *toenaem*, *hoedanig-*
» *heyd van Burgermeester*, *Meyer*, *Schepenen*
» of *Adjoint*) officier van den burgerlyken staet
» der stad *of* dorp .... (*voor de dorpen*,
» district van ....) provintie Oost-Vlaende-
» ren, is *of* zyn gekomen ....»

2.° In de verklaringen van geboorte, erkentenis van kinderen, adoptien, echtscheydingen en aflyvigheyd, moeten twee getuygen, en voor de gene van huwelyk moeten vier getuygen gebruykt worden. De getuygen moeten zyn van het mannelyk geslacht, oud ten minsten 21 jaeren; zy mogen bestansel zyn aen de voornaeme comparanten, en worden door deze verkozen. Wanneer zy de com-

paranten bestaen in bloedverwand of zwagerschap, word zulks uytgedrukt.

3.° Wanneer een of meer der comparanten of getuygen niet kunnen teekenen, moet er gewaeg gemaekt worden hunner verklaring.

4.° Alle de namen, toenamen, handel of bedryf, geboorte-plaets en woonste, zoo der voornaeme comparanten als der getuygen, moeten vol uyt geschreven worden, het en vergenoegt niet dat zulks gebeure by verkorting of met initiale letteren.

N.° 1.

Verklaring van geboorte van een wettig kind, door deszelfs vader.

In het jaer ... (*ziet bemerking n.° 1 hier vooren*) is *of* zyn gekomen N. N. .... (*uyt te drukken den naem, voornamen, handel of hand-gedaed en woonst des verklaerders*), den welken ons vertoont heeft een kind ...... (*uyt te drukken het geslacht, mannelyk* of *vrouwelyk*), geboren den .... (*uyt te drukken den dag en uer*), van hem verklaerder en van .... (*naem en voornamen der vrouw*) zyne huysvrouwe, en waer aen hy verklaert te willen geven de voornamen van .... De voornoemde verklaring en vertooning gedaen in de tegenwoordigheyd van .... (*voornamen, toenaem, ouderdom, handel of hand-gedaed, woonst van iedereen der twee getuygen*) en de vader met de getuygen hebben met ons de tegenwoordige geboorte verklaring geteekent, naer dat de zelve aen hun alle door ons was voorgelezen.

Digitized by Google

N.° 2.

Verklaring van geboorte van een wettig kind, gedaen door den vroedmeester of vroedvrouw, den heelmeester, of door allen anderen persoon by welken de vrouw gebaert heeft, den verklaerder kennende de moeder van het kind.

In den jaere ...(*ziet bemerking n.° 1 hier vooren*) is gekomen N. N. .... (*naem, toenamen, ouderdom, woonste, handel* of *bedryf*) welken (*of* welke) ons heeft verklaert dat den ... der maend .... des jaers ..... ten ..... uren (*'s morgens, des avonds, voor* of *naer middag*) geboren is een kind (*mannelyk* of *vrouwelyk geslacht*) ten zynen (*of* ten haeren) huyze, gelegen (*uyt te drukken den naem der stad of dorp, de straet en de provintie in het welk dit huys zig bevind*), welk kind hy (*of* zy) ons heeft vertoont en aen welk hy (*of* zy) heeft verklaert te geven de voornamen van .... en dat de moeder van het kind is .... (*namen, toenaem, handel of bedryf en woonste der moeder*) huysvrouwe, weduwe *of* echtgescheydene huysvrouwe van .... (*namen, toenamen, woonst en handel of bedryf van den man*). Deze verklaring is gedaen in de tegenwoordigheyd van ... . (*namen, toenamen, ouderdom, handel of bedryf en woonste van ieder der twee getuygen*) en hebbende verklaerder (*of* verklaerster) en getuygen dezen acte van geboorte, naerdien er hun de voorlezing van was gedaen, met ons onderteekent.

N.° 3.

Geboorte verklaring van een onwettig kind, gedaen door deszelfs onwettigen vader.

In het jaer ... (*ziet bemerking n.° 1*) is gekomen N. N. .... (*namen, toenaem, handel en woonste*) welken ons heeft verklaert dat op den ...... der maend ...... des jaers ..... is geboren een kind (*van het mannelyk of vrouwelyk geslachte*) welk hy ons heeft vertoont en aen welk hy heeft verklaert te geven de voornamen van .... en dat het zelve kind gebaert is door .... (*namen, toenamen, ouderdom en geboorte-plaets, handel en woonst der moeder van het kind, indien de vader de verklaring der moeder doen wilt; doch indien hy deze verklaring niet en doet, hy kan er geenzints toe gedwongen worden*) welk kind geboren is in de stad *of* dorp van .... straet genoemt .... provintie .... Deze verklaring gedaen in de tegenwoordigheyd van ... . (*namen, toenamen, ouderdom, handel en woonste van iederen der twee getuygen*) en hebben de vader en de getuygen dezen act van geboorte, naerdien er hun de voorlezing van was gedaen, met ons onderteekent.

N.° 4.

Verklaring der geboorte van een onwettig kind gedaen door allen anderen als den vader wanneer de naem en de staet der moeder bekent zyn.

Ten jaere (*ziet de bemerking n.° 1 hier vooren*) is gekomen N. .... (*namen,*

Digitized by Google

toenamen, ouderdom, handel en woonste) wel-ken ons heeft verklaert dat den ...... der maend ...... des jaers ......, ten ...... uren ...... middag N. N. ...... (*namen, toenamen, handel en woonste der moeder*) gelegen is in het huys van ...... (*straet, stad of dorp, provincie* ......) van een kind (*van manlyk of vrouwelyk*) geslacht, welk hy *of* zy ons vertoont en aen welk hy *of* zy geeft de namen en toenaem van ......, deze verklaring gedaen in de tegenwoordigheyd van ...... (*namen, toenamen, ouderdom, woonste en handel van iederen der twee getuygen*) en hebben de comparanten en de getuygen met ons dezen act, naerdien er hun de voorlezing van was gedaen, onderteekent.

N.° 5.

Verklaring der geboorte van een onwettig kind, gedaen door den gemagtigden van deszelfs naturelyken vader.

Ten jaere (*ziet de bemerking n.° 1 hier voren*) is gekomen N. N. ...... (*namen, toenamen, woonste en handel van den comparant*) welken kragtens wettige en byzondere volmagt op hem verleden by N. N. ...... (*namen, toenaem, woonste en handel van den lastgever*) by acte gepasseert voor den notaris of notarissen ...... (*namen, toenamen en woonste der notarissen*) den ...... der maend ...... des jaers ......, geënregistreert te ...... den ......, welken act door ons geparapheert in den tegenwoordigen register zal blyven, ons heeft verklaert dat op den ...... der maend ...... des jaers ......, ten ...... uren ...... middag geboren

is ten huyse van N. (*meldinge van het huys*) een kind van mannelyk of vrouwelyk geslacht, welkers moeder is .... (*namen, toenaem, handel en woonste der moeder, indien de procuratie meld brengt de macht om de moeder te noemen, zoo niet, geene melding van de moeder te maeken*) welk kind hy ons heeft vertoont en aen welk hy verklaert heeft te geven de namen en toenamen van .... welke verklaring en vertooning gedaen zyn in de tegenwoordigheyd van .... (*namen, toenamen, ouderdom, handel en woonste van iederen den twee getuygen*) en hebben de comparant en de getuygen dezen act met ons, naerdien en hun de voorlezing van was gedaen, onderteekent.

N.° 6.

VERKLARING *van een vondeling.*

Formule van proces-verbael.

Ten jaere (*ziet de bemerking n.° 1 hier vooren*) is gekomen N. .... (*namen, toenaem, ouderdom, woonste en handel van den comparant*) welken ons verklaert heeft dat den .... ten .... uren .... middag, zynde alleen of vergezelt van N. N. .... (*namen en toenamen der gene den comparant vergezelden indien hy verklaert van een of meer vergezelt te hebben geweest*) hy *of* zy heeft gevonden in de straet genaemt .... ter plaets van .... (*duydelyk te verklaeren de straet en plaets alwaer het kind gevonden is*) een kind zoo en gelyk hy *of* zy het zelve ons vertoont gebinselt of gekleed als volgt: (*de kleederen of binsels wel uyt te drukken*) het lynwaet geteekend met

de letters *of* cyfferen ...... naerdien het kind bezigtigt te hebben, hebben wy het erkent te zyn van ...... geslachte (*mannelyk of vrouwelyk*) dat het scheen te zyn van den ouderdom van ...... (*uyt te drukken den waerschynelyken ouderdom; naer te zien of het kind op het lichaem heeft eenige kenteekenen, dan, of het op, of in zyne kleederen met hem heeft eenig schrift of teeken, bestemt om het kenbaer te maeken, en in geval van ja, er gewaeg van te doen in den act, zoo niet te gewaegen dat het kind geen kenteekenen op het lichaem heeft, en niet by hem had eenig schrift of teeken bestemt om het te doen kennen*) en aenstonds hebben wy het zelve kind ten register ingeschreven onder den naem van .... en voornamen van ....

Van alle welke wy hebben opgestelt dit proces-verbal, ter tegenwoordigheyd van .... en van .... (*namen, toenamen, ouderdom, woonst en handel der twee getuygen*) welke benevens den comparant met ons, naer voorlezing, hebben dit proces-verbal onderteekent.

N.° 7.

Erkenning van een kind door vader en moeder, wanneer het reeds ten register was ingeschreven.

Ten jaere ... (*ziet de bemerking n.° 1*) is gekomen N. N. .... (*namen, toenaem, ouderdom, woonste en handel van den of de comparanten*) welken (*of* welke) ons heeft verklaert dat hy (*of* zy) erkent voor het zyn (*of* haer), een kind van mannelyk (*of* vrouwelyk) geslachte, het welk ons is verklaert en vertoont en

Digitized by Google

in den register ingeschreven op den...............
(*jaer, maend en dag*) onder de namen en voornamen van .... het geen hy heeft gekregen by .... (*namen, toenamen, ouderdom en woonst der moeder, indien hy er de verklaring van wilt doen, hem wy staende deszelfs naem te verzwygen*). Deze verklaring gedaen ter tegenwoordigheyd van .... en van .... (*namen en toenamen, ouderdom, handel en woonst der beyde getuygen*) welke dezen act met den comparant en met ons, naer voorlezing, hebben onderteekent.

N.° 8.

ACTE van erkenning van een kind, gedaen door vader en moeder.

Ten jaere ... (*ziet de bemerking n.° 1. hier vooren*) zyn gekomen N. .... en N. .... (*namen, toenamen, ouderdom, bedryf en woonste der beyde comparanten*) welke ons hebben verklaert hun te erkennen als vader en moeder van een kind van mannelyk (*of* vrouwelyk) geslachte, het welk ons is verklaert en voorgehouden den ... . (*jaer, maend en dag*) en welk in den register is ingeschreven onder de namen van .... welk kind van hun is geboren den ...... der maend .... des jaers .... Deze verklaring gedaen in de tegenwoordigheyd van N. ..... en van N. .... (*namen, toenamen, ouderdom, woonst en handel der beyde getuygen*) en hebben de comparanten benevens ons en de getuygen dezen act, naer voorlezing, onderteekent.

Digitized by Google

N.° 9.

FORMULE van huwelyks publicatie tusschen meerderjarige.

Ten jaere ..... op den .... zynde eenen zondag, der maend .... ten ...... uren ..... middag, hebben wy (*namen, toenaem en hoedanigheyd van den amptenaer*) officier van den burgerlyken staet der stad (*of* dorp) .... provintie Oost-Vlaenderen, naer ons begeven te hebben voor den grooten ingank van het stad (*of* wet) huys der stad (*of* dorp) .... afgekondigt en bekent gemaekt voor de eerste (*of* tweede) mael dat er huwelyks belofte aenwezig is tusschen N. .... (*namen, toenaem, ouderdom, handel en woonste van den toekomenden*) meerderjarig zoon van .... (*namen, toenaem, woonst, handel van vader en moeder, met byvoeging of beyde nog leven of dood zyn of wie onder hun beyde aflyvig is, en of zy te samen leven, dan of er onder hun echtscheyding is*) en N. .... (*namen, toenaem, ouderdom, handel en woonst der toekomende*) meerderjarige dogter van .... (*zoo als hier boven voor de ouders van den toekomenden*) welke afkonding is gedaen met luyder stemme en aengeplakt aen de poort van het stad (*of* wet) huys: van alle welke wy hebben opgestelt dezen act door ons onderteekent.

N.° 10.

FORMULE van publicatie van huwelyk tusschen minderjarige, bygestaen van hunne ouders of van een van hun beyde.

Ten jaere .... (*ziet de hier voorenstaende n.° 9*) hebben ons begeven voor de groote deur van het

stad (*of* wet) huys, en aldaer afgekondigt en bekent gemaekt voor de eerste (*of* tweede) mael, dat er huwelyks belofte aenwezig is tusschen N. . . . . (*namen, toenaem, ouderdom, bedryf en woonst van den toekomenden*) minderjarigen zoon van . . . . (*namen, toenamen, ouderdom, woonst en bedryf van vader en moeder*) van welke hy is geadsisteert (*indien de vader alleen adsisteert, er zal maer van hem alleen worden gewaegt; indien de vader dood is, zynen doodsbrief zal moeten worden aengebracht; indien de vader en moeder overleden zyn, waer van insgelyks door de doodbrieven zal moeten blyken, en dat de groot-vader of groot-moeder nog leeft, zal van zyn of haer consent moeten blyken en gewaeg moeten worden gemaekt; indien die alle overleden zyn, er zal van moeten blyken en worden gewaegt: het zelfde zal plaets grypen, wanneer den of de toekomende of beyde van voogd of voogden geadsisteert worden*) en N. . . . . (*namen, toenaem, ouderdom, woonst en bedryf der toekomende*) minder (*of* meerder) jarige dogter van . . . . en van . . . . (*zoo als hier boven voor den toekomenden, en met in agtneming der bovengemelde gewaegmaekingen, indien de toekomende ook minderjarig zy*) welke afkonding, naer overluyd door ons te zyn gelezen, is aengeplakt aen de deur van het stad (*of* wet) huys; van alle welke wy hebben opgesteld den tegenwoordigen act door ons onderteekent.

N.º 4.

Acte van huwelyk tusschen meerderjarige, welkers ouders of overleden zyn, of in het huwelyk toestemmen.

Ten jaere ... (*ziet bemerking n. 1*) zyn gekomen N. .... (*namen, toenaem, geboorte-plaets, ouderdom en handel*) meerderjarigen zoon van .... (*namen, toenaem en handel van den vader*) hier tegenwoordig en toestemmende (*of wel*) toestemmende by acte in daete van .... ontvangen door den notaris N. ...... welke aen dezen act zal blyven gehecht; (*indien de vader dood is te stellen:* overleden te ...... (*naem der plaets*) den .... zoo als bewezen is door den act van overlyden afgelevert te .... (*naem der plaets*) den .... *of* by acte van notorieteyt, opgestelt te .... den .... door den Vrederegter van het canton .... en gehomologueert door den President der regtsbank van eersten aenleg, zittende te ....) en van N. .... (*namen en toenaem der moeder, en indien de vader overleden is, gewaeg te maeken, zoo als hier boven in het gezag van den vader gezegt is, van de toestemming of overlyden der moeder*) en N. .... (*namen, toenaem, geboorte-plaets, ouderdom, woonste en handel*) meerderjarige dochter van N. .... en N. .... (*namen, toenamen, woonste en handel van vader en moeder der bruyd, met de gewaegmaeking en onderscheydenheyd der toestemming of overlyden van haeren vader en moeder, zoo als hier boven in het gezag des vaders van den bruydegom is aengewezen*), welke compa-

Digitized by Google

ranten ons hebben aenzocht voort te gaen tot de voltrekking van het huwelyk onder hun beraemt, en waer van de publicatien reeds zyn gedaen ingevolge de wet, te weten: de eerste op den ...... der maend .... jaer .... ten ...... uren ......middag, en de tweede den ...... der maend ...... jaer ...... ten ...... uren ...... middag (1 en 2), en geen tegenzeg tegen dit huwelyk ons kenbaer gemaekt zynde, regt doende op hun verzoek, hebben wy, naerdien voorgelezen te hebben alle de stukken hier boven gemeld en ook het zesde kapittel van den titel *rakende het Huwelyk* van den burgerl. Wet-boek, aen den bruydegom en de bruyd gevraegt of zy elkanderen verstaen te nemen voor man en vrouw, elk van hun beurtelings geantwoord hebbende *dat ja*, verklaren wy uyt den naem van de wet, dat N. .... en N. .... (*namen en toenamen van man en vrouw*) door den huwelyks-band vereenigt zyn; van alle welke wy hebben opgestelt dezen act, in de tegenwoordigheyd van .... (*de namen, toenamen, ouderdom, handel en woonste van iederen der vier getuygen, en wanneer een of meer der getuygen aen man of vrouw bestaende zyn, zal er gewaeg*

---

1. Wanneer de publicatien des huwelyks in andere plaets, als de stad of gemeynte, waer het huwelyk plaets heeft, geschied zyn, moet er ook op de zelfde manier gewaeg van gemaekt worden.

2. Wanneer maer eene publicatie van het huwelyk is gebeurt uyt kragte van wettige dispensatie, zal in de plaets der woorden, *en de tweede den ...... enz.* gestelt worden: *en maer van de tweede publicatie niet is gebeurt kragtens de dispensatie van Gouvernements wege verleent door den Koninglyken Procureur by de regtbank van eersten aenleg, zitting hebbende te ...... welke dispensatie ons overgelevert zynde, is de zelve bewaegt in het secretariat van het gemeynte.*

Deze bemerkingen zyn toepasselyk aen alle de volgende formulen van acten van huwelyk.

van gemaekt worden, met byvoeging van den graed van bloedverwantschap of zwagerschap) de welke deezen act met alle de comparanten en ons, naer voorlezing, hebben onderteekent.

N.° 12.

HUWELYKS-ACTE tusschen minderjarige met hun hebbende hunne ouders of eenen van hun.

Ten jaere ... (*ziet bemerking n.° 1*) zyn gekomen N. .... (*namen, toenaem, geboorte-plaets, ouderdom, woonste, handel*) minderjarigen zoon van .... (*namen, toenaem van den vader*) ende van .... (*namen, toenaem, huysvrouw of weduwe van* ....) zyne moeder door hun beyde geadsisteert, (*of*) geadsisteert door zynen voornoemden vader (*wanneer de moeder niet mede compareert*) *of* geadsisteert door zyne moeder desselfs vader overleden zynde, zoo ons is gebleken door desselfs doodbrief afgelevert te .... den .... *of* by acte van notorieteyt opgestelt door den Vrede-regter van .... den .... gehomologueert door den President der regtsbank van eersten aenleg zitting hebbende te .... en N. .... (*namen, toenaem, geboorte-plaets, wooning der bruyd*) minderjarige dochter van .... (*zoo als hier boven is gezegt in het gezag van de ouders van den bruydegom*) welke comparanten ons hebben aenzocht, &c. *en dan verders als in de formule sub n.° 11.*

N.° 13.

Huwelyks-act van eenen minderjarigen welkers ouders onbekend zyn.

Ten jaere ... (*daete en maend*) voor ons (*namen, toenaem, hoedanigheyd van den amptenaer*) officier van den burgerstand der stad *of* dorp van ...., provintie Oost-Vlaenderen, zyn gekomen N. .... (*namen, toenaem, ouderdom, woonste, bedryf*) minderjarigen zoon van onbekende ouders, ingevolge zynen geboorte-brief ingeschreven op den register der stad *of* dorp .... provintie .... geadsisteert door N. .... (*namen, toenaem, woonste en handel*) benoemt by vonnis van den .... uytgesproken door de regtsbank van eersten aenleg zitting hebbende te .... als voogd ten eynde den voorschreven .... te adsisteeren in zyn voorgenomen huwelyk, en N. .... (*namen, toenaem, geboorte-plaets, ouderdom, woonste en bedryf der vrouw*) en dan voorders volgens de omstandigheden ingevolge de formulen n.os 11 en 12.

N.° 14.

Huwelyks-act voor meerderjarige, welke ten aenzien hunner ouders eerbiedige akten tot bekomen hunne toestemming hebben gedaen.

Ten jaere ... &c. voor ons ... (*als in bovengemelde formulen*) is gekomen N. ...... (*namen, toenaem, geboorte-plaets, ouderdom, woonste en bedryf*) meerderjarigen zoon van .... en van............, welken ons vertoont hebbende

de eerbiedige voordragten ingevolge de wet gedaen aen .... (*gewaeg te maeken der persoonen aen wie deze gedaen zyn, met byvoeging hunner qualiteyt, van vader, moeder, vaderlyken of moederlyken groot-vader, of groot-moeder, als mede ook des overlyden van den vader wanneer de eerbiedige acten gedaen zyn aen de moeder, en van het overlyden van hun beyde wanneer zy gedaen zyn aen den groot-vader en der wettige acten hier boven gemelt van doods-brieven of acte van notorieteyt, met in achtneming voor de onderscheydene gevallen die zig kunnen opbieden der 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154 en 155 artikelen van den burger Wet-boek*). Zynde ook gekomen N. .... (*namen, toenaem, ouderdom, geboorte-plaets, handel en woonst der toekomende*) dochter van N. .... en N. .... (*namen, toenamen, geboorte-plaets van vader en moeder*) geadsisteert van (......... *vader* .... *moeder* .... *groot-vader* .... *groot-moeder* .... *voogd, of eerbiedige acten, zoo als hier boven in het gezag van den man is gezegd*) welke comparanten ons hebben aenzocht voorts te gaen tot het voltrekken, van het onder hun vastgestelde huwelyk, en welkers publicatien gedaen zyn ingevolge de wet op den .... en den .... en geenen anderen tegenzeg tegen het zelve ons kenbaer gemaekt zynde, hebben wy .... &c. gezien de eerbiedige acten hier boven gemelt, uyt welke volgt dat de formaliteyten door de wet voorgeschreven zyn vervolt en dat de dilaeyen zyn overstreken, regt doende op het zelve verzoek naer aen de contractanten te hebben voorgelezen (*en zoo voorts als in de formule n.° 41.*).

N.° 15.

ACTE van huwelyk aen welkers voltrekking oppositie zal gedaen zyn, doch welke zal zyn gelicht 't zy by verdrag, 't zy by vonnis.

Ten jare .... (ziet bemerking n.° 1) zyn gekomen N. .... en N. .... (namen, toenamen, geboorte-plaets, filiatie, onderdaen, handel, woonste, adsistentie of eerbiedige acten volgens de onderscheydene gevallen, als in een der formulen n.os 11, 12, 13 of 14) en gezien de oppositie ons ingediend door den deurwaerder .... (namen, toenaem, woonste) fungerende by de rechtsbank zitting hebbende te .... ten verzoeke van .... (namen, toenaem, handel en woonste van den aenzoeker of de aenzoekers) by welke hy of zy verklaert of verklaren hun te verzetten tegen de voltrekking des huwelyks der gemelde comparanten, en welke oppositie is gelicht door 's opposants verklaring in date .... gepasseert voor notaris .... of wanneer de oppositie is gelicht by vonnis, te zeggen by vonnis van de rechtsbank van .... ons geinsinueert by exploit van den deurwaerder .... van date .... ingevolge welke de comparanten ons hebben aenzocht, &c. (verders als in de formule n.° 11.)

N.° 16.

ACTE van huwelyk by welke de erkenning word gedaen van kind of kinderen voor huwelyk geboren.

In het jaer ... (ziet bemerking n.° 1.) zyn gekomen N. .... (namen, toenaem,

geboorte-plaets, *ouderdom*, *handel en woonst van den man*) zoon van .... (*namen*, *toenamen*, *geboorte-plaets*, *handel van vader en moeder*) en N. .... (*namen*, *toenaem*, *geboorte-plaets*, *ouderdom*, *handel en woonste van de vrouw*) dochter van N. .... (*namen*, *toenamen*, *geboorte-plaets en handel der ouders*). Nota. *Alhier te gewaegen als by voorgaende formulen*, *de adsistentie*, *toestemming*, *overlyden der ouders* of *eerbiedige acten aen hun gedaen volgens de onderscheydene omstandigheden*), welke ons hebben aenzocht voorts te gaen tot het huwelyk onder hun beraemt en welkers publicatien gedaen zyn voor de groote deur van het stad *of* wet-huys, te weten de eerste den...... ten .... uren .... middag, de tweede den .... ten .... uren .... middag, en geen oppositie tegen dit huwelyk ons kenbaer gemaekt zynde, (*of wanneer er gedaen is die te gewaegen en ook hoe die is geligt*, *volgende formule n° 15*) regt doende op hun verzoek naer hun te hebben voorgelezen alle de bovengemelde stukken, en ook van het zesde kapittel van den titel van den burger Wet-boek rakende *het Huwelyk*, hebben wy den toekomenden man en de toekomende vrouw gevraegt of zy elkanderen nemen voor man en vrouw, ieder van hun beurtelings geantwoord hebbende *dat ja*, verklaren wy uyt naem der wet dat N. .... en N. .... (*namen en toenamen van man en vrouw*) door den huwelyks-band vereenigt zyn, en zoo aenstonds hebben beyde ons verklaert dat van hun geboren is *of* zyn kind *of* kinderen (*mannelyk of vrouwelyk geslacht*) ingeschreven op den register der geboorten der stad *of* dorp .... onder de date *of* daten van .... met

Digitized by Google

namen .... welken zoon *of* dochter, zonen *of* dochters zy verklaren te zyn hun kind *of* hunne kinderen.

Van alle welke wy hebben opgemaekt dezen act in de tegenwoordigheyd van

1 ....
2 ....
3 .... en
4 ....

(*namen, toenamen, ouderdom, handel en woonste van ieder der* vier *getuygen, met gewaegmaeking of zy zyn in bloedverwand of zwaegerschap met de echtgenoten*) welke dezen met ons ende comparanten naer gedaen voorlezing hebben onderteekent.

N.° 17.

Acte van huwelyk, aengegaen naer vooraf-gaende dispensatien van graden van bloed-verwand of zwagerschap.

In het jaer ... (*ziet bemerking n.° 1*) is gekomen N. .... (*namen, toenaem, geboorte-plaets, ouderdom, handel en woonst van den man*) zoon van .... (*namen, toenaem, geboorte-plaets van den vader, met de noodige byvoegingen volgens de omstandigheden van deszelfs adsistentie, toestemming, overlyden of eerbiedige acten*) en van .... (*namen, toenamen, geboorte-plaets en byvoegingen als vooren van de moeder*) welken ons heeft verklaert dat hy voornemens is, zich in den huwelyks-band te vereenigen met N. .... (*namen, toenaem van de vrouw*) (zyne moeye *of* nichte) kragtens de dispensatie van graed by

hem bekomen van Zyne Majesteyt den Koning, in datem .... geënregistreert ter greffie van de regtbank van eersten aenleg zittende te ....

Is ook gecompareert N. .... (namen, toenaem, geboorte-plaets, ouderdom, handel en woonste der vrouw) dochter van N. .... en N. .... (namen, toenamen, geboorte-plaets van vader en moeder, met bywoegingen als in het gezag van den man) welke ons heeft verklaert dat zy uyt kracht der bovengemelde dispensatie voornemens is zig te verdenigen met N. .... (namen en toenaem van den man) beyde de comparanten hebben ons verzocht voorts te gaen tot het sluyten van het huwelyk door hun voorgenomen, en welkers publicatien, &c. (als in de formule n.° 11, met bywoeging der oppositien, lichting der zelve, etc. volgens de omstandigheden.)

N.° 18.

Acte van echtscheyding ten verzoeke van éenen der echtgenoten.

In het jaer ..... (ziet bemerking n.° 1) is voor ons gekomen N. .... (namen, toenaem, ouderdom, handel en woonste van den of de comparant) welken of welke comparant ons heeft verklaert dat hy of zy willende doen voltrekken de echtscheyding die plaets heeft gehad tusschen hem of haer, en N. .... (namen, toenaem, ouderdom, geboorte-plaets, handel en woonst van den anderen echtgenoot) den .... der maend .... jaer ...... te .... provintie

[illegible] Zy heeft [illegible] Majesteyt den Koning, vonnis in date ... uytgesproken door de regtsbank van eersten aenleg van ..., welke de echtscheyding toelaet.

Gezien de expeditie van het zelve vonnis ons ter hand gestelt met een kopie in behoorlyke forme van het exploit van significatie die er van gedaen is aen N. ... (*namen en toenaem van den anderen echtgenoot*) den ... (*date van het exploit*) door den deurwaerder ... (*namen en toenaem van den deurwaerder*). Gezien ook de dagvaerd aen hem *of* haer gedaen den ... (*date der dagvaerd*) door den deurwaerder ... (*namen en toenaem van den deurwaerder*), ten eynde zich heden hier voor ons te bevinden ten ... uren ... middag, ten eynde met hem *of* haer comparant de echtscheyding te hooren uytspreken, met verklaring dat by gebreke van er zich te vinden, en niet min, zoo wel in zyne afwezendheyd als in zyne tegenwoordigheyd, zal voortsgevaren worden.

(*Dan zal den officier van den burgerlyken staet gewaeg maeken van de vonnissen in appel of cassatie verleent, indien de zelve zyn bekomen, of dat de wettige dilaeyen om zig in appel of cassatie te voorzien zyn overstreken, of dat de echtgenoot tegen wie de echtscheyding is uytgesproken in het bekomen vonnis heeft toegestemt, en dit op een der dry volgende wyzen:*

En ingevalle het voormelde bekomen vonnis is bekrachtigt door het gene uytgesproken by het opper-geregtshof van ... in date ... aen N. ... gesignificeert by exploit van den deurwaerder

.... in date .... en ook door het vonnis by het opperste geregtshof verklaert den.......................... aen N. .... gesinsineert door den deurwaerder .... by exploit van den ....

2.° Of, *en aengezien de dilaeyen om zig tegen het zelve vonnis te voorzien in appel zyn gepasseert; of wanneer er een vonnis van appel in wezen is, dooh dat de dilaeyen om zich te voorzien in cassatie zyn overstreken: en aengezien het zelve vonnis is bekrachtigt door het gene in date .... by het opper-geregtshof zittende te .... aen N. .... gesignificeert den .... door den deurwaerder .... zyn overstreken.*

3.° Of, *wanneer in het vonnis is toegestemt; gezien ook de acte van toestemming in het gemelde vonnis, gedaen door N. .... by acte gepasseert voor den notaris .... te .... in date .... of ten verzoeke van N. ....* (namen en toenaem van den verzoeker) *aen N. .... gesignificeert den .... door den deurwaerder .... de zelve acte behelzende dat hy of zy zich aen het gemelde vonnis gedraegt en afziet van alle actien van appel of cassatie.*

Welke stukken hier boven gemelt in dezen register zullen worden en blyven geannexeert.

En gemerkt de uer der gegeven assignatie is overstreken zonder dat N. .... (namen en toenaem van den niet comparerenden echtgenoot) is verschenen, wy officier van den burgerlyken staet, regt doende op het versoek van den eysscher N. .... verklaeren

uyt den naem der wet, dat het huwelyk het geen heeft plaets gehad tusschen N.................. en N................ (*de namen, toenamen, ouderdom, woonst en handel der twee echtgenoten*) is verbroken uyt kragte des vonnis *of* der vonnissen hier boven gemelt, welk *of* welke de echtscheyding heeft *of* hebben toegestaen.

Van alle welke is opgemaekt dezen act, in de tegenwoordigheyd van .... en van .... (*namen, toenamen, ouderdom, woonste en handel der beyde getuygen*) die hem benevens den comparant met ons, naer gedaene voorlezing, hebben onderteekent.

NOTA. *Voor de echtscheyding ten verzoeke van eenen der echtgenoten, moeten in aendacht genomen worden de beschikkingen vervat in de 262, 263, 264 en 265.e artikelen van den burger Wet-boek.*

N.° 19.

ECHTSCHEYDING met toestemming der beyde echtgenoten.

In het jaer ... (*ziet bemerking n.° 1*) is gekomen N. .... (*namen, toenaem, geboorte-plaets, ouderdom, handel en woonst van den man*) welken ons heeft verklaert te willen doen voortsgaen de echtscheyding die tusschen hem en N. .... (*namen en toenaem der vrouw*) en de welke toegestaen is by vonnis in date .... by de regtsbank zittende te .... aen ons in wettige forme by expeditie overgelevert.

Is ook voor ons gekomen N. ....

(namen, toenaem, geboorte-plaets, ouderdom, handel en woonst der vrouw) welke ons verklaert heeft insgelyks haere meening, te weten, dat de echtscheyding tusschen haer en haren man worde voltrokken.

By gevolge beyde de comparanten hebben ons aenzocht hun bestaende huwelyk aenstonds te verbreken.

En wy officier van den burgerlyken staet in uytwerking van het bovengemelde vonnis, het geen in het register zal blyven berusten, en gemerkt er geene oppositie aen deszelfs executie ons is kenbaer gemaekt, verklaren uyt 'naem van de wet dat het huwelyk tusschen N. .... en N. .... (*namen en toenamen der echtgenoten*) is verbroken door de echtscheyding by het gemelde vonnis ten verzoeke der beyde echtgenoten toegelaten, zynde hier van opgesteld dezen act in de tegenwoordigheyd van .... en van .... (*namen, toenamen, ouderdom, woonst en handel der beyde getuygen*) die hem benevens de comparanten en ons naer gedaene voorlezing hebben onderteekent.

N.° 29.

Acte van aflyvigheyd. Nota. *De wet verbied dat er in geval van geweldige dood, gewaeg van worde gemaekt en dus voor alle de gevallen van overlyden, blyft de formule der acte de zelfde.*

In het jaer ... (*ziet bemerking n.° 1*) zyn gekomen N. .... en N. .... (*namen, toenamen, woonste en handel der twee*

comparanten, met byvoeging of zy bestaende of gebueren zyn van den overleden) de gene ons hebben verklaert dat op den .... der maend ...... ten ...... uren ...... middag N. .... (*namen, toenaem, ouderdom, handel en woonst van den overleden, met byvoeging van zyn geslacht, mannelyk of vrouwelyk, of hy ongetrouwt, getrouwt of in weduwelyken staet is, en in de twee leste gevallen de namen en toenaem van zyne nog levende of reeds overledene huysvrouw, met de namen en toenamen van zynen vader en moeder*) is overleden in het huys gelegen .... binnen deze stad of dorp, en de comparanten hebben dezen act met ons naer voorlezing onderteekent.

N.° 21.

Acte van adoptie.

In het jaer ..... (*ziet bemerking n.° 1*) zyn gekomen N. .... (*namen, toenaem, geboorte-plaets, ouderdom, handel en woonste van den adoptant*) en N. .... (*namen, toenaem, geboorte-plaets, filiatie, ouderdom, handel en woonste van den geadopteerden*) welke ons hebben aengeboden een vonnis uytgesproken door de regtsbank van eersten aenleg zittende te .... den .... (*date van het vonnis*) mede brengende homologatie der acte ontvangen op den .... (*date der acte*) door den vrederegter van het canton van .... provintie .... by welke den eersten comparant verklaert den tweeden comparant tot zyn kind aen te nemen, en den tweeden comparant ver-

klaert deze adoptie te aenveerden, als mede het vonnis uytgesproken den .... (*date van het vonnis*) by het oppergeregtshof zittende te .... bekragtigende het vonnis van de geregtsbank van eersten aenleg, en de bovengenoemde N. .... en N. .... (*namen en toenamen der comparanten*) ons aenzocht hebbende deze adoptie, welke ingevolge de gemelde vonnissen kan plaets hebben, te voltrekken, en geene oppositie er tegen ons ingekomen zynde, wy verklaren, uyt naem der wet, dat N. .... geadopteert heeft en adopteert N. .... mede comparerende en de adoptie aenveerdende: er is van opgestelt dezen act in de tegenwoordigheyd van .... en van .... (*namen, toenamen, ouderdom, handel en woonst der beyde getuygen*) die hem benevens de comparanten met ons naer voorlezing hebben onderteekent.

Digitized by Google

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 38.

KORTEN INHOUD.

59. Burgerlyken staet. — *Formulen van acten in de vlaemsche tael.* — Van 19.den october. — 2.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 39.

SOMMAIRE.

60. Recettes communales. — *Les receveurs communaux ne peuvent solder le trésor avec les fonds des recettes municipales.* — Du 21 octobre. — 1.e Division.

61. Milice nationale. — *Rentrée des semestriers. — Formalités à observer.* — Du 26 octobre. — Bureau militaire.

Digitized by Google

Gand, le 21 octobre 1819.

Le Gouverneur de la province de la Flandre orientale,

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes de la province.

Messieurs, j'ai eu l'occasion de remarquer, par les rapports du Directeur des contributions, et les procès-verbaux de vérification de la comptabilité des percepteurs, que la plupart de ces comptables, pour couvrir leur négligence, soldent les contributions, dues au trésor, avec les fonds provenant des recettes communales.

Plusieurs de ces comptables négligens ont déjà été signalés à Mr. le Directeur-général des Contributions et des Postes, qui m'a invité de sévir contre de pareilles transgressions.

Dorénavant, je ne me bornerai pas à une simple réprimande; je provoquerai la suspension de ceux qui auront commis de pareilles irrégularités.

En votre qualité de chef de l'administration locale, je vous invite à surveiller scrupuleusement l'emploi des deniers communaux, et à ne pas tolérer qu'ils soient employés, même pour un jour, hors de leur véritable destination.

A cet effet, chaque mois, lorsque le percepteur, s'il est en même tems receveur communal, aura été faire son versement des deniers du trésor à la caisse du receveur particulier de l'arrondissement, vous ferez, aussitôt son retour, la vérification des fonds communaux, et s'il existait un déficit dont

Digitized by Google

Gend, den 21sten october 1819.

De Gouverneur van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, de rapporten van den Directeur der belastingen, en de verbalen omtrent de onderzoeking van de rekenschap der ontvangers, hebben my doen opmerken dat het meeste deel van hun, om der zelver verzuim te regtvaerdigen, de aen de schatkist verschuldigde belastingen voldoen met de fondsen voortkomende uit de gemeente-ontvangsten.

Verscheidene van die onachtzaeme ontvangers zyn reeds overgedragen geweest aen den heer Directeur-generael voor de Belastingen en de Posten, die my verzocht heeft dergelyke overtredingen te bestraffen.

Voortaen zal ik my niet meer vergenoegen met eene enkele berisping, maer wel de opschorting uiteisschen van die gene die zich door zulkdanige ongeregeldheden zouden pligtig gemaekt hebben.

Ik verzoeke UE. om als opperhoofd van het gemeente-bestuer zorgvuldiglyk te waken op het gebruik der gemeente penningen, en om niet te gedoogen dat de zelve, was het maer voor eenen dag, van hunne opregte bestemming verwyd worden.

Ten welken einde, en t'elker maend, wanneer den ontvanger, indien hy ook gemeente-ontvanger is, zyne storting van 's lands penningen zal gedaen hebben in de kasse van den byzonderen arrondissements ontvanger, zult gy, zoo haest zyne terugkomst, de onderzoeking doen van de gemeente

Digitized by Google

60 le comptable ne pourrait rendre compte de l'emploi légal, vous m'en donnerez information sur-le-champ.

Vous ferez part du contenu de la présente au receveur communal. J'attends de votre zèle que vous vous y conformerez exactement.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

---

61 Gand, le 26 octobre 1819.

Le Gouverneur de la province de la Flandre orientale,

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes de la province.

Messieurs, d'après les instructions du Département de la Guerre, en date du 29 septembre, les corps composés entièrement ou en partie d'hommes de la milice nationale ont été réduits à la partie désignée par Sa Majesté pour rester en service permanent.

En conséquence les miliciens que le sort a désignés pour rentrer dans leurs foyers, doivent en ce moment être rendus à leur destination; ils sont tenus de se présenter devant vous pour échanger leur cartouche contre le billet littéra HH. (art. 177 de la loi du 8 janvier 1817). Ceux qui n'ont pas été convoqués pour assister aux exercices de l'année

Digitized by Google

 60

fondsen, en wanneer aldaer een deficit bestond welkers wettelyk gebruik hy niet zou konnen aentoonen, zult gy my daer van dadelyk onderrigten.

Zyt zoo goed den gemeente-ontvanger met den inhoud dezer bekent te maeken. Ik verwagte van uwen yver dat gy het zelve nauwkeuriglyk waernemen zult.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome achting.

PH. C.te DE LENS.

GEND, den 26.sten october 1819. 61

DE GOUVERNEUR van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, achtervolgens de instructien van het Departement van Oorlog, in daten 29.sten september, de korpsen, geheel of gedeeltelyk zaemgesteld zynde van manschappen uit de nationale militie, zyn gebragt op het gedeelte het welk door Z. M. is aengewezen om in dienst der staende armée te blyven.

Derhalve moeten de manschappen de welke by loting naer hunne haerdsteden worden gezonden, reeds tot de plaets hunner bestemming gekomen zyn; deze zyn gehouden zich voor UE. te begeven om hun verlof-pas uit te wisselen tegen het attest litt. HH. (artikel 177 van de wet van 8.sten january 1817). De zoodanigen welke niet geroepen

Digitized by Google

courante recevront également une nouvelle cartouche, qui vous sera adressée par le Commissaire de Milice, pour être de même échangée contre celles de l'année dernière, que vous aurez soin d'annuller.

A la réception de la présente, je vous prie de prévenir tous les miliciens en semestre, qu'ils aient à se présenter de suite à la mairie ; vous inscrirez leurs noms, avec la désignation de l'arme à laquelle ils appartiennent, dans un état que vous aurez soin d'envoyer au Commissaire de Milice. Par ce moyen on connaîtra exactement le nombre de ceux appartenant à votre commune, et il vous sera envoyé des modèles imprimés du registre littéra JJ. et des certificats littéra HH.

Veuillez rappeler à ces miliciens les dispositions prescrites par l'article 178 de la loi du 8 janvier, contre ceux qui ne seraient pas rentrés dans leurs foyers.

Recevez, Messieurs, l'assurance de mes sentimens affectueux.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

zyn geweest om de inspectie van deés jaer by te woonen, zullen gelykelyk een nieuw verlof-pas bekomen, die aen uwe zal toegezonden wezen door de Militie Commissaris, om uit te wisselen tegen die gene van het voorleden jaer, die gy zult vernietigen.

UE. word verzogt om op ontvangst dezer alle de aen huis zynde verlofgangers te verwittigen, dat zy zich moeten begeven in de meyery, om aldaer hunne namen te laten opschryven, met de aenwyzing van het korps aen het welk zy behooren, in eene lyst die gy aen den Militie Commissaris zenden zult. By deés middel zal men naauwkeuriglyk het getal kennen van die genen de welke aen uw gemeente toebehooren, en er zullen aen UE. gedrukte modellen toegezonden wezen van het register litt. JJ. en de attesten litt. HH.

Weest zoo goed aen die manschappen te herinneren de bepalingen van het 178.ste artikel van de wet van 8.sten january, omtrent die gene die in hunne haerdsteden niet terug gekeert zyn.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 39.

KORTEN INHOUD.

60. Gemeente-ontvangsten. — *De gemeente-ontvangers vermogen de schatkist niet te voldoen met de fondsen voortkomende uit de plaetselyke ontvangsten.* — Van 21.sten october. — 1.e Afdeeling.

61. Nationale militie. — *Maetregelen wegens de terugkeerende verlofgangers.* — Van 26.sten october. — Bureau militaire.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 40.

SOMMAIRE.

62. Poids et Mesures. — *Explication sur l'introduction du nouveau système et invitation de publier les lois et instructions sur la matière.* — Du 28 octobre. — 2.e Division. (892.)

Tome VI.

Digitized by Google

GAND, le 28 octobre 1819.

Les ETATS DÉPUTÉS *de la Flandre orientale,*

Aux Régences des villes, Administrations municipales des communes de la province, Commissaires des Districts et Vérificateurs des poids et mesures.

Messieurs, conformément à la loi du 21 août 1816 l'introduction d'un système uniforme des poids et mesures dans le Royaume doit commencer au premier janvier 1820; cette époque n'est pas bien éloignée et nous croyons ainsi devoir vous donner dès-à-présent quelques explications à ce sujet propres à éclaircir les doutes que vous pourriez avoir et à vous préparer pour assurer, lors qu'il en sera tems, la parfaite exécution des lois sur la matière.

Nous devons donc vous faire remarquer, Messieurs, que le système dont il s'agit n'est autre que le système métrique existant dans cette province depuis 1807, modifié d'après les termes de la loi précitée du 21 août 1816.

Ces modifications se rapportent:

1.° Au système;

2.° Aux dénominations;

3.° A la forme des poids et mesures.

Gend, den 28.sten october 1819.

De Gedeputeerde Staten van Oost-Vlaenderen,

Aen de Regeeringen der steden, aen de gemeente Besturen, Districts Commissarissen en Verificateurs van maten en gewigten.

Mynheeren, de wet van 21.sten augustus 1816 beveelt de invoering van een gelykvormig stelsel van maten en gewigten in het Koninkryk met den 1.sten january 1820; die tydstip nadert en wy vermeenen dus van nu voortaen UE. te moeten mede deelen met eenige aenmerkingen ten einde de by uw bestaende twyfels op te lossen en uwe te bereiden om tydelyks de volmaekte uitvoering der wetten in dees materie te verzekeren.

Wy moeten UE. alzoo doen opmerken, Mynheeren, dat het bedoelde stelsel niets anders is dan het metrieke stelsel het welk zedert 1807 in dees provintie bestaet, bewyzigd volgens den zin der voorschrevene wet van 21.sten augustus 1816.

Die wyzigingen bestaen in dees drie punten:

1.° Het stelsel;

2.° De benoemingen;

3.° De gedaente der maten en gewigten.

Digitized by Google

Par la loi du 21 août susmentionnée, le système métrique est consacré dans toute sa pureté primitive, il doit ainsi être suivi dans tout le Royaume à dater du premier janvier de l'année prochaine, et une conséquence de cette disposition est qu'à la même époque les poids et mesures *usuels*, dont l'usage était permis par le décret du *12 février 1812*, doivent être retirés du commerce, que les étalons de ces poids et mesures ne feront plus partie du matériel des bureaux des vérificateurs, enfin que personne ne pourra plus s'en servir dans son commerce et qu'on devra se borner à faire usage des poids et mesures métriques consacrés par la loi tant pour la contenance, capacité et longueur que pour les dénominations.

La loi du 29 mars 1817 détermine les noms des nouveaux poids et mesures, ainsi que leurs multiples et subdivisions, et pour sa bonne exécution il serait à désirer que les habitans de la province commençassent dès-à-présent à se familiariser avec les dénominations nationales substituées à celles systématiques. Cela est d'autant plus nécessaire que ces dénominations sont à peu de chose près les mêmes que celles des anciens poids et mesures dont l'usage a été toléré par ledit décret de 1812. D'ailleurs un simple tableau de comparaison, composé d'après les dispositions de l'arrêté précité du 29 mars 1817, servira à n'en pas douter à applanir les difficultés qui pourraient se présenter.

Il nous reste maintenant à vous entretenir touchant le troisième point des modifications, et nous ne pouvons mieux faire que de vous renvoyer,

Digitized by Google

Het metrieke stelsel en deszelfs oorspronkelyke zuiverheid is voorgeschreven door de voornoemde wet van 21.sten augustus, en moet derhalve kracht nemen in het gansche Ryk op den 1.sten january aenstaende. Er volgt uit deze bepaling dat de *usueële* maten en gewigten welkers gebruik toegelaten was krachtens het decreet van den *12.sten february 1812*, op den zelven tydstip uit den handel zullen moeten getrokken zyn, dat de standaerts dier maten en gewigten tot het materieel van de bureaux van verificatie niet meer behooren, eindeling dat het aen niemant zal vry staen zich van de zelve in zynen handel te bedienen en dat men zich bepalen moet tot het gebruik der metrieke maten en gewigten verbonden by de wet zoo voor der zelver inhoud, mate en lengte als voor de benoemingen.

De wet van 29.sten maert 1817 heeft vastgesteld de namen der nieuwe maten en gewigten, als ook der zelver veelvouden en onderdeelen, en het waer te wenschen dat de ingezetene der provintie zich reeds wilden gemeenzaem maken met die nieuw aengenomene benamingen in plaets van de systematieke namen. Dit zal des te noodzakelyker zyn, daer die benamingen byna de zelfde zyn welke by het decreet van 1812 veroorloofd waren. Overigens kan eene eenvoudige tafel, ingerigt naer de bepalingen van het besluit van den 29.sten maert 1817, ongetwyfeld veel gemak bybrengen om die zwarigheid te verminderen.

Er blyft ons thans te handelen over het derde punt der wyzigingen, en wy zullen derhalve uwe aendacht vesten op de bepalingen van 's Majesteits

quant à la tolérance, aux dispositions des arrêtés de Sa Majesté des 8 juin et 25 juillet derniers; le premier relatif à la forme, composition et confection des nouveaux poids, de leurs multiples et sous-multiples, et le second contenant les mêmes objets quant aux aunes des Pays-Bas; l'article 6 de l'arrêté du 8 juin et l'article 10 de celui du 25 juillet fixent les conditions auxquelles les anciennes formes des poids et mesures *métriques* existans, continueront d'être admises à la vérification; cette tolérance s'applique ainsi aux kilogrammes (maintenant connus sous le nom de livres des Pays-Bas) et à leurs multiples, *déjà poinçonnés, d'une forme hexagonale, et pourvu qu'ils n'ayent pas un anneau ou un bouton mobile*. Elle s'applique encore aux mètres (aunes des Pays-Bas), demi-mètres (demi-aunes), décimètres (palmes), doubles décimètres (doubles palmes), doubles mètres (deux aunes), demi-décamètres (5 aunes ou demi-perches des Pays-Bas), et dans la forme des chaînes, aux décamètres (ou dix aunes des Pays-Bas ou bien perches), et enfin aux doubles décamètres (deux perches).

Il n'est pas parlé dans ces arrêtés des mesures de capacité, et vraisemblablement des dispositions analogues interviendront à ce sujet; quant aux nouveaux poids et mesures à fabriquer à l'avenir, ils devront être exactement confectionnés suivant la description contenue dans les arrêtés y relatifs.

L'arrêté du 28 septembre 1816, qui jusqu'à ce jour est le dernier sur la matière, contient

besluiten van 8.sten juny en 28sten july laetstleden; het eerste betreft de gedaente, stof en zamenstelling der nieuwe gewigten, en der zelver verdeelingen en onderdeelen, en het tweede betreft de gedaente en zamenstelling der Nederlandsche ellen; de bepalingen van het 61ste artikel van het besluit van 8sten juny en die van het 20ste artikel van het besluit van 28sten july, behelzen de voorwaerden waer op de oude formen der metrieke maten en gewigten welke thans bestaen, voortaen ook zullen kunnen worden toegelaten; deze toelating is alzoo toepasselyk aen den kilogrammen (thans gekent onder de benaming van Nederlandsche ponden) en aen derzelver verdeelingen, *mits zy geykt, van eene zeskantige gedaente, en dat zy niet voorzien zyn van eenen losse ring of knop.* Die toelating is verders toepasselyk aen de mètres (Nederlandsche ellen), halve mètres (halve ellen), décimètres (palmen), dubbele décimètres (dubbele palmen), dubbele mètres (twee ellen), halve décamètres (vyf ellen of halve Nederlandsche roeden), en in de gedaente van kettingen, aen de décamètres (of thien Nederlandsche ellen of eene roede), en eindelyk aen de dubbele décamètres (twee roeden).

Er is by dees besluiten geene melding gemaekt van de pinte-maten en zulks zal waerschynelyk het voorwerp zyn van verdere bepalingen; wat de nieuwe maten en gewigten betreft die voor het toekomende moeten vervaerdigt zyn, die zullen nauwkeurigelyk moeten gemaekt worden na het voegen van de daer toe betrekkelyke besluiten.

Het laetste besluit van 28sten september 1819, houd bepalingen ontrent de eerste uytgifte der

dispositions relatives à la première émission des poids et mesures, à leur vérification et poinçonnage, aux termes de cet arrêté, tout fabricant pourra les confectionner pour après vérification et poinçonnage être mis en circulation ou employés dans le commerce. Ces opérations auront lieu par des personnes que Sa Majesté se réserve de commettre à ces fins; nous pourvoirons ces personnes des étalons nécessaires que nous allons faire confectionner aussitôt que ceux de *deuxième rang* nous auront été transmis. Ces étalons seront vérifiés et estampillés auparavant par nous au vœu de la loi pour être ensuite remis auxdites personnes, et être considérés alors comme *étalons de troisième rang*.

Nous aurons soin d'informer dûment le public lorsque cette remise sera opérée, afin que les fabricants puissent s'adresser aux personnes susmentionnées auxquelles d'ailleurs nous nous réservons de donner des instructions ultérieures et relatives à la nature de leurs devoirs, dans le sens des dispositions déjà existantes et encore à émaner sur la matière.

Telles sont, Messieurs, les explications que nous avons cru devoir vous donner et auxquelles nous ne pouvons pour le moment donner plus d'extension. Nous aimons à croire qu'elles serviront à préparer avec succès les résultats que le Gouvernement se propose, et que vous rivaliserez de zèle avec nous pour les rendre aussi complets que possible.

Pour atteindre ce but nous croyons qu'il serait utile et nous invitons ici les administrations des villes et campagnes de la province à faire publier

nieuwe maten en gewigten, den zelven verificatie en yking, achtervolgens dees besluit zoo mag ieder fabriekant de zelve vervaerdigen en naer verificatie en yking in den handel gebruikt te zyn. Deze verificatien zullen geschieden door persoonen welke Zyne Majesteit daer toe benoemen zal committeeren, wy zullen deze persoonen voorzien van de nodige standaerts die wy zullen laeten vervaerdigen zoo haest die van den *tweeden rang* aen ons geworden. Die standaerts zullen krachtens de wet voor af door UE. eene behoorlyke verificatie en stempeling ondergaen en naer dies aen de zelve persoonen behandigt te wezen, als *standaerts van den derden rang* te worden aengemerkt.

Wy zullen zorgen dat het publiek met deze overgifte behoorlyk bekent zy, op dat de fabriekanten zich zouden konnen adresseeren by de voornoemde personen aen de welke wy ons verders voorbehouden nadere instructien te verschaffen betrekkelyk tot den aerd van hunne verpligtingen, en in den zin der reeds bestaende of voor het vervolg vast te stellen bepalingen.

Het zyn deze uitleggingen, Mynheeren, welke wy gemeend hebben uwe te moeten mede deelen en aen de welke wy voor dees oogenblik geene meerdere uittrekking kunnen geven. Geerne gelooven wy dat die strekken zullen tot den door het Gouvernement vereischten goeden uitval, en dat gy met ons zult wedyveren om de zelve zoo volledig te maeken als het mogelyk is.

Wy gelooven dat om dees doelwit te bereyken het nodig is en wy verzoeken de bestuurders der steden en gemeenten om in de gepleegde forme

dans la forme accoutumée, les dispositions des arrêtés de Sa Majesté, relatifs au sujet qui nous occupe ainsi que les explications contenues dans la présente. Il est entendu que cette publication ne devra s'étendre qu'aux dispositions qui concernent le public plus particulièrement. Nous nous reposons donc sur le zèle de ces administrations et nous osons nous flatter d'avance que nous en obtiendrons une coopération des plus actives et des plus éclairées.

Recevez, Messieurs, l'assurance de notre parfaite considération.

Signé PH. C.te DE LENS, Président.

Par les Etats députés,

Le Greffier des Etats provinciaux, J. VAN TORRE.

Digitized by Google

te doen afkondigen de bepalingen van 's Majesteits besluiten betrekkelyk tot het bedoelde voorwerp benevens de hier in beroepen aenmerkingen. Wel verstaende die bepalingen alleen de welke het publiek belangen. Wy vertrouwen ons op den yver van die bestuerders ons vleyende dat der zelver medewerking vlytig en verlichtend wezen zal.

Ontvangt, Myneeren, de verzekering van onze volkome agting.

Geteekent PH. C.te DE LENS, President.

Van wegen de gedeputeerde Staten,

De Greffier der provinciale Staten, L. Van Tobas.

MEMORIAEL ADMINISTRATIEF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 40.

KORTEN INHOUD.

62. MATEN EN GEWIGTEN. — *Aenmerkingen nopens de invoering van het nieuw stelsel en verzoek om de daer aen betrekkelyke wetten en instructien af te kondigen.* — Van 28.sten october. — 2.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 41.

SOMMAIRE.

63. Organisation administrative. — *Décision royale concernant le premier renouvellement des membres des administrations rurales.* — Du [illegible] novembre. — Greffe.

64. Milice nationale. — *Arrêté qui fixe les époques pour les revues de novembre 1819 et février, mai et août 1820.* — Du 2 novembre. — Bureau militaire.

Tome VI.

Gand, le 2 novembre 1819.

Les États députés de la Flandre orientale,

Aux Bourguemaîtres et Conseils communaux des communes rurales de la province.

Messieurs, nous avons l'honneur de vous informer que Son Excellence le Ministre de l'Intérieur nous a, par sa dépêche du 30 octobre dernier, communiqué une décision de Sa Majesté en date du 17 du même mois, N.° 78, portant, qu'eu égard à l'organisation tardive des administrations rurales, le premier renouvellement du tiers des membres de ces administrations, qui, aux termes de l'article 24 du réglement du 3 janvier 1818, N.° 109 (Mémorial administratif de la province, volume 2, page 269) devrait avoir lieu au 2 janvier prochain, est retardé jusqu'au 3 janvier 1822.

Recevez, Messieurs, l'assurance de notre parfaite considération.

Signé PH. C.te DE LENS, Président.

Par les États députés,

Le Greffier des États provinciaux, I. VAN TOERS.

Digitized by Google

GEND, den 2.den november 1819.

De GEDEPUTEERDE STATEN van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en gemeente Raden van de communen ten platten lande in de provincie.

Mynheeren, wy hebben de eer UE. te onderrigten dat Z. E. de Minister van Binnenlandsche Zaken ons by missive van 30 october lestleden heeft bekent gemaekt met eene decisie van Z. M. in daten 17 der zelve maend, N.° 78, houdende dat, uit aenmerking van de zoo veel latere volbrenging der organisatie van het platte landsch bestuur, de eerste aftreding van het een derde der leden van dees besturen, de welke uit kracht van 't artikel 24 van het reglement van 3 january 1818 N.° 109 (Memoriael administratif, tweede boek, blad 269) moest plaets hebben den 2 january aenstaende, uitgesteld is tot den 3 january 1822.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van onze volkome agting.

Geteekent PH. C.te DE LENS, President.

Van wegen de gedeputeerde Staten,

De Greffier der provinciale Staten, I. VAN TOERS.

Digitized by Google

Extrait des registres aux Arrêtés du Gouverneur.

GAND, le 2 novembre 1819.

Le GOUVERNEUR de la province de la Flandre orientale,

Vu les articles 181 et 182 de la loi du 8 janvier 1817, et l'article 10 de la loi du 28 novembre 1818,

Arrête ce qui suit :

ART. 1.er Les époques et les lieux pour l'inspection pendant le présent mois de novembre et ceux de février, mai et août 1820 des miliciens en congé, sont fixés conformément au tableau ci-annexé.

ART. 2. Les revues d'inspection seront passées par MM. les commissaires de milice ou leurs délégués.

ART. 3. Les miliciens en congé résidans dans les diverses communes de la province, et appartenant soit à son contingent, soit au contingent de toute autre province du royaume, sont tenus de se présenter aux revues d'inspection, revêtus de leur uniforme et porteurs de leurs effets d'habillement et d'équipement qui leur ont été laissés à leur départ des corps.

ART. 4. Tout milicien qui, sans cause légitime et admise par l'administration de sa commune, n'aura pas été présent à la revue qui se fera tous les trois mois, sera condamné par le commissaire

Digitized by Google

Extract uit de registers van de Besluiten van den Gouverneur.

GEND, den 2.den november 1819.

De GOUVERNEUR van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Gezien de artikelen 181 en 182 van de wet van 8 january 1817, en het artikel 10 van de wet van 28 november 1818,

Besluit 't gene volgt:

ART. 1. De tydstippen en de plaetsen voor de inspectie gedurende de tegenwoordige maend november en die van february, mey en augustus 1820 van de met verlof te huis zynde manschappen, zyn bepaelt overeenkomstig de hier achter gedrukte tabel.

ART. 2. De inspectien zullen geschieden door de militie commissarissen of hunne gemagtigde.

ART. 3. De met verlof te rug gekeerde lotelingen, woonachtig in de provintie, en toebehoorende 't zy aen der zelver kontingent, 't zy aen het gene van alle andere provintie van het ryk, zyn gehouden zich aen d'inspectie te presenteeren, gekleed in de uniform, en voorzien van de verdere kleeding en equipements stukken die by vertrek van het korps aen hun zyn gelaten.

ART. 4. Aen iedere man die zonder wettige en door het bestuur zyner gemeente aengenomene reden van eene dier maendelyksche inspectie is achtergebleven, zal door den militie commissaris

de milice à garder les arrêts pendant deux jours au moins, et pendant six jours au plus, dans la prison militaire la plus prochaine.

Art. 5. En conséquence des articles 179 et 180 de la loi du 8 janvier 1817, les administrations des villes et communes remettront aux commissaires de leur ressort le registre JJ qu'elles auront formé, où sont inscrits les rapports circonstanciés sur la conduite que les miliciens en congé auront tenue dans l'intervalle d'une revue à l'autre.

Art. 6. Afin d'écarter tous les obstacles qui pourraient contrarier la marche et la réunion des miliciens, ceux-ci se rendant au lieu de la revue seront accompagnés pendant la route, et jusqu'à leur destination, par un garde-champêtre ou tout autre agent public, lequel sera porteur du registre modèle JJ, qui servira pour faire les appels lors de la revue.

Art. 7. Le présent arrêté sera notifié aux différens fonctionnaires qu'il intéresse, par la voie ordinaire du Mémorial administratif; les administrations municipales sont requises, conformément à l'article 180 de la loi du 8 janvier 1817, d'en publier les dispositions de la manière usitée.

Pour le Gouverneur:

Le Vice-Président des États députés, délégué,

GERI DE MOERLOOSE.

Pour copie conforme:

Le Greffier des États provinciaux, J. Van Toers.

Digitized by Google

een arrest van twee tot zes dagen, in de meest by gelegene militaire provoost worden opgelegd.

Art. 5. De stedelyke of gemeente-besturen zullen, krachtens de artikelen 179 en 180 van de wet van 8 january 1817, aen de militie-commissarissen van hun ressort overleggen de door hun opgemaekte registers model II, inhoudende de nauwkeurige rapporten nopens het gedrag der met verlof terug gekeerde manschappen, in den tusschentyd van d'een tot de andere inspectie.

Art. 6. Om alle beletsels af te wenden die den optogt en de versameling der lotelingen zou konnen belemmeren, zullen deze, wanneer zy zich naer d'inspectie begeven, vergezelt zyn door den veldwagter of alle anderen publieken agent, dewelke zal drager wezen van het register model II, om te dienen voor het alsdan te doen appel.

Art. 7. Het tegenwoordig besluit zal aen de belanghebbende ambtenaers kenbaer gemaekt zyn door de gewoonelyke insertie in het Memoriael administratif. De municipale besturen worden verzocht, overeenkomstig 't artikel 180 van de wet van 8 january 1817, om aen der zelver bepalingen de nodige publiciteyt te geven.

Voor den Gouverneur,

De Vice-President der gedeputeerde Staten, gedelegeert,

G. E. DE MOERLOOSE.

Voor kopij conform:

De Greffier van de Staten, H. Van Toers.

(Suit le tableau.)

TABLEAU *fixant les époques et indiquant les lieux pour les revues d'inspection des miliciens en congé, pour le mois de novembre 1819, et ceux de février, mai et août 1820.*

NOTA. La lettre *m* ajoutée après l'indication de l'heure, signifie *matin*, la lettre *s* signifie *soir*.

CANTONS dans le chef-lieu desquels l'inspection se fait	ÉPOQUES POUR L'INSPECTION. Novembre 1819. Jour.	Novembre 1819. Heure.	Février 1820. Jour.	Février 1820. Heure.	Mai 1820. Jour.	Mai 1820. Heure.	Aout 1820. Jour.	Aout 1820. Heure.	INDICATION des lieux où l'inspection se fait.
ARRONDISSEMENT DE MILICE DE GAND.									
Cruyshautem	2	9 m.	10	10 m.	1	9 m.	7	9 m.	à la Maison commune.
Huysse	3	id.	12	id.	2	id.	2	id.	Idem.
Oosterzeele	4	id.	13	id.	4	id.	1	id.	à Gavre à la maison commune.
Nazareth	8	id.	7	id.	3	id.	3	id.	à la Maison commune.
Deynze	9	id.	8	id.	8	id.	8	id.	Idem.
Nevele	10	id.	9	id.	9	id.	9	id.	Idem.
[illegible]	11	id.	10	id.	10	id.	10	id.	Idem.

[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	Idem,
Sommergem . .	17	id.	23	id.	17	id.	23	id.	Idem.
Waerschoot . .	18	id.	24	id.	18	id.	24	id.	Idem.
Evergem	20	id.	5	id.	6	id.	5	id.	Idem.
Seveneeken . . .	22	id.	17	id.	29	id.	16	id.	Idem.
Loochristi . . .	23	id.	14	id.	30	id.	17	id.	Idem.
Melle.	24	id.	15	id.	23	id.	14	id.	Idem.
Gand.	27	id.	16	id.	13	id.	12	id.	dans l'intér. de la caserne de S, Pierre

ARRONDISSEMENT DE MILICE D'AUDENARDE.

Schoorisse . . .	13	3 s.	5	3 s.	13	2 s.	5	2 s.	à Nukerke devant le cabaret l'Ange.
Renaix	15	10 M.	7	10 M.	15	9 M.	7	9 M.	à Renaix à l'Hôtel de ville.
Eyne	16	id.	8	10 M.	16	9 M.	8	9 M.	à Eyne à la Maison commune.
Berchem	16	3 s.	8	3 s.	16	2 s.	8	2 s.	à Berchem Idem.
Maeter	17	9 M.	9	9 M.	17	9 M.	9	9 M.	à Maeter Idem.
Nederbrakel . .	17	2 s.	9	2 s.	17	2 s.	9	2 s.	à Nederbrakel Idem.
Audenarde . . .	19	10 M.	11	10 M.	19	9 M.	11	9 M.	à Audenarde dev. l'Hôtel de ville.
Ninove	22	10 M.	14	10 M.	22	9 M.	14	9 M.	à Ninove Idem.
Denderhautem .	22	3 s.	14	3 s.	22	2 s.	14	2 s.	à Denderhautem Maison commune
Denderwindeke.	23	10 M.	15	10 M.	23	9 M.	15	9 M.	à Denderwindeke Idem.
Grammont . . .	23	3 s.	15	3 s.	23	2 s.	15	2 s.	à Grammont dev, l'Hôtel de ville.
Herzele.	24	10 M.	16	10 M.	24	9 M.	16	9 M.	à Herzele à la Maison commune.
Sotteghem . . .	25	id.	17	10 M.	25	9 M.	17	9 M.	à Sotteghem Idem.
Velsique	25	3 s.	17	3 s.	25	2 s.	17	2 s.	à Velsique Idem.

CANTONS dans le chef-lieu desquels l'inspection se fait	ÉPOQUES POUR L'INSPECTION. Novembre 1819.		Février 1820.		Mai 1820.		Août 1820.		INDICATION des lieux de l'inspection se fait.
	Jour.	Heure.	Jour.	Heure.	Jour.	Heure.	Jour.	Heure.	
ARRONDISSEMENT DE MILICE DE TERMONDE.									
Alost	4	9 M.	9	8 M.	10	8 M.	2	8 M.	à Alost devant la Maison de ville.
Lede	4	11 M.	9	11 M.	10	11 M.	2	11 M.	à Lede Maison commune.
Oordegem	5	9 M.	10	9 M.	11	9 M.	3	9 M.	à Oordegem Idem.
Wetteren	5	11 M.	10	11 M.	11	11 M.	3	11 M.	à Wetteren Idem.
Wichelen	5	3 S.	10	2 S.	11	4 S.	3	3 S.	à Wichelen Idem.
Overmeire	6	10 M.	12	10 M.	13	11 M.	5	11 M.	à Overmeire Idem.
Lokeren	6	1 S.	12	1 S.	13	2 S.	5	2 S.	à Lokeren devant l'Hôtel de ville.
Zele	6	3 S.	12	3 S.	13	4 S.	5	4 S.	à Zele Maison commune.
Waesmunster	8	10 M.	15	9 M.	16	8 M.	8	8 M.	à Waesmunster Idem.
Nicolas (St.)	8	12 M.	15	11 M.	16	10 M.	8	10 M.	à S. Nicolas dev. la Maison de ville.
Stekene	9	9 M.	15	12 M.	16	1 S.	8	1 S.	pour les revues de février 1820 à l'Hôtel de ville de St.-Nicolas, les
Gilles (St.)	9	12 M.	15	2 S.	16	3 S.	8	3 S.	autres aux Maisons communes.
Vracene	9	3 S.	16	9 M.	16	5 S.	8	5 S.	pour le mois de février à Beveren,

Haesdonck . . .	10	10 M.	16	12 M.	17	10 M.	9	10 M.	Idem.
Tamise	10	12 M.	17	10 M.	17	12 M.	9	12 M.	Idem.
Hammer	10	3 s.	17	3 s.	17	3 s.	9	5 s.	Idem.
Termonde . . .	11	10 M.	12	10 M.	12	10 M.	4	10 M.	devant le Commissariat de district.
Lebbeke	11	3 s.	11	3 s.	12	5 M.	4	5 s.	Maison commune.
ARRONDISSEMENT DE MILICE D'EECLOO.									
Maldeghem . . .	20	10 M.	15	10 M.	24	10 M.	23	10 M.	les revues auront lieu sur le Marché de chaque chef-lieu de canton.
Eecloo	20	3 s.	15	3 s.	24	4 s.	23	4 s.	
Assenede . . .	22	10 M.	16	10 M.	25	10 M.	24	10 M.	
Caprycke . . .	22	3 s.	16	2 s.	25	4 s.	24	4 s.	

Fait à l'Hôtel du Gouvernement à Gand, le 2 novembre 1819.

Pour le Gouverneur,

Le Vice-Président des États députés délégué,

G. F. DE MOERLOOSE.

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 41.

KORTEN INHOUD.

63. Organisatie van het platte landsch bestuur. — *Koninklyke decisie nopens de eerste aftreding van het een derde der leden van die besturen.* — Van 2.den november. — Greffie.

64. Nationale militie. — *Besluit houdende bepaelingen der inspectie tyden voor november 1819 en february, mey en augustus 1820.* — Van 2den november. — Bureau militaire.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 42.

SOMMAIRE.

65. Exercice de la police judiciaire par les autorités communales. — *Instructions sur l'exécution du dernier paragraphe de l'article 1.er de l'arrêté de Sa Majesté du 19 août dernier, n.° 44.* — Du 9 novembre. — 2.e Division.

66. Biens des cures. — *On adresse copie de l'arrêté Royal du 5 février 1816, relatif à la jouissance de ces biens.* — Du 9 novembre. — 1.e Division.

67. Mercuriale *du mois d'octobre* 1819. — Du 13 novembre. — 2.e Division

Tome VI.

Digitized by Google

Gand, le 9 novembre 1819.

Le Gouverneur de la province de la Flandre orientale,

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes de la province.

Messieurs, par ma circulaire du 15 septembre dernier, n.° 34, j'ai fixé votre attention sur l'arrêté de Sa Majesté du 19 août précédent, n.° 44, contenant des dispositions sur l'exercice de la police judiciaire par les autorités locales, et je crois utile dans l'intérêt d'une bonne administration de vous entretenir aujourd'hui à ce sujet.

L'article 1.er de cet arrêté en confiant, dans les villes et communes où il n'existe pas de commissaire de police, ou bien, en cas d'absence ou d'empêchement de ceux-ci, aux Présidens des administrations locales l'exercice de la police judiciaire, laisse à ces derniers la faculté de déléguer ces attributions soit à un des Conseillers, soit à un des Echevins, pour un tems déterminé, mais au moins pour une année. Cet Echevin ou ce Conseiller de régence doit être agréé par M. le Procureur du Roi près le tribunal de 1.re instance dont les communes ou villes ressortent.

En conséquence et pour l'exécution de cette disposition il conviendra que les administrations locales, que la chose pourrait concerner, me fassent connaître, dans les règles établies pour la

Digitized by Google

Gend, den 9 november 1819.

De Gouverneur van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, ik heb by missive van 15 september lestleden, N.° 34, uwe oplettendheid gevestigd op het besluit van Z. M. in daten 19 augustus N.° 44, houdende bepaelingen omtrent de waerneming en uitoeffening der regterlyke policie, door de plaetselyke besturen, en het komt my nuttig voor UE. thans wederom met dit voorwerp te moeten onderhouden.

Het eerste artikel van dees besluit by het welk de waerneming en uitoeffening der regterlyke policie in die steden of gemeenten, waer geen commissaris van policie aenwezig is, alsmede in gevalle van der zelver afwezigheyd of belet, is opgedragen aen de Presidenten der plaetselyke besturen, geeft aen dees laetste het vermogen van deze bedieningen over te dragen 't zy aen eene der leden van den raed, 't zy aen een Schepenen, dit voor een bepaelden tyd, mits voor niet minder dan een jaer. Die Schepenen of besturrs-lid moet de goedkeuring hebben van den koninklyken Procureur by de regt-bank van eersten aenleg, onder welker regts-gebied de gemeenten zyn.

Gevolgelyk, en om den uitvoer dier bepaeling te verzekeren, zal het nodig wezen dat de daer in belanghebbende plaetselyke besturen my door gewonelyke briefwisseling bekent maken met de keus

Digitized by Google

65

correspondance, l'Echevin ou le conseiller délégué auxdites fins par elles, afin que je puisse faire agréer leur choix par MM. les Procureurs du Roi près des tribunaux d'arrondissemens respectifs. Je les invite au reste à répondre à l'objet de la présente avant la fin du présent mois et à me faire connaître par la suite les délégations de cette nature aussitôt qu'elles auront été faites.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

---

66 GAND, le 9 novembre 1819.

LE GOUVERNEUR de la province de la Flandre orientale,

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes de la province.

Messieurs, plusieurs d'entre vous m'ayant témoigné le désir de connaître les dispositions de l'arrêté Royal du 5 février 1816, relatif aux biens des cures dont sont en jouissance quelques Curés et Desservans, j'en ai fait la demande à S. E. le Directeur-général des Affaires du Culte Catholique, lequel vient de m'adresser une expédition de cet acte Royal, dont la transcription se trouve à la suite de la présente.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

van den Schepenen of lid van den raed die zy tot dies zullen gedeleguéert hebben, op dat ik die keus door de koninklyke Procureur by de respective arrondissementen zou konnen laten goedkeuren. Ik verzoek hun voor 't overige om het voorwerp dezer te beantwoorden voor het einde van dees maend, en om my voor 't toekomende tydelyks kennis te geven van de soortgelyke af te leveren delegatien.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

PH. C.te DE LENS.

'Gend, den 9 november 1819. 66

De Gouverneur van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Borgemeesters en Maires der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, verscheidene van uwe gewenscht hebbende om bekent gemaekt te zyn met de bepalingen van het koninklyk besluit van 5 february 1816, betrekkelyk tot de pastoreele goederen waer af eenige pastoren en kapelanen thans het genot hebben, heeft Z. E. den Directeur generael van den Roomsch Katholieken Eere-dienst op myn verzoek het hier bygevoegde afschrift van dat besluit laten toekomen.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

Wij WILLEM, bij de gratie Gods, KONING DER NEDERLANDEN, PRINS VAN ORANJE-NASSAU, GROOT-HERTOG VAN LUXEMBOURG, enz., enz., enz.

Hebben op de voordragt van den Directeur-generaal der zaken van den Roomsch Katholieken eeren-dienst, goedgevonden en verstaan te bepalen, zoo als by deze bepaald wordt,

1.° Dat de Roomsch Katholieke Pastoors, thans in het genot van goederen, welke tot 's ryks domeinen behooren, provisioneel in dat genot zullen verblyven; en,

2.° Dat tot tyd en wyle er algemeene bepalingen zullen zyn gemaakt omtrent de tractementen der voorschrevene Pastoors, geen gevolg of executie zal worden gegeven aan de vroegere wetten of ordonnantien, volgens welke de goederen tot dus verre by die geestelyken in gebruik, successivelyk met het domein moeten worden vereenigd.

Afschrift dezer, onder byvoeging van kopy der bovengemelde voordragt, zal worden gezonden aan den Hoofd Administrateur der Domeinen, ten einde voor de uitvoering zorg te dragen en gelyke afschriften aan het kollegie van president, raden en rekenmeesteren der Domeinen, en aan den Directeur-generaal van den Roomsch Katholieken eeren-dienst, tot informatie respectievelyk, en met last op den laast gemelde om den inhoud tot kennisse te brengen van de commissie uit den raad van state te Brussel residéerende.

'S Gravenhage, den 5 february 1819.

Geteekend WILLEM.

Van wege den Koning:

Geteekend A. R. FALCK.

Voor kopij conform:

De Griffier der Staten van Oost-Vlaanderen,

Geteekend I. VAN TOERS.

Digitized by Google

Mercuriale ou État indiquant le prix moyen des Grains, Fourrages et autres objets, vendus sur les principaux marchés de la province pendant le mois d'octobre 1819.

DÉSIGNATION DE L'ESPÈCE DES OBJETS VENDUS.		PRIX MOYENS. flor.	cts.
Froment *blanc*	—hectolitre	8	18
——— *roux*	—idem	7	64
Seigle	—idem	5	06
Orge	—idem	4	87
Sarrazin	—idem	5	54
Avoine	—idem	3	44
Haricots	—idem	»	»
Pois	—idem	»	»
Farine *de froment*	—idem	9	30
——— *de seigle*	—idem	5	95
——— *d'orge*	—idem	»	»
Pain *de froment tamisé*	—kilogramme	»	15
—— *de froment non tamisé*	—idem	»	12
—— *de pur seigle*	—idem	»	7
Pommes de terre	—hectolitre	1	82
Viande *de bœuf*	—kilogramme	»	44
——— *de vache et genisse*	—idem	»	41
——— *de veau*	—idem	»	57
——— *de mouton*	—idem	»	48
——— *d'agneau*	—idem	»	52
——— *de porc*	—idem	»	62
Beurre	—idem	»	84
Fromage de Hollande	—idem	»	61
Genièvre	—hectolitre	41	80
Premier flegme du genièvre (Moutwyn)	—idem	»	»
Foin	—quint. métriq.	3	67
Paille	—idem	2	54
Bois à brûler *chêne*	—stère	4	98
——————— *hêtre*	—idem	5	21
——————— *blanc*	—idem	3	42
Charbon *de bois*	—hectolitre	1	20
——— *de terre* (houille)	—idem	1	24
Fagots à brûler	—centaines	9	26
Tourbe *fossile*	—idem	»	19
——— *de tanneur*	—idem	»	24
Huile *de colsa*	—hectolitre	41	68
——— *de navette*	—idem	41	50
——— *de lin*	—idem	47	40
Chandelles	—kilogramme	»	84

Certifié par le Gouverneur de la province de la Flandre orientale, soussigné. Gand, le 13 novembre 1819.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 42.

KORTEN INHOUD.

65. Uitoeffening der regterlyke policie door de plaetselyke bestueren. — *Instructien omtrent de uitvoering van het laetste paragraphe van 't artikel* 1 *van 'S Majesteits besluit van* 19.*den augustus lestleden, n.°* 44. — Van 9.sten november. — 2.e Afdeeling.

66. Pastoreele goederen. — *Copy van het Koninklyk besluit van* 5.*den february* 1816, *omtrent het genot van die goederen.* — Van 9.sten november. — 1.e Afdeeling.

67. Mercuriale *van de maend october* 1819. — Van 13.den november. — 2.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 43.

SOMMAIRE.

68. Arrêté qui fixe le contingent des communes et établissements publics propriétaires de bois, dans les frais de surveillance attribués à l'administration forestière. — Du 9 novembre. — 1.re Division.

69. Milice nationale. Levée de 1820. — Exécution de la loi du 8 janvier 1817. — Du 10 novembre. — Bureau militaire.

70. Exécution de l'article 17 du règlement pour l'administration des communes rurales. — Du 11 novembre. — Greffe.

Tome VI.

Digitized by Google

Gand, le 9 novembre 1819.

Les États députés de la Flandre orientale,

Vu l'arrêté royal du 27 mai dernier, n.° 64, portant suppression du prélèvement du dixième pour cent du prix des ventes des bois appartenant aux communes et établissemens publics, et fixant à *f.* 969 la somme à répartir à charge de ces communes et établissemens propriétaires de bois soumis à la surveillance de l'administration forestière pour dédommager le domaine des frais d'administration de garde et de surveillance de ces bois;

Vu l'article 12 de cet arrêté, par lequel la députation des États est chargée de régler la répartition de cette somme;

Vu les renseignemens fournis à cet égard par le Conservateur des eaux et forêts;

Considérant que l'article 13 de l'arrêté précité fixe la base de cette répartition, sur le produit moyen des frais par bonnier, suivant l'étendue des bois de chaque province, mais que ce produit moyen sera augmenté ou diminué selon la qualité, le produit et la valeur des bois, en ayant égard au plus ou moins d'avantage que présente leur situation à raison de la proximité ou de l'éloignement de fabriques, villes ou rivières navigables, de la facilité du transport ou d'autres circonstances locales, qui peuvent avoir de l'influence sur le prix des bois.

Digitized by Google

Gend, den 9.sten november 1819.

De Gedeputeerde Staten van Oost-Vlaenderen,

Gezien het koninklyk besluit van 27.sten mey lestleden, n.° 64, dragende afschaffing van de tien per cent verhoging op de kopen van gemeenté bosschen en die van openbare gestichten van liefdadigheyd, en bepalende op *f.* 969 de te verdeelen somma ten laste van die gemeenten en gestichten eigenaren van bosschen dat onderworpen zyn aen de toezigt van de administratie der bosschen, om het domaine schadeloos te stellen voor deze kosten van administratie en toezigt dier bosschen;

Gezien 't artikel 12 van dees besluit die de gedeputeerde Staten belast met den omslag van die somma;

Gezien de inlichtingen op dees voorwerp verschaft door den Conservateur der waters en bosschen;

Overwegende dat het 13.de artikel van de voorschrevene wet den grondslag van die repartitie bepaeld op het gemiddeld bedrag der onkosten par bunder naer de uitgestrektheid der bosschen van iedere provincie, doch dat het gemiddeld bedrag zal vermeerderd of verminderd worden naer mate van de hoedanigheid, het product en de waerde der bosschen, met in het ooghouding van de meerdere of mindere voordeelen welke der zelver ligging oplevert uit hoofde van de nabyheid of afstand van fabrieken, steden of bevaerbare rivieren, van gemakkelykheid van vervoer of van

Digitized by Google

Arrêtent:

Art. 1.er Le contingent de chaque commune ou établissement propriétaire de bois, soumis à la surveillance de l'administration forestière, est fixé par l'état de répartition annexé au présent.

Art. 2. Les communes et établissemens publics désignés dans cet état, verseront sur-le-champ dans la caisse du receveur des domaines des chefs-lieux de cantons où sont situés les bois, le contingent qui leur est assigné, après déduction faite des sommes qu'ils ont déjà payées pour décime et vacations forestières pour les coupes de l'ordinaire 1819, ainsi que pour les frais de gardes-bois.

Art. 3. Expédition du présent arrêté sera adressée au Conservateur des eaux et forêts et au Directeur des domaines, chargés du soin du recouvrement des sommes portées dans l'état de répartition; il sera inséré au Mémorial administratif, et il en sera donné connaissance par les autorités locales aux établissemens publics de leur ressort.

PH. C.te DE LENS.
Par ordonnance, le Greffier,
Signé I. Van Toers.
Pour copie conforme:
Le Greffier de la province,
Signé I. Van Toers.

Digitized by Google

andere plaetselyke omstandigheden die invloed kunnen hebben op den opbrengst der bosschen,

BESLUITEN:

Art. 1. Het aendeel van ieder gemeente of openbaer gesticht eigenaer van bosschen, onderworpen aen de toezigt der administratie van bosschen., is vastgesteld by den aen dees gevoegden staet van omslag.

Art. 2. De gemeenten en openbare gestichten in dezen staet vermeld zullen het kontingent dat hun aengewezen is dadelyk storten in de kasse van den ontfanger der domeinen in de hoofdplaetsen der cantons waer de bosschen gelegen zyn, naer aftrekking der reeds door hun betaelde sommen voor tiende en vaccatien op de hakkingen van het ordinaire 1819, als mede voor de onkosten van boschwachters.

Art. 3. Afschrift dezer zal gezonden worden aen den Conservateur der waters en bosschen, en aen den Directeur der domeinen belast met het recouvrement der in den staet van omslag gebragte sommen; het zal gedrukt worden in 't Memorial administratif, en door de zorg der plaetselyke besturen ter kennis gebragt zyn van de by hun bestaende openbare gestichten.

PH. C.te DE LENS.

By ordonnantie:

De Griffier, I. VAN TOERS.

Voor gelykvormig afschrift:

De Griffier der Staten van Oost-Vlaanderen,

Geteekend I. VAN TOERS.

(*Suit l'état.*)

Digitized by Google

PROVINCE de la Flandre orientale.

ÉTAT GÉNÉRAL des Bois commun[...] cution de l'article 13 de l'arrêté de S[...]

N.° d'ordre.	NOMS DES COMMUNES ou des Établissemens propriétaires.		Etendue des Bois Hectares.	Ares.	Centiares.	SITUATION des Bois.
1	Gand.	Hospices.	131	64	23	Nazareth............
2	Id.	Id.	11	12	83	Saffelaere............
3	Id.	Id.	90	»	»	Wachtebeke.........
4	Id.	Id.	56	25	»	Idem.
5	Id.	Id.	59	80	»	Waerschoot et Lembeke
6	Id.	Id.	71	»	»	Wetteren............
7	Id.	Id.	13	50	»	Ursel...............
8	Id.	Id.	12	60	»	Eecloo..............
9	Audenarde.	Hospices.	90	»	»	Nazareth............
10	Id.	Id.	36	»	»	Melden..............
11	Id.	Id.	15	»	»	Mercq...............
12	Id.	Id.	28	»	»	Wortegem...........
13	Grammont.	Hospices.	2	53	»	Grimmingen.........
14	Alost.	Id.	23	28	46	Alost et Erembodegem.
15	Bruges.	Id.	40	55	64	Eecloo, Oostwynkel Adegem..........
16	Id.	Id.	14	17	62	Adegem et St.-Laurent.
17	Lille.	Hospices.	4	04	40	Moerbeke............
18	Id.	Id.	25	»	»	Capryeke...........
19	Gand.	Bienfaisance.	18	68	80	Munte..............
20	Id.	Id.	26	66	85	Landscauter et Gontrode
21	Id.	Id.	18	21	77	Saffelaere..........
22	Id.	Id.	8	63	86	Waerschoot et Lembeke
23	Audenarde.	Bienfaisance.	14	80	»	Mooregem..........
24	Eenaeme.	Id.	2	47	95	Eenaeme............
25	Haesdonck.	Id.	9	66	61	Haesdonck..........
26	Middelbourg.	Église.	37	65	54	Middelbourg........
27	Maldegem.	Id.	12	16	56	Maldegem..........
28	Laurent (St.)	Id.	15	41	»	St.-Laurent........
29	Waerschoot.	Id.	5	06	92	Waerschoot.........
30	St.-Jean-in-Eremo.	Id.	1	88	60	St.-Jean-in-Eremo et [St.-]Laurent.........
31	Overboulaere.	Commune.	10	»	»	Overboulaere.......

Vu et arrêté par la Députation des Etats de la Flandre orie[ntale]
Gand, le 9 octobre 1819.

…t d'Établissemens publics, restés sous la régie Forestière, rédigé en exé… Majesté du 27 mai 1819.

Évaluation moyenne du revenu annuel des Bois par hectare.		Montant du revenu annuel par Etablissement.		Montant du traitement des Gardes.		Total du traitement des Gardes par Etablissement.		*Observations.*
fl.	*cts.*	*fl.*	*cts.*	*fl.*	*cts.*			
94	»	12384	37	141	58			
160	»	1780	56	23	63			
120	»	10800	»	47	25			
120	»	6690	»	66	15	370	28	
90	»	5382	»	47	25			
60	»	420	»	17	01			
65	»	877	50	13	23			
120	»	1512	»	14	18			
94	»	8460	»	75	60			
100	»	3660	»	18	90			
65	»	975	»	28	35	181	91	
40	»	1120	»	59	06			
70	»	107	10	6	35	6	35	
50	»	1164	23	47	25	47	25	
90	»	3660	07	85	05	99	23	
65	»	1571	45	14	18			
100	»	404	42	5	23	14	68	
100	»	2509	»	9	45			
150	»	2803	20	33	08			
75	»	1995	63	33	63			
160	»	4514	83	28	35	104	51	
100	»	863	86	9	45			
60	»	888	»	23	63	23	63	
90	»	223	15	5	23	5	23	
55	»	531	63	18	90	18	90	
65	»	2447	61	70	88	70	88	
60	»	729	93	5	23	5	23	
60	»	924	60	5	23	5	23	
90	»	457	20	5	23	5	23	
90	»	169	74	5	23	5	23	
»	»	»	»	5	23	5	23	Cette partie est garnie de sapin mal venant, et n'a produit aucun revenu depuis 20 ans.
				Total.		969	90	

…e présent état montant à la somme de neuf cent soixante-neuf florins.

PH. C.e DE LENS, *Président.*

Par ordonnance :

Le Greffier des Etats, I. Van Toers.

Digitized by Google

Gand, le 10 novembre 1819.

Le Gouverneur de la province de la Flandre orientale,

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes de la province.

Messieurs, L'article 33 de la loi du 8 janvier 1817, porte que dans les communes réunies pour former une population de 500 ames au moins, ou dans celles réunies à une grande commune, les chefs des administrations communales se réuniront et formeront un conseil.

L'article 34 est ainsi conçu : « Les chefs des » administrations communales s'assembleront le pre- » mier lundi de décembre, à l'effet, *premièrement* » d'élire entre eux un président à la majorité des » voix, et *deuxièmement* de concerter les mesu- » res nécessaires pour chercher et présenter des » volontaires.

L'article 35 détermine le cas où l'assemblée n'a pas à s'occuper du choix d'un président.

Les tableaux annuels de répartitions du contingent indiquent les communes *qui sont réunies.*

Je vous engage, Messieurs, à vous entendre pour vous réunir *le premier lundi du mois prochain*, et vous occuper des opérations prescrites par l'article 34 de la loi, et désigner ensuite à Mr. le Commissaire de milice celui qui aura été choisi comme président, afin que les dispositions

Digitized by Google

GEND, den 10 november 1819.

De Gouverneur van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, 't artikel 33 van de wet van 8.sten january 1817, draegt dat in de onderscheidene kleine zamengevoegde gemeenten, of in die met grootere steden of plaetsen vereenigd, de hoofden der gemeente-besturen zich zullen vereenigen en eenen raed formeren.

'T artikel 34 luid als volgt: « De hoofden » der gemeente-besturen komen te zamen op den » eersten maendag van december, ten einde *voor-* » *eerst*, onderling by meerderheid van stemmen, » eenen voorzitter te verkiezen, en *ten anderen*, » tot het zoeken en stellen van vrywilligen, de » nodige schikkingen te beramen. »

'T artikel 35 bepaelt het geval wanneer de vergadering zich met geen keus van opperzitter moet bekommeren.

De jaerlyksche omslng-tabellen van het kontingent wyzen aen de gemeenten *die vereenigt zyn.*

Ik kome uwe aenbevelen, Mynheeren, UE. onderling te verstaen ten einde vergadert te wezen *den eersten maendag van de toekomende maend*, en uwe te bereiden tot de werkzaemheden voorschreven by 't artikel 34 van de wet, en den Heer milicie commissaris naer dies kennis geven van de

Digitized by Google

69 de l'article 36 puissent recevoir une exécution régulière.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

Gand, le 11 novembre 1819.

70 *Le Gouverneur de la province de la Flandre orientale,*

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des communes rurales.

Messieurs, l'art. 17 du réglement pour l'administration des communes rurales de la province, autorise les Bourguemaîtres et Échevins à porter dans l'exercice de leurs fonctions une médaille, ayant sur un côté les armes du royaume et sur le revers le nom de la commune.

Cette médaille est suspendue à un large ruban couleur orange, porté en sautoir.

Je préviens ceux d'entre vous qui voudront se procurer de ces médailles, qu'ils en trouveront chez le sieur *L. De Bast*, graveur, rue du saint Sacrement, donnant dans la rue des Champs à Gand, de parfaitement exécutées, et aux prix ci-dessous indiqués.

En bronze doré à six florins des Pays-Bas.

En argent blanc au même prix.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

benoeming van den voorzitter, op dat de by art. 36 beroepen bepalingen eenen regelmaetigen uitvoer konnen hebben.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

PH. C.te DE LENS.

GEND, den 11 november 1819. 70

DE GOUVERNEUR van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der buiten gemeenten.

Mynheeren, den 17en artikel van het reglement voor de bestiering der landgemeynten van de provincie magtigt de Borgemeesters en Schepenen van geduerende de oeffening hunner bedieningen eene medalie te draegen, op welker eene zyde de wapenen van het koningryk en op de andere zyde den naem der gemeynte staet.

Deze medalie hangt aen een breed oranie-koleuren lint, kruysselings gedraegen.

Ik berigte die onder UE. dewelke zich zulke medalien zullen willen bezorgen, dat zy er zullen vinden by Mynheer *L. De Bast*, graveerder, in de H. Sacrament straet, uitkomende in de Veld-straet tot Gend, zeer wel uytgewerkt, en tegen de hieronderstaende pryzen:

In verguld brons, tegen zes guldens nederlandsch geld.

In wit zilver, tegen den zelven prys.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome achting.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 43.

KORTEN INHOUD.

68. Besluit *houdende vaststelling van het aendeel der gemeenten en openbaere gestichten, eigenaren van bosschen, in de onkosten van toezigt door de administratie van bosschen.* — Van 9. november. — 1.e Afdeeling.

69. Nationale militie. Ligting van 1820. — *Uitvoer van de wet van 8 january* 1817. — Van 10 november. — Bureau militaire.

70. Uitvoering *van den 17 artikel van 't reglement voor de bestiering der land-gemeynten.* — Van 10 november. — Greffie.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 44.

SOMMAIRE.

71. EXPOSITION générale de 1820. — *Mesures pour faciliter aux fabricans qui désirent y concourir le dépôt de leurs déclarations.* — Du 20 novembre. — Greffe.

72. MILICE NATIONALE. — *Rectification d'une erreur glissée dans quelques congés délivrés à des miliciens par le Département de la Guerre.* — Du 23 novembre. — Bureau militaire.

73. LÉGALISATIONS. — *Les pièces qui doivent servir en France ne peuvent être expédiées par les personnes intéressées sans être préalablement revêtues du visa du Gouverneur.* — Du 23 novembre. — Greffe.

Tome VI.

Digitized by Google

GAND, le 20 novembre 1819.

Les ÉTATS DÉPUTÉS *de la Flandre orientale*,

A MM. les Commissaires des Districts.
Aux Régences des villes et Administrations rurales de la province.

Messieurs, nous vous avons adressé avec notre résolution du 2 septembre dernier (*Mémorial, n.° 33, volume 6*) copie du décret de Sa Majesté en date du 1.er août précédent, portant qu'au 1.er juillet 1820 une exposition générale des produits de l'industrie nationale du Royaume sera ouverte pendant toute la première quinzaine du mois, et que sur la décision d'une commission supérieure, des distinctions, encouragemens et récompenses seront accordés à ceux des fabricans et manufacturiers, qui par les objets de leur industrie qu'ils auront exposés, auront mérité d'être honorablement distingués par leurs talens et leur industrie : nous sommes persuadés que conformément à notre invitation vous aurez eu soin de donner la plus grande publicité à cette décision Royale, laquelle a pour objet de donner à notre industrie nationale les plus grands développemens en procurant à tous les fabricans une occasion solennelle de faire connaître toute son étendue et les ressources que le Gouvernement peut y trouver pour les besoins du Royaume et de ses colonies ; les branches d'industrie, lesquelles à raison de leur perfection, nouvelle introduction, utilité ou modicité des prix méritent le plus d'être encouragés et quels sont les moyens

Digitized by Google

Gend, den 20 november 1819.

De GEDEPUTEERDE STATEN *van Oost-Vlaenderen*,

Aen de Heeren Districts Commissarissen,
Aen de stedelyke en landelyke Besturen van de provintie.

Mynheeren, gy-lieden hebt benevens onze resolutie van 2 september lestleden, (*Memorial n° 33, vol. 6*) eene kopy ontvangen van 's Majesteits besluit in daten 1 augustus, houdende dat op den eersten maendag van july 1820 eene algemeene ten toonstelling van voortbrengselen der nationale nyverheyd zal plaets hebben binnen de stad Gend, en veerthien dagen duren, en dat achtervolgens de decisie van een hoofd-kommissie onderscheidingen en belooningen zouden toegewezen zyn aen de fabrikanten welker bekwaemheyd en kunst-iever de meeste loffelyke onderscheidingen verdienen: wy zyn verzekert dat gy ingevolge van ons verzoek de grootste afkondiging heeft gegeven aen dees Koninklyke decisie, welkers voorwerp strekt tot eene meerdere ontwikkeling van onze nationale nyverheyd, mits aen alle fabrikanten eene plegtige gelegenheid te verschaffen om der zelver gestrektheid en de hulp-middelen die het Gouvernement er in vinden kan tot nut van het ryk en deszelfs kolonien meer bekent te maken; de takken van nyverheid de welke door hunne volmaektheid, hunne nieuwe invoering, hunne nuttigheid of door derzelver geringen prys, het meeste regt tot eene beloning hebben, en wat ook de middels van

d'encouragemens dont pour le mieux de leur prospérité elles sont susceptibles ; nous sommes encore persuadés que déjà votre attention se sera fixée sur les moyens les plus propres à stimuler le zèle des fabricans et manufacturiers dans l'étendue de votre ressort pour se préparer à envoyer à l'exposition les produits de leurs atteliers et usines ; Sa Majesté a daigné fixer ses regards sur la capitale de cette province pour la première exposition générale, qui a lieu dans le Royaume ; la Flandre orientale doit être jalouse autant par sentimens de reconnaissance que dans son intérêt, de rivaliser d'émulation avec toutes les autres parties du Royaume, pour se prouver digne de ce bienfait signalé du Monarque.

Vous aurez remarqué par la lecture de ce décret que tous les objets indistinctement et d'après la volonté du fabricant ne peuvent être admis à l'exposition : une commission provinciale sera nommée pour statuer sur leur admissibilité, et dans le cas d'une décision favorable, le trésor public pourvoira aux frais de leur transport.

On se tromperait cependant si on s'imaginait que les seuls objets précieux ou d'une grande rareté, fini et perfection y seront exclusivement admis, ou auront exclusivement des droits aux distinctions et récompenses que le Roi destine aux fabricans qui se seront distingués par leurs talens et leur industrie ; au contraire les objets les plus communs peuvent entrer en lice avec ce que l'on présentera de plus précieux et de plus achevé, pourvu que ces objets soient des produits d'une branche d'industrie nouvellement introduite, ou d'une utilité non contestée ou par la modicité de leurs prix, mis plus à portée même des classes les moins moyennées du peuple ; l'ouvrier le plus modeste peut se mettre sur les rangs à côté des fabricans

aenmoediging zyn om de voorspoed van die zelve takken te verzekeren; wy zyn ook overtuigd dat gy de best gepaste pogingen reeds heeft aengewend om den iever der fabrikanten van uw ressort aen te sporen op dat zy zich bereiden zouden tot het opzenden naer de ten toonstelling van de producten van hunne nyverheid; het heeft zyne Majesteit behaegt de eerste algemeene ten toonstelling van het ryk in de hoofd-stad van dees provintie daer te stellen; gevoelens van erkentenis zoo wel als der eigene belangen hebben Oost-Vlaenderen minyverig gemaekt om met alle de andere gedeelten van het ryk te dingen en zich waerdig te maken van dees uitmuntende weldaed van den Monarch.

Gy zult opgemerkt hebben by dees decreet dat alle hoegenoemde voorwerpen volgens de begeerten der fabrikanten by de ten toonstelling niet toegelaeten zyn: er zal eene provinciale commissie aengesteld wezen om der zelver toelating te beoordeelen en de schat-kist zal voorzien in de vergoeding van de transport-kosten der goedgekeurde voortbrengselen.

Men zou zich echter bedriegen by de meening dat de kostelyke voorwerpen of die welke zeer raer of volmaekt zyn alleen zullen toegelaeten wezen, of een uitzonderlyk aenspraek zullen hebben tot de onderscheidingen en de beloningen die Zyne Majesteit geschikt heeft voor de fabrikanten welker bekwaemheid en kunst-iever de zelve zullen verdienen; ter contrarie de gemeenste voorwerpen mogen in het stryd-perk komen met de kostelykste en de volmaektste voortbrengselen, op voorwaerde dat die voortkomen van een tak van nyverheid dat nieuwelyks ingebragt is, of van eene onbetwiste nuttigheyd, 't zy door derzelver geringen prys die deze in het bereik brengt van de allergemeenste klasse; den eenvoudigsten werk-man mag op-

les plus ordinaires, des objets les plus précieux; la toile la plus commune, mais d'une utilité reconnue, ou perfectionnée par l'industrie du tisserand, ou d'une qualité nouvelle, par exemple celle à voiles faite avec du chanvre, ou tissée à plus bas prix par des moyens d'économie, ne perdra rien en considération, quoiqu'elle se trouvât à côté de la dentelle la plus riche et la mieux travaillée.

Notre intention est aussi de faire connaître à Sa Majesté, pour les recommander à sa bienveillance et protection Royale, les artistes, qui par d'utiles applications des connaissances physiques, chimiques ou mathématiques contribuent si puissamment à la prospérité de l'industrie nationale; par leur industrieuse activité les fabricans connaissent les moyens d'abréger le travail et d'économiser la main-d'œuvre et la matière première, ou d'employer de celle-ci des parties jadis rebutées ou tombées en pur déchet sans que la qualité des objets fabriqués y perde; d'économiser les combustibles et de donner aux couleurs plus de stabilité et d'éclat; en un mot, ces hommes industrieux contribuent efficacement à perfectionner la fabrication ou à en diminuer les prix. C'est par eux que les fabricans peuvent soutenir la concurrence et souvent même la préférence non seulement dans le Royaume, mais même à l'étranger; ils ont des droits acquis à l'estime et à la reconnaissance publique.

D'après ces considérations, et vu les dispositions de l'article 9 du décret Royal précité, nous avons résolu:

Qu'à dater du 1.er janvier prochain il sera ouvert un registre au secrétariat des régences de

de kant-komen behevens de meest beroemde fabrikanten van kostelyke goederen en gemeenste lynwaed; maer van eene erkende nuttigheid of dat door de konst-iever van den wever volmaekt is of eene nieuwe eigenschap heeft, by voorbeeld de met kennip gemaekte zeil-doeken, of door spaerzame middels geweven voor een geringen prys, hy zal van derzelver waerde of consideratie niet verliezen al bevond het zich nevens de kostelykste en de best gewerkste kanten.

Onze meening is ook van aen Zyne Majesteit te doen kennen, ten einde hoogst deszelfs goedgunstigheyd en voorspraek te erlangen, de artisten, de welke door nuttige toeleggingen van natuerkundige, scheikundige of wiskundige kennissen zoo krachtdadiglyk medewerken in de voorspoed van de nationale nyverheid; de konst-ieverige werkzaemheid der fabriekanten heeft hun de middels verschaft om het werk te verminderen, de dag-loon en de grondstoffe te spaeren, of uit deze gedeeltens te trekken die eertyds verworpen of zonder waerde waren, zonder dat de kwaliteit der gefabrikeerde stoffen daer by verliest, om de hout-waren te sparen en aen de kleuren eene meerdere vastheid en luister te geven: met een woord, die konst-ieverige mannen helpen krachtdaedelyk mede om de fabricatie te volmaeken en der zelver prys te verminderen. 'T is door hun dat de fabrikanten de mededinging en zelfs dikwyls de voorrang houden staen niet alleenelyk in het ryk, maer zelfs buiten landsch, zy hebben regt tot openbaere achting en erkentenisse.

Achtervolgens dees beweegreden, en gezien de bepaelingen van 't artikel 2 van het bovenberoepen koninklyk besluit, wy hebben besloten:

1.° Dat met 1 january aenstaende, een register zal geopend zyn ter griffie van ieder stedelyke

chacune des villes de la province, dans lequel les fabricans, qui désirent concourir à l'exposition publique, inscriront ou feront inscrire leur déclaration, en y ajoutant les objets qu'ils se proposent d'exposer.

2.° Qu'à compter du même jour il sera également ouvert un registre chez chaque Commissaire de District, pour recevoir les déclarations mentionnées ci-dessus des fabricans et artistes domiciliés dans les communes de leurs ressorts respectifs.

3.° Qu'à la même époque un pareil registre sera ouvert au Greffe du gouvernement de la province, pour les fabricans et artistes qui préfèrent directement faire leur déclaration devant nous.

4.° Que ces registres y resteront ouverts jusques et y compris le 15 du mois de mai prochain, et que le jour suivant ils nous seront adressés clos et arrêtés par les autorités locales pour les villes, et par les Commissaires de District pour les communes rurales, pour être avec celui déposé en notre Greffe, clos par nous, transmis à la commission provinciale, qui sera chargée de décider sur l'admissibilité des objets présentés à l'exposition.

5.° D'inviter les régences des villes et administrations rurales de nous faire connaître avant le 15 mai prochain, les premières directement, les autres par l'intermédiaire des Commissaires des Districts, les noms des personnes qui par des inventions utiles, qu'on aura soin d'indiquer, ou par l'application de leurs connaissances en chimie, physique ou mathématiques, ont contribué à perfectionner notre agriculture ou nos fabriques, ou à y faire économiser le tems, le travail ou les matières premières, et ainsi à en augmenter la valeur des produits ou en diminuer les prix ou

regeeling der provincie, in het welk de fabrikanten die aen de ten toonstelling deel verlangen te nemen, hunne declaratien inschryven of doen inschryven, daer by voegende de voorwerpen die zy daer toe zullen bestemmen.

2.° Dat op denzelfden date een gelyk register zal geopend wezen by elken District Commissaris, geschikt voor de bovengemelde declaratien der fabrikanten en artisten woonachtig binnen derzelver afzondere gebieden.

3.° Dat ter zelver tyd nog een register zal geopend zyn ter Griffie van het Provinciael bestuer, voor de fabrikanten en artisten dewelke verkiezen hunne declaratien onmiddelyk aen ons te doen.

4.° Dat die registers zullen open blyven tot ende met den 15 mey eerstkomende, en des anderen dags aen ons zullen worden toegezonden gesloten door de plaetselyke besturen voor de steden, en door de Districts Commissarissen voor de gemeenten ten platten lande, om met den genen ter Griffie alhier berustende, en door ons gesloten te zyn, behandigd aen de provinciale commissie, de welke zal belast zyn te vonnissen op de toelaeting der voor de ten toonstelling aengebragte voorwerpen.

5.° De stedelyke regeeringen en de landelyke besturen te verzoeken om ons bekent te maeken voor den 15 mey aenstaende, de eerste rechtstreeks, en de andere door de tusschen-komst der Districts Commissarissen, met de namen der persoonen, de welke door nuttige uitvindingen, die men aenwyzen zal, of door de toepassing van hunne scheikundige, natuerkundige en wiskundige kennissen, hebben medegeholpen in het voltooyen van onzen landbouw of fabrieken, of aen dezelve verspaningen verschaft hebben in den tyd, den aerbeid of de grond-stoffen, en alzoo de waerde der voort-

Digitized by Google

artistes seront admis, s'ils le désirent, à présenter à l'exposition les machines de leur invention ou celles qu'ils auront perfectionnées : il leur sera libre de nous en faire directement leur déclaration.

Nous vous prions, Messieurs, de prendre les dispositions nécessaires pour l'exécution de ces résolutions, en tant qu'elles vous concernent, et de vouloir contribuer avec nous pour qu'elles reçoivent la publicité nécessaire, et qu'elles soient connues de tous ceux que la chose concerne : vous avez par votre influence, pour enflammer le zèle et l'émulation des fabricans et artistes, les aiguillons les plus puissans : la reconnaissance qu'ils doivent au Souverain pour l'encouragement que sa munificence leur offre, la splendeur nationale en général, et en particulier celle de cette belle province, l'honneur réservé à ceux qui obtiendront des distinctions et des récompenses ; leurs noms seront proclamés dans une séance publique et solennelle en présence des premières autorités de la province et peut-être même du Royaume, et devant un public avide de tout ce qui est beau et utile, leur intérêt enfin ; car, n'en doutons pas, cette exposition sera visitée par une bonne partie des habitans du Royaume et même par un grand nombre d'étrangers ; chaque fabricant reçoit donc l'occasion de faire connaître les produits de son industrie et de les recommander à l'attention publique.

Veuillez agréer, Messieurs, les assurances de notre considération très-distinguée.

Signé PH. C.te DE LENS, Président.

Par les États députés,

Le Greffier des États provinciaux, L. VAN TOERS.

brengselen vermeerderd of der zelver prys hebben verminderd; het is aen zulkdanige artisten, die hun verlangen zynde, toegelaten de werktuigen door hun uitgevonden of tot volmaektheid gebragt, ten toon te stellen en ons daer af onmiddelyk hun declaratoir te doen.

Wy verzoeken UE., Mynheeren, voor zoo veel het uw aengaen mag, de nodige maetregelen te willen nemen voor de uitvoering van dees resolutien, en ons mede te helpen om aen de zelve eene genoegzaeme publiciteit te geven, ten einde dat die door de belanghebbende bekent zyn; gy zult de meest kragtdadigste aensporingen vinden in uwen invloed op den nayver der fabrikanten en artisten; de erkentenis die zy verschuldigd zyn aen den Oppervorst voor de aenmoediging de welke hy hun aenbied, de nationale luister in 't algemeen, en die gene van deze schoone provintie in 't byzonder, de eer dat overig gehouden is voor die gene aen wie onderscheidingen en belooningen zullen gegeven worden; hunne naemen zullen in eene openbaere en feestelyke zitting afgekondigd wezen, in de tegenwoordigheid van de eerste autoriteiten der provintie misschien zelfs van het ryk, en van een publiek, eerzugtig voor al wat schoon en nuttig is, immers hun belangen; want ongetwyfeld, deze ten toonstelling zal bezogt wezen door een groot menigte der inwoonders van het ryk, en zelfs door een groot getal vremdelingen; elken fabrikant ontmoet dus de gelegenheid om de voortbrengselen van zyne nyverheid bekent te maken en dezelve aen de publieke opletting aen te bevelen.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van onze volkome achting.

Geteekend PH. C. DE LENS, President.

Van wege de gedeputeerde Staten,

De Greffier der provinciale Staten, J. VAN TOERS.

Gand, le 23 novembre 1819.

Le Gouverneur de la province de la Flandre orientale,

à MM. les Bourguemestres et Maires des villes et communes de la province.

Messieurs, il a été reconnu que quelques congés, délivrés par le département de la Guerre à des miliciens incorporés par erreur ou qui ont servi en sus du contingent de leur commune, contiennent l'énonciation : *Comme ayant entièrement satisfait à ses obligations relativement à la milice nationale*; et pour prévenir les erreurs dans lesquelles de semblables congés pourraient induire les autorités locales, il a été arrêté par les Départemens de l'Intérieur et de la Guerre, que l'énonciation dont il s'agit sera entièrement supprimée dans les exemplaires de congés qui seront ultérieurement imprimés.

Néanmoins, comme la difficulté subsiste toujours à l'égard des congés délivrés jusqu'à ce moment, et qu'il serait impossible de les retirer tous pour être rectifiés, je suis chargé de vous faire connaître que la susdite énonciation doit être regardée comme une erreur, et de vous prier, lorsque de semblables congés vous seront présentés, de me les adresser immédiatement, afin que je sois à même de faire vérifier si les porteurs de ces congés ont satisfait aux obligations qui peuvent leur avoir été imposées depuis, relativement à la milice nationale.

Digitized by Google

Gent, den 23 november 1819.

De Gouverneur van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, men heeft ontwaer geworden dat in sommige paspoorten door het Departement van Oorlog uitgereikt, aen abusivelyke ingelyfde of boven het contingent hunner gemeente in dienst zynde lotelingen de zinsnede voorkomt: *Als hebbende aen zyne verpligting ten aenzien der wet op de nationale militie completelyk voldaen*, en willende voorkomen de misslagen waer aen zoodanige paspoorten zouden kunnen oorzaek geven van wegens de plaetselyke besturen, is door de beide departementen van Binnenlandsche Zaken en van Oorlog bepaeld geweest, dat by de in 't gevolg te doene oplage van paspoorten, de bedoelde zinsnede daer uit geheel zal worden weggelaeten.

Dae echter de opgegevene zwarigheid nog altoos blyft bestaen, ten aenzien van de paspoorten tot hier toe uitgereikt, en deze ook niet wel ten fine van redres van allen kunnen worden te rug gevraegd, ben ik belast UE. te kennen te geven, dat de gezegde zinsnede moet aenzien worden als daer in by vergissing geplaetst, en UE. te verzoeken, om, wanneer zoodanige paspoorten aen uwe worden vertoont, de zelve aen my dadelyk toe te zenden, ten einde te verifieren of de houders van dien aen de verpligting ten aenzien der nationale militie, welke sedert nog op hen konden gebragt zyn, hebben voldaen.

Digitized by Google

72 Je recommande cet objet à votre attention particulière, et j'ai, Messieurs, l'honneur de vous saluer avec une parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

---

73 Gand, le 23 novembre 1819.

Le GOUVERNEUR *de la province de la Flandre orientale*,

A MM. les Commissaires des Districts,

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes de la province.

Messieurs, en conséquence de l'invitation qui m'en a été faite par le Département des affaires étrangères, je vous prie de prévenir les habitans de votre ressort, par la voie ordinaire de publication et d'affixion : que les pièces qui doivent servir en France, et dont par la suite ils désireraient obtenir la légalisation de la Légation de Sa Majesté à Paris, ne peuvent être expédiées *sans qu'elles soient préalablement revêtues de mon visa.*

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

Ik bevele dees voorwerp aen uwe byzondere oplettendheid, en heb de eer, Mynheeren, UE. te groeten met eene volkome achting.

PH. C.te DE LENS.

Gend, den 23 november 1819. 73

De Gouverneur van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Districts Commissarissen,
Aen de Heeren Borgmeesters en Maires der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, krachtens den op my, door het departement van Buitenlandsche Zaken verstrekten last, verzoeke ik UE. om uwe onderhoorige by gewoonen middel van afkondiging en affixie te verwittigen, dat de stukx bestemd om in Vrankryk te dienen, en op de welke zy voor 't toekomende de legalisatie van s'Majesteits Gezantschap te Parys zouden verlangen, niet kunnen opgezonden wezen *zonder myne voorafgaende bewettiging.*

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

OOST-VLAENDEREN.

N.o 44.

KORTEN INHOUD.

71. Algemeene ten toonstelling van 1829. — *Maetregelen om het overleggen der declatoiren gemakkelyk te maeken aen de fabrikanten de welke verlangen mede te dingen.* — Van 20 november. — Griffie.

72. Nationale militie. — *Rectificatie van eene uitsnede in sommige paspoorten door het Departement van Oorlog uitgereikt aen lotelingen.* — Van 23 november. — Bureau militaire.

73. Legalisatien. — *De stuks bestemd voor Vrankryk en mogen door de belanghebbende persoonen niet opgezonden worden voor aleer de zelve bekragtigd syn door den Gouverneur.* — Van 23 november. — Griffie.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF
DE LA
FLANDRE ORIENTALE.

N.° 45.

SOMMAIRE.

74. MILICE NATIONALE. — *Formation des listes pour la classe des miliciens de* 1820. — Du 23 novembre. — Bureau militaire.

Tome VI.

Digitized by Google

Gand, le 23 novembre 1819.

Le Gouverneur de la province de la Flandre orientale,

A MM. les Bourguemaîtres et Maires de la province.

Messieurs, conformément à l'article 60 de la loi du 8 janvier 1817, tous les jeunes gens qui au premier janvier de chaque année ont commencé leur 19.e année, doivent, avant le 15 dudit mois, se présenter devant vous pour être inscrits au registre modèle G, dont j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un nombre suffisant d'exemplaires imprimés.

La classe de 1820 se compose par conséquent des sujets nés pendant l'année 1801.

D'après l'article 49 de ladite loi, l'autorité locale doit prévenir ces jeunes gens de leur obligation par un avertissement, qui doit être publié et affiché; il conviendra qu'il soit rédigé dans les deux langues, et vous pourrez à cet égard vous servir du modèle qui est inséré à la suite de la circulaire de mon prédécesseur du 30 novembre

Gend, den 23.sten november 1819.

De Gouverneur van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der provintie.

Mynheeren, alle de jongelingen die met den eersten january het 19.de jaer zyn ingetreden, moeten, overeenkomstig 't artikel 60 van de wet van 8.sten january 1817, zich by uwe adresseeren, voor den 15.den der zelve maend, om ingeschreven te zyn in het register model G, waer af ik UE. hier nevens een genoegzaem getal exemplairen zende.

Diensvolgens is de klasse van 1820 zamengesteld van jongelingen geboren in 1801.

'T artikel 49 der zelve wet van 8.sten january 1817, belast de plaetselyke autoriteiten met die jongelingen van deze pligt te verwittigen door een berigt dat moet afgekondigt en aengeplakt wezen; 't zal nodig zyn dat het zelve in de beyde talen opgesteld is, en gy kont hier in volgen het model gevoegt aen de circulaire van mynen voorganger

1817. (*Mémorial administratif, tome premier, deuxième semestre de ladite année, page 276.*)

Le registre d'inscription devra être clos le 30 janvier prochain; immédiatement après, vous aurez soin de vérifier, au moyen des registres de l'état civil et par toutes les autres voies indiquées dans l'article 62 de ladite loi, si tous les individus qui appartiennent à la milice nationale, ont été réellement inscrits; ceux que vous découvririez ne pas l'être, seront par vous inscrits d'office dans les cases à ce destinées dans ce registre.

Ceux-ci seront en outre inscrits sur un registre séparé conformément au modèle L.ª H, également ci-joint.

Ensuite vous rédigerez avec la plus grande exactitude une liste alphabétique des jeunes gens compris dans la liste d'inscription, pour laquelle je joins également ici un nombre suffisant d'exemplaires. Cette liste d'inscription comprendra aussi les noms de ceux qui ont été portés sur le registre des réfractaires, et vous porterez ensuite les noms et prénoms de ceux des premières classes de 1817, 1818 et 1819 qui ont obtenu des conseils de milice des exemptions provisoires et dont le ca-

in dato 30.sten november 1817, (*Memorieel administratief, eersten boek, tweeden semester van 't zelve jaer, blad 276.*)

De register van inschryving zal moeten gesloten wezen den 20.sten january aenstaende; gy zult zorgen om korts daer na te onderzoeken in de registers van den burgerlyken stand en door alle andere by artikel 62 der zelve wet aengewezen middelen, of alle de persoonen die tot de nationale militie behooren, in de daed zyn ingeschreven geweest; de gene die gy zult ontdekken hier aen niet voldaen te hebben, zullen door uwe ambtshalve ingeschreven zyn in de daer toe geschikte ruyten van het zelve register.

Deze zullen bovendies ingeschreven wezen in een byzonder register conform aen het hier ook bygevoegde model L.ª H.

Vervolgens zal uwe met de grootste zorgvuldigheid een alphabetische lyst opmaken van de jongelingen die begrepen zyn in de inschryvingslyst, waer af ik hier by gelykelyk een nodig getal exemplairen voege. Deze inschryvings-lyst moet ook vervatten de namen der gene die gebragt zyn geweest op de register van onwillige, en daer na zult gy de namen en voornamen inschryven van de gene behoorende tot de eerste klassen van 1817, 1818 en 1819 die door de

méro du sort est au-dessous de celui qui a été appelé à marcher le dernier.

Je vous recommande de vous conformer exactement aux dispositions de la présente et de vous adresser au Commissaire de milice de votre ressort pour tout ce qui est relatif à l'exécution de cette circulaire.

Recevez, Messieurs, l'assurance de mes sentimens affectueux.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

militie raeden by voorraed vrystelling bekomen hebben, en welkers trek-nummer minder is dan het gene van den laest geroepenen.

Ik bevele uwe aen om de bepalingen van deze stiptelyk uit te voeren en uwe te adresseeren aen den militie Commissaris van UE. ressort voor al wat betrekkelyk is tot de uitvoering dezer circulaire.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.o 45.

KORTEN INHOUD.

74. [illegible] [illegible]. — *Opmaking der lysten voor de klasse van 1820.* — Van 23.sten november. — Bureau militaire.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 46.

SOMMAIRE.

75. Grandes communications. — Ratification de *l'arrêté Royal du 4 novembre 1819, n.° 52, relatif à l'ouverture de la section de route d'Audenarde à Ninove.* — *Les lois sur la grande voirie sont dès-à-présent applicables à cette section.* — Du 17 novembre. — 2.e Division. (987.)

76. Police. Certificats de bonne conduite. — *Ils doivent être délivrés avec la plus grande circonspection.* — Du 30 novembre. — 1.e Division. (1000.)

Digitized by Google

GAND, le 27 novembre 1819.

Le GOUVERNEUR *de la province de la Flandre orientale ;*

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes dont le territoire est traversé ou touché par la section de la route n.° 16, d'Audenarde à Ninove.

Messieurs, Sa Majesté ayant par son arrêté du 25 juillet 1816 statué qu'une grande communication serait établie entre *Cologne* et *Dunkerque*, vient de déterminer par sa disposition du 4 de ce mois, n.° 52, la direction de la seule section de ladite grande route qui restait à être achevée; je veux parler de celle d'*Audenarde* à *Ninove*.

Ce nouvel acte de la constante sollicitude du Souverain pour le bien-être et la prospérité de ses sujets, en complettant une communication éminemment avantageuse et utile à tous, doit se faire sentir plus particulièrement à ceux d'entr'eux qui habitent la traverse ou les abords de la nouvelle section qui va s'ouvrir, et j'ose ainsi me flatter d'avance que la reconnaissance égalera le bienfait, et qu'ils en feront preuve en cooperant de tout leur pouvoir, lorsque la chose sera exigée, à faciliter les opérations préliminaires et les travaux qui seront incessamment entrepris.

L'arrêté Royal dont il s'agit, est imprimé à la suite de la présente, et il serait donc inutile

GEND, den 27.sten november 1819.

De GOUVERNEUR van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten waer van het grondgebied doorsneeden of geraekt word door het gedeelte van den weg n.° 16, van Audenaerde op Ninove.

Mynheeren, Zyne Majesteit door hoogst deszelfs besluit in dato 25.sten july 1816, vastgesteld hebbende dat er een grooten weg van *Keulen* op *Dunkerke* zou geopend worden, heeft door eene nadere dispositie in dato 4.den dezer maend, n.° 52, de rigting van het eenig nog te voltrekken gedeelte dier weg, bepaeld. Ik wil spreken van dat van *Audenaerde* op *Ninove*.

Dit nieuw bewys der Vorsts standvastige bezorgtheid voor het algemeen welzyn en geluk zyner onderdanen, dien grooten weg, zoo hoog nuttig en gedienstig voor alle, voltooiende, moet zig bezonderlyk doen gevoelen aen die van hun welke de traverse of de nabuerigheid van het te openen nieuw gedeelte, bewoonen. Ik durf my dus vleyen dat de erkentenisse de weldaed zal evenaren en dat-ze er het bewys zullen doen van blyken door eene volmaekte medewerking, daer toe aenzogt zynde, in de te ondernemen voorafgaende werken.

Het Koninklyk besluit waer over er behandeld word, is agter dezen gedrukt, het zou dus on-

Digitized by Google

d'énumérer ici les dispositions, pour l'exécution desquelles on a droit d'attendre un concours officieux, actif et éclairé de votre part, qui toutefois sera provoqué en tems et dirigé par l'administration du Waterstaat et celle confiée à mes soins; je me bornerai à fixer votre attention sur les conséquences résultant de cet acte Royal : la route n.° 16, dont il s'agit, étant déclarée grande communication du Royaume, dès-à-présent les propriétaires des terrains situés sur les alignemens arrêtés ou à proximité de la nouvelle section, ne peuvent plus y faire aucune construction ou plantation sans se conformer aux lois sur la grande voirie; ces lois sont : l'arrêt du conseil du 17 février 1765, qui défend de bâtir sur les grandes routes sans autorisation, sous peine de la démolition du bâtiment, la confiscation des matériaux en provenant, d'une amende de 300 livres à charge du contrevenant, et d'une pareille amende à charge de l'ouvrier ou de l'entrepreneur chargé de la construction; et le décret du 16 décembre 1811, qui défend aux communes et particuliers de toucher en aucune manière aux arbres plantés sur le terrain de la route, sous peine d'une amende triple de la valeur de l'arbre détruit, ou bien de telles autres prononcées par les lois suivant les circonstances du fait.

En conséquence, lorsqu'un particulier voudra bâtir ou faire effectuer une reconstruction, il devra m'en faire la demande par écrit sur papier timbré, pour que j'en agisse comme il sera trouvé convenir, et il en sera de même lorsqu'il s'agira de planter, ôter, élaguer ou toucher de quelque façon

noodig zyn van hier aen te haelen de schikkingen voor welkers uitvoer ik recht heb van UE. eene vlytige en welgerichte medewerking te verwagten. Deze zal nogtans in tyds gevraegt en geleyd worden door de administratie van den Waterstaat, als ook door die aen myne zorg toevertrouwt. Ik beperk my om UE. aendagt op de gevolgen van dat besluit te vestigen; den weg n.° 16, waer van er gesproken word, grooten weg van het Ryk verklaert zynde, moeten de eigenaeren van de gronden gelegen langs of tegen aen de rigting van het nieuw gedeelte zig terug houden van eenige gebouwen te doen opmaeken ofte wel boomen te doen planten zonder vooraf gaende zig te gedraegen naer de wetten bestaende op het stuk der groote wegen; die wetten zyn: het raeds-besluit in date 27 february 1765, welk verbied op of langs de groote wegen te bouwen zonder voorafgaende magtiging, op pene van afbreking van het gebouw, verbeurte van de materialen, van eene boete van 300 livres ten laste van den pligtigen, als ook eene diergelyke boete ten laste van den werkman of aennemer belast met het opmaeken van den bouw; het decreet van den 16.den december 1811, welk aen de gemeenten en particuliere verbied van op geene wyze hoegenoemd aen boomen op de rigting des wegs geplant zynde, te raeken of te benaedeelen, op pene van eene boete van dry-mael de waerde van den benadeelden boom of van alle andere, by de wetten volgens gelegentheid vastgesteld.

Diesvolgens, als eenen particulieren zal willen laeten bouwen of herbouwen, zal hy my er schriftelyk, op gezegeld papier, de magtiging moeten van vraegen, op dat ik er mede handele als naer regte. Het zelfde zal er moeten geschieden, als er questie zal zyn van planten, uyt doen, kappen of

qui ce soit, à des arbres situés le long de ladite voie. — Veuillez bien au reste, Messieurs, publier de la manière accoutumée, l'arrêté qui se trouve à la suite et les dispositions de la présente circulaire, et soigner leur plus parfaite exécution en tant qu'elle vous concerne.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, &c., &c., &c.

Voulant donner suite à notre arrêté du 25 juillet 1816, n.° 49;

Vu la loi du 30 janvier 1817;

Sur le rapport de notre Ministre d'État chargé par intérim du portefeuille du Département du Waterstaat et des Travaux Publics,

Avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE 1.er

La direction de la grande route n.° 16, de *Dunkerque* à *Cologne*, section d'*Audenarde* à *Ninove*, est déterminée comme suit :

A partir de la grande place et par la traverse d'*Audenarde*, passant par les rues du *Pain* et de *Tournai* jusqu'à la porte de ce nom;

De là par le faubourg de *Leupegem* sur une longueur de 600 aunes jusqu'à l'embranchement de la grande route vers *Renaix*, n.° 12, passant ensuite en ligne droite sur une longueur de 800 aunes au travers du bois dit *Kreupelboschje* et dirigé sur un point fixe, distant d'environ 135 aunes du cabaret *Babilone* et du détour que la grande route actuelle dessine au-delà dudit cabaret.

De là sur une ligne droite de 1250 aunes dirigée sur la chapelle de *Keerslaere*, passant vis-à-vis l'église d'*Edelaere* et finissant à une distance d'environ 200 aunes de ladite chapelle.

Digitized by Google

op dezelfde wyze eenen boom op die weg staende te maken. Ik verzoek UE. op de gewoone wyze het hier agter gedrukt besluit en de bepalingen van dezen aen de inwoonders uwer gemeente bekend te maken, als ook zoo en dan stipste uitvoer, UE. aengaende, te bezorgen.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volmaekte agting.

H. PH. C.te DE LENS.

Wij WILLEM, bij de gratie Gods, Koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassau, Groot-Hertog van Luxemburg, enz., enz., enz.

Willende gevolg geven aan ons besluit van den 25.sten july 1816, n.° 49;

Gezien de wet van den 30.sten januarij 1819;

Op het rapport van onzen Minister van Staat, belast met de portefeuille van het Ministerie van den Waterstaat en der Publieke Werken;

Hebben besloten en besluiten:

ARTIKEL 1.

De rigting van den grooten weg, n.° 46, van *Duinkerken* naar *Keulen*, gedeelte van *Oudenaarden* tot *Ninove* wordt bepaald als volgt:

Uit het midden der groote markt, door de traverse van *Oudenaerden*, langs de *Brood* en *Doornikschestraten* tot aan de poort van dien naam;

Van daer door de voorstad *Leupegem*, ter lengte van 660 ellen, tot aan het vereenigingspunt van den grooten weg naar *Renaix*, n.° 129; — van daar, door eene regte lyn, ter lengte van 800 ellen, gaande langs het *Krempelbosch* en gerigt op een bepaald punt aan het zelve, gelegen op den afstand van omtrent 35 ellen van de herberg *Babilona*, en gaat den bogt des tegenwoordigen grooten wegs voorbij die herberg;

Van daar door eene regte lyn van 1150 ellen lengte, gerigt op de kapel van *Kerkskem*, gaande langs de kerk van *Edelaere*, en eindigende op omtrent 55 ellen van de voorzeide kapel.

De là sur une ligne droite de 3375 aunes, dirigée sur le cabaret le *Sabot*, longeant le moulin de *Soevel* et le cabaret la *Cloche*, finissant à une distance d'environ 150 aunes dudit cabaret.

De là sur une longueur en ligne droite de 1815 aunes coupant la demeure du sieur *J. de Broeck*, passant à environ 45 aunes du côté droit du moulin de *Blankenvelden*, et 320 aunes de celui nommé *Hooge Auter*.

De l'extrémité de cette ligne, par une autre ligne droite de 13,065 aunes de longueur tirée sur l'axe de la route n° 12, section entre *Melle* et *Grammont*, dirigée sur un point distant de 75 aunes de la montagne dite du *Calvaire*, hameau *Gaepenberg*, quittant la susdite ligne à 28 aunes du côté gauche du moulin de *Michelbeke*, à 42 aunes du côté droit de la porte du château de *Litaert*, et à 110 aunes du côté droit de l'église de *Maria-Lierde*.

De là sur une ligne droite de 1315 aunes traversant le four de la ferme de *Louis Clippal*.

De l'extrémité de cette ligne, sur une autre de 7500 aunes de longueur dirigée sur l'abbaye de *Ninove*, quittant le moulin de *Voorde* à 130 aunes sur le côté gauche et immédiatement à droite la montagne du *Calvaire* qui se trouve sur le chemin d'*Aspelaere* à *Voorde*, à l'extrémité du chemin de *Voorde* à *Ninove*.

De là par une courbe régulière de 495 aunes de longueur joignant la traverse de *Ninove* auprès des habitations de *P. Lauwaert* et *P. Vermeulen*.

De là par la traverse et jusqu'au centre de *Ninove*.

Art. 2. Les alignemens droits de la route seront joints entr'eux par des courbes régulières de 150 à 350 aunes de longueur.

Art. 3. La route sera pavée au milieu avec des grès à la largeur de 5 aunes; elle aura deux accotemens de 4 aunes chaque, et ainsi une largeur totale de 13 aunes. Elle sera plantée en arbres de haute futaye sur une distance de 6 aunes de son axe, le tout non compris les ponts, ponceaux, aque-

Digitized by Google

Van daar, door eene regte lijn van 3375 ellen gerigt op de herberg de *Blok* (le Sabot), gaande langs de molen de *Soevel* en de herberg de *Klok* (la Cloche) en eindigende ongeveer 150 ellen van de voorschreve herberg.

Van daar, door eene regte lijn van 1815 ellen lengte gaande door de woning van *J. de Broeck*, ongeveer 45 ellen ter regter zijde van den molen van *Blanken-velden*, en 320 ellen van die van *Hooge Kruis*.

Van het uiteinde dier lijn, door eene andere regte lijn van 13,065 ellen lengte getrokken op den as des wegs (n.° 2a) (gedeelte tusschen *Melle* en *Geeraardsbergen*) op een punt gelegen op een afstand van 75 ellen van den *Calvarienberg* in het gehucht *Gaepenberg*, latende voorschreve lijn op 28 ellen ter linkerzijde de molen van *Michelbeke* liggen, op 42 ellen ter regterzijde de poort van het kasteel van *Lilaert*, en op 110 ellen ter regterzijde de kerk van *Maria-Lierde*.

Van daar, door eene regte lijn van 1315 ellen lengte gaande door den oven van de pachthoeve van *Louis Clippal*.

Van het uiteinde van deze lijn, door eene andere van 7500 ellen lengte, gerigt op de abdij van Ninove, latende op 130 ellen ter linkerzijde de molen van *Voorde* liggen en onmiddelyk ter regter zijde den *Calvarienberg*, gelegen op den weg van *Aspelaer* tot *Voorde* aan het uiteinde van den weg van *Voorde* tot *Ninove*.

Van daar, door een regelmatige kromme lijn van 495 ellen lengte, zich vereenigende met de traverse van *Ninove* bij de huizen van *P. Lauwaert* en *P. Vermeulen*.

Van daar, door de traverse van, en tot in het midden van *Ninove*.

Art. 7. De regte alignementen van den weg zullen onderling worden vereenigd door regelmatige kromme lijnen van 150 à 350 ellen lengte.

Art. 8. De weg zal in het midden, ter breedte van 5 ellen, met keyen worden bestraat; voorts twee zijwegen bekomen van 4 ellen, eene gezamentlijke breedte uitmakende van 13 ellen, benevens eene beplanting van hoog opgaende boomen, op een afstand van 6 ellen uit den as des wegs, alles inbegrepen de bruggen, kenlen,

dues, talus et fossés de deux aunes de largeur partout où la chose sera reconnue nécessaire.

Art. 4. Les terrains, bâtimens ou constructions nécessaires à l'ouverture de la route et des ouvrages qui en dépendent, conformément aux articles précédens, seront expropriés pour cause d'utilité publique, soit à l'amiable ou bien aux termes des lois et réglemens sur la matière. Les frais qui en résulteront seront imputés sur les fonds affectés à la construction de la route.

Art. 5. Les chemins vicinaux qui seront remplacés ou bien rendus inutiles par la route à ouvrir, et ceux dont la direction pourrait nuire au service des barrières, pourront être supprimés, ou bien leur largeur pourra être réduite, ou bien encore pourront être vendus, échangés ou utilisés de toute autre manière en faveur de l'administration de la route n.° 18.

Art. 6. Les offres qui pourraient être faites pour l'abandon gratis ou la cession à des prix modérés de terrains ou bâtimens nécessaires au tracé de la route, ou bien pour l'exhaussement d'une partie des ouvrages des terrassemens, la fourniture ou le transport des matériaux dont on aura besoin, seront acceptées et réglées par les soins des États de la province de la *Flandre orientale* et du Département du Waterstaat et des Travaux Publics.

Notre Ministre d'État susnommé est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont une expédition sera envoyée à notre Ministre de l'Intérieur et à la Chambre des Comptes pour information.

Fait à La Haye le 4 novembre de l'année 1819, et la sixième de Notre règne.

Signé GUILLAUME.

Par le Roi,

Signé J. G. DE MEY VAN STREEFKERK.

Pour copie conforme :

Le Greffier des États de la Flandre orientale,

Signé I. VAN TOERS.

Digitized by Google

duikers, sluizen en sloten van twee ellen wijdte, overal waar zulks nodig mogt zijn.

Art. 4. De gronden, gebouwen of constructiën benoodigd tot den aanleg des wegs en van deszelfs werken en aanhoorigheden, overeenkomstig de voorgaande artikelen, zullen worden in bezit genomen, ten algemeene nutte, het zij in der minne of na aanleiding van de bij de bestaande wetten en reglementen bepaalde voorschriften; zullen de hier toe benoodigde kosten worden gevonden uit de voor den aanleg des wegs bestemde fondsen.

Art. 5. De bijwegen, welke door den aan te leggen weg zullen worden vervangen en nutteloos gemaakt, en de zulken waar van de rigting aan den dienst der barrières zoude kunnen hinderlijk zijn, zullen kunnen worden gesupprimeerd of wel in breedte worden verminderd, verkocht, verruild of anderzins gerealiseerd ten profijte van de administratie des wegen.

Art. 6. De aanbiedingen, welke zouden mogen worden gedaan, het zij voor het gratis of tegen matigen prijs afstaan van gronden of gebouwen tot den aanleg des wegs benodigd, het zij voor het verhoogen van een gedeelte van de aardewerken, of voor de levering of het vervoer van de materialen tot de werken vereischt, zullen worden aangenomen en geregeld door de zorg van de Staten van de provincie *Oostvlaanderen* en het Departement van den Waterstaat en der Publieke Werken.

Onze Minister van Staat voornoemd is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit, waar van een afschrift zal worden gezonden aan onze Minister van Binnenlandsche Zaken en den algemeenen Rekenkamer tot informatie.

Gegeven in 's Gravenhage, den 4. der November des jaars 1819, het zesde van Onze regering.

Geteekend WILLEM.

Van wege den Koning:

Geteekend J. G. DE MEY VAN STREEFKERK.

Voor gelykvormig afschrift:

De Griffier der Staten van Oost-Vlaanderen,

Geteekend I. VAN TOBBS.

Digitized by Google

Gand, le 30 novembre 1819.

Le Gouverneur de la province de la Flandre orientale,

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes de la province.

Messieurs, un cas très-récent et dans lequel il n'a pas été agi avec le soin nécessaire et désirable, vient de motiver des plaintes du Département de la Guerre et de celui de l'Intérieur. Un certificat de bonne conduite ayant été délivré par une autorité locale à une personne qui s'en est servie pour entrer dans le service militaire, il en est résulté des suites qui ont prouvé que ce certificat avait été arraché par l'importunité, ou bien délivré avec une coupable insouciance.

Pour obvier donc aux suites fâcheuses qui pourraient résulter d'un pareil état des choses, je vous recommande ici fortement de ne délivrer de pareils certificats, quelque soit l'usage qui doive en être fait, qu'avec la plus grande circonspection; et comme ces certificats se délivrent ordinairement d'après des renseignemens et informations qui vous sont fournis par des Commissaires de police ou autres fonctionnaires et employés qui vous sont subordonnés, il est essentiel que vous leur prescriviez d'en agir avec le plus grand soin et une parfaite connaissance de cause.

Digitized by Google

Gend, den 30 november 1819.

De Gouverneur van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten van de provincie.

Myneheeren, een onlangs plaets gehad hebbend geval, waer by met de vereischte en gewenschte bezorgtheid niet gehandelt heeft geweest, heeft gegronde klagten van wegens de Departementen van Oorlog en Binnenlandsche Zaken te weeg gebragt; een certificat van goed gedrag door een plaetselyk bestuer aen eenen persoon die er zig, om in den militairen dienst te treden, van bediend heeft, afgeleverd geweest zynde, heeft doen blyken dat het door lastigheid afgeperst ofte door eene pligtige inschikkelykheid afgegeven is geweest.

Om de daer uit spruitende naedeelige gevolgen te vermeyden, aenbeveel ik UE. van in het afleveren van diergelyke certificaten, waer toe zy ook moeten dienen, met de meeste oplettendheid te handelen, en vermits de zelve gewoonelyk op de narigten van Commissarissen van politie ofte andere UE. onderhoorig zynde beambte en bedienden opgemaekt worden, het is hoogst noodzaekelyk van hun de meeste oplettendheid voor te schryven.

L'emploi d'un certificat de bonne conduite immérité présente de trop grands dangers, pour croire que vous négligerez de vous attacher à les prévenir. Le mal a été signalé, et j'ose me flatter que, grâces à vos soins, il n'excitera plus de plaintes.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

Het gebruik van een onverdiend certificaet van goed gedrag, stelt hen te groote gevaeren bloot, om dat UE. zou naelaeten van die te voorkomen. Ik durf my dus vleyen dat het kwaed aen UE. aengetoond zynde, geene klagten meer zal te weeg brengen.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

PH. C.te DE LENS.

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 46.

KORTEN INHOUD.

75. Groote wegen. — *Bekendmaeking van het Koninklyk besluit in dato 4.den november 1819, n.° 52, betrekkelyk tot het opnemen van het gedeelte weg van Audenaerde op Ninove. — De wetten op het stuk van groote wegen zyn van nu af toepasselyk aen dat gedeelte.* — Van 27.sten november. — 2.° Afdeeling. (987.)

76. Policie. [illegible] van goed gedrag. — *Zy moeten met de grootste omzigtigheid afgeleverd worden.* — Van 30.sten november. — 2.° Afdeeling. (1000.)

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 47.

SOMMAIRE.

77. Milice nationale. — *Exécution de l'article 21 de la loi du 8 janvier 1817.* — Du 6 décembre. — Bureau militaire.

78. Milice. — *Choix, pour 1819, des membres des conseils municipaux et communaux, pour signer les certificats à délivrer aux miliciens.* — Du 6 décembre. — Bureau militaire.

79. Journal officiel. — *Dispositions relatives au paiement du prix de l'abonnement.* — Du 6 décembre. — 1.re Division.

Digitized by Google

Gand, le 6 décembre 1819.

Le Gouverneur de la province de la Flandre orientale,

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes de la province.

Messieurs, le moment approche pour s'occuper des mesures à l'effet de préparer le travail prescrit par les articles 21 et 22 de la loi du 8 janvier 1817. Je m'empresse de rappeler ici d'une manière spéciale ses dispositions ainsi conçues :

Art. 21. « Les miliciens non remplaçans, substituans ou volontaires, qui dans le courant de » l'année dernière, soit par le décès d'un père ou » d'une mère veuve, soit par la séparation légi- » time ou le divorce des parens, soit enfin par le » décès d'un ou de plusieurs frères, auront obtenu » conformément aux dispositions de l'article 91, » droit à l'exemption et qui demanderont en con- » séquence leur congé définitif, devront s'adresser » par écrit aux autorités locales, avant le 5 jan- » vier de chaque année. Les demandes seront » accompagnées de pièces justificatives, rédigées » conformément à ce qui est prescrit à l'article » 91 susdit.

Gend, den 6.den december, 1819.

De Gouverneur van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten van de provintie.

Mynheeren, de tydstip nadert om zich bezig te houden met de maetregelen tot het bereiden der bewerkingen bevolen by de 21.ste en 22.ste artikels van de wet van 8.sten january 1817. Ik verhaeste my derzelver aldus luidende schikkingen alhier op eene byzondere wyze in 't geheugen te brengen.

Art. 21. « De manschappen geene remplaçanten, substituanten of vrywillige zynde, die » binnen den loop van 't voorlede jaer, 't zy door » 't overlyden van eenen vader of van eene moe- » der weduwe, 't zy door de wettige scheiding » of echtscheiding der ouders, 't zy eindelyk door » 't overlyden van eenen of meer broeders, zul- » len, ingevolge de schikkingen van artikel 91, » bekomen hebben recht tot ontslaging, en die » gevolgentlyk hun volkomen afscheid zullen » vragen, zullen hun by geschrift moeten aendie- » nen aen de plaetselyke magten voor den 5.den » january van elk jaer. De vragen zullen moeten » verzeld zyn van de bewysstukken, opgesteld » gelykvormig aen het gene voorgeschreven is by » den gemelden artikel 91.

Digitized by Google

» Les demandes annuelles susmentionnées, à » l'effet d'obtenir un congé définitif, peuvent être » faites, indépendamment des miliciens eux-mê» mes, par leurs père et mère, tuteurs, curateurs » ou fondés de pouvoirs. »

Art. 22. « Les autorités communales enver» ront, *avant le 15 janvier*, les demandes pré» citées avec les pièces y jointes, après vérifi» cation et revêtues de leurs observations, au » Gouverneur de la province. »

J'ajoute comme observations essentielles et propres à fixer des incertitudes qui pourraient naître:

1.° Que par ces mots: *Droits acquis à l'exemption* DANS LE COURANT DE L'ANNÉE DERNIÈRE, que renferme l'article 21 de la loi, il faut entendre, d'après les arrêtés interprétatifs de Sa Majesté, *les Droits acquis* DEPUIS L'INCORPORATION du milicien, à quelque époque qu'elle ait eu lieu;

2.° Que les seuls cas pouvant donner lieu à l'exemption dont il s'agit ici, sont ceux-ci: *Décès d'un père ou d'une mère qui était veuve*, ou *Séparation des père et mère par divorce légalement prononcé*, ou enfin: *Décès d'un frère ou de plusieurs frères*;

3.° Que les droits devront être établis et prouvés par des certificats conformes aux modèles annexés à la loi du 8 janvier 1817, auxquels certificats on joindra les actes des décès ou de séparation;

Digitized by Google

» De bovengemelde jaerlyksche vragen ten einde » tot verkryging van een volkomen afscheid, » mogen gedaen wezen, boven de manschappen » zy zelfs, door hunne vader en moeder, voog- » den, aengestelde bestierders of daer toe magt » hebbende. »

Art. 22. « De gemeente besturen zullen, *voor* » *den 15.den january*, de bovengemelde vragen » met de aengevoegde stuks, naer verificatie en » bekleed met hunne bemerkingen, zenden aen » den Gouverneur der provincie. »

Ik voege hier by als wezentlyke opmerkingen en dienstig tot het bepalen der onzekerheden die zouden konnen voorkomen:

1.° Dat door deze woorden: *Rechten verkregen tot ontslaging* BINNEN DEN LOOP VAN 'T VOORLEDE JAER, welke den artikel 21 der wet inhoud, men verstaen moet, navolgens de uitleggende besluiten van Zyne Majesteit, *de Rechten verkregen* SEDERT DE INLYVING van den milicien, tot welk tydstip zy plaets gehad heeft;

2.° Dat de eenigste gevallen konden plaets gegeven tot ontslaging waer van hier kwestie is, deze zyn: *'t Overlyden van eenen vader of van eene moeder die weduwe was*, of *Scheiding van eenen vader en moeder by echtscheiding wettiglyk uitgesproken*, of eindelyk: *Overlyden van eenen broeder of van meer broeders;*

3.° Dat de rechten zullen moeten vastgesteld en geprobeert wezen door certificaten gelykvormig aen de modellen gevoegd by de wet van 8sten january 1817, aen welke certificaten men voegen zal de acten van overlyden of van echtscheiding.

77

4.° Que l'exemption ne sera pas accordée à ceux des miliciens qui, pour avoir cherché à se soustraire au service, ont été incorporés sans avoir tiré au sort, ni à ceux qui, depuis, se seraient rendus coupables de désertion;

5.° Enfin, que le terme fixé par la loi, au 15 janvier prochain, pour l'envoi qui doit m'être fait des listes d'exemptions, *est de rigueur*, et que nulle pièce de ce genre ne pourra être admise par moi après le 18 janvier.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

---

78 GAND, le 6 décembre 1819.

LE GOUVERNEUR de la province de la Flandre orientale,

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes de cette province.

Messieurs, d'après l'article 185 de la loi du 8 janvier 1817, *les attestations et certificats à donner par les autorités communales relativement à des miliciens, ne peuvent être signés que par le chef de cette autorité, conjointement avec deux membres du conseil communal, qui sont nommés à cet effet chaque année par le Gouverneur de la province.*

Digitized by Google

4.° Dat de ontslaging niet zal toegestaen wezen aen die der manschappen welke getracht hebbende zich te onttrekken aen den dienst, hebben ingelyfd geweest zonder gelot te hebben, nog aen de gene welke zich daer sedert hebben pligtig gemaekt aen weglooping;

5.° Eindelyk, dat den tyd door de wet bepaeld op den 15.den january aenstaende tot den overzend welken my moet gedaen worden van de bewyzen tot ontslaging *op het volstrekste* is; en dat geen stuk van dit slach door my naer den 18.den january mag aengenomen worden.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

PH. C.te DE LENS.

Gend, den 6.den december 1819. 78

De Gouverneur van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, ingevolge 't artikel 185 van de wet van 8.sten january 1817, *is het hoofd van het plaetselyk bestuer alleen bevoegd tot het teekenen en afgeven der attesten en certificaten, benevens twee leden van den raed der gemeente, daer toe elk jaer expresselyk door de Gouverneurs der provincien te benoemen.*

78 A la réception de la présente, je vous prie de vouloir bien assembler le conseil de la ville ou de la commune que vous administrez, afin qu'il désigne les deux membres qui devront signer avec vous lesdits certificats et attestations pendant le cours de 1820, et afin de pourvoir à ce que vous receviez plus promptement la notification du choix que j'aurai fait, je vous invite à me faire parvenir *en double expédition*, la copie ou l'extrait du procès-verbal de la séance qui contiendra la désignation dont il s'agit; l'un de *ces doubles* vous sera immédiatement renvoyé revêtu de mon approbation.

Les procès-verbaux des communes rurales seront envoyés aux Commissaires de milice, ceux des villes me seront adressés directement par elles.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

---

79 GAND, le 6 décembre 1819.

LE GOUVERNEUR de la province de la Flandre orientale,

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes de la province.

Messieurs, j'ai l'honneur de vous informer que Sa Majesté par son arrêté du 9 août dernier, L. a E. 4, a statué que les sommes à payer par les villes et communes, pour prix de l'abonnement au Journal Officiel, devront dorénavant être versées

Ik verzoeke UE. derhalve om, op ontvangst dezer, den raed van uwe stad of gemeente te willen doen vergaderen, op dat hy aenwyze de twee leden die gedurende het jaer 1820 de gemelde certificaten en attesten benevens uwe zullen teekenen, en op dat myne keus meer spoedigelyk aen UE. toekome, zult gy my *een dubbel afschrift* zenden van het extract uit 't verbael van de zitting, inhoudende de aenwyzing in kwestie. Een dier *dubbels* zal uwe onmiddelyk met myne goedkeuring terug gezonden worden.

De verbalen der gemeenten zullen aen de Commissarissen van militie, en die der steden aen my rechtstreeks door de zelve ingezonden worden.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

PH. C.te DE LENS.

Gend, den 6.den december 1819. 79

De Gouverneur van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, ik heb de eer UE. te verwittigen dat Zyne Majesteit by Hoogst des zelfs besluit van 9.den augustus lestleden, L.a E 4, bepaelt heeft dat de abonnements-gelden door de steden en gemeenten verschuldigd wegens het Journal Officiel,

Digitized by Google

chaque trimestre par anticipation par les receveurs municipaux à la caisse du receveur particulier, qui en délivrera quittance en double, dont le duplicata serait transmis par les receveurs municipaux, au teneur de livres de l'imprimerie générale du Royaume, chargé de la comptabilité du Journal Officiel.

Je vous informe en même-tems qu'afin d'obvier aux inconvéniens qui résulteraient du retard que pourraient apporter quelques receveurs municipaux dans l'envoi de ces duplicata au teneur de livres de l'imprimerie générale, j'ai trouvé convenable de faire moi-même cet envoi, et que j'ai en conséquence invité les Bourguemaîtres des villes où résident les receveurs particuliers, à me transmettre les duplicata des récépissés de l'abonnement au Journal Officiel soumis à leur visa.

Je saisis cette occasion pour vous rappeler les dispositions de la circulaire des États Députés en date du 12 septembre 1818, insérée au Mémorial administratif, n.° 17, tome IV, et vous inviter à faire verser par votre receveur municipal à la caisse du receveur particulier pendant le 1.er trimestre de chaque année, au moins la moitié du prix de l'abonnement annuel au Journal Officiel, et l'autre moitié avant le premier juillet.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

voor het toekomende telken trimester by anticipatie door de gemeente ontvangers zullen moeten gestort worden in de kas van den ontvanger particulier, die er quittantien in duplo zal voor afgeven, waer van het dubbel door de gemeente ontvangers zal gezonden worden aen den boekhouder der algemeene lands-drukkery, als belast met de comptabiliteit van den Journal Officiel.

Ik moet UE. verder kenbaer maeken dat ten einde de zwarigheden te voorkomen die zouden ontstaen uit de vertraging die sommige gemeente ontvangers zouden brengen in het zenden dezer duplicata aen den boekhouder der algemeene drukkery, ik goedgevonden heb deze toezending zelve te doen en gevolgelyk de Burgemeesters der steden, waer de ontvangers particulier hunne woonplaets hebben, te verzoeken om de duplicaten der kwitancien van 't abonnement aen den Journal Officiel tot hunne visa onderworpen, aen my over te zenden.

Ik neme deze gelegenheid waer, om UE. de bepalingen te herinneren van de circulaire der Gedeputeerde Staten in dato 12.den september 1818, g'insereert in het Memoriael administratif, n.º 17, tome IV, en UE. te verzoeken om door uwen gemeente ontvanger in de kas van den ontvanger particulier gedurende den 1.sten trimester van ieder jaer, ten minste de helft van de jaerlyksche abonnements-gelden en de andere helft voor den eersten july te doen storten.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

OOST-VLAENDEREN.

N.° 47.

KORTEN INHOUD.

77. Nationale militie. — *Uitvoering van 't artikel 21 der wet van 8.sten january 1817.* — Van 6.den december. — Bureau militaire.

78. Militie. — *[illegible] der lieden van de gemeenten, voor het [illegible] en afleveren der [illegible] aen de lotelingen [illegible] het jaer 18[illegible].* — Van 6.den december. — Bureau militaire.

79. Journal officiel. — *Bepalingen omtrent de betaling der abonnements-gelden.* — Van 6.den december. — 1.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 48.

SOMMAIRE.

80. Statistique. — *On prescrit, en exécution d'un arrêté de Sa Majesté du 21 janvier 18[illegible], la confection d'un tableau dont on transmet le modèle.* — Du 7 décembre. — 2.e Division. (995.)

Tome VI.

Digitized by Google

Gand, le 7 décembre 1819.

Le Gouverneur de la province de la Flandre orientale,

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes;

A MM. les Commissaires Royaux des Districts de la province,

Messieurs, vous trouverez imprimé à la suite de la présente un modèle de tableau statistique, dont la confection est ordonnée par un arrêté de Sa Majesté du 11 janvier 1815, qui jusqu'à ce jour n'a reçu qu'une exécution imparfaite dans cette province, et le tems étant venu de la compléter, je viens réclamer votre coopération, persuadé que vous vous empresserez en cette occasion, comme de coutume, de me donner des preuves d'un zèle que j'aime à apprécier. Il est donc inutile de recommander à votre sollicitude ce travail si éminemment utile, mais je crois devoir entrer dans quelques explications afin de lever les doutes que vous pourriez former et écarter les hésitations auxquelles la confection d'un pareil tableau pourrait donner lieu. La chose ne saurait ainsi paraître fastidieuse mais au contraire utile, nécessaire même, en ce qu'elle contribuera efficacement à l'achèvement d'un travail qui ne peut plus être retardé.

Voici donc comment les colonnes de cet état devront être remplies par vos soins.

Digitized by Google

Gend, den 7.sten december 1819.

De Gouverneur van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten;

Aen de Heeren Districts Commissarissen der provintie.

Mynheeren, gy zult hier agter gedrukt vinden het model van eene statistische beschryving, welkers opmaking bevolen is door 'S Majesteits besluit van 11.sten january 1815, het welk tot als nog geenen volledigen uitvoer bekomen heeft in dees provintie, en den tyd daer zynde om die te voltooïen, kom ik uwe medewerking verzoeken, verzekert zynde dat gy in deze gelegenheid, als naer gewoonte, zult verhaesten om my de preuven van dien yver, welk ik geerne erkenne, te doen blyken. Het is dus onnoodig dit werk aen UE. zorg te bevelen, maer ik dunk in eenige ophelderingen te moeten treden, om alle twyfelingen en haperingen die het opmaeken van diergelyke beschryving zou kunnen te weeg brengen, te verwyderen. De zaek kan dus niet verveelent voorkomen, maer in tegendeel gedienstig, ja zelfs noodig, om dat ze aen de voltooïng eener werk, welke niet meer uitgesteld kan worden, veel zal toedoen.

De colonnes dier tabel of beschryving zullen door UE. zorg als volgt, moeten ingevuld worden.

La 1.re est destinée à contenir le nom du district auquel la commune appartient. (Cette colonne ainsi est sans objet pour les villes.)

La 2.e doit renfermer le nom de la ville, la 3.e est sans objet, la 4.e doit contenir le nom de la commune, la 5.e est encore sans objet. Le nombre des maisons sera inscrit dans la 6.e, celui des moulins à eau et à vent respectivement dans les 7.e et 8.e

Quant à la 9.e, elle indiquera le nombre des hommes en état de porter les armes de la manière suivante :

Hommes de 20 à 50 ans........................ »

Idem de 50 à 60 .... »

Vieillards invalides........................ »

Ensemble........... »

Les 10.e et 11.e indiqueront respectivement le nombre des femmes et enfans, et le total de ces trois dernières colonnes devra être égal à celui de la population d'après le dernier récensement.

La 12.e colonne est destinée à faire connaître le nombre et l'espèce des ouvriers que la ville ou commune renferme ; cette indication, pour la régularité, se fera alphabétiquement et distinctement aussi quant au nombre qui suivra la dénomination de chaque profession. Voici un exemple :

Charpentiers........................ »

Fourbisseurs........................ »

Ensemble........... »

De 1.ste moet inhouden den naem van het district, aen welk het gemeente toehoord. Deze colonne is dus zonder voorwerp voor de steden;

De 2.de moet begrypen den naem van de stad, de 3.de is zonder voorwerp, de 4.de zal inhouden den naem van het gemeente; de 5.de is ook zonder voorwerp. Het getal huizen moet in de 6.de gebragt worden, de 7.de en 8.ste zullen in het byzonder het getal water en wind molens aenwyzen.

Wat de 9.de aengaet, zy zal het aental weerbaere mannen aenwyzen, en wel op de volgende wyze:

Mannen van 20 tot 50 jaeren...		
Id.	— 50 tot 60...	
Onweêrbaere oude mannen...		
	Transport........	»

De 10.de en 11.de zullen byzonderlyk aentoonen het aental vrouwen en kinders, en het total dier dry laetste colonnen zal moeten censtemmig zyn met dat van de laetste bevolkings berekening.

De 12.de colonne moet doen kennen het aental en slach van ambachts-lieden de stad of het gemeente bewonende; deze aenwyzing zal alphabetisch als ook in het byzonder van het getal ieder slach volgende aengeteekent worden. By voorbeeld:

Timmerlieden..........................	»
Zwaerdveegers..........................	
Transport..........	»

n.° 48.

Les 13.e, 14.e et 15.e colonnes indiqueront respectivement le nombre des chariots à 4 et à 1 collier, et des charrettes.

La 16.e énoncera l'espèce des navires ou bateaux existant dans la ville ou commune; la 17.e le tonnage d'iceux exprimé en lest, qui équivaut à une quantité de trois mille litrons ou de trente rasières, et la 18.e le nombre et bien de cette manière:

16.e	17.e	18.e
Belandre.........	lest..........................	»
Pleyte.........	».........................	»
	Ensemble..........	»

Les 19.e, 20.e, 21.e et 22.e respectivement le nombre des chevaux et bétail exprimé en tête de l'état.

La 23.e énoncera en mesure légale la superficie des terres cultivées; la 24.e leur qualité, bonne, mauvaise ou médiocre. Les 25.e, 26.e, 27.e, 28.e, 29.e, 30.e et 31.e le nombre de sacs ou rasières, mesure légale, des céréales et tubercules récoltés année commune. Les 32.e, 33.e, 34.e, 35.e, 36.e 37.e et 38.e feront connaître de la manière que dessus le nombre de sacs annuellement nécessaires pour ensemencer, et le résultat de la soustraction faite des sept dernières colonnes, des sept premières, devra être exprimé, de même en mesure légale, dans les 39.e, 40.e, 41.e, 42.e, 43.e 44.e et 45.e colonnes.

La 46.e est destinée à faire connaître la superficie, en mesure légale, des prairies et pâturages

Digitized by Google

De 13.de, 14.de en 15.de kolommen zullen in het byzonder vertoonen het getal wagens voor 4 en voor 1 paerd, als ook van de karren.

De 16.de zal bekend maeken het slag of aert der vaertuigen aen de stad of het gemeente toebehoorende; de 17.de de hoeveelheid welke de vaertuigen laeden kunnen in lasten uitgedrukt; de last is gelyk aen dry duizend koppen of dertig mudden; en de 18.de het getal en wel op de volgende wyze:

16.de	17.de	18.de
Beilander........	lasten............	
Pleite............	»	
T'saement...........		»

De 19.de, 20.ste, 21.ste en 22.ste in het byzonder, het getal paerden en slagt-vee, als het in het hoofd der tabelle uitgedrukt is.

De 23.ste zal in wettelyke maete inhouden de grootte der bebouwde landen; de 24.ste hunnen aert of kwaliteit, goede, middenmaetige of slegte. De 25.ste, 26.ste, 27.ste, 28.ste, 29.ste, 30.ste en 31.ste het getal zakken of mudden, wettelyke maete, van de graen-gewassen en aerd-appelen, het een jaer door het ander ingeoogst. De 32.ste, 33.ste, 34.ste, 35.ste, 36.ste, 37.ste en 38.ste zullen doen kennen, op de bovenstaende wyze, het getal zakken jaerlyks tot het zaeyen noodig; en het resultaet van de substractie op de zeven vorige door de zeven eerste kolommen bewerkt zal moeten in wettelyke maete in de 39.ste, 40.ste, 41.ste, 42.ste, 43.ste, 44.ste en 45.ste uitgedrukt worden.

De 46.ste is bestemd om te doen kennen de grootte, in wettelyke maete, der hooi- en weilanden;

que la ville ou commune contient; la 47.e leur qualité, bonne, médiocre ou mauvaise; la 48.e la récolte en provenant, année commune, en poids légal; la 49.e la consommation par année, exprimée de même en poids légal, et la 50.e enfin le produit net de la récolte, déduction faite de la quantité annuellement consommée dans la ville ou commune.

La 51.e colonne indiquera la superficie, en mesure légale, des terres incultes; la 52.e le nombre d'arbres de haute futaye, et la 53.e celui des arbres d'aunes.

Les 54.e, 55.e, 56.e et 57.e la superficie (en mesure légale, respectivement des bruyères, tourbières, dunes et marais.

Enfin la 58.e colonne contiendra alphabétiquement les différens commerces et trafics qui s'exercent dans la ville ou commune; la 59.e l'énumération des principales branches d'industrie, aussi alphabétiquement; la 60.e dans le même ordre et eu regard des dénominations exprimées dans la 59.e, le produit desdites branches d'industrie, en poids et mesures légaux, et la 61.e leurs qualités, bonne, médiocre ou mauvaise.

J'attache, Messieurs, le plus grand prix à l'exactitude du travail que je vous demande, et pour ne pas y nuire par trop de précipitation, je fixe ici le délai pour le terminer autant qu'il concerne les régences des villes et des communes, au 31 janvier 1820; en conséquence je prie ces premières administrations de me le faire parvenir directement dans les 5 premiers jours du mois de février prochain, en invitant les autres, les municipalités rurales bien entendu, à le transmettre avant le 5 dudit mois à MM. les Commissaires

in de stad of gemeente gelegen, de 47.ste om hun goeden, middenmaetigen of slechten aert kenbaer te maeken; de 48.ste de algemeene jaerlyksche in wettelyk gewigte uitgedrukte inoogsting. De 49.ste het jaerlyks verteer insgelyks uitgedrukt, en de 50.ste het overblyfsel der inoogsting naer gedaene deductie van het jaerlyks verteêr.

De 51.ste colonne zal moeten aentoonen in wettelyke maete de grootte der onbebouwde landeryen, de 52.ste het getal van opgaende boomen, en de 53.ste dat van de elzen.

De 54.ste, 55.ste, 56.ste en 57.ste de grootte, in wettelyke maete, der hey en veengronden, der duinen en moerassen.

Eindelyk zal de 58.ste colonne alphabetisch-gewyze doen kennen den onderscheidenen aert van handel in de stad of in het gemeente gedreven; de 59.ste zal ook alphabetisch-gewyze inhouden de byzondere producten, en de 60.ste, tegen over het slach der producten in de 59.ste uitgedrukt, de hoeveelheid, in wettelyke maete en gewigte, der onderscheidenen aert van producten, en de 61.ste hunne qualiteit goede, middenmaetige ofte slegte.

Ik stel ten hoogsten pryze de nauwkeurigheid van het werk dat ik UE. verzoeke, en om die niet te benadeelen door eene te groote verhaesting bepael ik hier het tydstip, om het te eindigen, zoo veel de zaeke de regeringen der steden en gemeenten aengaet, op den 31.sten january 1820, diesvolgens bidde ik hier die eerste regeringen van het my in de vyf eerste dagen van february regtstreeks te doen toekomen, de andere, de regeringen ten platte lande wel te verstaen, tevens uitnoodigende om het voor den 5.den der genoemde

des districts respectifs que je charge par la présente de réunir ces différens tableaux pour en former un seul, sur le même modèle, en observant l'ordre alphabétique pour les noms des communes, et qui devra m'être adressé avant le 20 du susdit mois de février.

Veuillez, Messieurs, chacun en ce qui vous concerne, apporter à la confection de ce travail tout le soin qu'il réclame, et recevoir l'assurance de ma parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

P. S. Je crois devoir prévenir les Municipalités des villes et communes, qu'ils trouveront chez la Veuve STÉVEN & FILS, Imprimeurs de l'Administration Provinciale, à Gand, les modèles imprimés du Tableau dont la confection est ordonnée par la présente.

Digitized by Google

Flandre orientale (802)

Districts.	Noms des lieux. Villes.	Bourgs.	Communes.	Hameaux.	Nombre de Maisons.	Moulins à moudre grains. Moulins à eau.	Moulins à vent.	Population. Hommes en état de porter les armes.	Femmes.	Enfans.	Ouvriers tels que charpentiers, maçons, menuisiers, cordonniers, tanneurs, maréchaux ferrant, serruriers, fourbisseurs, plombiers, chaudronniers, etc.	Chariots à 4 colliers.	Voi[...]
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	[illegible]

Districten.	Benaming der Plaatsen. Steden.	Vlekken.	Dorpen.	Gehuchten.	Bestaende Huizen.	Koorn Molens. Water-Molens.	Wind-Molens.	Inwoonders. Weerbare Mannen.	Vrouwen.	Kinderen.	Ambachts-lieden als: Heer en schoenmakers, [illegible] smeden [illegible]	Aard-appelen.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	38

maend aen de onderscheidene Districts Commissarissen te laeten geworden, welke heeren door dezen belast worden die onderscheidene tabellen te verzamelen om er eene beschryving, op het zelve model, en alphabetisch-gewyze voor wat aengaet de namen van de gemeenten, van op te maeken, welk werk my door hun voor den 20 sten der voornoemde maend february zal moeten geworden.

Gelieft, Mynheeren, een ieder voor zoo veel het hun aengaen mag, in het opmaeken van dees werk de vereischte zorg by te brengen, en ontvangt de verzekering van myne volkomene achting.

PH. C.° DE LENS.

P. S. Ik denke de Municipaliteiten der steden en gemeenten te moeten verwittigen, dat zy by de Weduwe STEVEN & ZOON, Drukkers der Provinciale Administratie, tot Gend, konnen bekomen de gedrukte modellen van de Tabelle, welkers voltrekking door de tegenwoordige aenbevolen word.

Getal in bunders.				De onderscheidene aart van Handel.	Byzondere Producten.		
Hey-gronden.	Veen-gronden.	Duinen.	Moerassen.		Welke soort.	Hoe veel.	Qualiteit.
54	55	56	57	58	59	60	61

maend aen de onderscheidene Districts Commissarissen te laeten geworden, welke heeren door dezen belast worden die onderscheidene tabellen te verzamelen om er eene beschryving, op het zelve model, en alphabetisch-gewyze voor wat aengaet de namen van de gemeenten, van op te maeken, welk werk my door hun voor den 20.[sten] der voornoemde maend february zal moeten geworden.

Gelieft, Mynheeren, een ieder voor zoo veel het hun aengaen mag, in het opmaeken van dees werk de vereischte zorg by te brengen, en ontvangt de verzekering van myne volkomene achting.

PH. C.[te] DE LENS.

P. S. Ik denke de Municipaliteiten der steden en gemeenten te moeten verwittigen, dat zy by de Weduwe Stéven & Zoon, Drukkers der Provinciale Administratie, tot Gend, konnen bekomen de gedrukte modellen van de Tabelle, welkers volmaking door de tegenwoordige aenbevolen word.

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 48.

KORTEN INHOUD.

80. STATISTIEKSCHE BESCHRYVING. — *In uitvoer Zyner Majesteits besluit van* 11 *january* 1815, *voorschryft men het opmaken eener beschryving, waer van men het model toezend.* — Van 7.sten december. — 2.e Afdeeling. (995.)

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF
DE LA
FLANDRE ORIENTALE.

N.° 49.

SOMMAIRE.

81. Patentes. — *Renseignemens à fournir par les administrations locales aux agens des contributions.* — Du 20 décembre. — 1.e Division.

82. Statistique. — *Instruction additionnelle pour la formation du tableau que concerne la circulaire n.° 48, du 7 courant.* — Du 23 décembre. — 2.e Division.

83. Mercuriale *du mois de novembre* 1819. — Du 10 décembre. — 2.e Division

Tome VI.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 48.

KORTEN INHOUD.

80. STATISTIEKSCHE BESCHRYVING. — *In uitvoer Zyner Majesteits besluit van* 11 *january* 1815, *voorschryft men het opmaken eener beschryving, waer van men het model toezend:* — Van 7.sten december. — 2.e Afdeeling. (995.)

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF
DE LA
FLANDRE ORIENTALE.

N.° 49.

SOMMAIRE.

81. PATENTES. — *Renseignemens à fournir par les administrations locales aux agens des contributions.* — Du 20 décembre. — 1.re Division.

82. STATISTIQUE. — *Instruction additionnelle pour la formation du tableau que concerne la circulaire n.° 48, du 7 courant.* — Du 23 décembre. — 2.e Division.

83. MERCURIALE *du mois de novembre* 1819. — Du 10 décembre. — 2.e Division

Digitized by Google

81 Gand, le 20 décembre 1819.

Les États députés de la Flandre orientale,

A MM. les Bourgmestres et Maires des villes et communes de la province.

Messieurs, Sa Majesté, par son arrêté du 9 novembre dernier, a statué que les administrations locales sont tenues de fournir aux agens des contributions directes, tous les renseignemens nécessaires à l'égard de la nature et de l'étendue des professions des individus soumis au droit de patente, pour la classification de ces individus.

Nous vous invitons, Messieurs, à vous conformer à cette disposition.

Signé PH. C.te DE LENS, Président.

Par les États députés,

Le Greffier des États provinciaux, L. VAN TOERS.

---

82 Gand, le 23 décembre 1819.

Le Gouverneur de la province de la Flandre orientale,

A MM. les Bourgmestres et Maires des villes et communes;

A MM. les Commissaires Royaux des Districts de la province.

Messieurs, il s'est glissé une erreur ou plutôt une omission essentielle dans le modèle du tableau

81 Gend, den 20.sten december 1819.

De Gedeputeerde Staten *van Oost-Vlaenderen,*

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, Zyne Majesteit heeft by hoogst des zelfs besluit van 9.sten november lestleden bepaeld dat de plaetselyke besturen gehouden zyn alle nodige onderrigtingen te verschaffen aen de agenten der directe belastingen nopens den aerd en de gesteltheid der bedryven van de persoonen onderworpen aen het patent-regt, dit voor der zelver classering.

Wy verzoeken uwe, Mynheeren, om aen deze bepaling te voldoen.

Geteekend PH. C.te DE LENS, President.

Van wege de gedeputeerde Staten,

De Greffier der provinciale Staten, L. Van Toers.

---

82 Gend, den 23.sten december 1819.

De Gouverneur *van de provincie van Oost-Vlaenderen,*

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten;

Aen de Heeren Districts Commissarissen der provincie.

Mynheeren, er is een misslag begaen, of beter gezegd eene uitlating heeft plaets gehad in het

statistique, dont la confection est prescrite par ma circulaire du 7 de ce mois, n.° 995 de la 2.e division, et n.° 46 du Mémorial administratif de la province. Il devra être ajouté immédiatement après la 13.e colonne du tableau, une autre destinée à indiquer le nombre des chariots à 2 colliers, et cela pourra facilement se faire en coupant cette treizième colonne en deux.

Je recommande cette indication à vos soins.

Enfin pour écarter jusqu'au moindre doute, je crois utile de vous développer ici plus amplement ce qu'on entend par commerce et trafic que concerne la 58.e colonne du susdit tableau. Par commerce et trafic on veut désigner ceux indigènes à votre commune, tels que commerce de grains de toutes sortes de céréales, de toiles, lins, &c.; et pour ce qui est des produits ou différentes branches d'industrie à indiquer dans la 59.e colonne du tableau, on doit comprendre par là les différentes sortes de fabriques et manufactures.

Veuillez vous conformer à ces instructions additionnelles, et recevoir l'assurance de ma parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

statistiksch beschryving, model; welkers opmaking voorgeschreven is by mynen circulairen brief van den 7.sten dezer maend, n.o 8095, 2.de afdeeling, n.° 48, van het Memoriael administratif der provincie. Onmiddelyk na de 13.de kolom van hoovengemelde beschryving zal men eene andere kolom voegen, geschikt tot het aenwyzen van het nummer der wagens voor *twee paerden*, en die zal gemakkelyk kunnen geschieden by middel van het doorsnyden der zelve kolom.

Ik beveel deze verbetering aen uwe byzondere zorg.

Willende eindelyk den minsten twyffel verwyderen, is het my nodig voorgekomen UE. hier eene volmaekter oplossing te geven omtrent het geen men verstaen moet door den onderscheidenen aerd van handel, in de 58.ste kolom van de meergemelde beschryving bepaeld. Door dezen onderscheiden aerd van handel heeft men willen aenduiden die gene welke van uw gemeente onmiddelyk voortskomen, zoo als graenhandel van allerlei soort, even als die van lynwaed, vlas enz. Door byzondere producten vermeld in de kolom 59 is te verstaen de verscheidene soorten van fabriken en manufacturen.

Gelieft UE. aen deze bygevoegde onderrigtingen te schikken, en de verzekering van myne volkomene achting te ontvangen.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

Mercuriale ou État indiquant le prix moyen des Grains, Fourrages et autres objets, vendus sur les principaux marchés de la province pendant le mois de novembre 1819.

DÉSIGNATION DE L'ESPÈCE DES OBJETS VENDUS.		PRIX MOYENS. flor.	cts.
Froment *blanc*	—hectolitre	7	78
——— *roux*	—idem	7	10
Seigle	—idem	5	13
Orge	—idem	4	82
Sarrazin	—idem	5	40
Avoine	—idem	3	33
Haricots	—idem	»	»
Pois	—idem	»	»
Farine *de froment*	—idem	8	95
——— *de seigle*	—idem	5	85
——— *d'orge*	—idem	»	»
Pain *de froment tamisé*	—kilogramme	»	14
—— *de froment non tamisé*	—idem	»	10
—— *de pur seigle*	—idem	»	7
Pommes de terre	—hectolitre	1	88
Viande *de bœuf*	—kilogramme	»	44
——— *de vache et génisse*	—idem	»	40
——— *de veau*	—idem	»	57
——— *de mouton*	—idem	»	47
——— *d'agneau*	—idem	»	55
——— *de porc*	—idem	»	58
Beurre	—idem	»	80
Fromage de Hollande	—idem	»	63
Genièvre	—hectolitre	41	39
Premier flegme du genièvre (Mout-wyn)	—idem	»	»
Foin	—quint. métriq.	3	71
Paille	—idem	2	70
Bois à brûler *chêne*	—stère	4	97
——————— *hêtre*	—idem	5	21
——————— *blanc*	—idem	2	52
Charbon *de bois*	—hectolitre	1	13
——— *de terre* (houille)	—idem	1	27
Fagots à brûler	—centaines	»	»
Tourbe *fossile*	—idem	»	19
——— *de tanneur*	—idem	»	23
Huile *de colsa*	—hectolitre	40	87
—— *de navette*	—idem	39	13
—— *de lin*	—idem	45	85
Chandelles	—kilogramme	»	70

Certifié par le Gouverneur de la province de la Flandre orientale, soussigné. Gand, le 10 *décembre* 1819.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

MERCURIALE [illegible]

[illegible]

DÉSIGNATION DE [illegible]	PRIX MOYENS.
[illegible]	[illegible]
— de rames ... idem ...	23
Huile de colza ... hectolitre ...	[illegible]
— de navette ... idem ...	[illegible]
— de lin ... idem ...	[illegible]
Chandelles ... kilogramme.	[illegible]

Certifié par le Gouverneur de la province de la Flandre orientale, soussigné. Gand, le 10 décembre 1810.

PH. Cte DE LENS.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 49.

KORTEN INHOUD.

81. Patenten. — *Onderrigtingen te verschaffen door de plaetselyke besturen aen de agenten der belastingen.* — Van 20.sten december. — 1.e Afdeeling.

82. Statistiksche beschryving. — *Bykomende onderrigtingen tot het opmaken der beschryving in de circulaire n.° 48, van den 7.sten dezer maend bepaeld.* — Van 23.sten december. — 2.e Afdeeling.

83. Mercuriale *van de maend november* 1819. — Van 10.den december. — 2.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 50.

SOMMAIRE.

84. Liquidation des anciennes dettes, etc. — *Instruction pour l'exécution de la loi du 30 novembre dernier.* — Du 21 décembre. — 1.e Division.

Tome VI.

Digitized by Google

Gand, le 21 décembre 1819.

Les États députés de la Flandre orientale,

Aux Administrations locales des villes et communes de la province.

Messieurs, les articles 5 et 13 de la loi du 9 février 1818 avaient fixé le délai péremptoire endéans lequel, *sous peine de déchéance*, a dû être faite la présentation des créances appartenant à l'ancienne dette constituée dans les provinces méridionales, et à l'arriéré des Pays-Bas: ce délai était expiré depuis long-tems; cependant Sa Majesté était informée que parmi les créanciers de l'Etat il s'en trouvait qui par des circonstances quelconques avaient été empêchés de présenter leurs créances dans le délai péremptoire qui leur avait été donné, et à l'égard desquels l'application de la déchéance aurait pu paraître trop rigoureuse: elle a immédiatement après l'ouverture de la session actuelle des Etats-Généraux fait soumettre à leur délibération un projet de loi pour accorder indistinctement à tous les créanciers de l'Etat auxquels la déchéance était devenue applicable, un nouveau délai endéans lequel ils peuvent, au moyen de la présentation de leurs créances, être relevés de la déchéance.

En conséquence de cette proposition est émanée la loi du 30 novembre dernier, que vous avez reçue avec le n.° 55 du Journal officiel: son article pre-

Digitized by Google

Gend, den 21.sten december 1819.

De Gedeputeerde Staten van Oost-Vlaenderen,

Aen de plaetselyke Bestueren der steden en gemeenten van de provincie.

Mynheeren, de beslissenden termyn tot de aengifte *op pene van prescriptie* der schuldvorderingen wegens de oude gevestigde schuld in de zuidelyke provincien en wegens den nederlandschen achterstand, is voorschreven geweest by de 5.de en 13.de artikelen der wet van 9.sten february 1818: dees termyn was sedert langen tyd verloopen; Zyne Majesteit nogtans verwittigd zynde dat onder de schuldeisschers van den Staet sommige worden gevonden die door toevallige omstandigheden niet in staet zyn geweest hunne vorderingen binnen den by die wet bepaelden termyn te kunnen inleveren, en ter welkers opzigt de toepassing der prescriptie voor te streng had kunnen beschouwd worden, heeft dadelyk naer het openen der tegenwordige sessie van de Staten-Generael aen der zelver beraedslaging voorgedragen een ontwerp van wet waer by een verlengde termyn word toegelaeten aen alle de schuldeisschers van den Staet zonder onderscheid aen wie de prescriptie toepasselyk geworden was, om hunne schuldvorderingen aen te geven, en alzoo van de prescriptie ontslagen te worden.

Achtervolgens die voordragt is de wet gegeven van den 30.sten november jongstleden, die gy ontvangen hebt door de n.° 55 van het Staatsblad:

Digitized by Google

mier porte que « le délai pour la présentation des » créances appartenant à l'ancienne dette constituée » dans les provinces méridionales et à l'arriéré des » Pays-Bas, prescrit par les articles 5 et 13 de la » loi du 9 février 1818, est prolongé *de trois* » *mois consécutifs*, qui commenceront à courir *le* » 13.e *jour après la date de la présente loi.* »

L'article 2 prononce la déchéance définitive contre tous créanciers qui endéans le nouveau délai n'auraient pas présenté leurs créances à la liquidation.

D'après la disposition contenue en l'article 1.er, le nouveau délai a commencé à courir le 13 de ce mois, expirera ainsi *le 12 du mois de mars 1820.*

Il est intéressant, Messieurs, pour les établissemens publics dans votre ressort, et pour vos administrés, que ce nouveau bienfait du Gouvernement parvienne à leur connaissance; en conséquence nous vous invitons à donner à la loi du 30 novembre dernier la plus grande publicité, et de stimuler vos établissemens de charité et les fabriques de vos églises à en profiter, pour autant que par négligence ou par des circonstances indépendantes de leur volonté, ils auraient laissé écouler le délai accordé par la loi du 9 février 1818, sans présenter leurs créances susceptibles de liquidation, à la commission établie pour les recevoir et y statuer.

Les articles 3 et 4 du chapitre deux de la loi du 9 février 1818 (insérée au Journal officiel, volume 12, n.° 7) indiquent les anciennes dettes constituées dont la liquidation pourra encore être demandée; ce sont les anciennes rentes reconnues

Digitized by Google

het art 1 draegt dat « de termyn tot de aengifte der » schuldvorderingen, wegens de oude gevestigde » schuld in de zuidelyke provincien en wegens » den Nederlandschen achterstand, by de 5.de en » 13.de artikelen der wet van den 9.sten february » 1818, voorgeschreven, word verlengd met den » tyd *van nog drie achtereenvolgende maen-* » *den*, in te gaen *twaelf volle dagen naer de* » *dagteekening der tegenwordige wet.* »

De volstrekte prescriptie is uitgesproken by het 2.de artikel tegen alle schuldeisschers die binnen den verlengden termyn hunne vorderingen niet zullen ingelevert hebben.

Den verlengden termyn heeft krachtens het 1.ste artikel ingank genomen met den 13.den van dees maend, om alzoo te expireren *den 12 maert 1820.*

Het is belangryk, Mynheeren, voor de publieke gestichten van uw ressort en voor uwe onderhoorige, dat dees nieuwe weldaed van het Gouvernement aen hun kenbaer gemaekt zy; dienvolgens verzoeken wy UE. om aen de wet van 30.sten november lestleden, de meeste publiciteit te geven, en de gestichten van liefdadigheid en de kerkfabriken in uw gemeente aen te sporen om er gebruik af te maeken, voor zoo veel, dat zy door verzuim of door omstandigheden, buiten hunne schuld, den by de wet van den 9.sten february 1818 bepaelden termyn zouden hebben laeten voor by gaen zonder hunne vorderingen in te leveren aen de commissie belast met der zelver ontvangst en beslissing.

De artikelen 3 en 4 van het tweede hoofdstuk van de wet van den 9.sten february 1818, (g'insereert in het Staatsblad, 12.de boek, n.° 7), bepalen de oude rentegevende schulden welkers verevening nog zal mogen gevraegt worden. Zulks zyn de

Digitized by Google

à charge de la province et de ses châtellenies, pays et métiers, tels que par exemple la châtellenie du Vieuxbourg ou d'Audenarde; le pays d'Alost, de Waes, de Termonde; les métiers d'Assenede et de Bouchaute, &c. &c., ou à charge des corporations religieuses ou laïques supprimées et qui auraient été dépossédées de leurs biens, pour autant que ces rentes n'ont pas été admises en liquidation par le Gouvernement précédent.

Ainsi dans la dette constituée, pour laquelle la liquidation est encore ouverte en exécution des lois des 9 février 1818 et 30 novembre dernier, sont aussi comprises les rentes, dont sont créanciers des établissemens publics à charge des généralités, communautés et corporations religieuses et laïques mentionnées ci-dessus, et dont sous le Gouvernement précédent la liquidation avait été refusée, sous prétexte qu'éventuellement ces établissemens, dans le cas d'insuffisance de leurs revenus, devaient être subsidiés par les caisses municipales ou par le trésor public.

D'après les articles 11 et 12 du même chapitre 2 de la loi du 9 février 1818, l'arriéré des Pays-Bas est divisé en trois classes, dont la première comprend toutes les dettes contractées par ou au nom du Gouvernement existant dans le tems, tant dans les provinces méridionales que dans les provinces septentrionales du Royaume, durant toutes les années que ces provinces ont fait partie de l'Empire français, pour autant que ces créances ne tombent pas à la charge de la France, en vertu du traité du 30 mai 1814 et de la convention ultérieure du 20 novembre 1815 (insérées au Journal officiel, volumes 2, pages notamment 356 et suivantes, et 6, pages 141 et suivantes).

het art 1 draegt dat « de termyn tot de aengifte der
» schuldvorderingen, wegens de oude gevestigde
» schuld in de zuidelyke provincien en wegens
» den Nederlandschen achterstand, by de 5.de en
» 13.de artikelen der wet van den 9.sten february
» 1818, voorgeschreven, word verlengd met den
» tyd *van nog drie achtereenvolgende maen-*
» *den*, in te gaen *twaelf volle dagen naer de*
» *dagteekening der tegenwordige wet.* »

De volstrekte prescriptie is uitgesproken by het 2.de artikel tegen alle schuldeisschers die binnen den verlengden termyn hunne vorderingen niet zullen ingelevert hebben.

Den verlengden termyn heeft krachtens het 1.ste artikel ingank genomen met den 13.den van dees maend, om alzoo te expireren *den 12 maert 1820.*

Het is belangryk, Mynheeren, voor de publieke gestichten van uw ressort en voor uwe onderhoorige, dat dees nieuwe weldaed van het Gouvernement aen hun kenbaer gemaekt zy; dienvolgens verzoeken wy UE. om aen de wet van 30.sten november lestleden, de meeste publiciteit te geven, en de gestichten van liefdadigheid en de kerkfabriken in uw gemeente aen te sporen om er gebruik af te maeken, voor zoo veel, dat zy door verzuim of door omstandigheden, buiten hunne schuld, den by de wet van den 9.sten february 1818 bepaelden termyn zouden hebben laeten voor by gaen zonder hunne vorderingen in te leveren aen de commissie belast met der zelver ontvangst en beslissing.

De artikelen 3 en 4 van het tweede hoofdstuk van de wet van den 9.sten february 1818 (g'insereert in het Staatsblad, 12.de boek, n.° 7), bepalen de oude rentegevende schulden welkers verevening nog zal mogen gevraegt worden. Zulks zyn de

à charge de la province et de ses châtellenies, pays et métiers, tels que par exemple la châtellenie du Vieuxbourg ou d'Audenarde; le pays d'Alost, de Waes, de Termonde; les métiers d'Assenede et de Bouchaute, &c. &c., ou à charge des corporations religieuses ou laïques supprimées et qui auraient été dépossédées de leurs biens, pour autant que ces rentes n'ont pas été admises en liquidation par le Gouvernement précédent.

Ainsi dans la dette constituée, pour laquelle la liquidation est encore ouverte en exécution des lois des 9 février 1818 et 30 novembre dernier, sont aussi comprises les rentes, dont sont créanciers des établissemens publics à charge des généralités, communautés et corporations religieuses et laïques mentionnées ci-dessus, et dont sous le Gouvernement précédent la liquidation avait été refusée, sous prétexte qu'éventuellement ces établissemens, dans le cas d'insuffisance de leurs revenus, devaient être subsidiés par les caisses municipales ou par le trésor public.

D'après les articles 11 et 12 du même chapitre 2 de la loi du 9 février 1818, l'arriéré des Pays-Bas est divisé en trois classes, dont la première comprend toutes les dettes contractées par ou au nom du Gouvernement existant dans le tems, tant dans les provinces méridionales que dans les provinces septentrionales du Royaume, durant toutes les années que ces provinces ont fait partie de l'Empire français, pour autant que ces créances ne tombent pas à la charge de la France, en vertu du traité du 30 mai 1814 et de la convention ultérieure du 20 novembre 1815 (insérées au Journal officiel, volumes 2, pages notamment 356 et suivantes, et 6, pages 141 et suivantes).

Digitized by Google

oude renten ten laste van de provincie, de kasselryen, landen en ambachten, zoo by voorbeeld als de kasselrye van 't Oudeburg of van Oudenaerde, het land van Aelst, van Waes, van Dendermonde, de ambachten van Assenede en van Bouchaute, &c., &c., of wel ten laste van vernietigde geestelyke of wereldlyke korporatien die buiten het bezit harer goederen geraekt zyn, voor zoo verre dees renten door het voormalig Gouvernement niet vereven zyn geweest.

Alzoo zyn ook begrepen in de achtergaende schuld, welkers vereffening nog open is uit krachte van de wetten van den 9.sten february 1818 en 30.sten november lestleden, de renten waer af publieke gestichten crediteuren zyn ten laste van generaliteiten, gemeenten en geestelyke en wereldlyke hier boven beroepen korporatien, en welkers vereffening onder het fransch bestuer is verworpen geweest, op voorwendsel dat by geval die gestichten niet genoegzaem begoed zynde, door de gemeente kassen of door de schatkist moesten gesubsidieerd wezen.

Den Nederlandschen achterstand is ingevolge de artikelen 11 en 12 van het zelfde tweede hoofdstuk der wet van 9.sten february 1818, verdeelt in drie klassen, waer af de eerste bevat alle de schulden door of uit naem van het tydelyk bestuer, zoo in de zuidelyke als in de noordlyke provincien van het Ryk, aengegaen gedurende al die jaeren, dat de zelve een deel van het fransche Keizerryk hebben uitgemaekt, en zulks voor zoo verre deze schulden niet ten laste van Vrankryk komen ingevolge het traktaet van den 30.sten mei 1814, en de nadere conventie van den 20.sten november 1815, (g'insereert in het Staetsblad, 2.de boek, blad 356 en volgende, en 6.de boek, blad 171 en volgende.)

Les 6.e et 7.e classes concernent particulièrement les créanciers dans les provinces septentrionales du Royaume.

Pour l'exécution de la loi du 9 février 1818, en tant qu'elle concerne la partie de la liquidation de la dette constituée non encore liquidée sous le Gouvernement français dans les provinces méridionales et de l'arriéré du Royaume, une commission a été nommée; elle réside à La Haye; les déclarations des prétentions avec les titres à l'appui doivent y être adressées, *franc de port*, avec cette adresse: *A la Commission générale de liquidation, au Buiten-hof, lett. K, à La Haye.*

D'après deux avis de la commission de liquidation, les déclarations de prétentions doivent être faites d'après un modèle qui s'imprime chez les frères *Van Cleeff*, à La Haye, et qui peut être obtenu chez leur correspondant en cette ville, le sieur *Houdin*, imprimeur-libraire, rue courte des Chevaliers.

Si parmi les réclamans ils s'en trouvent qui ne peuvent joindre à leurs réclamations les titres à l'appui, soit parce que précédemment ils les ont adressé à la commission de liquidation à Paris, soit pour d'autres causes, ils en feront mention dans la colonne O, et joindront à leurs réclamations telles autres pièces, par exemple les anciens bordereaux qu'ils ont reçu, qu'ils trouveront convenir pour vérifier leurs prétentions.

Nous vous prions aussi de reproduire à vos établissemens publics l'arrêté du Gouverneur de la province en date du [illegible] avril 1818 et les pièces y jointes, insérés au Mémorial administratif de la province, tome 6, pages 44 et suivantes, qui est aussi relatif à la même opération de la liquidation de la dette nationale.

oude renten ten laste van de provincie, de kasselryen, landen en ambachten, zoo by voorbeeld als de kasselrye van 't Oudeburg, of van Oudenaerde, het land van Aelst, van Waes, van Dendermonde, de ambachten van Assenede en van Bouchaute, &c., &c., of wel ten laste van vernietigde geestelyke of wereldlyke korporatien die buiten het bezit haren goederen geraekt zyn, voor zoo verre dees renten door het voormalig Gouvernement niet vereven zyn geweest.

Alzoo zyn ook begrepen in de rentegevende schuld, welkers vereffening nog open is uit krachte van de wetten van den 9.sten february 1818 en 30.sten november lestleden, de renten waer af publieke gestichten credituren zyn ten laste van generaliteiten, gemeenten en geestelyke en wereldlyke hier boven beroepen korporatien, en welkers vereffening onder het fransch bestuer is verworpen geweest, op voorwendsel dat by geval die gestichten niet genoegzaem begoed zynde, door de gemeente kassen of door de schatkist moesten gesubsidieerd wezen.

Den Nederlandschen achterstand is ingevolge de artikelen 11 en 12 van het zelfde tweede hoofdstuk der wet van 9.sten february 1818, verdeelt in drie klassen, waer af de eerste bevat alle de schulden door of uit naem van het tydelyk bestuer, zoo in de zuidelyke als in de noordlyke provincien van het Ryk, aengegaen gedurende al die jaeren, dat de zelve een deel van het fransche Keizerryk hebben uitgemaekt, en zulks voor zoo verre deze schulden niet ten laste van Vrankryk komen ingevolge het traktaet van den 30.sten mei 1814, en de nadere conventie van den 20.sten november 1815. (g'insereert in het Staetsblad, 2.de boek, blad 356 en volgende, en 6.de boek, blad 264 en volgende.)

Les 2.e et 3.e classes concernent particulièrement les créanciers dans les provinces septentrionales du Royaume.

Pour l'exécution de la loi du 9 février 1818, en tant qu'elle concerne la partie de la liquidation de la dette constituée non encore liquidée sous le Gouvernement français dans les provinces méridionales et de l'arriéré du Royaume, une commission a été nommée; elle réside à La Haye; les déclarations des prétentions avec les titres à l'appui doivent y être adressées, *franc de port*, avec cette adresse: *A la Commission générale de liquidation, au Buiten-hof, lett. K, à La Haye.*

D'après deux avis de la commission de liquidation, les déclarations de prétentions doivent être faites d'après un modèle qui s'imprime chez les frères *Van Cleeff*, à La Haye, et qui peut être obtenu chez leur correspondant en cette ville, le sieur *Houdin*, imprimeur-libraire, rue courte des Chevaliers.

Si parmi les réclamans ils s'en trouvent qui ne peuvent joindre à leurs réclamations les titres à l'appui, soit parce que précédemment ils les ont adressé à la commission de liquidation à Paris, soit pour d'autres causes, ils en feront mention dans la colonne C, et joindront à leurs réclamations telles autres pièces, par exemple les anciens bordereaux qu'ils ont reçu, qu'ils trouveront convenir pour vérifier leurs prétentions.

Nous vous prions aussi de reproduire à vos établissemens publics l'arrêté du Gouverneur de la province en date 14 avril 1818 et les pièces y jointes, insérés au Mémorial administratif de la province, tome 3, pages 14 et suivantes, qui est aussi relatif à la même opération de la liquidation de la dette nationale.

Digitized by Google

De tweede en derde klassen betreffen byzonderlyk de credituren der noordelyke provincien van het Ryk.

Voor de uitvoering der wet van 9.sten february 1818, zoo verre die betreft het gedeelte der vereevening van de rentegevende schuld dat in de zuidelyke provincien niet vereven is geweest door het fransche Gouvernement, en 's Ryks achterstand, is eene commissie benoemd; deze is te Schravenhage geplaetst; de opgaven der vorderingen met de daer aen betrekkelyke titels, moeten aldaer *kostloos* gezonden worden met dees opschrift of adres; *Aen de Algemeene Kommissie van Liquidatie, in 't Buitenhof, L.a K — à Schravenhage.*

De opgaven der vorderingen moeten ingevolge van twee berigten der kommissie opgemaekt worden in den zin van een model dat gedrukt word by de broeders *Van Cleeff*, in 's Hage, en die te bekomen zyn by der zelver correspondent alhier, de heer *Houdin*, drukker en boekverkooper, in de korte Ridderstraet.

Indien sommige schuldeisschers in 't geval waren van de nodige stuks niet te konnen voegen aen hunne opgaven, 't zy dat deze door hun voorgaendelyk gezonden zyn geweest aen de commissie van liquidatie te Parys, 't zy door andere reden, zullen zy er melding van maken in de kolom C, en by hunne reclames zulkdanige andere bylagen voegen als zy geradig vinden, tot de bevesting van hunne vorderingen; als by voorbeeld hunne oude bordereaux.

Wy komen UE. ook verzoeken om het besluit van den Gouverneur der provincie in daten 14.den april 1818 en de daer bygevoegde stuks, alle gedrukt in het Memoriael administratief, 3.de boek, blad 14 en volgende, wederom onder de oogen te brengen van uwe publieke gestichten.

Si aucun doute sur quelques prétentions de vos établissemens publics s'élevait, veuillez nous les communiquer, il nous sera toujours agréable de concourir à les dissiper, et à ainsi contribuer à leur faire obtenir la liquidation de leurs créances.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de notre parfaite considération.

Signé PH. C.te DE LENS, Président.

Par les États députés,

Le Greffier des États provinciaux, L. Van Toers.

Digitized by Google

Indien eenige twyfel kwam te ontstaen ten opzigt der vorderingen van de publieke gestichten in uw gemeente, wilt ons die laeten kennen, en het zal ons altoos aengenaem zyn de zelve op te lossen en alzoo mede te helpen om aen hen de verevening hunner voorderingen te verzekeren.

Gelieft, Mynheeren, te aenveêrden de verzekering van onze volkome achting.

Geteekent CH. C. DE LENS, President.

Van wegen de gedeputeerde Staten,

De Greffier der provinciale Staten, L. VAN TOERS.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 50.

KORTEN INHOUD.

84. VEREFFENING der oude schulden, etc. — *Instructie voor den uitvoer van de wet van* 30.sten *november jongstleden.* — Van 21.sten december. — 1.e Afdeeling.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 51.

SOMMAIRE.

85. BARRIÈRES. Exemptions — *Communication d'une décision ministérielle du 22 du courant, portant que le foin nouveau ne saurait être assimilé aux fourrages verts.* — Du 28 décembre. — 2.e Division. (1021.)

86. TAXES MUNICIPALES. — *On donne communication d'une dépêche de S. E. le Ministre de l'Intérieur.* — Du 30 décembre. — 1.e Division.

KORTEN INHOUD.

85. BARRIEREN. Vrystellingen. — *Bekentmaking van eene ministeriele schikking van 22.sten dezer, dragende dat het nieuw hooi in geene gelykmaking komen mag met het versche veevoeder.* — Van 28.sten december. — 2.e Afdeeling. (1021.)

86. STEDELYKE BELASTINGEN. — *Bekentmaking van eenen brief van Z. E. de Minister van Binnenlandsche Zaken* — Van 30.sten december. — 1.e Afdeeling.

Tome VI.

Digitized by Google

Gand, le 28 décembre 1819.

Le Gouverneur de la province de la Flandre orientale,

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes;

A MM. les Commissaires Royaux des Districts de la province.

Messieurs, en vous invitant à y donner, chacun en ce qui vous concerne, toute la publicité nécessaire et de coutume, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que par arrêté du Département du Waterstaat et des Travaux publics, du 22 de mois, N.° A $\frac{10457}{19771}$, il a été décidé que *le foin nouveau* ne peut être assimilé *aux fourrages verts*, exempts aux termes du 4.e §. de l'article 4 de l'arrêté du 24 février 1819, du droit aux barrières situées aux portes des villes.

La présente invitation parvenant à chaque Bourguemaître et Maire individuellement, MM. les Commissaires des districts, qui la recevront également, auront à la considérer pour faite aux fins d'information et direction.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

Gend, den 28.sten december 1819.

De GOUVERNEUR *van de provincie van Oost-Vlaenderen,*

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten;

Aen de Heeren Districts Commissarissen der provintie.

Mynheeren, ik heb de eer aen UE. kennis te brengen, met verzoek om er de nodige en gewoonelyke publiciteit aen te geven, 't besluit van het Departement van den Waterstaat en publieke Werken, in daten 22.sten dezer maend, N.° A 12457, bepalende dat het *nieuw hooi* in geene gelykmaking en mag komen met het *versche veevoeder*, dat vrygesteld is van het tolregt aen de barrieres by het inkomen der steden, uit krachte van het 4.de § 4.de artikel van de wet van 24.sten february 1819.

De tegenwoordige aen ieder Burgemeester en Maire afzonderlyk toekomende, word aen de heeren Districts Commissarissen toegezonden, ten fine van informatie of narigt.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

Gand, le [illegible] décembre 1819.

Les États députés de la *Flandre orientale*,

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes de la province.

Messieurs, vous trouverez à la suite de la présente copie de la dépêche que S. E. le Ministre de l'Intérieur vient de nous transmettre, sous la date du [illegible] de ce mois, contenant quelques instructions ultérieures pour l'établissement des taxes municipales sur la houille et la tourbe, autorisées par arrêté Royal du 27 août dernier.

Nous vous prions, Messieurs, de prendre les mesures nécessaires, afin que les dispositions contenues en ladite dépêche soient promptement exécutées.

Signé PH. C.te DE LENS, Président.

Par les États députés,

Le Greffier des États provinciaux, I. Van Toers.

Gend, den 30.sten december 1819.

De GEDEPUTEERDE STATEN *van Oost-Vlaenderen,*

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten van de provincie.

Myneeren, gy zult hier agter gedrukt vinden den Brief van Z. E. de Minister van Binnenlandsche Zaken, in daten 10.den dezer maend, houdende eenige nadere instructien omtrent de inrigting van stedelyke belastingen op den turf en steenkolen, g'autoriseert by het Koninklyk besluit van 27.sten augustus lestleden.

Wy verzoeken UE. de nodige maetregelen te nemen om den uitvoer der in de zelve brief begrepen bepalingen dadelyk te verzekeren.

Geteekent PH. C.te DE LENS, President.

Van wege de gedeputeerde Staten,

De Greffier der provinciale Staten, I. VAN TOERS.

Digitized by Google

'S GRAVENHAGE, *den* 10 *december* 1819.

Bij mijne missive van den 23 september lestleden, P. 1558, n.° 3, heb ik de eer gehad UE. Gr. Achtb. te doen toekomen afschrift van Z. M. besluit van den 27 augustus 1819, litt.a X3 n. 99, betrekkelijk de plaatselijke belasting op den turf en steenkolen, en heb UE. Gr. Achtb. tevens de noodige instructien gegeven tot nakoming van het zelve besluit.

Ingevolge bij Z. M. op nieuw gemaakte bepalingen, welke mij door den Staats-Raad belast met de directie der Staats Secretarij, bij missive van den 3 dezer, n.° 50, zijn medegedeeld, zal het noodig wezen aan de genoemde instructie eenige nadere wijzeging te geven.

Het is bij 's Rijks administratien tot maatstaf aangenomen, dat *twee* turven met *een pond* steenkolen (oude maat) gelijk staan, waar uit volgt dat een *ton*, waar in gewoonlijk 100 turven gevonden worden, gelijk staat met 50 ponden steenkolen, of 60 tonnen turf met een hoed of 3000 ponden steenkolen, van dat beginsel uitgaande zoude ook als verhouding tusschen de plaatselijke belastingen op die voorwerpen worden vastgesteld, dat door, waar de baggerturf met 5 cents per ton plaatselijk wordt belast, de plaatselijk belasting op de steenkolen 3 gulden par hoed moest bedragen, met andere woorden, dat daar waar de baggerturf met 4 3/8 cents per dubbeld vat, nederlandsche maat, of het dubbel hectoliter is bezwaard, de steenkolen met 2 guldens 4 cents de 1000 nederlandsche ponden of kilogrammen moeten worden belast, het is Z. M. oogmerk, dat deze verhouding *bepaaldelijk* werde aangenomen voor al het geene de plaatselijke belastingen op die voorwerpen, de helft des Rijks belastingen op de zelve mogten te boven gaan, en dus ten aanzien van alle aan sommige steden boven het bij besluit van den 4 october 1816 (Staatsblad, n.° 54) vastgesteld maximum, op die voorwerpen toegestane *verhoogde belastingen*, opzigtelijk dat *gedeelte der plaatselijke belastingen op de turf en kolen* hetwelk *de helft der Rijks belasting*, met welke die voorwerpen, overeenkomstig het 3.e lid van artikel 9 van

het evengemelde besluit, ten behoeve der steden en plaatsen knnnen worden belast *niet te boven gaet*, zullen de bepalingen van 's Konings besluit van den 27 augustus lestleden, worden geobserveerd, in dier voege, dat overal waar een plaatselijke belasting op den turf bestaat of zal worden gelegd, er insgelijks eene op de steenkolen zal worden voorgedragen en omgekeerd, echter zal aan de plaatselijke besturen de *bevoegdheid* worden toegekend, om de bovengemelde voorhouding al dan niet van toepassing te maken op de belastingen, of gedeelten van dien, welke dat maximum niet te boven gaan, en aan hen worde overgelaten om de zelve eerst dan in te voeren wanneer die plaatselijke belastingen tot boven de helft van 's Rijks belastingen zouden zijn gestegen, en wel te beginnen met en over het bedrag van dat excedent.

Z. M. verlangt, dat deze bepalingen zonder verwijl worden ten uitvoer gebragt, en dat de zelve zoo mogelijk met den 1 januarij 1820 in werking komen.

Dienvolgende heb ik de eer UE. Gr. Achtb. uit te noodigen, om te dien aanzien de noodige instructien aan de plaatselijke besturen uwer provincie, daarbij geconcerneerd, af te vaardigen, en die successivelijk en zoo dra mogelijk aan mij in te zenden:

1.° Voor elke stad uwer provincie alwaar eene verhoogde plaatselijke belasting op den turf bestaat, eene deliberatie van den raad der gemeente, strekkende om er insgelijks eene te heffen op de steenkolen, ingerigt overeenkomstig de voorgaande instructien, benevens een reglement op de invordering dier belasting, zoo zulks word vereischt.

2.° Voor elke stad of plaats alwaar eene belasting op den turf wordt geheven, die het maximum niet te boven gaat, maar alwaar er geene op de steenkolen bestaat, eene gelijke deliberatie om er op die brandstoffen eene te vestigen, en zoo het noodig is een concept reglement.

3.° De voordragten welke de plaatselijke administratien der gemeenten, alwaar eene, het maximum niet te bovengaande belasting op de turf, en ook op de steenkolen bestaat, zoodanig dat aan die plaatselijke

administratien vrij staat geene voordragt te doen) niet te min mogten noodig achten te doen.

4.° De voordragten welke betrekkelijk de daarstelling of verhooging der plaatselijke belastingen op den turf, in de steden en gemeénten alwaar die gebruikt wordt, en alwaar de steenkolen aan plaatselijke belastingen onderworpen zijn, op zoodanige wijze dat er termen bestaan tot de toepassing van het bij het besluit van 27 augustus lestleden aangenomen beginsel van reciprociteit.

Ik verzoek UE. Gr. Achtb. om spoedige en krachtdadige maatregelen te nemen, ten einde deze voordragten en concept reglementen aan aan UE. Gr. Achtb. zonder eenig op onthoud worden toegezonden, en ten einde de zelve volkomen in overeenstemming zijn, met Z. M. bedoeling, welke ik UE. Gr. Achtb. heb medegedeeld.

Ik zal niet noodig hebben UE. Gr. Achtb. te doen opmerken, dat de voor te dragen reglementen in alle der zelve bepalingen moeten overeenkomen met de op deze materie bestaande wetten, en speciaal met de wet van den 29 april 1819, noch dat daar bij zorgvuldig moeten worden onderscheiden de belastingen op nationale en op buitenlandsche voorwerpen te leggen, dan doch het is van belang hier te doen observeren, dat dewijl hier geene questie is van in nieuwe behoeften te voorzien, ten ware om bijzondere redenen, waar van alsdan mij onvermijdelijk kennis zou moeten worden gegeven, men slechts de belastingen op den turf en steenkolen moet regelen, invoege dat daar omtrent niet aan der zelve onderlinge betrekking zoo zulks noodig is, doch in geen geval der zelver geheel bedrag veranderd worde, en de last der ingezetene uit dien hoofde geenzins worde verzwaard.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,
Geteekend DE CONINCK.

Voor gelykvormig afschrift:
De Griffier der Staten van Oost-Vlaanderen,
Geteekend I. VAN TORRE.

Digitized by Google

MÉMORIAL ADMINISTRATIF

DE LA

FLANDRE ORIENTALE.

N.° 52.

SOMMAIRE.

87. Droits de Navigation établis par suite de la loi du 30 floréal an 10. — *Ils cesseront d'être perçus au profit de l'Etat à compter de* 1820. — Du 31 décembre. — 2.e Division. (1022.)

Tome VI.

Digitized by Google

GAND, le 31 décembre 1819.

Le Gouverneur de la province de la Flandre orientale,

A MM. les Bourguemaîtres et Maires des villes et communes de cette province.

Messieurs, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que Sa Majesté, par un arrêté portant la date du 15 de ce mois et le n.° 73, a statué qu'au 1.er janvier 1820 cessera d'être perçu au profit de l'Etat le droit de navigation qui se percevait encore abusivement dans quelques provinces du Royaume, en vertu de la loi du 30 floréal an 10.

Cet arrêté ne concerne pas la Flandre orientale; mais il importe que ses habitans en aient connaissance dans l'intérêt de leur commerce, et j'ai l'honneur ainsi de vous inviter à faire publier comme de coutume l'avis que contient la présente, en ayant soin de bien faire remarquer que cette abolition ne s'applique pas au droit de navigation (*lastgeld*) frappé par le présent Gouvernement à titre d'imposition indirecte.

Recevez, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.

PH. C.te DE LENS.

Digitized by Google

Gend, den 31.sten december 1819.

De Gouverneur van de provincie van Oost-Vlaenderen,

Aen de Heeren Burgemeesters en Maires der steden en gemeenten van de provintie.

Mynheeren, ik heb de eer UE. te verwittigen, dat Z. M. by hoogst des zelfs besluit van den 15.^den dezer maend, n.° 73, bepaeld heeft, dat het regt van scheepvaert 't welk in eenige provincien van het Ryk alsnog geheven word kragtens eene wet van 30.sten floréal jaer 10, zal ophouden met den 1.sten january 1820 voor het Ryk te worden ingevorderd.

Dit besluit heeft niet gemeens met Oost-Vlaenderen; maer het is wel belangryk voor den koophandel der zelver inwoonders, en dus geef ik my de eer UE. te verzoeken om het in deze begrepen berigt te doen afkondigen volgens gewoonte, en om te willen doen opmerken dat die afschaffing niet toepasselyk is aen het regt van scheepvaert gekent onder de naem van *lastgeld*, en door het tegenwoordig Gouvernement ingerigt onder de titel van onbeschrevene middelen.

Ontvangt, Mynheeren, de verzekering van myne volkome agting.

PH. Cte DE LENS.

Digitized by Google

MEMORIAEL ADMINISTRATIF

VAN

OOST-VLAENDEREN.

N.° 52.

KORTEN INHOUD.

87. Regten van Scheepvaert ingerigt ten gevolge der wet van den 30.sten floreal jaer 10. — *Te beginnen met 1820 zullen zy ophouden voor het Ryk te worden ingevorderd.* — Van 31.sten december. — 2.e Afdeeling. (1022.)

Digitized by Google

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

Contenues dans le tome VI.e *du Mémorial administratif.*

(Du 1.er avril au 31 décembre 1819.)

A.

Administration. Exposé de la situation de la province au mois de juillet 1819, *page* 213.

Agens des contributions. Voyez *Patentes.*

Agriculture. Méthode de rouir le lin d'après les procédés du sieur *D'Hondt-d'Arcy*, 168.

Antiquités. Mesures pour leur conservation, 440.

Artistes vétérinaires. Instruction qui les concerne, 136. — Nomination du sieur *Milliau*, 364. — Nouvelles instructions qui les concernent, 432.

Audiences du Gouverneur. Avis portant fixation des jours et heures qu'elles auront lieu, 368.

B.

Barrières. Instruction sur l'application de quelques articles des arrêtés Royaux des 13 février 1816 et 24 février 1819, 267. — La taxe ne peut être perçue ailleurs qu'au pied du poteau placé au point déterminé, 314. — Décision ministérielle portant que le foin nouveau ne saurait être assimilé aux fourrages verts, 632.

Biens des cures. Arrêté Royal du 5 février 1816, relatif à la jouissance de ces biens, 530.

Biens et rentes. Exécution du décret du 6 novembre 1813, et de l'arrêté Royal du 5 février 1816, relatifs aux biens et rentes dont jouissent les curés et desservans, 424.

Digitized by Google

Bois et bocquetaux. Demande des états distincts des forêts et bocquetaux, 32. — Arrêté Royal, réglant l'administration des bois communaux et des établissemens publics, 296.

Bois et forêts. Contingent des communes et établissemens publics propriétaires de bois, dans les frais de surveillance attribués à l'administration forestière, 536.

Bourguemaîtres. Voyez *Organisation administrative.*

Bourses, fondations. Exécution de l'arrêté Royal du 26 décembre 1818, 38. — Liquidation des rentes que possèdent ces fondations à charge des villes et communes, 184.

C.

Cadastre. Communication des opérations cadastrales aux propriétaires, 384.

Certificats. Voyez *Police.*

Chasse. Etats des ports-d'armes délivrés depuis le premier février 1819 jusqu'au 15 mars suivant, 74.

Congés. Voyez *Milice.*

Conseils. Voyez *Milice.*

Contributions. Dispositions relatives au recouvrement des rôles, 114. — Renseignemens demandés pour parvenir à plus d'égalité dans la répartition des contributions, 352.

Correspondance administrative. Invitation de rappeler dans les réponses les numéros de la division et de l'indicateur, 120.

Culte catholique. Inscriptions etc. placées dans les églises, 372.

Curés et desservans. Voyez *Biens et rentes.*

Cures. Voyez *Biens des cures.*

D.

Déclarations. Voyez *Exposition générale.*

Digitized by Google

Dettes constituées et exigibles. Formalités à remplir par les héritiers des créanciers, 10. — Exécution de la loi du 30 novembre 1819, concernant la liquidation des anciennes dettes, 620.

Digues. Voyez *Travaux.*

Droits de navigation. Voyez *Navigation.*

Droits de place. Voyez *Taxes municipales.*

E.

État civil. Formules d'actes en langue flamande, 464.

Étrangers. Voyez *Refugiés.*

Exemptions. Voyez *Barrières.*

Exportation. Voyez *Franchise.*

Exposé. Voyez *Administration.*

Exposition générale de 1820. Communication de l'arrêté Royal autorisant cette exposition, 404. — Mesures pour faciliter aux fabricans qui désirent y concourir, le dépôt de leurs déclarations, 548.

F.

Fondations. Voyez *Bourses.*

Forêts. Voyez *Bois et bocquetaux.*

Fossés. Entretien de ceux qui bordent les grandes routes, 444.

Franchise. Voyez *Industrie.*

G.

Gardes champêtres. Invitation de différer l'exécution de l'article 7 du réglement y relatif, 90. — Invitation de procéder à l'exécution de l'article 7, 124.

Gélatine. Voyez *Subsistances.*

Gouverneur. Voyez *Audiences.*

Digitized by Google

Impositions communales. On recommande l'exécution de la loi du 29 avril, 94.

Incendies. Dispositions de police pour les prévenir, 64.

Industrie agricole. Voyez *Agriculture.*

Industrie nationale. Voyez *Exposition générale.* — Prohibition des exportations pour les îles de Java et de Madère, — concours des produits, 452.

J.

Journal officiel. Dispositions relatives au paiement du prix de l'abonnement, 594.

L.

Légalisation. Les pièces qui doivent servir en France ne peuvent être expédiées par les personnes intéressées, sans être préalablement revêtues du visa du Gouverneur, 560.

Lin. Voyez *Agriculture.*

Liquidation. Voyez *Dettes.*

Listes. Voyez *Milice.*

M.

Maréchaussée. Voyez *Police.*

Médailles. Autorisation aux Bourguemaîtres des communes de porter celle dont fait mention l'article 17 du réglement pour l'administration des communes rurales, 544.

Mercuriales mensuelles. Insertion de celles pour les mois de mars, 34; juin, 292; juillet, 380; août, 422; septembre, 460; octobre, 533; novembre, 616.

Milice. Levée de 1819. Notification des nouveaux choix pour la composition du conseil de milice de Auden

narde, 42. — Indication des seuls cas où l'administration provinciale peut examiner et admettre des remplaçans, 46. — Fixation des époques pour le départ des miliciens formant le contingent. — Dispositions relatives aux bataillons de réserve, 54. — Arrêté qui appelle les miliciens destinés à former la troisième portion du contingent, 86. — Rentrée volontaire de semestriers à leurs corps avant l'expiration de leurs congés, 98. — Dispositions relatives au transport des miliciens, 100. — Rentrée des semestriers, formalités à observer, 408. — Epoques pour les revues de novembre 1819, et février, mai et août 1820, 518. — Exécution de la loi du 8 janvier 1817, 542. — Rectification d'une erreur glissée dans quelques congés délivrés par le Département de la Guerre, 558. — Formation des listes pour la classe de miliciens de 1820, 564. — Exécution de l'article 21 de la loi du 8 janvier 1817, 588. — Choix pour 1820, des membres des conseils municipaux et communaux, pour signer les certificats à délivrer aux miliciens, 592.

Milhau. Voyez *Artistes vétérinaires.*

N.

Navigation. Les droits établis par suite de la loi du 30 floréal an 10, cesseront d'être perçus au profit de l'Etat, à compter de 1820, 640.

O.

Organisation administrative. Arrêté Royal portant nomination de Bourguemaîtres dans les districts de Gand, Audenarde, St.-Nicolas, Eecloo et Termonde, 420. — Arrêté Royal portant nomination de Bourguemaîtres dans les districts d'Alost et de Termonde, 449. — Décision Royale concernant le premier renouvellement des membres des administrations rurales, 516.

P.

Passeports. Rappel de quelques dispositions y relatives, 196.

Patentes. Formalités à remplir par certaines classes de patentables, 106. — Instructions sur quelques dispositions de la loi du 21 mai 1819, 320. — Renseignemens à fournir par les administrations locales aux agens des contributions, 612.

Perceptions. Voyez *Vérifications*.

Placemens. Voyez *Barrières*.

Poids et mesures. Introduction du nouveau système; publication des lois et instructions sur la matière, 504.

Police. Rapports entre les fonctions des administrations locales et celles de la maréchaussée, 80. — Arrêté Royal du 6 juin 1819 et instructions pour son exécution, 196. — Instruction relative à l'envoi des rapports périodiques et autres des crimes et délits, 344. — Exercice de la police judiciaire par les autorités communales, arrêté Royal y relatif, 412. — Exécution de cet arrêté, 518. — Les certificats de bonne conduite doivent être délivrés avec la plus grande circonspection, 582.

Ports-d'armes. Voyez *Chasse*.

Propriétaires. Voyez *Cadastre*.

R.

Rapports périodiques. Voyez *Police*.

Recettes communales. Formalités à remplir pour la régularité des vérifications des percepteurs, 48. — Les receveurs communaux ne peuvent solder le trésor avec les fonds des recettes municipales, 406.

Refugiés. Autorisation de résidence en faveur de deux étrangers, 26.

Remplaçans. Voyez *Milice*.

Reserve. (*Bataillons de*) Voyez *Milice*.

Revues. Voyez *Milice*.

Routes. Voyez *Fossés*. — Arrêté Royal du 4 novembre 1819, relatif à l'ouverture de la section de route d'Audenarde à Ninove, 572.

Digitized by Google

Semestriers. Voyez *Milice.*

Statistique. Confection d'un tableau en exécution de l'arrêté Royal du 11 janvier 1815, 600. — Instruction additionnelle pour la formation de ce tableau, 612.

Substances. Gélatine d'os. Résultats qu'il s'obtiennent à la maison centrale de détention à Gand, 14.

T.

Taxes municipales. Droits de place et autres. — Notification de l'arrêté Royal du 9 avril 1819, 169. — Arrêté Royal du 27 août 1819, relatif aux impositions sur la tourbe et la houille, 456 — Communication d'une dépêche du Ministre de l'Intérieur, y relative, 634.

Tourbe. Voyez *Taxes municipales.*

Tourbières. Dispositions des articles 2 et 4 de l'arrêté Royal du 17 février 1819, 21. — Autorisation de continuer provisoirement les exploitations sur le pied usité, 30.

Tournée annuelle. Avis que le Gouverneur entreprendra incessamment celle de 1819, 122.

Transports. Voyez *Milice.*

Travaux. Arrêté Royal du 22 mai 1819, concernant la direction et la surveillance des travaux de défense contre les eaux de la mer ou des rivières, 376.

V.

Vérifications. Voyez *Recettes communales.*

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

85

Digitized by Google

Digitized by Google